

Cote du document:
A/2911

Meilleur exemplaire
Disponible

NATIONS UNIES

**RAPPORT ANNUEL
DU SECRETAIRE GENERAL
SUR L'ACTIVITE
DE L'ORGANISATION**

1er juillet 1954 — 15 juin 1955



ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : DIXIEME SESSION

SUPPLEMENT No 1 (A/2911)

New-York, 1955

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Table des matières

	<i>Pages</i>
INTRODUCTION	xi
I. — QUESTIONS POLITIQUES ET QUESTIONS DE SÉCURITÉ	1
1. — Questions du désarmement	1
a) Examen par la Commission du désarmement du rapport de son Sous-Comité	1
b) Examen de la question à la neuvième session de l'Assemblée générale	1
c) Travaux de la Commission du désarmement et de son Sous- Comité	3
2. — Coopération internationale pour l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques	3
a) Examen de la question à la neuvième session de l'Assemblée générale	3
b) Mise en œuvre de la résolution 810 (IX) de l'Assemblée générale	4
3. — Méthodes que l'on pourrait utiliser pour maintenir et consolider la paix et la sécurité internationales, conformément aux buts et prin- cipes de la Charte:	
a) Rapport de la Commission chargée des mesures collectives	5
b) Examen de la question à la neuvième session de l'Assemblée générale	6
4. — Renforcement de la paix par la suppression des obstacles au libre échange des informations et des idées	6
5. — Admission de nouveaux Membres:	
a) Rapport de la Commission de bons offices	7
b) Demande de l'Australie tendant à faire inscrire une question à l'ordre du jour de la neuvième session de l'Assemblée générale	7
c) Examen de la question à la neuvième session de l'Assemblée générale	7
d) Travaux de la Commission de bons offices	9
6. — Question de Corée:	
a) Conférence de Genève	9
b) Sort de certains prisonniers de guerre qui ont demandé à être envoyés dans des pays neutres	9
c) Examen de la question par l'Assemblée générale à sa neuvième session	9
d) Assistance et relèvement en Corée	11
7. — Plainte pour détention et emprisonnement, en violation de la Con- vention d'armistice de Corée, de militaires appartenant aux forces des Nations Unies	13
8. — Actes d'agression dirigés contre la République populaire de Chine et responsabilité encourue pour ces actes par la marine des États-Unis	15
9. — Plainte pour violation de la liberté de navigation dans la mer de Chine	16

	<i>Pages</i>
10. — Question concernant certaines îles situées dans la région côtière de la Chine	17
11. — Plainte des Etats-Unis d'Amérique au sujet d'une attaque contre l'un de leurs avions	18
12. — Plainte de l'Union birmane pour agression commise contre elle par le Gouvernement de la République de Chine	19
a) Rapports concernant l'évacuation de forces étrangères du territoire birman	19
b) Examen de la question par l'Assemblée générale à sa neuvième session	19
13. — Traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine	20
a) Rapport de la Commission de bons offices des Nations Unies ...	20
b) Examen de la question par l'Assemblée générale à sa neuvième session	20
c) Mise en œuvre de la résolution 816 (IX) de l'Assemblée générale	21
14. — Question du conflit racial en Afrique du Sud provoqué par la politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine:	
a) Deuxième rapport de la Commission des Nations Unies pour l'étude de la situation raciale dans l'Union Sud-Africaine	22
b) Examen de la question par l'Assemblée générale à sa neuvième session	22
15. — Question tunisienne	23
16. — Question marocaine	24
17. — Question palestinienne:	
a) Plaintes et rapports examinés par le Conseil de sécurité	25
b) Quatorzième rapport périodique de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine	28
18. — Aide aux réfugiés de Palestine:	
a) Rapports du Directeur et de la Commission consultative de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	28
b) Examen de la question à la neuvième session de l'Assemblée générale	29
c) Mise en œuvre de la résolution 818 (IX) de l'Assemblée générale	30
19. — Question de l'Irian occidental (Nouvelle-Guinée occidentale)	31
20. — Application à l'égard de la population de l'île de Chypre, sous les auspices des Nations Unies, du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes	33
21. — Demande de la Thaïlande tendant à ce que la Commission d'observation pour la paix soit chargée d'une mission d'observation	34
22. — Plainte du Guatemala	34
23. — Territoire libre de Trieste:	
a) Rapport concernant l'administration de la zone anglo-américaine	34
b) Mémoire d'accord	34
24. — Question de la représentation de la Chine	35

II. — EVOLUTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A. — Questions économiques et sociales d'ordre général

1. — Etudes économiques	37
2. — Développement économique des pays sous-développés :	
a) Financement du développement économique	37
b) Développement économique intégré	39
c) Utilisation des ressources	40
3. — Stabilité économique et relations économiques internationales	41
4. — Problèmes internationaux relatifs aux produits de base	41
5. — Questions de finances publiques :	
a) Classement budgétaire et exécution du budget	42
b) Questions fiscales	42
c) Aspects fiscaux du développement économique	42
d) Information en matière de finances publiques	43
6. — Conservation des ressources biologiques de la mer	43
7. — Coopération internationale en matière de cartographie	43
8. — Transports et communications	44
a) Coopération internationale en matière de transports et de communications	44
b) Mesures propres à faciliter la circulation internationale des personnes et des marchandises	45
9. — Services de statistique des Nations Unies :	
a) Amélioration des statistiques nationales	45
b) Etablissement de normes statistiques	46
c) Rassemblement et publication des statistiques	47
10. — Activités économiques régionales	48
a) Commission économique pour l'Europe	48
b) Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	51
c) Commission économique pour l'Amérique latine	53
11. — Droits de l'homme :	
a) Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme	56
b) Programme de travail dans le domaine des droits de l'homme	56
c) Droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes	57
d) Liberté de l'information	57
e) Lutte contre les mesures discriminatoires et protection des minorités	58
f) Conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination	58
g) Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux	58
h) Apatridie	58
i) Esclavage	59
j) Travail forcé	59

	<i>Pages</i>
k) Situation des survivants des camps de concentration nazis qui ont été victimes d'expériences prétendues scientifiques	59
l) Prisonniers de guerre	59
m) Assistance technique relative aux droits de l'homme	60
n) Annuaire des droits de l'homme	60
o) Communications	60
12. — Condition de la femme	60
a) Droits politiques de la femme	61
b) Assistance technique en rapport avec la condition de la femme	61
c) Nationalité de la femme mariée	61
d) Condition de la femme en droit privé	61
e) Egalité de salaire pour un travail égal	62
f) Accès de la femme à la vie économique et aux études	62
13. — Stupéfiants	62
a) Mise en œuvre des traités et contrôle international	63
b) Projet de convention unique relative aux stupéfiants	64
c) Toxicomanie	65
d) Cannabis	65
e) Stupéfiants synthétiques	65
f) Recherches scientifiques sur l'opium	65
g) Bulletin des stupéfiants	66
14. — Questions sociales :	
a) Politique sociale	66
b) Population	67
c) Aménagement des collectivités	68
d) Habitation, urbanisme et aménagement des campagnes	68
e) Services sociaux	69
 B. — <i>Programmes entrepris dans des domaines particuliers</i>	
1. — Assistance technique :	
A) <i>Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique des pays sous-développés</i>	72
a) Financement du programme	72
b) Portée du programme	73
c) Ampleur de l'assistance	73
d) Système d'élaboration des programmes et d'allocation des fonds	73
e) Relations entre organisations et rapports statutaires	74
B) <i>Programme d'assistance technique des Nations Unies</i>	
a) Mesures prises par le Conseil économique et social	75
b) Réalisations de l'assistance technique	75
2. — Fonds des Nations Unies pour l'enfance	78
3. — Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	
a) Création du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés	78
b) Création du Comité exécutif du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés	78
c) Convention relative au statut des réfugiés	79

C) <i>Questions de coordination et relations avec les institutions spécialisées</i>	
a) Examen des programmes pour 1955	79
b) Développement et coordination des programmes	79
c) Autres questions de coordination	80
D) <i>Consultations avec les organisations non gouvernementales</i>	80

III. — QUESTIONS CONCERNANT LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE ET LES TERRITOIRES NON AUTONOMES

1. — Fonctionnement du régime de tutelle:

a) Généralités	81
b) Problèmes particuliers	82

2. — Situation dans les Territoires sous tutelle:

A) *Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale*

a) Cameroun sous administration britannique	83
b) Cameroun sous administration française	84
c) Togo sous administration britannique	85
d) Togo sous administration française	86

B) *Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale*

a) Ruanda-Urundi	87
b) Tanganyika	88
c) Somalie sous administration italienne	90

C) *Territoires sous tutelle du Pacifique*

a) Samoa-Occidental	91
b) Nouvelle-Guinée	92
c) Nauru	93
d) Territoire sous tutelle des îles du Pacifique	93

3. — Question du Sud-Ouest Africain

94

4. — Déclaration concernant les territoires non autonomes:

a) Communication de renseignements en vertu de l'Article 73, e, de la Charte	95
b) Examen des renseignements	95
c) Cessation de la communication de renseignements	98
d) Collaboration internationale en vue du progrès économique et social	98

IV. — QUESTIONS JURIDIQUES

1. — Cour internationale de Justice:

a) Compétence de la Cour	101
b) Affaires soumises à la Cour	101
c) Autres activités	107
d) Composition de la Cour et de la Chambre de procédure sommaire	108

2. — Commission du droit international:	
a) Sixième session de la Commission	108
b) Examen par l'Assemblée générale du rapport de la Commission sur les travaux de sa sixième session	109
c) Demande adressée par l'Assemblée générale à la Commission au sujet du projet d'articles relatifs au plateau continental	109
d) Conférence technique internationale sur la conservation des res- sources biologiques de la mer	109
e) Préparation de la septième session de la Commission	109
f) Septième session de la Commission	110
3. — Question de la définition de l'agression	110
4. — Juridiction criminelle internationale	110
5. — Elimination de l'apatridie dans l'avenir ou réduction du nombre des cas d'apatridie dans l'avenir	110
6. — Projet de convention sur la procédure arbitrale	111
7. — Conventions multilatérales:	
a) Nouvelles conventions conclues sous les auspices des Nations Unies	111
b) Signatures, ratifications et adhésions; entrée en vigueur	111
c) Acte général révisé pour le règlement pacifique des différends internationaux	111
8. — Enregistrement et publication des traités et accords internationaux	112
9. — Privilèges et immunités:	
a) Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies	112
b) Convention sur les privilèges et immunités des institutions spé- cialisées	112
c) Législation	113
10. — Règlements intérieurs des organes des Nations Unies et questions connexes:	
a) Assemblée générale	113
b) Conseil économique et social	114
11. — Préparation de documents relatifs à la rédaction et à l'application de la Charte	114
12. — Reconnaissance et exécution des sentences arbitrales étrangères	115
13. — Obligations alimentaires	115
14. — Tribunal des Nations Unies en Libye:	
a) Sentence du 3 juillet 1954	115
b) Suite de la procédure	116
15. — Réparation des dommages subis au service de l'Organisation des Nations Unies	116
16. — Tribunal administratif des Nations Unies:	
a) Travaux du Tribunal administratif	117

	<i>Pages</i>
<i>b)</i> Procédure de réformation des jugements du Tribunal administratif	118
V. — DÉVELOPPEMENT DE LA COMPRÉHENSION DU PUBLIC À L'ÉGARD DES NATIONS UNIES	
<i>a)</i> Considérations générales	121
<i>b)</i> Efficacité des services d'information des Nations Unies et besoins à pourvoir	123
VI. — QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES	
1. — Conférences et services de documentation:	
<i>a)</i> Programme des conférences	125
<i>b)</i> Service des documents	125
<i>c)</i> Services de bibliothèque	126
2. — Services généraux	127
<i>a)</i> Services des bâtiments	127
<i>b)</i> Service des achats et des transports	128
<i>c)</i> Administration postale des Nations Unies	128
<i>d)</i> Service des communications et des archives	128
<i>e)</i> Service des missions	128
3. — Administration du personnel et services à l'intention des fonctionnaires:	
<i>a)</i> Amendements au Statut du personnel	128
<i>b)</i> Réorganisation du Secrétariat	128
<i>c)</i> Régime des nominations et des promotions	129
<i>d)</i> Comité consultatif de la fonction publique internationale	129
<i>e)</i> Service médical, logement et facilités pour le personnel	129
<i>f)</i> Service des visites	130
4. — Questions financières:	
<i>a)</i> Fonds de roulement	130
<i>b)</i> Contributions	130
<i>c)</i> Situation des budgets de 1954 et de 1955	130
<i>d)</i> Prévisions budgétaires pour 1956	130
<i>e)</i> Comité de négociation des fonds extra-budgétaires	130

Introduction

La dixième année

J'ai l'honneur de soumettre aux Etats Membres le dixième rapport annuel du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation des Nations Unies.

Le rôle de l'Organisation dans les affaires mondiales doit être étudié et jugé chaque année en fonction du cours toujours changeant des événements. Cette année, l'expérience accumulée en dix ans fournit une occasion d'élargir l'horizon, occasion dont il nous appartient de tirer parti.

Aux termes de l'Article 109 de la Charte, l'Assemblée générale devra bientôt examiner, à sa dixième session, une proposition en vue de convoquer une conférence aux fins d'une révision de la Charte. Le fait que la question se présente sous cette forme — que ni la date, ni même le principe d'une conférence ne soient adoptés d'avance — semble bien indiquer que le prochain débat doit permettre aux gouvernements des Etats Membres de se placer sur un terrain beaucoup plus vaste que le simple domaine constitutionnel.

Les leçons qui se dégagent de tous les faits historiques intervenus depuis 1945, l'évolution jusqu'à ce jour des institutions internationales fondées sur la Charte, et l'orientation que l'on croit souhaitable et possible d'envisager pour l'avenir — ce sont là autant de facteurs qu'il faudra considérer avec soin avant de pouvoir se prononcer en connaissance de cause. Pour qu'une révision contribue à renforcer, au cours des années à venir, l'action de l'Organisation des Nations Unies en faveur de la paix et des autres objectifs énoncés dans la Charte, il faudra qu'elle soit discutée et analysée avec soin. Comme il est indiqué dans la préface du *Répertoire de la pratique des organes des Nations Unies* dont le texte a été distribué aux Etats Membres, il se peut donc fort bien que l'Assemblée soit amenée à décider, à sa prochaine session, de réunir une conférence aux fins d'une révision de la Charte, mais sans encore fixer la date à laquelle cette conférence serait convoquée. Le débat qui va s'ouvrir entretiendra et fera progresser, j'en ai l'espoir, cette ferveur nouvelle et cette largeur de vues qui ont caractérisé les réunions que les Etats Membres ont tenues en juin à San-Francisco pour commémorer le dixième anniversaire de l'Organisation.

En cette dixième année d'existence de l'Organisation des Nations Unies, il semble que la tension ait tendance à s'atténuer dans les affaires internationales. Au cours de ses neuf premières années, l'Organisation des Nations Unies a dû fonctionner dans une atmosphère viciée du fait que l'on n'avait pu parvenir à s'entendre pour régler les questions issues de la deuxième guerre mondiale et de ses conséquences en Europe et en Asie. Maintenant, le traité autrichien a enfin été conclu. La première réunion depuis 1945 des chefs de gouvernement de quatre grandes puissances aura eu lieu au moment où les Etats Membres recevront le présent rapport. En Extrême-Orient, la Conférence africano-

asiatique de Bandoung a témoigné d'une attitude et d'une conception des choses qui donneront sans doute des résultats de plus en plus heureux dans l'avenir; à cette conférence, tous les peuples représentés ont signifié qu'ils appuyaient énergiquement les buts et les principes des Nations Unies. Ces faits permettent d'en espérer d'autres, orientés dans la même direction.

Il est un moyen de déterminer si nous sommes dans la bonne voie, à savoir la manière dont les gouvernements des Etats Membres utiliseront les institutions des Nations Unies. Dans le passé récent, on s'est attaché surtout à des arrangements destinés à donner une certaine sécurité sur le plan régional, faute d'un système de sécurité qui eût davantage un caractère universel. Si l'on procède maintenant à une étude suivie des possibilités de coopérer sur des bases plus larges, le rôle de l'organisation mondiale en acquerra nécessairement de nouvelles dimensions.

Rôle de l'Organisation dans le domaine diplomatique

L'intérêt que l'Organisation des Nations Unies présente en tant que lieu de réunion a été affirmé bien des fois. Dans le passé toutefois, on voyait dans l'Organisation plutôt un symbole des espoirs placés dans l'avenir qu'un moyen d'atténuer, dans l'immédiat, les risques d'une nouvelle grande guerre; et pourtant, son activité a eu beaucoup d'autres avantages de caractère général. Maintenant, avec la situation qui semble se créer, ce rôle de l'Organisation des Nations Unies devrait revêtir une nouvelle signification diplomatique et politique.

Des raisons impérieuses commandent d'utiliser les institutions des Nations Unies pour les questions touchant l'organisation mondiale, sauf lorsque des conditions particulières obligent à agir en dehors de ces institutions. Une de ces raisons est que les gouvernements des Etats Membres ont intérêt à renforcer les institutions auxquelles ils ont confié la responsabilité principale du maintien de la paix dans le monde en y ayant recours chaque fois qu'ils le peuvent. Le grand bouleversement qui se produit actuellement dans les relations entre peuples et nations constitue une autre raison. Cette évolution en est encore à ses débuts, mais son orientation, du moins dans un de ses aspects, est parfaitement claire. Nous voyons les peuples d'Asie aujourd'hui, nous verrons ceux d'Afrique demain, évoluer vers de nouvelles relations avec ce que l'histoire appelle l'Occident. C'est dans le cadre de l'organisation mondiale que ces nouvelles relations qui s'ébauchent dans les affaires internationales pourront être forgées de la façon la plus positive.

Nous commençons seulement à mettre à profit les possibilités réelles qu'offre l'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument le plus représentatif pour atténuer les tensions, pour dissiper la méfiance et les malentendus et pour découvrir et délimiter de nouveaux terrains d'entente et de nouvelles zones d'intérêt com-

mun. Il faudrait que l'Organisation soit plus qu'un instrument de ce que l'on peut appeler la diplomatie de conférence. Cette nouvelle diplomatie, avec ses débats publics, répond et continuera de répondre à beaucoup de besoins essentiels de la vie internationale de notre temps. Elle se prête cependant moins bien aux tentatives de compréhension et de réconciliation qui revêtent maintenant tant d'importance. L'Organisation des Nations Unies peut et doit épauler ces tentatives par d'autres moyens. La diplomatie de conférence peut être complétée utilement par une diplomatie plus sereine à l'Organisation des Nations Unies, soit directement entre représentants des gouvernements des Etats Membres, soit par des contacts entre le Secrétaire général et ces gouvernements. Les obligations énoncées dans la Charte, l'existence d'institutions consacrées à la recherche d'un terrain d'entente où se rejoignent les intérêts nationaux des Etats Membres, la large représentation où figurent tous les continents et toutes les cultures, la présence d'un Secrétariat qui compte au nombre des organes principaux de l'Organisation des Nations Unies et qui a pour mission de soutenir et de servir la cause internationale — tous ces éléments peuvent fournir une aide sans pareille si on les utilise à bon escient. La Charte offre toute une variété de moyens d'action qui sont restés presque complètement inexplorés jusqu'à ce jour. L'Organisation des Nations Unies en est tout au début de cette évolution de la vie constitutionnelle fondée sur le droit écrit qui est courante et normale dans l'existence des nations. J'ai bon espoir que l'on pourra, au cours des années à venir, mettre au point de nouveaux genres de contacts, de nouvelles méthodes de délibération et de nouveaux procédés de rapprochement. On pourrait souvent, grâce à de simples aménagements, organiser dans le cadre de l'ONU des discussions sur des problèmes essentiels, du genre de celles qui ont eu lieu en dehors des Nations Unies, et ainsi ajouter à la force de l'Organisation mondiale tout en mettant cette force à contribution. Il existe par exemple dans la Charte une disposition, restée jusqu'à présent lettre morte, qui prévoit des réunions périodiques spéciales du Conseil de sécurité. Ne serait-il pas possible d'appliquer cette disposition et de mettre au point au Conseil des méthodes qui permettraient de traiter certaines questions d'intérêt mondial de façon plus suivie grâce à des contacts plus étroits? Il est à espérer que l'on envisagera cette possibilité, et d'autres encore, avec la volonté de réussir; il faut, en effet, permettre à l'Organisation des Nations Unies de donner toute sa mesure et placer toujours davantage la solution des problèmes de notre temps sous le signe de la Charte.

Universalité

Il est vrai que, tant que l'Organisation des Nations Unies restera aussi loin qu'elle l'est actuellement de l'universalité, de graves obstacles continueront de s'opposer à ce qu'elle serve utilement au règlement de certaines questions d'intérêt mondial. J'ai évoqué ce problème dans mes précédents rapports. Les Etats Membres connaissent les raisons de l'état de choses actuel et sont au courant des difficultés qui se sont opposées à une solution. Les événements de l'année écoulée rendent plus urgente que jamais la recherche d'une solution plus conforme aux buts fondamentaux de l'organisation mondiale. S'il nous était réellement donné de connaître bientôt une atmosphère plus calme, l'un des premiers résultats heureux devrait être une solution du problème des nouveaux Membres fondée sur les nécessités impérieuses de la situation actuelle.

Rapport sur les négociations avec Pékin

L'Assemblée générale m'avait prié au mois de décembre dernier de faire des efforts soutenus et sans relâche pour obtenir la mise en liberté des aviateurs américains et des autres personnes relevant du Commandement des forces des Nations Unies qui avaient été faits prisonniers et étaient encore détenus par la République populaire de Chine. Le Gouvernement de la République populaire de Chine n'étant représenté à aucun organe des Nations Unies, j'ai dû entrer directement en rapport avec ce gouvernement afin de m'acquitter du mandat qui m'avait été confié. Ma visite à Pékin, dont l'objet principal était de préciser les arguments juridiques et autres qui militaient en faveur de la mise en liberté des prisonniers, m'a permis d'établir personnellement ce contact. Les conversations que j'ai eues à Pékin avec le Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine ont été suivies d'une série de communications personnelles. Je présenterai aux Membres de l'Assemblée générale un rapport spécial sur ces contacts.

Désarmement

La recherche d'un accord sur le désarmement demeurera, pendant l'année qui vient, au premier rang des préoccupations de l'Organisation des Nations Unies. Les gouvernements des Etats Membres ont eu raison de ne jamais cesser leurs efforts en ce sens pendant toutes les années au cours desquelles on n'a enregistré aucun rapprochement véritable des thèses en présence. Certes, l'institution effective d'un système international convenu pour le contrôle et la réduction des armements et des forces armées exige un climat de confiance, d'espoir et de compréhension entre nations, climat que nous ne connaissons pas encore. Mais c'était une erreur de conclure, comme certains l'ont fait, qu'il était inutile, en attendant, de travailler à cet accord. Les échanges de vues, les examens des thèses en présence qui ont eu lieu au Sous-Comité de la Commission du désarmement et à l'Assemblée générale ont été un élément essentiel du processus que les gouvernements des Etats Membres ont suivi pour parvenir à renforcer la compréhension et la confiance. Au cours des séances qu'il a tenues tout récemment à Londres, le Sous-Comité de la Commission du désarmement, tout en laissant sans solution des questions vitales, n'en a pas moins abouti à un très net rapprochement des positions. C'est là autant d'acquis sur un plan plus général.

Utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques

Dans mon précédent rapport annuel, j'avais indiqué que l'atmosphère de crainte et de méfiance ne devait pas empêcher d'envisager dans un esprit constructif une collaboration internationale pour l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. L'un des signes les plus encourageants de l'année écoulée a été l'ardeur avec laquelle les gouvernements ont préparé la Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, qui se tiendra à Genève cet été. Grâce à cette attitude, la Conférence devrait aboutir dans ce domaine à un échange mondial de connaissances, encore plus riche de promesses que nous ne l'avions espéré. Cette réunion, plus universelle qu'aucune autre réunion scientifique, n'a aucun caractère politique, mais il se peut qu'elle libère de nouvelles forces qui contri-

bueront beaucoup à atténuer les tensions politiques. Je soumettrai à l'Assemblée générale un rapport spécial sur les résultats de la Conférence et je me propose d'indiquer, à la lumière des débats de Genève, les mesures qu'il y aurait lieu de prendre pour maintenir l'impulsion née de ce début encourageant.

Droit international

L'ère d'ordre et de justice que nous nous efforçons d'instaurer ne pourra l'être que sur les solides fondations du droit international. Au cours des dix dernières années, l'application des règles du droit dans les relations entre nations a progressé avec une lenteur et des contretemps décourageants. Nous abordons maintenant, je l'espère, une période où il sera plus facile de renforcer l'influence du droit dans les affaires internationales.

On peut admettre que si les gouvernements hésitent à soumettre leurs controverses à un règlement judiciaire, c'est dans une certaine mesure à cause des lacunes et des imprécisions de la plus grande partie du droit international actuel. Lorsque le droit laisse régner une grande incertitude, il est compréhensible que l'on recherche un règlement politique, même dans les cas où l'essence du différend porte sur des points de droit. Pourtant, si l'on songe à l'avenir, tous les Etats Membres ont incontestablement intérêt à limiter autant que faire se pourra la sphère où la force seule est un argument, et à étendre dans toute la mesure possible le domaine que régit les considérations de droit et de justice. Dans un monde où tous sont solidaires, le renforcement de l'autorité et de l'efficacité du droit international représentera une sauvegarde et non une menace pour la liberté et l'indépendance des Etats.

Si le droit international demeure insuffisamment développé, nombreuses sont les méthodes propres à améliorer progressivement cette situation. L'ébauche d'un "droit coutumier" des Nations Unies, fondé sur la Charte, apparaît déjà; son développement régulier contribuera à assurer l'ordre et la stabilité. Les avis consultatifs de la Cour internationale de Justice ont enrichi de façon appréciable le droit des Nations Unies; il conviendrait d'y recourir plus fréquemment. Parfois, on pourrait utilement s'en remettre à l'arbitrage lorsque le litige porte sur des points de droit; cette façon de faire aurait le double avantage de faciliter la solution immédiate des problèmes et, pour l'avenir, de renforcer l'autorité du droit. Un examen systématique de la pratique des Etats auquel procéderait l'Organisation des Nations Unies pourrait mettre en lumière les points de droit sur lesquels il y a accord ou divergence et inciter à rapprocher les thèses qui s'opposent.

Dans une certaine mesure, il en est déjà ainsi grâce aux travaux de la Commission du droit international et aux conventions qu'adoptent le Conseil économique et social et l'Assemblée générale. Il paraît cependant que les ressources consacrées à cette œuvre sont loin d'avoir été suffisantes, et il importe que les Etats Membres, comme l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble, accordent une attention nouvelle à cette tâche. Peut-être chaque gouvernement devrait-il constituer un groupe spécialisé de juristes éminents, appartenant ou non à l'Administration, pour mener à bien cette entreprise sur le plan national et permettre ainsi aux autorités gouvernementales responsables de prendre des décisions en toute connaissance de cause. A l'Organisation des Nations Unies, de même, il reste encore à employer au mieux l'appareil existant et à améliorer les méthodes propres à développer le droit international.

Pour que l'on progresse dans cette direction, il est indispensable que les Etats Membres portent plus fréquemment leurs différends juridiques devant la Cour internationale de Justice. Il est patent qu'il existe entre Etats un certain nombre de controverses qui continuent d'être une cause de tensions, mais qui se prêtent, en tout ou en partie, à un règlement judiciaire par la Cour. Jusqu'à présent, la moitié seulement des Etats Membres ont reconnu la juridiction obligatoire de la Cour aux termes du paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut. J'appelle l'attention des Etats qui ne l'ont pas encore fait sur la résolution dans laquelle l'Assemblée générale les a invités, en 1947, à reconnaître cette juridiction, et je leur demande à nouveau de donner une suite favorable à cette recommandation. La Cour a amplement prouvé qu'elle mérite leur confiance.

Palestine

Au cours de l'année écoulée, la situation en Palestine a continué d'être un sujet de vives préoccupations pour l'Organisation des Nations Unies. Après une période de calme relatif, une série d'incidents graves survenus dans la bande de Gaza a vivement alarmé le Conseil de sécurité, le Secrétaire général et l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve. Le Conseil de sécurité a approuvé à l'unanimité les propositions du Chef d'état-major destinées à atténuer la tension et à rendre plus efficace l'application du régime d'armistice le long des lignes de démarcation. Je regrette d'avoir à dire que, malgré les efforts du Secrétaire général et du Chef d'état-major, ces propositions n'avaient pas encore été mises en œuvre au moment où le présent rapport a été rédigé; mais j'espère très vivement pouvoir signaler avant longtemps des résultats plus positifs.

Il faudra maintenir et renforcer le régime d'armistice tant que l'on sera, malheureusement, forcé de reconnaître que le but — l'institution d'une paix réelle en Palestine — n'est pas encore atteint. L'un des principaux objectifs de l'Organisation des Nations Unies au cours de l'année qui vient devrait être d'agir sur les conditions qui règnent dans la région de façon à créer une base sur laquelle les parties puissent envisager un règlement plus durable. Le sort des réfugiés de Palestine pèse depuis trop longtemps déjà sur nos consciences. La sécurité et le progrès économique et social de toutes les nations de la région dépendent de la solution à intervenir. Une solution même partielle de la question des réfugiés pourrait marquer le début d'une stabilisation générale des conditions qui existent dans la région. Des entreprises telles que l'aménagement de la vallée du Jourdain pour la production d'énergie et l'irrigation présentent à cet égard un immense intérêt pour tous, car elles fourniront peut-être pour cette solution des bases meilleures que celles qu'on a pu envisager jusqu'à présent.

Problèmes africains

Au milieu des préoccupations causées par des problèmes plus immédiats, on a accordé trop peu d'attention aux plans et aux études qui pourraient permettre à la collectivité internationale de faire face, dans un esprit inspiré des buts de la Charte, aux problèmes qui apparaissent sur le continent africain.

L'Organisation des Nations Unies s'est occupée d'un grand nombre des problèmes propres à ce continent, mais elle les a examinés séparément. Ces problèmes sont

en partie économiques et sociaux. Ils sont en partie politiques. A certains égards, ils touchent au domaine des accords de tutelle. Au nord, il y a eu les questions de Libye, de Somalie et d'Erythrée, et les plaintes dont l'Assemblée générale a été saisie au sujet de la Tunisie et du Maroc; au cœur du continent, il y a les Territoires sous tutelle et les autres territoires non autonomes; au sud, il y a eu les questions du Sud-Ouest Africain, du traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine, et de l'*apartheid*. L'Organisation des Nations Unies a été invitée à consulter l'année prochaine les habitants du Togo pour connaître leurs vœux concernant leur avenir. La Libye a accédé à l'indépendance grâce à l'Organisation des Nations Unies. L'Erythrée s'est prononcée en faveur d'une fédération avec l'Éthiopie et la Somalie a reçu l'assurance qu'elle deviendrait indépendante en 1960. Parmi les territoires non autonomes, la Côte-de-l'Or et la Nigéria approchent rapidement du moment où elles seront indépendantes et où elles rempliront les conditions requises pour devenir Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Les profonds changements qui s'accomplissent en Afrique ne peuvent laisser indifférent le reste du monde: il lui faut contribuer à orienter le cours des événements dans des voies ordonnées et constructives. Il est certain qu'au cours des dix prochaines années la paix et la stabilité du monde seront fortement influencées par l'évolution de l'Afrique, par l'éveil de la conscience nationale de ses peuples, par le cours des relations raciales et par la façon dont le reste du monde aidera au progrès économique et social des peuples d'Afrique.

Je crois qu'il s'agit là d'un des domaines intéressant l'Organisation des Nations Unies où le Secrétariat peut faire œuvre utile. Comme première mesure à prendre par le Secrétariat, il faudra grouper et mettre en lumière les nombreux problèmes relatifs à l'Afrique dont l'Organisation des Nations Unies s'occupe déjà ou qu'elle aura à traiter dans les années à venir. A cette fin, j'ai constitué au Secrétariat un groupe de travail qui me donnera des avis. Il va de soi que je communiquerai en temps utile aux Etats Membres les résultats de notre étude, qui portera tant sur les problèmes d'organisation que sur le fond même des questions.

Economie mondiale

Le renforcement de la puissance économique de beaucoup de régions du monde donne aux Etats Membres l'occasion — et leur fait un devoir — de recourir aux organismes de l'ONU et aux institutions spécialisées pour réaliser des progrès plus rapides et plus largement partagés vers les objectifs économiques et sociaux de la Charte.

Au cours de l'année écoulée, les pays les plus industrialisés ont beaucoup avancé vers une économie internationale équilibrée; mais, même dans leur cas, l'objectif n'a été que partiellement atteint. Il ne faut pas oublier que l'équilibre économique international doit présenter assez de dynamisme et de souplesse pour permettre d'atteindre les trois objectifs économiques interdépendants que fixe la Charte: élévation du niveau de vie, plein emploi, développement économique. Tout équilibre économique qui ne permettrait pas de s'approcher suffisamment de ces objectifs serait un équilibre trompeur, qui ne saurait être maintenu.

La connaissance que nous avons des forces économiques et notre arsenal de moyens d'action ont aug-

menté au point que nous devons pouvoir empêcher en temps de paix des périodes prolongées d'inflation ou de dépression. Mais il n'existe dans le domaine économique aucun mécanisme qui puisse jouer exactement le rôle du thermostat: si de nombreux pays comptent de plus en plus sur des stabilisateurs économiques intérieurs, il n'est pas de dispositifs automatiques qui puissent élargir ou comprimer la demande de façon à l'aligner constamment sur l'offre. Tant que l'on sera à la merci de périodes de récession ou d'inflation, si courtes soient-elles, on ne pourra pas tenir pour acquis le maintien de l'équilibre international. Il faut faire preuve d'une vigilance constante pour enrayer les tendances inflationnistes et déflationnistes, dont les effets, loin d'être circonscrits par les frontières nationales, tendent à se répercuter sur l'économie mondiale en rompant l'équilibre de la balance internationale. Si le soin de combattre les forces inflationnistes ou déflationnistes incombe au premier chef au pays où l'évolution prend naissance, la compréhension et la bonne volonté, la coopération et l'aide internationale peuvent contribuer à en écarter les conséquences défavorables. Ce qui s'est passé en Europe occidentale au cours des dernières années a indiqué dans quel sens on peut escompter des progrès.

Malheureusement, le développement des pays industriels n'a pas eu son équivalent dans les autres pays, que ce soit du point de vue de la stabilisation ou de l'expansion économiques. Du fait que ces pays ne possèdent ni une agriculture ni une industrie modernes, ils ne sont pas seulement pauvres; ils sont aussi étroitement tributaires d'un commerce international limité à un tout petit nombre de produits de base. La spécialisation internationale selon la théorie des avantages relatifs représente sans nul doute le meilleur moyen d'utiliser les ressources limitées du monde; comme les économistes l'ont démontré à maintes reprises, cette méthode permet de tirer le maximum d'une quantité donnée de ressources. Il faut cependant reconnaître que cette théorie ne saurait être valablement appliquée sans modification dans un cadre statique qui demeure caractérisé par l'absence d'une technique moderne dans les pays peu développés. Seul le développement économique et social permettra à ces pays d'en arriver au degré de puissance et de souplesse économiques qui leur permettra, en même temps qu'au reste du monde, de bénéficier des avantages réels de la spécialisation internationale.

Si le monde comprend de plus en plus la nécessité de ce développement, il ne se rend pas encore suffisamment compte de son urgence. Il reste encore beaucoup à faire avant que nous puissions mettre parfaitement au point les techniques permettant d'utiliser la main-d'œuvre actuellement gaspillée par le chômage déguisé: de mettre en valeur les ressources naturelles actuellement inutilisées à cause des mauvaises conditions d'hygiène ou de l'absence d'irrigation, de force motrice et de moyens de transport; de créer un esprit d'entreprise dynamique, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, dans les régions où cet esprit fait défaut; de faire adopter les techniques modernes et les institutions économiques, sociales et politiques qu'exige une économie de marché; de susciter une demande effective capable d'absorber les produits dont la fabrication aura été entreprise; et, par-dessus tout, de mobiliser, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays intéressé, les fonds nécessaires pour financer un programme de développement économique équilibré sans déclencher d'inflation

paralysante ni soulever de problèmes insolubles dans le domaine de la balance des paiements.

Nous pouvons cependant trouver un encouragement dans le fait que nous connaissons de mieux en mieux les problèmes sociaux, politiques et économiques si divers dont s'entoure le développement économique. Les institutions des Nations Unies et le Secrétariat ont contribué à cette connaissance en réunissant et en analysant une grande partie des renseignements nécessaires, et l'on s'entend beaucoup mieux sur les mesures à prendre pour traiter ces problèmes. Certaines des mesures qui ont déjà été adoptées, sur le plan national et sur le plan international, en vue du développement économique constituent une démonstration remarquable de coopération internationale. Mais il n'en est pas moins évident que jusqu'à présent on n'a pas vu assez grand pour permettre d'effacer l'héritage de misère laissé par d'innombrables générations à la grande majorité de l'humanité.

Assistance technique

Le Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies est un exemple de coopération internationale d'une envergure sans précédent. C'est ainsi que, l'an dernier, près de 1.600 experts ont été recrutés dans plus de soixante pays et que 1.500 bourses ont permis de former des spécialistes et d'envoyer des stagiaires étudier dans quatre-vingt-quatorze pays et territoires. Soixante-quatorze gouvernements ont contribué au Programme et quatre-vingt-dix-sept pays et territoires ont bénéficié de l'assistance technique sous une forme ou sous une autre. Néanmoins, le Programme demeure trop modeste pour l'immense tâche à accomplir. Les demandes que les gouvernements présentent pour l'exécution de programmes d'assistance technique rationnels dépassent encore de beaucoup les ressources financières disponibles, et l'incertitude qui règne chaque année au sujet du montant de ces ressources n'a fait qu'aggraver ce qui, en mettant les choses au mieux, est déjà un problème administratif complexe. Il est évident que les dispositions prises jusqu'ici pour améliorer la stabilité financière et les méthodes administratives ne suffisent pas. Le Programme d'assistance technique des Nations Unies ne répondra aux espoirs mis en lui que si on peut l'organiser et le gérer à longue échéance, et compter sur des ressources sûres et sans cesse croissantes. Par son importance politique et économique, ce programme essentiel mérite bien que l'on redouble d'efforts pour atteindre les résultats voulus.

Financement du développement économique

Le manque de capitaux nationaux demeure l'un des principaux obstacles au développement économique des pays peu industrialisés, et il apparaît plus que jamais nécessaire d'intensifier le courant international des capitaux, tant publics que privés, bien au delà du niveau actuel. Fait encourageant, après avoir été projetée depuis si longtemps, la société financière internationale qui doit faciliter le courant des capitaux privés sera vraisemblablement créée sous peu; de plus, le Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, qui doit accorder des dons et des prêts pour l'exécution de programmes de développement de base qui ne se prêtent pas au financement commercial, trouve plus d'appuis à mesure que son objet est plus généralement compris et que sa structure apparaît plus clairement. Une fois créées, ces institutions serviront bien la

collectivité internationale, qu'elles aideront beaucoup à accélérer le développement économique. Mais l'intensification nécessaire du courant des capitaux ne peut venir que des pays industrialisés. Peut-être sommes-nous enclins à penser que cette intensification exige une évolution du climat politique international qui permettra d'affecter à des fins constructives une partie des ressources actuellement consacrées aux armements. Mais les récents progrès de l'économie mondiale dont j'ai parlé devraient dès maintenant permettre un commencement d'exécution. On pourrait, avec une part infime des capitaux accumulés chaque année dans les pays industriels, augmenter sensiblement les ressources en capital mises à la disposition des pays sous-développés. En quelques années, ces investissements apporteraient des avantages économiques et politiques qui justifieraient abondamment la hardiesse du procédé.

Planification et activité à l'échelon régional

L'activité de l'Organisation des Nations Unies dans les différentes régions du monde laisse entrevoir l'avenir sous un jour sans cesse plus encourageant. En Europe, la Commission économique des Nations Unies a maintenu son caractère européen mais, pendant bien des années, les tensions politiques l'avaient empêchée d'accomplir une grande partie de l'œuvre utile qui l'attendait. Pendant l'année écoulée, les pays de l'Europe orientale ont participé de plus en plus aux travaux quotidiens de la Commission et les consultations engagées entre Est et Ouest, menées avec patience, ont commencé de porter leurs fruits. La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient et la Commission économique pour l'Amérique latine s'attachent toujours davantage aux questions de développement économique, aidant notamment les pays à élaborer leurs programmes d'équipement de telle sorte que les projets d'assistance technique puissent être mieux intégrés dans les plans d'ensemble. A mon vif regret, il me faut signaler que l'absence de toute amélioration de la situation politique dans le Moyen-Orient a continué d'empêcher l'Organisation des Nations Unies d'aider les pays de cette région comme elle devrait le faire. Les problèmes économiques et sociaux s'accumulent dans le Moyen-Orient. Dans la situation actuelle, certains moyens de développement économique et social, qui ont été particulièrement efficaces ailleurs, ne peuvent être mis en œuvre dans cette région. J'espère que, l'année prochaine, il sera possible de remédier d'une façon ou d'une autre à cet état de choses, qui d'ailleurs influe directement sur la situation politique. J'ai déjà mentionné la question des réfugiés, qui a, ici aussi, une importance extrême.

Aménagement des collectivités

Parmi les activités des diverses institutions des Nations Unies, l'une des plus riches promesses est l'aménagement des collectivités. C'est là que se rejoignent, à l'échelon local, les politiques économiques tendant à favoriser la protection sociale en accroissant la productivité, et les politiques sociales tendant à encourager la participation directe de la population aux programmes économiques et sociaux. L'aménagement des collectivités vise avant tout à améliorer les conditions locales, mais on s'aperçoit bientôt que le progrès, sur ce plan, dépend à bien des égards de l'action nationale et internationale. Des programmes d'aménagement, bénéficiant de la participation et de l'aide internationales, ont été entrepris dans de nombreuses régions.

Ils ont le pouvoir de susciter chez un grand nombre d'êtres humains une volonté et un dévouement qui les portent à coopérer à l'amélioration de la vie de leur collectivité. L'aménagement des collectivités mérite un appui croissant des gouvernements, tant sur le plan national que par l'intermédiaire des institutions des Nations Unies.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance unit cette année ses efforts à ceux de l'Organisation mondiale de la santé dans une campagne mondiale d'éradication du paludisme. Ce nouveau projet est le plus récent d'une série d'entreprises — campagnes contre la tuberculose, le pian, le trachome et la lèpre; création de services élémentaires de protection maternelle et infantile dans les régions rurales; amélioration de la nutrition des enfants dans les pays sous-développés — qui ont permis de venir en aide, depuis la création du Fonds, à plus de 80 millions de mères et d'enfants. Je suis persuadé que les gouvernements, conscients, comme moi-même, de la valeur de ce programme des Nations Unies pour les "générations futures" dont parle la Charte, et des bienfaits qu'il peut leur procurer, continueront à donner leur appui au Fonds.

Droits de l'homme

Garantir et faire triompher les droits de l'homme dans le monde entier continue d'être une obligation solennelle de l'Organisation. Peut-être est-ce dans ce domaine que l'action futuré est le plus difficile à définir. Les instruments internationaux dans lesquels s'inscrivent les principes proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ne paraissent pas encore recueillir l'approbation générale; on peut se demander si l'arme de l'assistance technique, qui a tant fait dans d'autres domaines, peut faire beaucoup pour la cause des droits de l'homme.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que, après avoir énoncé des normes universelles dans un domaine où les différences culturelles sont si prononcées et si fondamentales, l'Organisation des Nations Unies trouve difficilement les moyens pratiques de faire adopter ces normes dans le monde entier. Ces difficultés inévitables ne doivent pas engendrer un sentiment d'impuissance;

elles ne doivent pas non plus inciter l'Organisation à prendre des mesures dont les conséquences risqueraient d'être fâcheuses. Pour s'acquitter des responsabilités que la Charte lui impose dans le domaine des droits de l'homme, l'Organisation doit favoriser les initiatives qui conduisent au progrès sans s'exposer au risque de controverses stériles et interminables.

Réorganisation du Secrétariat

Au cours de l'année, la réorganisation du Secrétariat d'après les principes proposés à l'Assemblée générale et approuvés par elle a fait de grands progrès. Le but essentiel — faire du Secrétariat un instrument plus efficace et plus souple au service de l'Organisation des Nations Unies — a continué d'inspirer toutes les mesures de réorganisation. Les fonctions du Secrétariat ont été réévaluées pour renforcer, suivant les besoins, les services dont on peut, à l'heure actuelle, attendre l'apport le plus constructif. Néanmoins, grâce à une rationalisation des tâches, à une organisation plus stricte et au souci constant d'utiliser au mieux le personnel, le Secrétariat n'a pas relâché ses efforts dans les autres domaines et pourra, s'il y a lieu, les intensifier selon les besoins des Nations Unies.

Pendant la période considérée, on a surtout étudié les services extérieurs et cherché à mieux coordonner leurs travaux avec ceux des départements et services du Siège.

Un des résultats de cette organisation plus stricte et de cette utilisation plus judicieuse des services du Secrétariat est la réduction générale des effectifs, avec l'économie appréciable qu'elle entraîne. Mais cette réduction se fait avec le moins de heurts possible pour les fonctionnaires qui ont acquis de l'ancienneté et dont les services sont satisfaisants, et nombreux sont ceux d'entre eux qui se voient confier de nouvelles fonctions. Je suis persuadé que la réorganisation pourra être achevée au début de 1956 suivant les grandes lignes du plan prévu.

Le Secrétaire général



Dag HAMMARSKJÖLD

Le 8 juillet 1955.

Chapitre premier

QUESTIONS POLITIQUES ET QUESTIONS DE SECURITE

Le présent chapitre rend compte de l'activité de l'Organisation dans le domaine des questions politiques et de sécurité, entre le 1er juillet 1954 et le 15 juin 1955. Il expose les mesures prises par l'Assemblée générale à sa neuvième session, par le Conseil de sécurité et par les divers comités et commissions que ces organes ont créés pour s'occuper de ces questions.

A sa neuvième session, l'Assemblée générale a élu membres non permanents du Conseil de sécurité, pour une période de deux ans, à compter du 1er janvier 1955, la Belgique, l'Iran et le Pérou, en remplacement de la Colombie, du Danemark et du Liban. La composition de la Commission du désarmement a été modifiée en conséquence.

Au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport, le Comité d'état-major a continué de se réunir conformément à son règlement intérieur provisoire; il a tenu vingt-cinq séances.

1. — Question du désarmement

On se souvient que le Sous-Comité de la Commission du désarmement, créé en vertu de la résolution 715 (VIII) de l'Assemblée générale, s'est réuni à Londres en mai et juin 1954; il a approuvé son rapport le 22 juin et l'a présenté à la Commission du désarmement.

a) EXAMEN PAR LA COMMISSION DU DÉSARMEMENT DU RAPPORT DE SON SOUS-COMITÉ

La Commission du désarmement a étudié le rapport de son Sous-Comité au cours de huit séances qui se sont tenues entre le 20 et le 29 juillet 1954. Les propositions présentées au Sous-Comité, et notamment le mémorandum de la France et du Royaume-Uni du 11 juin, proposant un programme de désarmement par stades, qui a été généralement considéré comme un compromis en vue de faire des progrès, ont été bien accueillies par la majorité des membres de la Commission. Certains ont regretté que l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne se montrât pas disposée à étudier ces propositions ou à rechercher un compromis. On a exprimé l'espoir qu'étant donné l'amélioration de la situation internationale, l'œuvre du Sous-Comité constituerait un élément de base utile pour de futures négociations.

Le 29 juillet, la Commission du désarmement a adopté à l'unanimité son quatrième rapport, dans lequel elle exprimait l'espoir que les circonstances permettraient de continuer d'examiner avec profit la question du désarmement dont l'importance capitale, en liaison avec les autres questions touchant le maintien de la paix inter-

naionale, était reconnue de tous. Le rapport du Sous-Comité et les propositions relatives à la bombe à l'hydrogène que le Premier Ministre de l'Inde avait annoncées le 2 avril 1954, à New-Delhi, étaient annexés au rapport de la Commission.

b) EXAMEN DE LA QUESTION À LA NEUVIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée générale a inscrit la question du désarmement à l'ordre du jour de sa neuvième session, sous le titre suivant: "Réglementation, limitation et réduction équilibrée de toutes les forces armées et de tous les armements: rapport de la Commission du désarmement". Elle a également inscrit à son ordre du jour une question proposée, le 30 septembre 1954, par l'Union des Républiques socialistes soviétiques, intitulée: "Conclusion d'une convention internationale (ou d'un traité international) concernant la réduction des armements et l'interdiction de l'arme atomique, de l'arme à l'hydrogène et des autres types d'engins de destruction massive". Les deux questions ont été renvoyées à la Première Commission, qui a décidé de les étudier conjointement; elle y a consacré dix-huit séances, entre le 11 et le 27 octobre 1954.

En demandant l'inscription de la question à l'ordre du jour, l'URSS a présenté un projet de résolution aux termes duquel l'Assemblée générale chargerait la Commission du désarmement d'élaborer, en prenant pour base les propositions contenues dans le mémorandum que la France et le Royaume-Uni avaient présenté le 11 juin 1954 au Sous-Comité de la Commission du désarmement, et de soumettre à l'approbation du Conseil de sécurité un projet de convention internationale prévoyant l'interdiction de l'arme atomique, de l'arme à l'hydrogène et des autres types d'engins de destruction massive, leur élimination des armements des Etats, ainsi qu'une réduction substantielle des armements et l'établissement d'un contrôle international de l'application de ces décisions.

Les propositions contenues dans le mémorandum mentionné par l'Union soviétique dans son projet de résolution, qui avaient été présentées au Sous-Comité de la Commission du désarmement comme base de compromis possible, étaient les suivantes:

1) Les Etats membres du Sous-Comité devraient considérer qu'il leur est interdit, conformément à la Charte des Nations Unies, d'employer les engins nucléaires, sauf en cas de défense contre l'agression. Ils devraient recommander que le traité de désarmement comporte l'acceptation immédiate et explicite de cette disposition par tous les Etats signataires en attendant l'interdiction et l'élimination complète des engins nu-

cléaires, comme il est proposé dans les paragraphes suivants de ce mémorandum. Ils devraient recommander en outre que tous les Etats signataires du traité, non membres des Nations Unies, acceptent les obligations souscrites par les Membres de l'Organisation des Nations Unies de ne pas recourir, dans leurs relations internationales, à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tout Etat.

2) Le projet de traité de désarmement que la Commission du désarmement préparera et qu'elle soumettra au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et à la conférence mondiale du désarmement, devra obligatoirement comporter : a) l'interdiction complète de l'emploi et de la fabrication des armes nucléaires et des armes de destruction massive de toutes sortes, ainsi que la transformation à des fins pacifiques des stocks d'armes nucléaires existants ; b) des réductions importantes de toutes les forces armées et de tous les armements de type classique ; et c) l'institution d'un organe de contrôle pourvu de droits, pouvoirs et fonctions de nature à garantir le respect des interdictions et réductions convenues.

3) Après que le projet de traité aura été approuvé par la conférence mondiale du désarmement, cet instrument sera ouvert à la signature et à l'adhésion de tous les Etats. Le traité entrera en vigueur dès qu'il aura été ratifié par ceux de ses signataires qui seront désignés à cet effet dans le traité.

4) Le traité devra prévoir que l'application du programme de désarmement se déroulera de la façon suivante.

5) Après la constitution et la mise en place de l'organe de contrôle, qui devront intervenir dans un délai déterminé, et dès que l'organe de contrôle se sera déclaré en mesure de les faire effectivement observer, les dispositions suivantes entreront en vigueur : a) les effectifs militaires globaux seront limités aux niveaux existant le 31 décembre 1953 ; b) les dépenses militaires globales, y compris les dépenses atomiques de caractère militaire, seront limitées à celles de l'année se terminant le 31 décembre 1953.

6) Dès que l'organe de contrôle se sera déclaré en mesure de les faire effectivement observer, les mesures suivantes entreront en vigueur : a) mise en application de la moitié des réductions convenues des forces armées et des armements de type classique ; b) après exécution des mesures mentionnées en a, la fabrication des armes nucléaires et des autres engins interdits devra cesser.

7) Dès que l'organe de contrôle se sera déclaré en mesure de les faire effectivement observer, les mesures suivantes entreront en vigueur : a) mise en application de la seconde moitié des réductions convenues des forces armées et des armements de type classique ; b) après exécution des mesures mentionnées en a : i) interdiction et élimination totale des armements nucléaires et transformation, à des fins pacifiques, des stocks de matières nucléaires ; ii) interdiction et élimination totale de tous les autres engins interdits.

8) Une fois achevée l'application de toutes les mesures énumérées ci-dessus, il serait souhaitable de procéder à de nouvelles réductions des armements et des forces armées des puissances à des niveaux tels qu'ils fussent strictement à chacune d'entre elles pour assurer sa sécurité intérieure et remplir ses obligations aux termes de la Charte des Nations Unies.

9) Enfin, l'organe de contrôle devra être maintenu de façon à assurer que les réductions, les interdictions et les éliminations sont fidèlement et constamment respectées.

Le 11 octobre, l'URSS a présenté à la Première Commission le projet de résolution qu'elle avait soumis le 30 septembre à l'Assemblée générale. Aux termes de ce projet de résolution, le projet de convention internationale devrait contenir les dispositions fondamentales suivantes :

1) Mise en œuvre simultanée des mesures ci-après : a) dans un délai de six mois ou d'un an, les Etats réduiraient leurs armements et leurs forces armées (à partir du niveau existant au 31 décembre 1953), ainsi que les crédits budgétaires affectés aux besoins militaires (à partir du niveau de 1953), dans une proportion de 50 pour 100 des normes convenues ; b) en vue de contrôler cette réduction, il serait créé auprès du Conseil de sécurité une commission internationale provisoire de contrôle qui aurait le droit d'exiger des Etats les renseignements nécessaires sur la mise en œuvre de mesures relatives à la réduction des armements et des forces armées. Cette commission prendrait toutes mesures utiles pour surveiller l'exécution par les Etats des obligations qu'ils auraient contractées touchant la réduction des armements et des forces armées, ainsi que des crédits affectés aux besoins militaires. Les Etats présenteraient à la commission, périodiquement et dans les délais fixés, des renseignements sur la mise en œuvre des mesures prévues par la convention.

2) Dès l'exécution des mesures indiquées au paragraphe 1, il serait prévu de prendre simultanément les mesures suivantes : a) dans un délai de six mois ou d'un an, les Etats réduiraient leurs armements, leurs forces armées et les crédits budgétaires affectés aux besoins militaires, dans la proportion des 50 pour 100 restants des normes convenues ; b) mise en vigueur de l'interdiction complète de l'arme atomique, de l'arme à l'hydrogène et des autres types d'engins de destruction massive ; la production de ces types d'armes serait arrêtée et ils seraient complètement éliminés des armements des Etats ; toutes les matières atomiques existantes ne seraient utilisées qu'à des fins pacifiques. L'exécution de ces mesures ne devrait pas se terminer plus tard que l'exécution des mesures de réduction des armements et des forces armées prévues au point 2, a, et la production de l'arme atomique et de l'arme à l'hydrogène devrait cesser aussitôt qu'aurait commencé la réduction des 50 pour 100 restants des normes convenues des armements, des forces armées et des crédits affectés aux besoins militaires ; c) les Etats institueraient un organe international permanent qui serait chargé de contrôler l'interdiction de l'arme atomique, de l'arme à l'hydrogène et des autres types d'engins de destruction massive, l'arrêt de la production de ces types d'armes et leur élimination des armements des Etats, ainsi que la réduction des armements, des forces armées et des crédits affectés aux besoins militaires. Cet organe international devrait disposer de pleins pouvoirs de contrôle, y compris le droit d'inspection sur une base permanente, dans la mesure nécessaire pour assurer l'exécution de la convention par tous les Etats.

Ce projet de résolution prévoyait en outre que la Commission du désarmement serait chargée d'examiner la proposition relative à "l'interdiction d'employer les engins nucléaires, sauf en cas de défense contre l'agression", qui était contenue dans le mémorandum de la

France et du Royaume-Uni en date du 11 juin 1954, et de présenter des recommandations à ce sujet.

Le 13 octobre, le représentant du Canada a présenté un projet de résolution relatif à des négociations futures sur le désarmement et a invité les représentants de la France, de l'Union soviétique, du Royaume-Uni et des Etats-Unis à se joindre à lui comme auteurs du projet. Les représentants de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis ont accepté immédiatement cette invitation. Le représentant de l'URSS, après avoir eu des entretiens avec le représentant du Canada, s'est joint à son tour aux auteurs du projet de résolution, qui avait fait l'objet de plusieurs amendements. Aux termes du projet révisé, l'Assemblée générale :

1) Estimerait qu'un nouvel effort doit être fait en vue d'aboutir à un accord sur des propositions complètes et coordonnées, qui seraient incorporées dans un projet de convention internationale sur le désarmement prévoyant : a) la réglementation, la limitation et une réduction importante de toutes les forces armées et de tous les armements de type classique ; b) l'interdiction complète de l'utilisation et de la fabrication des armes nucléaires et des armes de destruction massive de toutes sortes, ainsi que la transformation à des fins pacifiques des stocks d'armes nucléaires existants ; c) l'institution d'un contrôle international effectif, par la création d'un organe de contrôle pourvu de droits, pouvoirs et fonctions de nature à garantir le respect des réductions convenues de tous les armements et de toutes les forces armées, ainsi que celui de l'interdiction des armes nucléaires et autres armes de destruction massive, et à assurer l'utilisation de l'énergie atomique à des fins exclusivement pacifiques ; l'ensemble de ce programme devait être tel qu'aucun Etat n'ait motif de craindre que sa sécurité ne soit mise en danger ;

2) Prierait la Commission du désarmement de rechercher une solution acceptable du problème du désarmement, en tenant compte des diverses propositions visées dans le préambule de la présente résolution et de toutes autres propositions rentrant dans les limites du mandat de la Commission ;

3) Suggérerait que la Commission du désarmement convoque de nouveau son Sous-Comité ;

4) Prierait la Commission du désarmement de faire rapport au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale aussitôt que des progrès suffisants auraient été réalisés.

Le 25 octobre, le représentant de l'Inde a présenté un projet de résolution sur les questions que la Commission du désarmement devrait étudier, et le représentant de l'Australie (auquel le représentant des Philippines s'est joint ultérieurement comme auteur du projet) a présenté un projet de résolution demandant au Secrétaire de préparer un exposé complet de la position des grandes puissances. Des propositions tendant à renvoyer ces deux projets de résolution à la Commission du désarmement ont été présentées par la suite.

A la Première Commission, le premier projet de résolution commun des cinq puissances concernant les négociations futures sur le désarmement a été adopté à l'unanimité. Les propositions tendant à renvoyer à la Commission du désarmement le projet de l'Inde et celui de l'Australie et des Philippines ont été également adoptées.

L'Assemblée générale a examiné le rapport de la Première Commission le 4 novembre 1954. Le premier des projets de résolution recommandés par la Commis-

sion a été adopté à l'unanimité [résolution 808 A (IX)] ; le deuxième projet, concernant le renvoi du projet de résolution de l'Inde à la Commission du désarmement, a été adopté par 57 voix contre zéro [résolution 808 B (IX)] ; le troisième projet, concernant le renvoi du projet de résolution de l'Australie et des Philippines à la Commission du désarmement, a été adopté par 56 voix contre zéro, avec 2 abstentions [résolution 808 C (IX)] .

c) TRAVAUX DE LA COMMISSION DU DÉSARMEMENT ET DE SON SOUS-COMITÉ

La Commission du désarmement s'est réunie le 19 novembre 1954, conformément à la résolution 808 A (IX) de l'Assemblée générale. Il a été décidé que le Sous-Comité créé en application de la résolution 715 (VIII) serait maintenu et se réunirait de nouveau au début de décembre, afin de régler certaines questions d'administration et de procédure. En conséquence, le Sous-Comité s'est réuni le 8 décembre, au Siège de l'Organisation, à New-York ; il a discuté divers arrangements administratifs et de procédure et a décidé de se réunir à Londres pendant la seconde moitié de février 1955 pour continuer ses travaux.

Le Sous-Comité a tenu vingt-huit séances à Londres, entre le 25 février et le 18 mai 1955 ; les débats ont eu lieu à huis clos. Le Sous-Comité n'a pas encore présenté de rapport ; cependant des communications de gouvernements membres du Sous-Comité ont fait connaître au public certaines propositions nouvelles qui lui avaient été soumises. Pour permettre aux cinq gouvernements représentés de faire le point et de déterminer les progrès réalisés depuis le début des entretiens, le Sous-Comité a ajourné ses débats à Londres, le 18 mai, et s'est réuni le 1er juin au Siège de l'Organisation, à New-York, où il a étudié son programme futur de travail.

2. — Coopération internationale pour l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques

On se souvient qu'à la huitième session de l'Assemblée générale, le 8 décembre 1953, le Président des Etats-Unis d'Amérique a pris la parole devant cette assemblée et a proposé que les puissances principalement intéressées apportent une contribution commune d'uranium et de matières fissiles à un office international de l'énergie atomique qui serait constitué sous l'égide des Nations Unies.

a) EXAMEN DE LA QUESTION À LA NEUVIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le 23 septembre 1954, la délégation des Etats-Unis d'Amérique a demandé l'inscription à l'ordre du jour de la neuvième session de l'Assemblée d'une question intitulée "Coopération internationale pour l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques : rapport présenté par les Etats-Unis d'Amérique". Le 25 septembre, elle a transmis copie des communications que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques avaient échangées : à ce sujet depuis la session précédente. L'URSS a accepté d'entamer des négociations privées avec les Etats-Unis, à condition qu'il soit entendu que, pour favoriser l'utilisation de l'énergie atomique exclusivement à des fins pacifiques, on étudierait en même temps, au cours de ces négociations, une proposition de l'Union soviétique selon laquelle les

Etats qui seraient partie à tout accord sur cette question s'engageraient inconditionnellement à ne pas utiliser l'arme atomique, l'arme à l'hydrogène ou tout autre engin de destruction massive. Les documents présentés par les Etats-Unis comprenaient un mémoire qui exposait les buts et la structure d'un office international de l'énergie atomique et prévoyait pour cet office certaines fonctions telles que la prise en charge de l'emmagasinement des matières nucléaires, la répartition de ces matières entre les pays participants, ainsi que des activités relatives aux renseignements et aux services.

L'Assemblée générale a décidé d'inscrire la question à son ordre du jour et l'a renvoyée à la Première Commission, qui l'a examinée au cours de dix-neuf séances, entre le 5 et le 23 novembre.

Le 8 novembre, les délégations de l'Australie, de la Belgique, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni et de l'Union Sud-Africaine ont présenté un projet de résolution commun. Au cours du débat, le texte du projet de résolution a été révisé pour tenir compte des opinions et des suggestions formulées à la Commission. Sous sa forme révisée, le projet de résolution disposait, dans sa première partie, que l'Assemblée générale: 1) exprimerait l'espoir que l'Agence internationale de l'énergie atomique serait créée sans retard; 2) suggérerait qu'une fois créée l'Agence négocierait un accord approprié avec les Nations Unies; 3) communiquerait aux Etats qui participeraient à la création de l'Agence, pour qu'ils les examinent avec soin, les comptes rendus des débats consacrés à cette question à la neuvième session de l'Assemblée générale; et 4) suggérerait que les Etats Membres des Nations Unies soient tenus informés des progrès qui seront accomplis touchant la création de l'Agence et que les vues des Membres qui auraient manifesté leur intérêt soient examinées de façon approfondie. La deuxième partie du projet prévoyait que l'Assemblée générale: 1) déclarerait qu'il est conforme à ses préoccupations et à sa volonté d'encourager par tous les moyens les applications pacifiques de l'énergie atomique; 2) déciderait qu'une conférence internationale technique de caractère gouvernemental se tiendrait sous les auspices des Nations Unies pour rechercher les moyens de développer, grâce à la coopération internationale, les utilisations de l'énergie atomique à des fins pacifiques, et, en particulier, pour étudier le développement de la production de l'énergie atomique et pour examiner d'autres domaines techniques — tels que ceux de la biologie, de la médecine, de la protection contre les radiations, ainsi que la science pure — dans lesquels la coopération internationale peut être réalisée avec le plus d'efficacité; 3) inviterait tous les Etats Membres des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées à participer à la conférence et à désigner parmi leurs représentants des experts ayant compétence en matière d'énergie atomique; 4) prierait le Secrétaire général sur avis d'un comité composé de représentants du Brésil, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Inde, du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de lancer des invitations à cette conférence qui se tiendrait en août 1955 au plus tard, en un lieu qui serait fixé par le Secrétaire général et le Comité consultatif, d'établir un ordre du jour détaillé et de le faire distribuer à tous les intéressés, et de fournir le personnel et les services nécessaires; 5) suggérerait que, lorsqu'ils organiseront la conférence internationale, le Secrétaire général et le Comité consultatif se concertent avec les

institutions spécialisées compétentes, en particulier avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture; 6) inviterait les institutions spécialisées intéressées à se faire représenter à la conférence; et 7) prierait le Secrétaire général de faire distribuer, pour information, un rapport sur la conférence à tous les Etats Membres des Nations Unies, ainsi qu'aux gouvernements des autres Etats et aux institutions spécialisées qui participeront à cette conférence.

Le 18 novembre, l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présenté un amendement à la seconde partie du projet de résolution commun révisé, suivant lequel l'Assemblée générale inviterait tous les Etats Membres des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées, ainsi que tous les autres Etats qui en exprimeraient le désir, à participer à la conférence et à désigner parmi leurs représentants des experts ayant compétence en matière d'énergie atomique. Le 22 novembre, l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présenté un amendement à la première partie du projet de résolution qui disposait que l'Agence devrait être créée en tant qu'organe responsable devant l'Assemblée générale et, dans les cas prévus par la Charte des Nations Unies, devant le Conseil de sécurité.

Le 23 novembre, la Première Commission, après avoir rejeté par 43 voix contre 5, avec 12 abstentions, l'amendement de l'URSS relatif au statut de l'Agence internationale, et par 36 voix contre 6, avec 18 abstentions, l'amendement de ce même pays concernant les invitations à la conférence scientifique, a adopté à l'unanimité le projet de résolution des sept puissances.

Le 4 décembre, l'Assemblée générale a examiné le rapport de la Première Commission. Le représentant de l'Union soviétique a présenté des amendements au projet de résolution recommandé par la Première Commission; ces amendements étaient les mêmes que ceux qu'il avait proposés, devant la Commission, au projet de résolution des sept puissances. L'Assemblée générale a rejeté ces amendements et a adopté, à l'unanimité, le projet de résolution dans son ensemble [résolution 810 (IX)]. Après le vote, le représentant de l'Union soviétique a déclaré que sa délégation avait voté en faveur du projet de résolution parce qu'elle restait fidèle au principe de la coopération internationale pour l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, mais qu'elle n'approuvait cependant pas les dispositions de ce projet qui limitaient ou entravaient cette coopération.

b) MISE EN ŒUVRE DE LA RÉSOLUTION 810 (IX) DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le Comité consultatif pour la conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques s'est réuni pour la première fois, le 17 janvier 1955, au Siège de l'Organisation, sur convocation du Secrétaire général, et a siégé jusqu'au 28 janvier. Il a établi l'ordre du jour analytique et le règlement intérieur de la conférence et il a décidé que la conférence se réunirait à Genève du 8 au 20 août 1955.

Les principales questions inscrites à l'ordre du jour analytique sont les suivantes: nécessité d'une nouvelle source d'énergie et rôle de l'énergie nucléaire; construction d'une centrale nucléaire et connaissances acquises dans les centrales électriques nucléaires existantes; énergie nucléaire: hygiène et sécurité; production des isotopes et leur importance dans la science et l'indus-

trier ainsi qu'en médecine, en biologie et dans l'agriculture.

Par lettre en date du 1er février 1955, le Secrétaire général a invité quatre-vingt-quatre Etats, Membres des Nations Unies et membres des institutions spécialisées, à participer à la conférence et il leur a communiqué l'ordre du jour analytique et le règlement intérieur, en indiquant les dispositions prises en ce qui concerne l'organisation de la conférence. Dans cette lettre, le Secrétaire général annonçait que M. Homi Bhabha, représentant de l'Inde, avait été désigné comme Président de la conférence et qu'il nommerait six vice-présidents choisis parmi les candidats présentés par les Gouvernements du Brésil, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Il annonçait également que le professeur Walter G. Whitman, du Massachusetts Institute of Technology, était désigné comme Secrétaire général de la conférence. Ultérieurement, le Secrétaire général a nommé M. Viktor S. Vavilov, de l'Institut Lebedev de recherche de physique, à Moscou, comme Secrétaire général adjoint de la conférence.

Le Secrétaire général de la conférence a recruté une vingtaine de secrétaires scientifiques dont la tâche principale, en tant que membres du Secrétariat des Nations Unies, sera d'étudier la documentation présentée par les gouvernements afin d'assurer la meilleure organisation possible des séances de la conférence. Ces secrétaires seront chargés de l'aspect scientifique des travaux de la conférence.

Le Comité consultatif s'est réuni de nouveau à Paris, du 23 au 27 mai 1955, sous la présidence du Secrétaire général, et a étudié certaines dispositions à prendre pour l'organisation de la conférence. En ce qui concerne le choix des mémoires qui seront présentés oralement, le Comité a approuvé que les secrétaires scientifiques mentionnés ci-dessus constituent le groupe de savants compétents chargé, en vertu du règlement intérieur, de choisir les mémoires qui seront présentés oralement, en tout ou en partie, à la conférence. Le Comité consultatif a également donné des avis sur la désignation des présidents et rapporteurs des différentes séances de la conférence.

Le Secrétaire général avait demandé que les résumés des mémoires qui seront présentés à la conférence soient communiqués le plus tôt possible; ainsi, au 1er juin, le Secrétariat avait reçu 1.068 résumés, provenant de trente et un pays et de quatre institutions spécialisées. Le Département des affaires économiques et des affaires sociales du Secrétariat des Nations Unies en a envoyé trois.

Etant donné le caractère très particulier de la conférence, il a fallu prendre diverses dispositions techniques spéciales. Outre l'organisation pratique des séances de la conférence, des dispositions ont été prises pour recevoir au Palais des Nations des expositions scientifiques et techniques que certains gouvernements ont offert de présenter.

3. — Méthodes que l'on pourrait utiliser pour maintenir et consolider la paix et la sécurité internationales, conformément aux buts et principes de la Charte

a) RAPPORT DE LA COMMISSION CHARGÉE DES MESURES COLLECTIVES

Par sa résolution 703 (VII) du 17 mars 1953, l'Assemblée générale avait prié la Commission chargée des mesures collectives de poursuivre ses travaux et de faire rapport au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale, au plus tard lors de la neuvième session de l'Assemblée.

Dans son troisième rapport, présenté à la neuvième session de l'Assemblée générale, la Commission a exprimé l'avis qu'en affirmant de nouveau les principes de la sécurité collective, elle contribuerait utilement à maintenir et à renforcer le système de sécurité collective des Nations Unies.

Le 27 août 1954, la Commission a approuvé le texte des principes de la sécurité collective, dans lequel elle recommande notamment que, toutes les fois que l'Organisation des Nations Unies décidera ou recommandera d'agir collectivement en vue de maintenir ou de rétablir la paix et la sécurité internationales, soit par l'organe du Conseil de sécurité, soit par l'organe de l'Assemblée générale, elle devrait s'inspirer des principes exprimés dans les résolutions 377 (V) ("L'union pour le maintien de la paix"), 503 (VI) et 703 (VII) de l'Assemblée générale et dans les deux précédents rapports de la Commission. L'Organisation devrait s'inspirer notamment des principes suivants: 1) les Etats devraient apporter leur contribution à l'effort collectif conformément à leurs règles constitutionnelles et dans la mesure où, à leur avis, leurs capacités et leurs ressources le permettent; 2) dans le cas où l'emploi collectif de la force contre l'agression serait décidé ou recommandé, il importerait au premier chef d'obtenir la contribution maximale de forces militaires effectives et, à cette fin, les Etats devraient fournir non seulement des forces, mais aussi un appui logistique et des moyens auxiliaires aux forces fournies par d'autres pays; 3) l'Organisation des Nations Unies devrait prendre, en se conformant à la Charte, les mesures appropriées pour rendre effective toute action entreprise dans l'exercice du droit de légitime défense mentionné à l'Article 51 de la Charte, ou dans le cadre des accords ou organismes régionaux prévus au Chapitre VIII; de leur côté, les Etats devraient chercher à obtenir auprès des organismes internationaux auxquels ils appartiennent et par l'application des accords auxquels ils sont parties, ou par leur intermédiaire, et dans la mesure où le permettent les textes constitutionnels et les autres dispositions qui régissent ces organismes et ces accords, tout l'appui possible pour les mesures collectives prises par les Nations Unies; 4) les mesures économiques et financières collectives contre l'agression devraient comprendre toute l'assistance possible à la victime de l'agression et aux Etats qui participent à ces mesures.

La Commission a rappelé que, dans ses précédents rapports, elle avait suggéré de créer des organismes pour coordonner l'action collective et assurer une répar-

tition équitable des charges et des sacrifices, et qu'elle avait dressé une liste des armes à frapper d'embargo et une liste d'articles stratégiques; elle a ajouté qu'étant donné la contribution qu'elle pourrait apporter à une étude complémentaire de la sécurité collective, elle devrait rester en état de poursuivre cette étude, sans préjudice de tout changement que l'Assemblée générale pourrait apporter à sa composition.

b) EXAMEN DE LA QUESTION À LA NEUVIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le rapport de la Commission chargée des mesures collectives a été inscrit à l'ordre du jour de la neuvième session de l'Assemblée générale et renvoyé à la Première Commission, qui l'a examiné au cours de quatre séances, tenues entre le 29 octobre et le 2 novembre 1954.

Le 29 octobre, l'Australie, la Belgique, le Brésil, le Canada, l'Égypte, les États-Unis d'Amérique, la France, le Mexique, les Philippines, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Turquie et le Venezuela ont présenté un projet de résolution commun aux termes duquel l'Assemblée générale: 1) prendrait note avec satisfaction du troisième rapport de la Commission des mesures collectives et, en particulier, des principes de sécurité collective formulés dans ce rapport; 2) inviterait la Commission à rester en mesure de poursuivre telles études qui sembleraient souhaitables; 3) prierait la Commission de faire rapport au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale quand elle le jugerait nécessaire.

Aucun autre projet n'a été présenté au cours du débat, mais le représentant de l'Union soviétique et plusieurs autres représentants ont déclaré que la Commission chargée des mesures collectives était illégitime, que ses travaux étaient inutiles et qu'elle devrait être dissoute.

Certains représentants ont fait remarquer que, pour assurer la sécurité collective, il fallait s'efforcer d'apaiser la tension internationale et de créer un état de paix collective plutôt qu'étudier les moyens de prévenir l'agression par des actes belliqueux et par des sanctions. Ils ont instamment prié la Commission d'opter pour la paix collective et non pour les mesures collectives.

Le 2 novembre 1954, la Première Commission a adopté le projet de résolution commun par 50 voix contre 5, avec 2 abstentions. Le 4 novembre, l'Assemblée générale a mis aux voix le texte recommandé par la Commission et l'a adopté par 48 voix contre 5, avec 2 abstentions [résolution 809 (IX)].

4. — Renforcement de la paix par la suppression des obstacles au libre échange des informations et des idées

Le 5 octobre 1954, la délégation de la Tchécoslovaquie a demandé l'inscription à l'ordre du jour de la neuvième session de l'Assemblée générale d'une question intitulée "Interdiction de la propagande en faveur d'une nouvelle guerre". Elle a également présenté un projet de résolution, aux termes duquel l'Assemblée générale, constatant notamment que la propagande de guerre s'intensifie dans de nombreux pays et que l'on préconise le recours à la bombe atomique et à la bombe à l'hydrogène, inviterait tous les États à respecter scrupuleusement la résolution 110 (II) de l'Assemblée générale en date du 3 novembre 1947, qui condamne toute forme de propagande de nature à provoquer ou à encourager

toute menace à la paix, et recommanderait à tous les États, qu'ils soient Membres ou non de l'Organisation des Nations Unies, d'adopter des mesures effectives contre toute propagande de cette nature.

La question a été inscrite à l'ordre du jour le 21 octobre et a été renvoyée à la Commission politique spéciale, qui l'a étudiée au cours de quatre séances, tenues entre le 30 novembre et le 2 décembre. L'Australie, le Brésil, Cuba, les États-Unis d'Amérique, la France, le Honduras, l'Irak, le Pakistan, les Philippines et le Royaume-Uni ont présenté des amendements communs au projet de résolution de la Tchécoslovaquie. Ces amendements avaient pour objet de supprimer tous les paragraphes du projet de résolution de la Tchécoslovaquie à l'exception du premier paragraphe du préambule et de les remplacer par des dispositions aux termes desquelles l'Assemblée générale, rappelant ses résolutions 110 (II) et 381 (V) relatives à la condamnation de la propagande contre la paix et sa résolution 290 (IV) concernant les éléments essentiels de la paix, inviterait toutes les nations à supprimer les obstacles qui empêchent les peuples d'échanger librement des informations et des idées, et les prierait en conséquence d'appliquer scrupuleusement la résolution 290 (IV) en tant que moyen d'assurer une paix véritable.

Au cours des débats, les représentants de la Tchécoslovaquie et de l'Union soviétique ont déclaré qu'une campagne de propagande avait été déclenchée, notamment aux États-Unis, contre l'intégrité territoriale et la sécurité de la Tchécoslovaquie et de certains autres pays européens. De leur côté, Syngman Rhee et Tchang Kaï-chek, ainsi que leurs amis et partisans, prononçaient des discours belliqueux. On a souvent prétendu que ces déclarations n'étaient pas l'expression de la politique officielle des États-Unis, mais il n'en reste pas moins que cette propagande augmentait la tension internationale. Les fauteurs de guerre devraient faire l'objet de poursuites pénales dans tous les pays, comme c'est le cas en URSS et dans les démocraties populaires. Les puissances occidentales ont affirmé très souvent que la cause véritable de la tension était l'existence d'un rideau de fer ou d'un rideau de bambou. En fait, ce sont les États-Unis, et non l'Union soviétique, qui ont entravé le libre échange des informations et des idées, principalement en faisant des difficultés pour délivrer des visas à des citoyens soviétiques invités à se rendre aux États-Unis.

Les représentants de la RSS de Biélorussie, de la Pologne et de la RSS d'Ukraine ont appuyé la proposition de la Tchécoslovaquie.

Plusieurs représentants ont appuyé les amendements communs au projet de résolution de la Tchécoslovaquie. Ils ont déclaré que la proposition de la Tchécoslovaquie était une manœuvre de guerre froide et qu'il était curieux de voir la Tchécoslovaquie et ses partisans accuser d'autres pays d'actes délictueux qu'ils commettaient eux-mêmes. Ils ont souligné que, d'après la dialectique communiste, les guerres d'agression menées en Corée ou en Indochine, ainsi que la propagande violemment hostile aux puissances occidentales, étaient censées favoriser la paix et contribuer au maintien de relations amicales entre les nations, alors que les protestations légitimes de l'Occident contre les violations des droits de l'homme dans les pays situés derrière le rideau de fer étaient dénoncées comme propagande de guerre. Ces obstacles dressés par les pays communistes contre le libre échange des informations et des idées étaient la cause véritable de la méfiance, de la méfiance et de

la haine internationales. Les représentants de l'Irak et de la Thaïlande ont donné des exemples précis de programmes radiodiffusés, à l'intention de leurs pays, par des émetteurs situés dans des territoires communistes, dont l'objet était d'inciter la population à se soulever ou à se révolter contre les gouvernements légitimes de l'Irak et de la Thaïlande.

Plusieurs représentants ont fait observer que l'on pouvait difficilement s'attendre à ce que des pays voués aux principes de la liberté d'expression prennent des mesures législatives pour prévenir de prétendus abus de cette liberté; de telles mesures mèneraient nécessairement au monopole d'Etat de l'opinion, avec toutes ses conséquences inévitables.

Le 2 décembre 1954, la Commission a voté, paragraphe par paragraphe, sur le projet de résolution de la Tchécoslovaquie. Le premier paragraphe du préambule a été adopté, ainsi que tous les amendements au projet de résolution. Le projet ainsi amendé a été mis aux voix dans son ensemble; à la suite d'un vote par appel nominal, le projet de résolution a été adopté par 35 voix contre 5, avec 10 abstentions. Après le vote, le représentant de la Nouvelle-Zélande a proposé de souligner les aspects positifs du projet de résolution en modifiant son titre comme suit: "Renforcement de la paix par la suppression des obstacles au libre échange des informations et des idées". Cette proposition a été adoptée par 29 voix contre 5, avec 12 abstentions.

Le 11 décembre 1954, le représentant de la Tchécoslovaquie a présenté de nouveau son projet de résolution, en séance plénière de l'Assemblée. Le projet de résolution recommandé par la Commission politique spéciale a été cependant mis aux voix en premier lieu et a été adopté par 45 voix contre 5, avec 9 abstentions [résolution 819 (IX)].

Le représentant du Royaume-Uni a proposé, conformément à l'article 93 du règlement intérieur, que l'Assemblée générale décide de ne pas mettre aux voix le projet de résolution de la Tchécoslovaquie. La proposition du Royaume-Uni a été adoptée par 32 voix contre 5, avec 19 abstentions.

5. — Admission de nouveaux Membres

a) RAPPORT DE LA COMMISSION DE BONS OFFICES

Par sa résolution 718 (VIII) du 23 octobre 1953, l'Assemblée générale a créé une Commission de bons offices, composée des représentants de l'Egypte, des Pays-Bas et du Pérou, et l'a habilitée à consulter les membres du Conseil de sécurité en vue de rechercher la possibilité de parvenir à un accord qui faciliterait l'admission de nouveaux Membres conformément à l'Article 4 de la Charte; l'Assemblée générale a prié cette Commission de lui présenter un rapport sur ses travaux à sa huitième session, ou, au plus tard, à sa neuvième session.

La Commission a présenté son rapport le 3 septembre 1954. Elle y déclarait que les résultats des consultations avec les membres du Conseil de sécurité montraient que les positions prises sur la question n'avaient pas subi de modifications essentielles telles que l'on pût alors aboutir à un accord qui facilite la solution du problème. La Commission estimait cependant que toutes les possibilités de parvenir à une entente n'avaient pas été épuisées. Il est si important pour l'Organisation d'admettre de nouveaux Membres qui remplissent les conditions re-

quises que l'on pouvait espérer arriver à concilier, dans l'esprit de la Charte, les différentes opinions en présence. La Commission concluait que l'Assemblée générale devait poursuivre ses efforts en vue de faciliter la solution du problème de l'admission de nouveaux Membres.

b) DEMANDE DE L'AUSTRALIE TENDANT À FAIRE INSCRIRE UNE QUESTION À L'ORDRE DU JOUR DE LA NEUVIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le 22 août 1954, le Ministre des affaires extérieures d'Australie a demandé l'inscription à l'ordre du jour provisoire de la neuvième session de l'Assemblée générale d'une question intitulée "Admission du Laos et du Cambodge dans l'Organisation des Nations Unies".

Dans le mémoire explicatif qui accompagnait cette demande, et qui contenait un projet de résolution (voir par. c ci-après), le Gouvernement de l'Australie exprimait l'opinion que l'Assemblée générale devrait confirmer qu'à son avis, les Royaumes souverains et indépendants du Laos et du Cambodge remplissaient les conditions requises par la Charte des Nations Unies pour devenir Membres de l'Organisation et devraient y être admis; l'Assemblée devrait également demander de nouveau au Conseil de sécurité de prendre acte de cette opinion. Le mémoire mentionnait la déclaration finale de la Conférence de Genève, dans laquelle les signataires avaient exprimé leur conviction que la mise en œuvre des accords adoptés par la Conférence permettrait au Cambodge, au Laos et au Viet-Nam de tenir dorénavant, en pleine indépendance et souveraineté, leur rôle dans la communauté pacifique des nations. Le Gouvernement australien estimait que l'admission de ces pays à l'Organisation des Nations Unies permettrait de montrer que les Membres de l'Organisation sont disposés à aider ces pays à jouer leur rôle dans la communauté pacifique des nations sur un pied d'égalité avec les autres pays. Cependant, en raison de la situation qui existait dans le Viet-Nam, le Gouvernement australien ne pouvait pas faire figurer ce pays parmi ceux qu'il proposait d'admettre à l'Organisation des Nations Unies. Le Gouvernement australien tenait à indiquer clairement que son initiative n'affectait en rien les autres demandes d'admission en suspens.

c) EXAMEN DE LA QUESTION À LA NEUVIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le 24 septembre 1954, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à son ordre du jour les deux questions suivantes: "Admission de nouveaux Membres: a) rapport de la Commission de bons offices; b) admission du Laos et du Cambodge". Le 25 septembre, elle a renvoyé la question à la Commission politique spéciale, pour examen et rapport.

La Commission a examiné la question au cours de onze séances, tenues entre le 29 octobre et le 15 novembre 1954. Elle a décidé de faire porter la discussion générale à la fois sur les alinéas a et b de ce point de l'ordre du jour; au cours de la discussion générale, elle a été saisie de communications de plusieurs pays touchant leurs demandes d'admission. En outre, les projets de résolution et amendements ci-après ont été présentés:

1) Le 27 octobre, l'Australie, le Pakistan et la Thaïlande ont présenté un projet de résolution commun analogue au projet de résolution que l'Australie avait joint à son mémoire explicatif. Aux termes de ce projet commun, l'Assemblée générale, notant que les signataires

de la déclaration de Genève avaient exprimé la conviction que la mise en œuvre des dispositions prévues dans leur déclaration et dans les accords sur la cessation des hostilités en Indochine permettrait au Laos et au Cambodge d'assumer en pleine indépendance et souveraineté leur rôle dans la communauté pacifique des nations, et déclarant que le Laos et le Cambodge étaient des États pacifiques au sens de l'Article 4, capables de remplir les obligations de la Charte et disposés à le faire, et qu'ils devaient par conséquent être admis dans l'Organisation des Nations Unies, demanderait au Conseil de sécurité de prendre note de cette déclaration.

2) Le 5 novembre, l'Argentine, Cuba et le Salvador ont présenté des amendements communs au projet de résolution des trois puissances. Un de ces amendements consistait à ajouter au préambule un paragraphe par lequel l'Assemblée générale rappellerait ses résolutions antérieures dans lesquelles elle a déclaré que le Laos et le Cambodge, ainsi que l'Autriche, Ceylan, la Finlande, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Jordanie, la Libye, le Népal et le Portugal, sont des États pacifiques au sens de l'Article 4, qu'ils sont capables de remplir les obligations de la Charte et disposés à le faire, et qu'ils doivent être admis dans l'Organisation des Nations Unies; l'autre amendement visait à remplacer le second paragraphe par un nouveau texte aux termes duquel l'Assemblée générale affirmerait de nouveau sa position concernant l'admission de tous les États candidats énumérés dans le premier amendement. Le 10 novembre, ces amendements ont été présentés sous forme de projets de résolution communs distincts.

3) Le 11 novembre 1954, les États-Unis d'Amérique ont présenté un amendement au second projet de résolution commun, tendant à ce que les noms de la République de Corée et du Viet-Nam soient ajoutés à la liste des pays énumérés dans ce projet de résolution.

4) Le 2 novembre, l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présenté un projet de résolution aux termes duquel l'Assemblée générale inviterait le Conseil de sécurité à examiner de nouveau les demandes d'admission de l'Albanie, de la République populaire de Mongolie, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Hongrie, de la Finlande, de l'Italie, du Portugal, de l'Irlande, de la Jordanie, de l'Autriche, de Ceylan, du Népal et de la Libye, en vue de recommander l'admission simultanée de tous ces États à l'Organisation des Nations Unies.

5) Le 3 novembre, l'Inde a présenté un projet de résolution suivant lequel l'Assemblée générale exprimerait sa satisfaction des travaux et des efforts de la Commission de bons offices, déciderait de renvoyer au Conseil de sécurité, pour qu'il les examine de nouveau, les demandes en instance, accompagnées du compte rendu complet des débats de l'Assemblée générale, suggérerait au Conseil d'examiner s'il conviendrait d'invoquer les dispositions du paragraphe 2 de l'Article 28 de la Charte, afin d'aider à résoudre le problème, et prierait le Conseil de sécurité et la Commission de bons offices de faire rapport à l'Assemblée générale à sa dixième session.

6) Le 5 novembre, l'Argentine, Cuba et le Salvador ont présenté un projet de résolution commun aux termes duquel l'Assemblée générale, constatant que le sentiment général s'affirme de plus en plus en faveur de l'universalité des Nations Unies, dont peuvent devenir membres tous les États pacifiques qui acceptent les obligations de la Charte et qui, au jugement de l'Organisation, sont capables de les remplir et disposés à le faire, deman-

derait au Conseil de sécurité d'examiner de nouveau les demandes d'admission en suspens et de s'efforcer de formuler le plus tôt possible des recommandations positives à ce sujet, afin que l'Assemblée générale puisse prendre les décisions pertinentes, et chargerait la Commission de bons offices de procéder à des consultations avec les membres du Conseil de sécurité afin d'aider le Conseil à aboutir à un accord touchant ces recommandations. Le projet de résolution prévoyait également que la discussion de ce point devrait être ajournée à quinzaine et que l'Assemblée en reprendrait l'examen afin de parvenir, pendant la session en cours, à une solution satisfaisante du problème.

7) Le projet de résolution de l'Inde et le second projet de résolution commun de l'Argentine, de Cuba et du Salvador ont été ultérieurement retirés, le 10 novembre, en faveur d'un projet de résolution commun présenté par l'Argentine, Cuba, l'Inde et le Salvador. Aux termes de ce nouveau projet de résolution, l'Assemblée générale, constatant partout un désir croissant de voir réaliser l'universalité de l'Organisation des Nations Unies — dont peuvent devenir membres tous les États pacifiques qui acceptent les obligations de la Charte et qui, au jugement de l'Organisation, sont capables de les remplir et disposés à le faire — ayant examiné le rapport de la Commission de bons offices, constatant qu'en dépit de tous les efforts déployés par la Commission le problème restait sans solution, notant également que, de l'avis de la Commission de bons offices, il subsistait des possibilités de parvenir à un accord et l'on pouvait espérer arriver à concilier, dans l'esprit de la Charte, les différentes opinions en présence, exprimerait sa satisfaction des travaux et des efforts de la Commission de bons offices, déciderait de renvoyer au Conseil de sécurité les demandes en suspens, en y joignant le compte rendu complet des débats qui ont eu lieu au cours de la neuvième session de l'Assemblée générale, afin que le Conseil procède à un nouvel examen de ces demandes et s'efforce de formuler des recommandations positives, suggérerait au Conseil de sécurité d'examiner s'il conviendrait d'invoquer les dispositions du paragraphe 2 de l'Article 28 de la Charte pour faciliter la solution du problème, inviterait la Commission de bons offices à poursuivre ses efforts et prierait le Conseil de sécurité et la Commission de bons offices de faire rapport à l'Assemblée générale, si possible au cours de la neuvième session de l'Assemblée générale et, en tout cas, au cours de la dixième session.

Le 11 novembre, à l'issue de la discussion générale, la Commission politique spéciale a adopté, par 48 voix contre une, avec 9 abstentions, une proposition de l'Inde tendant à ce que le projet de résolution des quatre puissances soit mis aux voix en premier lieu. Auparavant, un amendement de la France, aux termes duquel cette priorité ne s'appliquerait qu'au rapport de la Commission de bons offices, avait été mis aux voix et avait été rejeté lors d'un vote par appel nominal, par 27 voix contre 21, avec 11 abstentions.

Le 12 novembre, la Commission a voté par division sur le projet de résolution des quatre puissances et l'a adopté dans son ensemble à l'unanimité.

Le même jour, l'Inde et l'Indonésie ont présenté un projet de résolution commun tendant à ce que l'Assemblée décide de renvoyer au Conseil de sécurité les trois autres projets de résolution et l'amendement qui s'y rapportait. Le 15 novembre, après avoir voté séparément sur chacun des documents énumérés dans le projet de l'Inde et de l'Indonésie, la Commission a voté sur

l'ensemble du projet par appel nominal et l'a adopté par 25 voix contre 24, avec 6 abstentions. En conséquence, le projet de résolution commun de l'Australie, du Pakistan et de la Thaïlande, le projet de résolution de l'Union soviétique et le projet de résolution commun de l'Argentine, de Cuba et du Salvador, ainsi que l'amendement des Etats-Unis d'Amérique qui s'y rapportait, n'ont pas été mis aux voix.

L'Assemblée générale a examiné le rapport de la Commission politique spéciale le 23 novembre 1954. Le premier projet de résolution a été adopté à l'unanimité [résolution 817 (IX)].

Le représentant de l'Inde, après avoir fait observer qu'à la suite de l'adoption à l'unanimité du premier projet de résolution recommandé par la Commission, il serait préférable de ne pas mettre aux voix le second projet de résolution, a proposé que l'Assemblée générale décide de ne pas voter sur ce projet de résolution. La motion a été adoptée sans vote.

d) TRAVAUX DE LA COMMISSION DE BONS OFFICES

Depuis l'adoption de la résolution 817 (IX), la Commission de bons offices pour l'admission de nouveaux Membres a repris ses consultations avec les membres du Conseil de sécurité et présentera ultérieurement un rapport à l'Assemblée générale.

6. — Question de Corée

a) CONFÉRENCE DE GENÈVE

Comme le Secrétaire général l'a signalé dans son rapport précédent, une Conférence destinée à assurer un règlement pacifique de la question coréenne s'est réunie à Genève le 26 avril 1954.

Le 11 novembre 1954, les quinze Etats Membres des Nations Unies qui avaient pris part à l'action des Nations Unies en Corée et qui avaient assisté à la Conférence de Genève ont présenté un rapport sur les travaux de cette conférence. Dans une lettre d'envoi adressée au Secrétaire général, ils ont exprimé l'avis que la Conférence de Genève était effectivement celle que prévoyait l'article 60 de la Convention d'armistice en Corée et la résolution 711 (VII) adoptée par l'Assemblée générale le 28 août 1953. A la fin de leur rapport, ils ont déclaré que le fait que la Conférence de Genève n'avait pas réussi à résoudre la question coréenne ne portait pas atteinte à l'armistice en Corée, qui demeurait en vigueur. Ils joignaient à leur rapport une déclaration dans laquelle les quinze Etats Membres et la République de Corée affirmaient s'être guidés sur les deux principes suivants, qu'ils estimaient fondamentaux : 1) l'Organisation des Nations Unies, conformément à la Charte, était pleinement en droit de recourir à l'action collective pour repousser l'agression, rétablir la paix et la sécurité, et de prêter ses bons offices en vue d'un règlement pacifique en Corée ; 2) afin d'instaurer une Corée unifiée, indépendante et démocratique, des élections véritablement libres devraient être organisées, sous la surveillance des Nations Unies, pour élire des députés à l'Assemblée nationale où la représentation serait directement proportionnelle à la population autochtone de la Corée. En réaffirmant qu'ils demeureraient fidèles aux buts des Nations Unies en Corée, ils ont déclaré qu'ils étaient contraints de conclure, à regret, qu'aussi longtemps que les délégations communistes repousseraient ces deux principes, il était inutile que la Conférence poursuive l'examen de la question coréenne.

b) SORT DE CERTAINS PRISONNIERS DE GUERRE QUI ONT DEMANDÉ À ÊTRE ENVOYÉS DANS DES PAYS NEUTRES

Le 29 novembre 1954, le Secrétaire général a fait distribuer aux Etats Membres de l'Assemblée générale une note dans laquelle il donnait le détail de la correspondance qu'il avait échangée avec la délégation de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies au sujet de quatre-vingt-huit anciens prisonniers de guerre qui, ayant exprimé devant la Commission de rapatriement le désir d'être envoyés dans des pays neutres, avaient été envoyés dans l'Inde en attendant que leur sort fût définitivement réglé. Le Gouvernement indien a déclaré qu'il prenait en charge les prisonniers pour le compte de l'Organisation des Nations Unies, mais que leur surveillance et leur entretien incomberont à l'Organisation. Le Secrétaire général a répondu qu'il ne pouvait donner au Gouvernement de l'Inde aucune assurance concernant la charge qui incombait à l'Organisation de veiller sur les prisonniers de guerre et de subvenir à leurs besoins ; la question relevait de l'Assemblée générale qui, en tant qu'organe compétent, devrait prendre une décision en temps utile. Il serait heureux cependant d'offrir ses bons offices pour demander à divers pays neutres s'ils accepteraient de recevoir certains prisonniers de guerre. Par la suite, le Secrétaire général s'est adressé aux gouvernements des pays où les prisonniers de guerre avaient exprimé le désir de se rendre, pour savoir s'ils seraient en principe disposés à recevoir les prisonniers. Le Secrétaire général est resté en liaison avec les gouvernements des pays en question.

c) EXAMEN DE LA QUESTION PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À SA NEUVIÈME SESSION

La Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée a présenté à l'Assemblée générale, à sa neuvième session, un rapport pour la période du 14 août 1953 au 17 août 1954.

Le 24 septembre 1954, l'Assemblée a inscrit le rapport à son ordre du jour sous la rubrique générale intitulée "question de Corée" et l'a renvoyé à la Première Commission, qui a étudié la question au cours de dix séances, tenues entre les 1er et 9 décembre 1954.

Le 1er décembre, l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déposé un projet de résolution aux termes duquel la Première Commission déciderait d'inviter les représentants de la République populaire démocratique de Corée et de la République populaire de Chine à prendre part à l'examen de la question de Corée. L'Inde a proposé d'apporter au projet de résolution de l'URSS un amendement qui prévoyait, notamment, la participation d'un représentant de la République de Corée. Le représentant de l'URSS a accepté cet amendement.

La Thaïlande a présenté un projet de résolution tendant notamment à inviter un représentant de la République de Corée à participer au débat. La Syrie a présenté un projet de résolution, suivant lequel la Première Commission inviterait des représentants de la République de Corée et de la République populaire démocratique de Corée. La Commission a décidé de mettre d'abord aux voix le projet de résolution de la Thaïlande ; ce projet a été adopté par 43 voix contre 5, avec 10 abstentions. Le projet de résolution révisé de l'URSS a été rejeté par 39 voix contre 9, avec 10 abstentions, et celui de la Syrie par 37 voix contre 5, avec 16 abstentions.

Au cours du débat, la Première Commission a été saisie des propositions suivantes :

1) Selon un projet de résolution présenté par l'URSS le 1er décembre 1954, l'Assemblée générale déclarerait qu'elle estimait utile que les Etats intéressés poursuivent leurs efforts afin de se mettre d'accord sur un règlement pacifique de la question de Corée, fondé sur la création d'un Etat coréen unifié, indépendant et démocratique, et qu'ils convoquent à cet effet, dans le plus bref délai, une conférence des Etats intéressés.

2) Le même jour, l'URSS a présenté un deuxième projet de résolution, aux termes duquel l'Assemblée générale déciderait de dissoudre la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée.

3) Selon un projet de résolution présenté par l'Inde, le 2 décembre, l'Assemblée générale, ayant reçu le rapport relatif à la Conférence politique sur la Corée, qui s'était tenue à Genève en exécution de la résolution 711 (VII) de l'Assemblée générale : i) réaffirmerait que l'Organisation des Nations Unies continuait d'avoir pour objectifs de faire de la Corée par des moyens pacifiques un pays unifié, indépendant et démocratique, ayant une forme représentative de gouvernement, et de rétablir intégralement la paix et la sécurité internationales dans cette région ; ii) reconnaîtrait que ces objectifs devraient être atteints par des méthodes pacifiques et par des efforts constructifs de la part de tous les intéressés ; iii) exprimerait le fervent espoir que des progrès seraient accomplis en ce qui concernait le règlement de la question de Corée ; iv) inviterait les gouvernements intéressés à prendre note de la résolution ; v) prierait le Secrétaire général d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la dixième session.

4) Le même jour, l'Australie, la Belgique, le Canada, la Colombie, les Etats-Unis d'Amérique, l'Ethiopie, la France, la Grèce, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, les Philippines, le Royaume-Uni, la Thaïlande et la Turquie ont présenté un projet de résolution aux termes duquel l'Assemblée générale : i) approuverait le rapport sur la Conférence politique sur la Corée ; ii) réaffirmerait que l'Organisation des Nations Unies continuait d'avoir pour objectif de faire de la Corée par des moyens pacifiques un pays unifié, indépendant et démocratique, ayant une forme représentative de gouvernement, et de rétablir intégralement la paix et la sécurité internationales dans cette région ; iii) exprimerait l'espoir qu'il serait bientôt possible de faire des progrès vers cet objectif ; iv) prierait le Secrétaire général d'inscrire la question à l'ordre du jour provisoire de la dixième session ordinaire.

5) Le 3 décembre, l'Inde a présenté un projet de résolution, qu'elle a retiré par la suite, selon lequel l'Assemblée générale, ayant reçu les rapports de la Commission neutre de rapatriement créée en vertu de la Convention d'armistice et la note du Secrétaire général en date du 29 novembre 1954 concernant les prisonniers de guerre dont le Gouvernement de l'Inde s'était chargé temporairement en attendant une décision définitive quant à leur sort (voir sect. b ci-dessus), et ayant pris note desdits documents : i) déciderait de différer tout nouvel examen des rapports de la Commission neutre de rapatriement ; ii) prierait le Secrétaire général d'aider le Gouvernement de l'Inde à régler définitivement le plus tôt possible le sort desdits prisonniers en les envoyant dans les pays de leur choix qui seraient disposés à les accepter.

6) Le 8 décembre, l'Union des Républiques socialistes soviétiques a retiré son premier projet de résolution et a proposé d'apporter au projet de résolution de l'Inde (par. 3 ci-dessus) un amendement prévoyant la suppression de la partie du préambule où il était question du rapport relatif à la Conférence de Genève.

Au cours du débat, les représentants des Etats-Unis et d'autres Etats signataires ont souligné que les deux principes énoncés dans la déclaration des seize puissances constituaient la seule base sur laquelle il fût possible de régler la question coréenne, et qu'à Genève, les délégations alliées avaient soumis diverses propositions conformes à ces principes. Ils ont passé en revue les négociations qui s'étaient déroulées lors de la Conférence et ont déclaré que, tant que les communistes continueraient à attaquer ces principes, toute discussion serait futile. Toutes nouvelles négociations devraient être soigneusement préparées et avoir lieu au moment propice. Mais, pour le moment, les circonstances n'étaient pas favorables. Sans abandonner l'espoir d'un règlement, il importait de rester fidèle aux principes des Nations Unies.

Le représentant de l'URSS et ceux qui partageaient son point de vue ont déclaré que le rapport des quinze Puissances sur la Conférence de Genève était tendancieux et unilatéral et qu'il ne pouvait donc servir de base à une solution du problème. La thèse qui tendait à présenter l'intervention armée des Etats-Unis en Corée comme une action collective des Nations Unies était réfutée depuis longtemps par le fait que 95 pour 100 des dépenses militaires avaient été effectuées par les Etats-Unis. La Conférence de Genève n'avait pas été convoquée à la suite d'une décision de l'Organisation des Nations Unies, mais d'une décision que les quatre grandes puissances ont prise à Berlin, le 18 février 1954. Ce n'était donc pas là la Conférence politique dont il était question au paragraphe 60 de la Convention d'armistice en Corée. A la Conférence, le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée avait présenté un programme tendant : 1) à organiser des élections libres dans toute la Corée, sur la base d'un accord entre la Corée du Nord et la Corée du Sud qui aurait pu être conclu par une conférence pancoréenne ; 2) à retirer toutes les troupes étrangères de Corée avant les élections, de façon à éviter toute pression sur les électeurs ; 3) à obtenir que les Etats les plus directement intéressés au maintien de la paix en Extrême-Orient s'engagent à promouvoir le relèvement économique de la Corée. Les délégations de l'URSS et de la Chine avaient soutenu ce programme et avaient tout mis en œuvre pour aboutir à un accord. La délégation de la Chine avait proposé notamment la création d'une commission internationale de contrôle des élections. Les propositions présentées par la délégation de la République populaire démocratique de Corée s'étaient heurtées à l'opposition des Etats-Unis et de la Corée du Sud, qui n'avaient d'ailleurs formulé eux-mêmes aucune proposition constructive et s'étaient bornés à empêcher toute solution. Le rôle de premier plan que les puissances occidentales prétendaient donner à l'Organisation des Nations Unies n'était qu'un prétexte pour mettre fin aux négociations et ne servait qu'à masquer leurs véritables intentions qui étaient de maintenir des forces armées en Corée. Quant à la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, c'était un organisme créé illégalement, inutile et incapable de favoriser l'unification et le relèvement de la Corée. En conclusion, ces représen-

tants ont affirmé que la méthode des négociations directes entre les Etats intéressés était la seule qui permettrait d'aboutir à un accord sur la question coréenne.

Le représentant de la République de Corée a déclaré qu'aucun peuple décidé à conserver sa liberté n'aurait pu accepter les propositions faites par les communistes à Genève. Malgré l'énorme différence numérique entre les populations des deux parties de la Corée, ces propositions prévoyaient la création d'une commission pan-coréenne composée d'un nombre égal de législateurs pour chacune des deux parties. A son avis, cette clause visait à submerger ou à supplanter à la fois le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif du Gouvernement de la République de Corée, tout comme les satellites communistes européens avaient été englobés dans l'empire communiste par des gouvernements de coalition.

Le représentant de l'Inde a fait observer notamment que la thèse des quinze Puissances, qui envisageaient de placer la surveillance des élections sous l'autorité et les auspices de l'Organisation des Nations Unies, ne représentait que le point de vue de l'une des parties et qu'il serait inopportun que la Première Commission la reprenne à son compte. En approuvant cette thèse, comme le proposait le projet de résolution commun, la Commission, selon lui, ne ferait qu'ajouter à la confusion générale. C'est pourquoi la délégation indienne avait présenté un projet de résolution qui prévoyait que l'Assemblée prendrait simplement acte du rapport.

Le 8 décembre 1954, la Commission a décidé de mettre d'abord aux voix le projet de résolution des quinze puissances. L'ensemble de ce projet a été adopté par 50 voix contre 5, avec 4 abstentions. A la suite de ce vote, la Commission a convenu de ne pas mettre aux voix le projet de résolution de l'Inde. Par 50 voix contre 5, avec une abstention, elle a rejeté le deuxième projet de résolution de l'URSS (voir par. 2 ci-dessus).

Le 11 décembre, au cours de la séance plénière de l'Assemblée générale, l'URSS a présenté de nouveau son projet de résolution selon lequel l'Assemblée générale déciderait de dissoudre la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée.

L'Assemblée a mis aux voix sans discussion le projet de résolution dont elle était saisie. Après un vote par division sur chaque paragraphe, l'ensemble du projet de résolution recommandé par la Première Commission a été adopté par 50 voix contre 5, avec 4 abstentions [résolution 811 (IX)]; le vote a eu lieu par appel nominal. Le projet de résolution de l'URSS a été ensuite rejeté par 48 voix contre 5, avec 3 abstentions.

d) ASSISTANCE ET RELÈVEMENT EN CORÉE

i) *Rapport de l'Agent général des Nations Unies pour le relèvement de la Corée*

Conformément aux dispositions du paragraphe 5, d, de la résolution 410 (V) de l'Assemblée générale, l'Agent général a présenté à l'Assemblée, à sa huitième session, un rapport sur l'activité de l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée, du 1er octobre 1953 au 1er septembre 1954. Au cours de cette période, l'Agence a poursuivi ses travaux conformément à la résolution 725 (VIII) du 7 décembre 1953, qui autorisait de nouvelles dépenses s'élevant à 16 millions de dollars, ce qui portait à 266 millions de dollars le total des sommes prévues pour le programme, pendant la période comprise entre la création de l'Agence et le 30 juin 1955. Dans son rapport, l'Agent général notait que, par cette décision, l'Assemblée générale autorisait

l'application d'un programme d'une valeur de 85 millions de dollars pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1954 et d'une valeur de 110 millions de dollars pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1955. Il signalait également l'accord général conclu le 31 mai 1954 entre le Gouvernement de la République de Corée et l'UNKRA, définissant les principes directeurs et les méthodes selon lesquels l'UNKRA fournirait une aide économique à la Corée; il indiquait dans ses grandes lignes le système organisé par l'Agence depuis la fin des hostilités en Corée, donnait des détails sur les résultats obtenus en matière de reconstruction et de relèvement, indiquait la manière dont l'économie coréenne se développait et il soulignait la nécessité d'obtenir des contributions supplémentaires pour mettre en œuvre les programmes dont l'Assemblée générale avait autorisé l'exécution.

ii) *Examen de la question par l'Assemblée générale à sa neuvième session*

A sa neuvième session, l'Assemblée générale a renvoyé le rapport de l'Agent général à la Deuxième Commission, qui l'a examiné au cours de deux séances tenues les 10 et 11 décembre 1954. L'Australie, le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, la Grèce, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont présenté un projet de résolution commun aux termes duquel l'Assemblée générale: 1) félicitait l'Agent général des progrès remarquables que l'Agence avait réalisés en aidant le peuple coréen à soulager les souffrances "et à relever les ruines causées par l'agression"; 2) soulignait son désir de voir exécuter dans toute la mesure possible les programmes de l'Agence approuvés dans la résolution 725 (VIII); 3) demandait instamment aux gouvernements de fournir l'appui financier nécessaire à la continuation du programme de l'Agence; 4) exprimait sa reconnaissance de l'aide que les institutions spécialisées des Nations Unies et les organisations bénévoles non gouvernementales avaient accordée à l'Agence; 5) priait le Comité de négociation des fonds extra-budgétaires (voir chap. VI, sect. 4, e, ci-après) d'entreprendre des démarches pour amener les gouvernements à annoncer de nouvelles contributions et à verser promptement les sommes déjà promises. La Deuxième Commission était également saisie des observations sur le rapport de l'Agent général, formulées par la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, qui déclarait qu'elle avait étudié le rapport et qu'elle estimait qu'il ne donnait aucun renseignement et ne soulevait aucune question dont elle n'ait pas eu connaissance au moment où elle avait rédigé son propre rapport à l'Assemblée générale.

Devant la Commission, l'Agent général a déclaré que l'Organisation des Nations Unies pouvait être fière de ce que le programme de relèvement de la Corée avait abouti à des résultats positifs d'une très grande importance. Les sommes que l'Agence avait reçues et qu'elle avait utilisées, engagées ou affectées jusqu'alors au titre de l'aide à la Corée s'élevaient à environ 123 millions de dollars des Etats-Unis, dont la majeure partie était consacrée à des projets qui avaient pour but d'accroître la capacité de production du pays et d'améliorer les conditions de vie de la population. Toutefois, la situation financière de l'Agence était telle que son programme risquait d'être gravement réduit si les Etats Membres ne mettaient pas à sa disposition les fonds nécessaires.

La plupart de ceux qui appuyaient le projet de résolution ont souligné que toutes les nations qui reconnaissent qu'en 1950 l'Organisation des Nations Unies avait accepté la responsabilité de prendre des mesures collectives en Corée, devaient admettre qu'elles avaient aussi l'obligation d'aider au relèvement de la Corée, pour que le peuple coréen n'ait pas en vain fait preuve de courage et pour justifier la confiance que tous les peuples du monde plaçaient dans l'Organisation. Comprendant que l'Agence avait immédiatement besoin de moyens financiers plus importants, les représentants des principaux pays qui appuyaient le projet de résolution ont annoncé le versement de contributions supplémentaires et ont exprimé l'espoir que d'autres pays suivraient cet exemple. Plusieurs représentants, tout en rendant hommage à l'Agence pour l'œuvre qu'elle accomplissait, ont souligné que leur vote affirmatif ne signifiait pas qu'ils assumaient de nouvelles obligations financières envers elle.

Les représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Tchécoslovaquie se sont prononcés contre le projet de résolution et contre la disposition qui approuvait l'activité de l'Agent général. Ils ont souligné l'aide considérable que l'URSS et la République populaire de Chine donnaient à la Corée du Nord, ainsi que les grands progrès réalisés dans la reconstruction de cette région depuis la fin des hostilités. Grâce à cette aide financière, le Gouvernement de la Corée du Nord avait établi un programme de reconstruction triennal (1954-1956) qui visait surtout à développer l'industrie, notamment celle des biens de consommation. Ils ont déclaré que l'Agence était dirigée par les autorités des Etats-Unis et que les institutions étrangères créées pour venir en aide à la Corée du Sud utilisaient une grande partie des fonds qu'elles recevaient, non pour le développement économique pacifique, mais pour réarmer en vue d'une nouvelle guerre.

Répondant à ces assertions, les représentants du Canada et de l'Australie ont souligné l'ampleur et la variété des travaux de l'Agence. Le représentant du Canada a fait observer que, depuis le début des hostilités, la Corée du Sud avait reçu beaucoup plus d'un million de dollars au titre de l'aide économique.

Le 11 décembre 1954, certains représentants ayant fait des réserves au sujet du membre de phrase "à relever les ruines causées par l'agression", qui figurait au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution, ce paragraphe a été mis aux voix séparément et adopté par 35 voix contre 5, avec 3 abstentions. L'ensemble du projet de résolution commun a été approuvé par 38 voix contre 5.

Le 14 décembre 1954, l'Assemblée générale a adopté sans discussion, par 41 voix contre 5, avec 2 abstentions, le projet de résolution recommandé par la Deuxième Commission [résolution 828 (IX)]. Le représentant du Royaume-Uni, expliquant son vote, a fait observer que la contribution supplémentaire que son Gouvernement avait annoncée à la Deuxième Commission représentait un effort exceptionnel de la part du Royaume-Uni pour aider l'Agence à mener sa tâche à bonne fin.

iii) *Examen des rapports de l'Agent général par le Conseil économique et social à ses dix-huitième et dix-neuvième sessions*

Conformément à la résolution 410 (V) par laquelle l'Assemblée générale avait créé l'Agence, l'Agent gé-

ral a remis ses rapports au Secrétaire général pour qu'il les transmette simultanément à l'Assemblée, à la Commission pour l'unification et le relèvement de la Corée et au Conseil économique et social. A sa dix-huitième session, le 5 août 1954, le Conseil a adopté, après une brève discussion, par 14 voix contre zéro, avec 3 abstentions, une résolution qui prenait acte du rapport que l'Agent général avait présenté à l'Assemblée à sa huitième session, ainsi que des observations formulées par la Commission au sujet de ce rapport. A la reprise de sa dix-neuvième session, le 18 mai 1955, le Conseil a adopté, sans discussion, par 16 voix contre zéro, avec 2 abstentions, une résolution par laquelle elle prenait acte du rapport de l'Agent général à l'Assemblée à sa neuvième session.

iv) *Programme de l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée*

Pendant la période qui fait l'objet du présent rapport, l'exécution d'un grand nombre de projets de reconstruction prévus dans le programme de l'Agence a progressé sensiblement. Au 15 juin 1955, l'Agent général avait engagé plus de 115 millions de dollars. Environ 545.000 tonnes de fournitures et d'équipement, d'une valeur de 54 millions de dollars, étaient parvenues en Corée et l'Agence les avait débloquées pour les remettre aux destinataires. D'importants chargements, déjà expédiés ou sur le point d'être expédiés de ports étrangers, devaient arriver en Corée au rythme d'environ 1 million de dollars par mois jusqu'à la fin de 1955. En outre, le pays avait reçu une assistance technique évaluée à 6.500.000 dollars. Le 11 mai 1955, le Gouvernement de la République de Corée et l'Agence ont signé un "Accord sur la gestion des fonds en contrepartie de l'UNKRA", qui contribuera sensiblement à accélérer l'exécution et l'achèvement des projets prévus dans les programmes de l'Agence.

Cependant, les progrès réalisés jusqu'ici ont été ralentis par le fait que les Etats Membres n'ont pas apporté les contributions et promesses de contributions qui auraient permis de réunir les sommes que l'Assemblée avait prévues pour les programmes de l'Agence. Le manque de fonds a obligé, dans plusieurs cas, à réduire l'importance des programmes. On a dû également retarder la mise en œuvre de certains projets, de sorte que les plans de dépenses approuvés pour les exercices 1953, 1954 et 1955 ont été exécutés simultanément.

On se rappelle qu'en 1952, le Comité consultatif auprès de l'Agent général avait autorisé un programme de 70 millions de dollars pour l'exercice se terminant le 30 juin 1953. Comme les disponibilités financières ne permettaient pas de mener à bien ce programme au cours de l'exercice, le Comité consultatif a autorisé l'Agent général à en poursuivre l'application après le 30 juin 1953.

Pour l'exercice du 1er juillet 1953 au 30 juin 1954, le Comité consultatif a approuvé un programme de 130 millions de dollars. Mais les fonds nécessaires pour exécuter complètement ce programme n'ont pas tous été fournis et l'on n'a pu y affecter que 47.450.311 dollars.

Par sa résolution 725 (VIII), l'Assemblée générale avait aussi autorisé un programme maximum de 110 millions de dollars pour l'exercice se terminant le 30 juin 1955. Cependant, étant donné les contributions promises et les disponibilités qui restaient de contributions déjà versées, le plan de dépenses pour l'exercice se terminant le 30 juin 1955, que le Comité consultatif

de l'UNKRA a approuvé le 23 février 1955, était très inférieur au chiffre fixé par l'Assemblée générale. Il prévoyait des dépenses totales de 27.339.000 dollars : 1) pour terminer certains projets entrepris au titre des programmes de 1953 et 1954 ; 2) pour appliquer en 1955 des projets destinés à augmenter, dans certaines branches d'activité — telles que le développement des mines de charbon, l'agrandissement des usines de ciment et la fourniture d'outillage à l'industrie textile — le volume des opérations et de la production à un niveau qui suffirait presque aux besoins de la Corée.

Malgré les réductions auxquelles il a fallu procéder, l'Agence, quand elle aura achevé les programmes approuvés jusqu'ici, aura fourni à la République de Corée une aide d'une valeur d'environ 140 millions de dollars. Les projets de l'Agence auront porté sur des domaines très variés : agriculture, sylviculture et pêcheries ; réparation et remise en état des usines et des installations d'énergie électrique ; transports et communications ; développement et exploitation de ressources naturelles, telles que l'or, le charbon et la tourbe ; logement ; enseignement, santé publique, hygiène et services sociaux. Le programme a prévu une assistance technique dans les diverses branches de l'économie et a mis à la disposition du Commandement des forces des Nations Unies des spécialistes de la santé publique et d'autres experts pour être détachés auprès de la Section d'assistance civile en Corée (SACC). Les institutions bénévoles qui appliquent des programmes à long terme d'assistance et de relèvement ont déjà reçu des subventions importantes. En outre, des sommes considérables ont été fournies aux institutions bénévoles qui possèdent des bureaux en Corée pour qu'elles puissent recevoir les fournitures nécessaires à l'exécution de leurs projets. Ces activités ont contribué et contribueront beaucoup au relèvement économique de la Corée et elles ont fait clairement comprendre au peuple coréen tout ce que fait la communauté des Nations Unies pour les aider à effacer les ravages de la guerre.

Dans le rapport annuel qu'il présentera à l'Assemblée générale à sa dixième session, l'Agent général exposera en détail l'activité de l'Agence et son futur programme.

On a pu remarquer, dans le dernier rapport annuel du Secrétaire général, qu'après la fin des hostilités le Gouvernement des Etats-Unis avait nommé un coordonnateur civil des questions économiques auprès du Commandant en chef des forces armées des Nations Unies, afin de coordonner les programmes du Gouvernement de la République de Corée et de l'Agence et ceux dont le Gouvernement des Etats-Unis avait confié l'exécution au Commandement des forces des Nations Unies. En septembre 1953, un accord avait été conclu, qui prévoyait que les programmes des Nations Unies et du Commandement des forces des Nations Unies seraient administrés par deux organes d'exécution, à savoir l'Agence et la Section d'assistance civile en Corée (SACC) qui exerceraient leur activité dans des domaines différents. Aux termes de cet accord, l'Agence était chargée principalement du relèvement à long terme, tandis que la SACC devait s'occuper de questions telles que la santé publique (à l'exclusion de certains centres de rééducation et de l'assistance technique fournie à ce titre), des transports et des communications, du développement de la production agricole, des approvisionnements en denrées alimentaires et de tous les autres besoins essentiels de la population civile. Il convient de noter que, dans la pratique, le partage des responsabi-

lités s'est effectué avec beaucoup de souplesse, puisque l'Agence n'a pas eu assez de fonds pour appliquer complètement le programme qu'elle s'était fixé. Les autorités compétentes ont donc surveillé constamment la répartition des tâches, afin de garantir que tous les projets nécessaires seraient appliqués par l'une ou l'autre des institutions d'assistance.

Pendant la période envisagée, il a fallu faire de grands efforts pour assurer le versement des contributions promises ou obtenir de nouvelles contributions au programme. Le Comité de négociation des fonds extra-budgétaires a poursuivi ses négociations avec les Etats Membres et les Etats non membres pour qu'ils accordent des contributions à l'Agence. Au 15 juin 1955, les contributions, en espèces et en nature, s'élevaient à 138.202.316 dollars, soit 65,17 pour 100 du montant des contributions annoncées (212.064.629 dollars), alors que l'Assemblée générale avait approuvé un total de dépenses de 266 millions pour l'exercice se terminant le 30 juin 1955.

v) *Secours d'urgence aux civils coréens*

La population coréenne a continué à recevoir des secours d'urgence. Au 15 juin 1955, trente-neuf Etats Membres et Etats non membres avaient répondu aux appels qui leur avaient été adressés. Des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales ont également versé des contributions. La valeur totale des offres de fournitures non militaires, faites au titre du programme de secours d'urgence, s'est élevée à environ 480 millions de dollars, dont plus de 427 millions représentaient l'aide fournie par les Etats-Unis et répartie par la Section d'assistance civile en Corée au 31 mars 1955.

7. — **Plainte pour détention et emprisonnement, en violation de la Convention d'armistice de Corée, de militaires appartenant aux forces des Nations Unies**

Par lettre en date du 4 décembre 1954, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui exerçait le Commandement unifié des forces des Nations Unies en Corée, a demandé l'inscription, à l'ordre du jour de la neuvième session ordinaire de l'Assemblée générale, d'une question intitulée : "Plainte pour détention et emprisonnement, en violation de la Convention d'armistice de Corée, de militaires appartenant aux forces des Nations Unies". Dans le mémoire explicatif joint à la lettre, le Gouvernement des Etats-Unis déclarait que, le 12 janvier 1953, un appareil de l'armée de l'air des Etats-Unis, qui effectuait une mission du Commandement unifié des Nations Unies en Corée, avait été attaqué et abattu à 15 milles au sud du Yalou et que les officiers et l'équipage avaient été faits prisonniers. A une date récente, longtemps après la signature de la Convention d'armistice qui prévoyait la mise en liberté de tous les prisonniers qui voudraient être rapatriés, le Gouvernement des Etats-Unis avait appris, par une émission de la radio de Pékin, le 24 novembre 1954, que onze officiers et hommes de troupe appartenant à l'équipage de l'avion en question avaient été condamnés à de longues peines de prison par un tribunal militaire communiste chinois.

Dans une nouvelle lettre en date du 7 décembre 1954, le représentant des Etats-Unis a affirmé que les représentants de la Chine communiste à Genève avaient

admis que leur gouvernement détenait en outre quatre pilotes d'avions abattus entre le 4 septembre 1952 et le 7 avril 1953, alors qu'ils effectuaient des missions sur l'ordre du Commandement des forces des Nations Unies en Corée du Nord, près du Yalou.

Le 8 décembre, l'Assemblée générale, par 48 voix contre 5, avec 4 abstentions, a décidé d'inscrire la question à son ordre du jour et l'a étudiée au cours de cinq séances plénières tenues les 8, 9 et 10 décembre, sans la renvoyer à une grande commission.

Au cours de la première de ces séances, l'Assemblée a été saisie d'un projet de résolution déposé par les seize Etats Membres qui avaient envoyé des forces armées en Corée, à savoir l'Australie, la Belgique, le Canada, la Colombie, les Etats-Unis, l'Ethiopie, la France, la Grèce, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, les Philippines, le Royaume-Uni, la Thaïlande, la Turquie et l'Union Sud-Africaine. Aux termes de ce projet de résolution, l'Assemblée générale, rappelant les dispositions de l'article III de la Convention d'armistice de Corée relatives au rapatriement des prisonniers de guerre: 1) déclarait que la détention et l'emprisonnement des onze aviateurs américains et de tout le personnel appartenant au Commandement des forces des Nations Unies qui avait été fait prisonnier et qui désirait être rapatrié, constituaient une violation de la Convention d'armistice de Corée; 2) réprouvait, comme étant contraires à la Convention d'armistice de Corée, le procès et le jugement de prisonniers de guerre détenus illégalement; 3) priait le Secrétaire général de chercher à obtenir la mise en liberté, conformément à la Convention d'armistice, des onze aviateurs ainsi que de tout le personnel appartenant au Commandement des forces des Nations Unies qui avait été fait prisonnier et était encore détenu; 4) priait également le Secrétaire général de faire à cette fin des efforts soutenus et sans relâche, en employant les moyens qu'il jugerait les plus appropriés, et de rendre compte à tous les Membres, le 31 décembre 1954 au plus tard, des progrès qu'il aurait accomplis.

Le représentant des Etats-Unis, ouvrant le débat, a déclaré qu'entre le 9 septembre 1953 et le 17 août 1954, le Commandement des forces des Nations Unies avait présenté cinq demandes distinctes au sujet des militaires des Nations Unies que l'on croyait prisonniers des communistes, notamment des onze aviateurs, mais qu'il n'avait reçu aucun renseignement satisfaisant. Pour sa part, le Commandement des forces des Nations Unies, se conformant à la Convention d'armistice, avait renvoyé tous les prisonniers de guerre qui désiraient être rapatriés, parmi lesquels 418 hommes accusés de crimes de guerre et 166 accusés d'avoir commis des délits pendant leur captivité.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, appuyé par les représentants de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la RSS d'Ukraine et de la RSS de Biélorussie, a affirmé que les Etats-Unis n'avaient déposé la plainte que pour masquer leur intention d'attaquer la Chine. Ces représentants ont soutenu notamment les assertions suivantes: 1) l'appareil en cause dans l'accident du 12 janvier 1953 avait été abattu au-dessus de la Chine, et non pas au-dessus de la Corée du Nord; 2) l'activité subversive et l'espionnage, qui avaient amené la condamnation des aviateurs, relevaient exclusivement de la compétence intérieure de l'Etat sur le territoire duquel ils étaient commis et, aux termes du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, l'Organisation des Nations Unies n'avait

pas le droit d'intervenir; 3) les faits documentés, les pièces à conviction et les aveux des accusés eux-mêmes prouvaient leur culpabilité; 4) le fait que les onze hommes aient été en uniforme ne prouvait pas leur innocence, car ils n'avaient pas pour mission de se mêler à la population chinoise, mais de parachuter sur la Chine continentale des agents de renseignements munis de ravitaillement et de matériel et de les évacuer; 5) la Convention d'armistice de Corée n'annistiait pas les crimes commis; 6) surtout s'il s'agissait de crimes commis contre la République populaire de Chine, qui n'était pas un Etat belligérant; 7) quoi qu'il en soit, la République populaire de Chine n'était pas partie à la Convention d'armistice; 8) enfin, à supposer même que l'affaire relevât de la Convention d'armistice, les Etats-Unis étaient tenus de la porter devant la Commission militaire d'armistice prévue par la Convention et ils ne pouvaient en saisir directement l'Organisation des Nations Unies.

Le représentant des Etats-Unis et ceux des Etats Membres qui avaient envoyé des forces armées en Corée, ainsi que plusieurs autres représentants, ont répondu, en résumé, ce qui suit: 1) le repérage au radar indiquait que l'appareil avait été abattu en Corée du Nord, mais, du point de vue du rapatriement, peu importait qu'il soit tombé au nord ou au sud du Yalou; 2) il était impossible de considérer que les mauvais traitements infligés à des militaires des Nations Unies, capturés au cours d'une mission aux ordres des Nations Unies, et la violation d'un accord international relevaient de la compétence intérieure d'un Etat; 3) aucune preuve de la culpabilité des accusés n'avait été présentée, ils avaient certainement "avoué" sous la contrainte et il était étrange qu'ils n'aient été traduits devant les tribunaux qu'au bout de presque deux ans; 4) le fait que les onze aviateurs étaient en uniforme prouvait qu'ils n'étaient pas des espions au sens courant du terme; 5) conformément aux paragraphes 51 et 54 de l'article II de la Convention d'armistice de Corée, tous les prisonniers de guerre qui insistaient pour être rapatriés devaient être remis en liberté et, le 31 août 1953, les représentants de l'Armée populaire coréenne et des volontaires du peuple chinois avaient déclaré que leur partie rapatrierait tous les prisonniers qui réclameraient le rapatriement, "y compris ceux qui ont commis des crimes avant ou après leur capture"; 6) la République populaire de Chine avait été, en fait, un Etat belligérant; sinon, elle aurait failli à ses obligations de pays neutre en ne donnant pas de renseignements sur la capture des onze aviateurs; 7) le Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine avait reconnu, à Genève, que son pays était en fait partie à la Convention d'armistice, ce que le représentant de l'URSS, feu M. Vychinsky, avait lui aussi admis; 8) à plusieurs reprises, le Commandement des forces des Nations Unies avait saisi la Commission militaire d'armistice de la question des prisonniers de guerre dont on était sans nouvelles, mais le représentant de la Chine communiste à la Commission avait déclaré le 17 août 1954 que la Commission militaire d'armistice n'avait pas à connaître ni à discuter de la question des militaires que l'on prétendait retenus par les autorités hors de la Corée.

Le 10 décembre 1954, l'Assemblée, au cours d'un vote par appel nominal, a adopté le projet de résolution commun par 45 voix contre 5, avec 6 abstentions [résolution 906 (IX)].

Le 17 décembre, le Secrétaire général a communiqué aux Etats Membres de l'Assemblée générale le texte

des télégrammes qu'il avait échangés avec le Premier Ministre du Conseil de l'Etat et Ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine.

Le 30 décembre, le Secrétaire général a fait savoir aux Etats Membres qu'à la suite des télégrammes qu'il avait échangés avec le Gouvernement de la République populaire de Chine et des entretiens qu'il avait eus avec l'ambassadeur de ce gouvernement à Stockholm, il parlait ce jour même pour Pékin.

Comme il l'indique dans l'introduction au présent rapport, le Secrétaire général présentera ultérieurement à l'Assemblée générale un rapport spécial sur la question.

8. — Actes d'agression dirigés contre la République populaire de Chine et responsabilité encourue pour ces actes par la marine des Etats-Unis

Le 15 octobre 1954, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a demandé que l'Assemblée générale inscrive à son ordre du jour et examine d'urgence à sa neuvième session une question intitulée "Actes d'agression dirigés contre la République populaire de Chine et responsabilité encourue pour ces actes par la marine des Etats-Unis". Un mémoire qui était joint à la lettre expliquait que la fin des hostilités en Corée et le rétablissement de la paix en Indochine avaient créé des conditions favorables au règlement de problèmes internationaux qui n'avaient pas encore été résolus. Malheureusement, la situation dans la région de Formose et de la mer de Chine, loin de s'améliorer, s'était aggravée, car les actes d'agression dont la République populaire de Chine était victime de la part des forces armées dépendant de la VIIème escadre des Etats-Unis devenaient de plus en plus fréquents.

Le 4 novembre 1954, l'Assemblée a inscrit à son ordre du jour la question proposée par l'URSS et la Commission politique spéciale l'a examinée au cours de trois séances, tenues les 9 et 10 décembre 1954.

Le représentant de l'URSS a énuméré de nombreux actes d'agression commis contre la Chine continentale par les forces de Tchang Kai-chek stationnées à Formose. Il a déclaré que les Etats-Unis étaient aussi responsables de ces actes, car ils avaient la haute main sur Formose depuis juin 1950. A cette époque, le Gouvernement des Etats-Unis avait décidé unilatéralement de prendre l'île sous sa protection pour de prétendues raisons de sécurité. En agissant ainsi, les Etats-Unis avaient porté atteinte à l'intégrité territoriale de la République populaire de Chine, puisque leurs forces la privaient de son droit souverain de libérer Formose, qui faisait partie intégrante de son territoire. Dans de nombreux traités et déclarations internationales, les Etats-Unis avaient reconnu que Formose faisait partie de la Chine. En prenant unilatéralement des mesures pour protéger Formose et en concluant, le 2 décembre 1954, un prétendu traité de défense mutuelle avec Tchang Kai-chek, les Etats-Unis avaient contrevenu aux déclarations du Caire et de Potsdam, ainsi qu'aux instruments internationaux auxquels ils étaient partie. Les visées agressives des Etats-Unis et de la clique du Kouo-min-tang contre le territoire chinois étaient prouvées à l'évidence par de nombreux exposés et déclarations publics.

Le représentant de l'URSS a présenté alors un projet de résolution aux termes duquel l'Assemblée générale

condamnerait les actes d'agression commis contre les villes et les zones côtières de la Chine par des forces armées placées sous le contrôle des Etats-Unis et recommanderait au Gouvernement des Etats-Unis, qui était responsable de la situation créée dans la région, de prendre les mesures nécessaires pour faire cesser les actes d'agression en question, ainsi que les actes de piraterie dirigés contre les bateaux marchands de divers pays.

Le représentant des Etats-Unis a fait observer que, dès 1950, l'URSS avait formulé devant les Nations Unies des accusations analogues contre son pays, au moment où les forces communistes se préparaient à attaquer la République de Corée. Peut-être l'URSS reprenait-elle les accusations pour camoufler son intention de commettre ou d'encourager une nouvelle agression en Extrême-Orient. Dès l'agression perpétrée contre la République de Corée, les Etats-Unis avaient pris des dispositions pour empêcher une autre attaque contre Formose et pour maintenir la stabilité dans la région. Le traité de défense mutuelle, conclu le 2 décembre 1954, avait pour objet de défendre les pays du Pacifique ouest contre une nouvelle agression de la Chine communiste. Le représentant des Etats-Unis a rappelé ensuite une série de faits qui montraient quels étaient les véritables agresseurs en Asie: il a cité la remise par l'URSS aux communistes chinois de quantités considérables d'armes capturées aux Japonais en 1945; la création d'une forte armée communiste dans la Corée du Nord; l'envoi de plus d'un million de prétendus volontaires du peuple chinois en Corée; l'ouverture d'une campagne mensongère accusant les forces des Nations Unies en Corée d'avoir eu recours aux armes bactériologiques; les violations délibérées des dispositions de la Convention d'armistice; et l'incitation du peuple chinois à la haine contre les Etats-Unis.

Le représentant de la Chine a déclaré que l'affirmation selon laquelle les Etats-Unis auraient occupé Formose de force était une pure invention forgée pour les besoins de la propagande. En réalité, le nombre des Américains stationnés à Formose ne dépassait pas 1.200 et ils y étaient à la demande expresse du Gouvernement de la République de Chine. C'étaient les communistes chinois qui avaient commencé les hostilités le long de la côte chinoise en bombardant l'île de Quemoy le 3 septembre 1954. Il n'était donc pas surprenant que la République de Chine eût riposté aux agresseurs.

Les représentants de la RSS de Biélorussie, de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, de la RSS d'Ukraine ont appuyé le projet de résolution présenté par l'URSS. Ils ont soutenu que le traité signé le 2 décembre 1954 était encore un nouvel exemple de pacte d'agression camouflé en traité de défense.

Un certain nombre de représentants qui ont pris part au débat se sont prononcés contre le projet de résolution de l'URSS. Ils ont déclaré que ce projet contenait des incohérences et des provocations et qu'une action offensive menée de Pékin pour saisir Formose par la force des armes conduirait à un conflit dont le gouvernement communiste chinois porterait toute la responsabilité.

Le 10 décembre 1954, la Commission politique spéciale a mis aux voix le projet de résolution de l'URSS. Le premier considérant a été approuvé par 20 voix contre 12, avec 15 abstentions. Les autres paragraphes du projet de résolution ont été rejetés par 39 voix contre 5, avec 7 abstentions. Le dispositif ayant été

rejeté, le projet de résolution a été considéré comme rejeté dans sa totalité.

Le 17 décembre, lorsque l'Assemblée générale a été saisie du rapport de la Commission politique spéciale, le représentant de l'URSS a présenté de nouveau le projet de résolution qu'il avait déposé devant la Commission. L'Assemblée a rejeté le projet par 44 voix contre 5, avec 8 abstentions.

9. — Plainte pour violation de la liberté de navigation dans la mer de Chine

Le 30 septembre 1954, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a demandé que la question suivante soit inscrite à l'ordre du jour de la neuvième session de l'Assemblée générale: "Violation de la liberté de navigation dans la mer de Chine". Le 4 novembre, l'Assemblée a inscrit cette question à son ordre du jour et l'a renvoyée à la Commission politique spéciale, qui l'a étudiée au cours de cinq séances tenues les 13, 14 et 15 décembre.

Le 13 décembre, l'URSS a déposé devant la Commission un projet de résolution aux termes duquel l'Assemblée générale, constatant qu'au cours des derniers mois des navires de guerre ayant leur base dans l'île de Taïwan (Formose) et se trouvant sous le contrôle des autorités des Etats-Unis se livrent de plus en plus fréquemment, dans la mer de Chine, à des raids de piraterie en haute mer contre les navires marchands de divers pays, saisissent ces navires et infligent un traitement brutal aux membres de leurs équipages, considérant que de tels actes violent de façon flagrante le principe universellement reconnu de la liberté de navigation en haute mer, constituent une grave entrave au commerce international et tendent à aggraver la situation en Extrême-Orient, condamnerait vigoureusement ces actes et inviterait le Gouvernement des Etats-Unis à prendre les mesures nécessaires pour empêcher que de tels actes ne se reproduisent à l'avenir et pour faire libérer les navires de commerce étrangers et leurs équipages qui étaient détenus dans les ports de l'île de Taïwan.

Le 14 décembre, la Syrie a déposé un projet de résolution aux termes duquel l'Assemblée générale demanderait à tous les intéressés de régler leurs différends en ayant recours à des moyens pacifiques et ferait appel aux Etats Membres pour qu'ils respectent scrupuleusement le principe de la liberté de navigation en haute mer et s'abstiennent de tous actes qui pourraient être considérés comme contraires à ce principe.

Le 15 décembre, Cuba, les Etats-Unis d'Amérique et les Philippines ont déposé un projet de résolution commun. Aux termes de ce projet de résolution, l'Assemblée générale, après avoir rappelé sa résolution 899 (IX) du 14 décembre 1954, par laquelle elle a notamment prié la Commission du droit international de terminer son rapport final sur le régime de la haute mer, le régime des eaux territoriales et les problèmes connexes en temps voulu pour que l'Assemblée générale puisse examiner ces questions à sa onzième session ordinaire, déciderait de communiquer à la Commission du droit international les comptes rendus et documents pertinents de la Commission politique spéciale, y compris le projet de résolution déposé par la Syrie.

Au cours du débat, les représentants de l'URSS et de la Pologne, appuyés par les représentants de la Tchécoslovaquie, de la RSS de Biélorussie et de la RSS d'Ukraine, ont exposé un certain nombre de cas où des

navires appartenant à l'un de leurs pays avaient été saisis, les cargaisons pillées et les équipages qui ne trahissaient pas leur pays avaient été retenus et maltraités. Ils ont cité le cas du pétrolier soviétique *Touapsé*, qui ne transportait que du pétrole lampant, et des navires polonais *Praca* et *Prezydent Gottwald*. Ils ont souligné que, dans chaque cas, les incidents s'étaient déroulés de la même façon: avant que les navires aient été attaqués par les forces de Tchang Kaï-chek, des avions militaires, dont certains portaient les signes distinctifs de la marine des Etats-Unis, les avaient survolés, avaient même parfois ouvert le feu contre eux, et avaient apparemment communiqué leurs positions aux autorités navales du Kouomintang. Les Etats-Unis ne pouvaient donc pas décliner la responsabilité des actes de piraterie commis dans la mer de Chine. Un représentant a également fait observer qu'entre 1949 et 1954, la marine de Tchang Kaï-chek avait saisi 470 navires appartenant à la République populaire de Chine et commis 111 autres actes de piraterie contre 67 navires marchands appartenant à d'autres nations.

Le représentant de la Chine a déclaré que son gouvernement n'avait jamais refusé de négocier quand il s'agissait d'incidents relatifs à des bateaux marchands authentiquement neutres. En fait, un grand nombre de litiges avaient été ainsi réglés. Cependant son pays, qui avait été l'objectif principal du communisme international depuis la fin de la seconde guerre mondiale, était en droit d'intercepter toute contrebande de guerre. Le pétrolier soviétique *Touapsé* transportait une cargaison de pétrole qu'il était facile de transformer en carburant pour les avions à réaction. Ce produit stratégique était soumis à l'embargo que l'Assemblée générale, dans sa résolution 505 (V), avait recommandé d'appliquer aux expéditions à destination de la Chine communiste. Quant aux navires prétendument polonais, le *Praca* et le *Prezydent Gottwald*, ils appartenaient en réalité à la Chinese Polish Ocean Transportation Company qui avait son siège à Tien-tsin et dont le directeur général était un communiste chinois. Le représentant de la Chine a protesté contre les allégations suivant lesquelles son Gouvernement aurait infligé un traitement cruel et inhumain aux équipages des navires saisis. L'enquête effectuée sur place par le chargé d'affaires de France à Taï-peï a prouvé que ces accusations étaient dénuées de tout fondement.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que les Etats-Unis n'occupaient certainement pas par la force l'île de Formose et que le petit contingent d'Américains qui y était stationné sur la demande du Gouvernement de la République de Chine ne pouvait exercer et n'exerçait aucun contrôle sur ce Gouvernement. De même, la présence de la VIIème escadre des Etats-Unis dans la mer de Chine avait uniquement pour but de maintenir la stabilité et la paix dans cette région. Les avions des Etats-Unis agissaient conformément au droit lorsqu'ils identifiaient tous les bâtiments afin de déceler la présence de navires dont l'activité pourrait être préjudiciable à la mission de la VIIème escadre.

Le représentant du Royaume-Uni a fait observer que, depuis 1953, l'intervention des autorités de Formose s'était limitée en général à identifier des navires qui avaient été ensuite autorisés à poursuivre leur route. D'autre part, le représentant de l'URSS s'était abstenu de mentionner de nombreux autres incidents dont les forces de la République populaire de Chine portaient la responsabilité.

Le représentant de la France a déclaré qu'étant donné que le Gouvernement français avait, sur la demande du Gouvernement de l'URSS, prêté ses bons offices pour les négociations relatives à l'affaire du *Touapsé*, il tenait à conserver une position impartiale. Le Gouvernement français s'abstiendrait sur toute résolution qui aurait le caractère d'une condamnation, mais accepterait volontiers tout projet de résolution de caractère constructif qui laisserait la possibilité de régler le problème de façon pacifique.

Le représentant des Etats-Unis a précisé que le projet de résolution commun présenté par Cuba, les Etats-Unis et les Philippines avait pour objet de communiquer la proposition de la Syrie à la Commission du droit international, qui était déjà en train d'étudier les problèmes complexes du régime de la haute mer et que l'Assemblée générale l'avait invitée à présenter son rapport final sur l'ensemble de cette question pour la onzième session.

Le représentant de la Pologne a déclaré que le dépôt du projet de résolution commun constituait manifestement une manoeuvre tendant à ajourner le règlement final d'une situation très grave. Le représentant de l'URSS a fait observer de son côté que la Commission du droit international n'était certainement pas l'organe qui devait traiter d'un problème essentiellement politique.

Vers la fin du débat, le représentant de l'URSS a déclaré qu'il n'insistait pas pour que le projet de résolution qu'il avait présenté fût mis aux voix et qu'il voterait pour le projet de résolution de la Syrie.

Sur la motion du représentant de la Belgique, la Commission a décidé, par 33 voix contre 5, avec 16 abstentions, de voter en premier lieu sur le projet de résolution des trois puissances. La Commission a adopté ce projet de résolution par 35 voix contre 5, avec 15 abstentions. Après le vote, le représentant de la Syrie a déclaré qu'il n'insistait pas pour que la Commission mette aux voix son projet de résolution.

Le 17 décembre 1954, après un bref débat, l'Assemblée générale a adopté le projet de résolution recommandé par la Commission politique spéciale par 39 voix contre 5, avec 14 abstentions [résolution 821 (IX)]. Conformément aux dispositions de cette résolution, les comptes rendus et documents pertinents ont été dûment transmis à la Commission du droit international.

10. — Questions concernant certaines îles situées dans la région côtière de la Chine

Par lettre en date du 28 janvier 1955, le représentant de la Nouvelle-Zélande a demandé que le Conseil de sécurité fût convoqué à une date rapprochée afin d'examiner la question des hostilités qui opposaient la République populaire de Chine et la République de Chine dans la région de certaines îles situées au large de la Chine continentale; ces hostilités créaient en effet une situation dont la prolongation semblait devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Par lettre en date du 30 janvier, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a demandé que le Conseil de sécurité fût convoqué d'urgence pour examiner la question des actes d'agression commis par les Etats-Unis d'Amérique contre la République populaire de Chine dans la région de Taïwan (Formose) et d'autres îles de la Chine. La lettre accusait les Etats-

Unis d'intervenir dans les affaires intérieures de la Chine et d'aggraver la tension en Extrême-Orient, accroissant ainsi la menace d'une nouvelle guerre. Devant une pareille situation, il appartenait au Conseil de faire cesser les actes d'agression commis par les Etats-Unis contre la République de Chine. Un projet de résolution qui était joint à la lettre disposait notamment que le Conseil, considérant que divers actes commis par les forces armées des Etats-Unis ou par les forces placées sous leur contrôle constituaient une agression contre la République populaire de Chine et qu'ils étaient en contradiction manifeste avec les engagements que les Etats-Unis avaient contractés en vertu des accords internationaux pertinents relatifs à Formose et aux autres îles chinoises: 1) condamnerait ces actes d'agression; 2) recommanderait au Gouvernement des Etats-Unis de prendre sans tarder les mesures nécessaires pour faire cesser ses actes d'agression ainsi que son intervention dans les affaires intérieures de la Chine; 3) recommanderait en outre au Gouvernement des Etats-Unis de retirer sans tarder toutes ses forces aériennes, navales et terrestres qui se trouvaient dans l'île de Formose et dans d'autres territoires appartenant à la Chine; et 4) demanderait instamment qu'aucun acte de guerre ne fût toléré de la part d'aucune des deux parties dans la région de Formose, afin que toutes les forces armées qui n'étaient pas placées sous les ordres de la République populaire de Chine puissent être facilement évacuées des îles de la région.

Le 31 janvier, le Conseil de sécurité a consacré deux séances à la question de l'inscription de ces deux lettres à son ordre du jour. Par 9 voix contre une (URSS), avec une abstention (Chine), le Conseil a décidé d'inscrire à son ordre du jour la question proposée par la Nouvelle-Zélande. Par 10 voix contre une (Chine), il a également décidé d'inscrire à son ordre du jour la question présentée par l'URSS. L'URSS a demandé que la question dont elle avait saisi le Conseil soit examinée en premier lieu; cette proposition a été rejetée par 10 voix contre une (URSS). Le Conseil a alors décidé, par 10 voix contre une (URSS), d'achever l'examen de la question soumise par la Nouvelle-Zélande avant d'aborder la discussion de la question proposée par l'URSS.

Lorsque le Conseil de sécurité a entrepris l'examen de la question soumise par la Nouvelle-Zélande, le représentant de la Nouvelle-Zélande a proposé que le Conseil invite un représentant du Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine à participer au débat sur la question et demande au Secrétaire général de faire connaître cette décision au Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine. Cette proposition a été adoptée par 9 voix contre une (Chine), avec une abstention (URSS). Le représentant de l'URSS a expliqué qu'il s'était abstenu parce que sa délégation n'estimait pas que la question soumise par la Nouvelle-Zélande fût vraiment de nature à réduire la tension internationale et aussi parce que l'URSS avait déposé une proposition aux termes de laquelle le Conseil déciderait d'inviter un représentant du Gouvernement de la République populaire de Chine à participer au débat sur la question soumise par l'URSS.

Sur la motion du représentant de la Belgique, le Conseil a décidé, par 10 voix contre une (Chine), de remettre la suite de la discussion de la question à une date ultérieure afin de ménager un intervalle de temps suffisant pour envoyer l'invitation et recevoir la réponse.

Le 4 février 1955, le Secrétaire général a fait distribuer aux membres du Conseil le texte des télégrammes qu'il avait échangés avec le Premier Ministre du Conseil de l'Etat et Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine. Dans un télégramme du 31 janvier, le Secrétaire général avait informé le Gouvernement central de la République populaire de Chine de la décision que le Conseil avait prise ce même jour. Dans sa réponse, en date du 3 février, le Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine avait déclaré que l'agression des Etats-Unis contre le territoire chinois de Taiwan était la cause de la tension qui régnait en Extrême-Orient; cette agression avait été encore aggravée par l'envoi dans la région de nouvelles forces navales et aériennes des Etats-Unis. Le Gouvernement de la République populaire de Chine appuyait sans réserve les propositions présentées par l'URSS en vue de mettre fin à l'agression des Etats-Unis et d'atténuer la tension en Extrême-Orient. La libération de son propre territoire était un droit souverain du peuple chinois et constituait une affaire purement intérieure; par conséquent, le Conseil violerait la Charte s'il examinait la question soumise par la Nouvelle-Zélande. Il était particulièrement intolérable que la République populaire de Chine, qui représentait les 600 millions de Chinois, n'occupât pas encore la place qui lui revenait dans l'Organisation des Nations Unies et ne jouit pas encore de ses droits légitimes dans cette organisation. Aussi longtemps que se prolongerait cette situation injustifiable, il était impossible que le représentant de la République populaire de Chine prit part aux discussions de l'Organisation des Nations Unies sur les questions qui intéressent la Chine. La République populaire ne pouvait envoyer un représentant qui participerait à la discussion de la question soumise par la Nouvelle-Zélande et elle considérerait comme nulles et non avenues toutes les décisions que le Conseil pourrait prendre au sujet de la Chine. Elle ne pouvait accepter de participer aux débats du Conseil que pour examiner le projet de résolution présenté par l'URSS et seulement lorsque son propre représentant y siégerait au nom de la Chine et que la personne qui occupait le siège de la Chine aurait été expulsée. Tout effort international sincère tendant à réduire et à éliminer la tension que l'occupation de cette île par les Etats-Unis et l'intervention des Etats-Unis dans les affaires intérieures de la Chine avaient créée dans la région de Taïwan, et à éliminer la tension dans d'autres régions de l'Extrême-Orient recevrait l'appui de la République populaire de Chine qui s'employait avec persévérance à sauvegarder la paix internationale.

Lorsque le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question, le 14 février, la majorité de ses membres ont exprimé le regret et la déception que leur causait la réponse du Gouvernement de la République populaire de Chine à l'invitation du Conseil. Ils ont été d'avis que, dans ces conditions, le Conseil devait éviter de prendre une décision hâtive et ajourner l'examen des problèmes envisagés dans la proposition de la Nouvelle-Zélande pour permettre aux membres du Conseil d'étudier les moyens propres à faire cesser les hostilités et d'échanger leurs vues à ce sujet. Le représentant de l'URSS a déclaré qu'il estimait, comme la République populaire de Chine, que la proposition présentée par la Nouvelle-Zélande tendait à ce que le Conseil examine la question des hostilités dans la région de certaines îles situées au large de la Chine continentale constituait une ingérence flagrante dans les affaires intérieures de la Chine et une tentative visant à masquer les actes

d'agression que les Etats-Unis avaient commis contre ce pays. Comme il lui semblait que le Conseil avait achevé l'examen de la question soumise par la Nouvelle-Zélande et qu'aucune nouvelle mesure n'avait été proposée à ce sujet, le représentant de l'URSS a demandé que le Conseil passe à l'examen de la question soumise par l'URSS. Cette motion a été rejetée par 10 voix contre une (URSS) et le Conseil a alors ajourné pour le moment l'examen de la question soumise par la Nouvelle-Zélande.

11. — Plainte des Etats-Unis d'Amérique au sujet d'une attaque contre l'un de leurs avions

Par lettre en date du 8 septembre 1954, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a informé le Conseil de sécurité que, le 4 septembre, alors qu'il remplissait une mission pacifique au-dessus des eaux internationales, un appareil de la marine des Etats-Unis avait été attaqué sans avertissement par deux avions du type MIG portant des marques d'identification soviétiques. Par suite de cet acte d'hostilité que rien ne justifiait, l'appareil de la marine des Etats-Unis avait été détruit et on n'avait pas retrouvé tous les survivants. Le Gouvernement des Etats-Unis avait adressé au Gouvernement de l'Union soviétique une note de protestation et il avait réservé tous ses droits quant au dédommagement qu'il pourrait demander au titre des pertes en vies humaines et des pertes matérielles ainsi qu'à d'autres titres. Estimant que cet incident était de ceux qui risquent de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Gouvernement des Etats-Unis demandait que le Conseil de sécurité fût convoqué à une date rapprochée pour examiner la question.

A la séance que le Conseil de sécurité a tenue le 10 septembre, le représentant de l'URSS s'est opposé à l'examen de la question, en déclarant que la lettre des Etats-Unis présentait l'incident sous un jour absolument faux. Les faits tels qu'ils avaient été notés avec précision par le Gouvernement de l'URSS étaient les suivants: un appareil des Etats-Unis avait violé le territoire de l'URSS et avait ouvert le feu sur deux chasseurs soviétiques qui s'étaient approchés de l'appareil américain pour l'inviter à quitter sans tarder l'espace aérien soviétique. Cet acte hostile, que rien ne justifiait, avait obligé les avions soviétiques à leur tour à répondre, après quoi l'avion américain avait dû prendre la direction de la pleine mer.

Le Conseil a décidé, par 10 voix contre une (URSS), d'inscrire cette question à son ordre du jour.

Au cours des débats du Conseil sur cette question, pendant lesquels furent mentionnés divers autres incidents aériens, le représentant des Etats-Unis a souligné qu'en l'absence d'une solution négociée, son gouvernement était prêt à soumettre ces incidents pour règlement à la Cour internationale de Justice.

A la fin du débat, le Président a déclaré que la liste des orateurs était épuisée et que le Conseil serait convoqué de nouveau pour examiner la question si une délégation le demandait et au moment où elle en ferait la demande.

Par la suite, le Conseil a reçu le texte des notes diplomatiques échangées entre le Gouvernement des Etats-Unis et celui de l'URSS au sujet des divers incidents mentionnés lors du débat. Le représentant de l'URSS a communiqué le texte des notes concernant l'incident

du 4 septembre 1954 et les incidents du 7 octobre 1952 et du 29 juillet 1953. Le représentant des Etats-Unis a transmis le texte des notes relatives aux incidents du 7 octobre 1952 et du 29 juillet 1953, et à un incident du 10 mars 1953 (voir également chap. IV, sect. 1, b, du présent rapport).

12. — Plainte de l'Union birmane pour agression commise contre elle par le Gouvernement de la République de Chine

Comme le Secrétaire général l'a indiqué dans son dernier rapport, l'Assemblée générale, par sa résolution 717 (VIII) du 8 décembre 1953, avait prié le Gouvernement de l'Union birmane de lui rendre compte, lorsqu'il le jugerait opportun, de l'évolution de la situation créée par la présence de forces étrangères sur son territoire.

Le 20 août 1954, le représentant de la Birmanie a demandé qu'une question intitulée "Plainte de l'Union birmane pour agression commise contre elle par le Gouvernement de la République de Chine" fût inscrite à l'ordre du jour de la neuvième session; le 27 septembre, il a présenté un rapport sur cette question. Le 28 septembre, conformément aussi à la résolution 717 (VIII), la Chine, les Etats-Unis d'Amérique et la Thaïlande ont présenté le rapport final du Comité militaire mixte établi à Bangkok pour faciliter l'évacuation des forces étrangères du territoire de la Birmanie.

Le 25 septembre 1954, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire la question à son ordre du jour et l'a renvoyée à la Commission politique spéciale pour examen et rapport.

a) RAPPORTS CONCERNANT L'ÉVACUATION DE FORCES ÉTRANGÈRES DU TERRITOIRE BIRMAN

Le rapport du Gouvernement de la Birmanie décrit les diverses phases de l'évacuation des troupes chinoises de Birmanie depuis la fin de 1953 et exposait les différents problèmes qu'il avait fallu résoudre à cette fin. Le Gouvernement avait accepté une suspension d'armes pour certaines zones, mais il avait dû parfois recourir à des opérations militaires. La Birmanie avait également accepté que les armes rendues soient transportées par avion hors du territoire birman.

Tout en refusant de participer de nouveau aux travaux du Comité militaire mixte dont il s'était retiré en 1953, le Gouvernement birman avait coopéré étroitement avec cet organisme. Au total, 5.328 hommes et 1.142 personnes à leur charge avaient été évacués, mais le nombre d'irréguliers qui restaient encore dans le territoire était du même ordre de grandeur; ces irréguliers étaient mieux armés qu'auparavant et se livraient au commerce de l'opium et à la fabrication de fausse monnaie. De plus, un grand nombre d'irréguliers étaient revenus de Thaïlande en Birmanie. Dernièrement, des efforts avaient été faits pour réorganiser ces troupes et, d'après certains renseignements, des organisations anti-communistes chinoises et autres auraient décidé de donner une somme de 600.000 dollars pour aider ces troupes. Par conséquent, la situation s'était seulement améliorée, mais le danger existait encore. Le Gouvernement de l'Union birmane était persuadé que l'Organisation des Nations Unies continuerait à lui accorder son appui pour toutes les mesures qu'il pourrait encore être nécessaire de prendre afin de résoudre définitivement ce problème.

Dans son rapport final, le Comité militaire mixte, composé de représentants de la Chine, des Etats-Unis et de la Thaïlande, donnait des détails sur les négociations et les opérations qui avaient abouti à l'évacuation de 6.986 personnes au total. Parmi les personnes évacuées à la suite de ces négociations, on comptait des forces étrangères, des prisonniers de guerre et des réfugiés chinois détenus ou internés en Birmanie. Le 11 mai, le représentant de la Chine au Comité militaire mixte a déclaré que le Gouvernement chinois ne souhaitait maintenant aucun contact avec les troupes étrangères qui avaient décidé de rester en Birmanie, mais que la Chine collaborerait, avec les autres gouvernements intéressés, à l'évacuation de tous les membres des forces étrangères qui voudraient quitter la Birmanie. Le 3 juin 1954, les représentants des forces étrangères qui avaient collaboré avec le Comité ont fait une déclaration analogue avant de quitter Bangkok. Le Comité a décidé de maintenir les services d'évacuation jusqu'au 1er septembre 1954 et, le 29 juillet, il a publié à ce sujet un communiqué de presse, que tous les gouvernements intéressés avaient approuvé. Un projet tendant à lâcher des tracts par avion pour convaincre les forces étrangères restant encore en Birmanie de revenir à Formose n'a pu être mené à bien en temps voulu. Le 1er septembre, le Comité militaire mixte a été officiellement dissous.

b) EXAMEN DE LA QUESTION PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À SA NEUVIÈME SESSION

La Commission politique spéciale a examiné cette question pendant cinq séances, tenues du 11 au 15 octobre 1954.

Le représentant de la Birmanie a déclaré que, bien que l'évacuation effectuée ait sensiblement diminué l'acuité du problème, il restait encore à accomplir une tâche considérable. Son gouvernement était reconnaissant envers l'Organisation des Nations Unies du vigoureux appui moral qu'elle lui avait apporté. Pour sa part, le Gouvernement birman avait pleinement coopéré avec le Comité militaire mixte et avait facilité l'évacuation. Comme toutes les possibilités qu'offrait une action internationale semblaient épuisées, la Birmanie devait rechercher seule une solution pacifique aux difficultés qui subsistaient. Tout en reconnaissant les efforts des autorités de Formose, la Birmanie estimait que le Gouvernement nationaliste demeurerait responsable jusqu'à ce qu'il ne reste plus un seul soldat du Kouomintang sur le sol birman. Le Gouvernement birman espérait que l'Organisation des Nations Unies continuerait à exercer son influence morale en vue d'obtenir que les forces étrangères demeurées en Birmanie soient désarmées et internées, qu'elle prêterait son appui moral à toute mesure qu'il pourrait être obligé de prendre, qu'elle se prononcerait contre toute assistance que les forces demeurées en Birmanie pourraient recevoir de l'extérieur, qu'elle inviterait les Etats Membres à respecter cette interdiction et que la question demeurerait inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

Le représentant de la Chine s'est déclaré satisfait des travaux du Comité militaire mixte. Comme il l'avait déjà expliqué, l'armée du salut national anticommuniste du Yun-nan se composait d'irréguliers; elle comprenait des personnes de nationalité non chinoise et avait pénétré en Birmanie contrairement aux ordres exprès du Gouvernement chinois, lequel ne lui avait jamais envoyé aucune espèce de renforts. En conséquence, le Gouvernement chinois n'a pu faire plus que promettre d'user de son influence pour régler la question. Toutefois, il a

coopéré pleinement avec le Comité militaire mixte pour faciliter l'évacuation. De plus, le Gouvernement de la Chine désirait déclarer de nouveau qu'il ne maintiendrait aucun contact avec les irréguliers demeurés en Birmanie et qu'il ne leur fournirait aucune aide ou appui quelconques. Il ne pourrait être tenu responsable de leur présence en Birmanie ni d'aucune de leurs activités, soit en Birmanie, soit ailleurs, étant donné que de toute évidence ils échappaient à son autorité. Le représentant de la Chine ne possédait pas de renseignements quant à l'assistance que des organisations chinoises d'outre-mer auraient fournie aux irréguliers. Il s'opposait à ce que l'Assemblée générale adopte une résolution quelconque, puisqu'il s'agissait désormais d'un problème relevant entièrement des affaires intérieures de la Birmanie.

Le représentant de la Thaïlande, commentant la déclaration selon laquelle des irréguliers auraient franchi la frontière birmano-thaïlandaise et seraient revenus en Birmanie, a souligné que la frontière était fermée depuis 1952 et que tout passage était soumis à la surveillance et au contrôle des autorités.

La majorité des membres de la Commission ont exprimé leur satisfaction de voir que certains irréguliers avaient été évacués. Ils ont rendu hommage à la patience et à la modération du Gouvernement birman, ainsi qu'aux travaux du Comité militaire mixte, et félicité les Etats-Unis d'Amérique et la Thaïlande de la précieuse collaboration qu'ils avaient apportée aux opérations d'évacuation. Ils ont accueilli avec satisfaction la décision de la Birmanie de régler elle-même la question des irréguliers qui restaient dans ce pays. L'action internationale avait des limites, mais l'Organisation des Nations Unies devait exercer son influence morale pour appuyer les efforts entrepris par le Gouvernement birman en vue de résoudre le problème.

Le 13 octobre, l'Australie, le Canada, l'Inde, l'Indonésie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, le Royaume-Uni, la Suède et l'Uruguay ont présenté un projet de résolution selon lequel l'Assemblée générale, ayant examiné le rapport du Gouvernement de l'Union birmane sur la situation créée par la présence de forces étrangères sur son territoire et ayant pris connaissance du rapport du Comité militaire mixte qui s'était efforcé d'assurer l'évacuation de ces forces étrangères: 1) constaterait avec satisfaction que près de 7.000 personnes avaient été évacuées de Birmanie, ce qui contribuait sensiblement à la solution du problème; 2) exprimerait ses remerciements aux Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de la Thaïlande pour les efforts qu'ils avaient faits afin de faciliter l'évacuation de ces personnes; 3) déplorerait que des forces étrangères importantes disposant d'une assez grande quantité d'armes se trouvent encore sur le territoire de l'Union birmane et n'aient pas donné suite à la déclaration de l'Assemblée générale selon laquelle elles devaient quitter le territoire de l'Union birmane ou accepter d'être internées; 4) inviterait une fois de plus ces forces à se laisser désarmer et interner; 5) assurerait le Gouvernement de l'Union birmane qu'il pourrait continuer à compter sur la sympathie et l'appui de l'Assemblée générale dans les efforts qu'il déployait pour résoudre définitivement ce grave problème; 6) inviterait instamment tous les Etats à prendre toutes mesures utiles pour empêcher que ces forces étrangères ne reçoivent une aide quelconque qui leur permettrait de rester sur le territoire de l'Union birmane et de continuer à se livrer à des actes d'hostilité contre ce pays; et 7) inviterait le Gou-

vernement de l'Union birmane à rendre compte de l'évolution de la situation à l'Assemblée générale lorsqu'il le jugerait opportun.

Le 14 octobre, le Brésil a déposé un amendement tendant à remplacer le paragraphe 4 du projet de résolution commun par le texte suivant: "Déclare une fois de plus que ces forces devraient se laisser désarmer et interner." Cet amendement a été accepté par les auteurs. Le 15 octobre, la Commission a voté par division sur le projet de résolution des dix puissances. Lors d'un vote par appel nominal, l'ensemble du projet de résolution a été adopté par 50 voix contre zéro; la Chine n'a pas participé au vote.

Le projet de résolution recommandé par la Commission politique spéciale n'a pas été discuté en séance plénière; le 29 octobre 1954, lors d'un vote par appel nominal, l'Assemblée générale l'a adopté par 56 voix contre zéro, la Chine ne participant pas au vote [résolution 815 (IX)].

13. — Traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine

L'Assemblée générale a examiné la question du traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine à ses première, deuxième, troisième, cinquième, sixième, septième et huitième sessions. A sa huitième session, l'Assemblée générale, par la résolution 719 (VIII), a décidé de maintenir en fonctions la Commission de bons offices, composée de Cuba, de la Syrie et de la Yougoslavie, qui avait été créée en vertu de la résolution 615 (VII), pour organiser et faciliter des négociations entre le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine et les Gouvernements de l'Inde et du Pakistan en vue de parvenir à une solution satisfaisante du problème, conformément aux buts et principes de la Charte et à la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'Assemblée générale a invité la Commission à lui rendre compte, à sa neuvième session, des progrès réalisés, à lui faire connaître ses vues sur le problème et à lui soumettre toutes propositions qui, à son avis, permettraient d'aboutir à un règlement pacifique.

a) RAPPORT DE LA COMMISSION DE BONS OFFICES DES NATIONS UNIES

A sa première séance, tenue le 23 février 1954, la Commission de bons offices, tenant compte de ce qui s'était passé l'année précédente, a décidé de chercher un nouveau moyen d'aborder le problème en organisant des entretiens officiels et privés entre ses membres et des représentants des pays intéressés. Dans le rapport qu'elle a présenté le 13 septembre 1954, la Commission a déclaré qu'elle n'avait pu découvrir une procédure nouvelle par laquelle elle pourrait espérer organiser des négociations entre les parties, et qu'elle n'était pas en mesure de soumettre des propositions qui permettraient d'aboutir à un règlement pacifique de la question, étant donné que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine continuait de soutenir que la résolution 719 (VIII) de l'Assemblée générale était inconstitutionnelle et qu'il ne pouvait donc pas reconnaître la Commission.

b) EXAMEN DE LA QUESTION PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À SA NEUVIÈME SESSION

Le 24 septembre 1954, l'Assemblée générale, par 45 voix contre zéro, avec 11 abstentions, a décidé d'inscrire la question à l'ordre du jour; par la suite, elle l'a ren-

voyée à la Commission politique spéciale pour examen et rapport.

La Commission a examiné la question au cours de neuf séances, tenues du 18 au 28 octobre 1954. A la première de ces séances, le représentant de Cuba, parlant au nom des membres de la Commission de bons offices, a exprimé le regret d'avoir à annoncer que cette commission n'avait toujours pas pu mener sa tâche à bien. Il a émis l'avis que la Commission politique spéciale pourrait proposer à l'Assemblée générale de nommer un médiateur ou lui suggérer un autre moyen permettant d'organiser des négociations entre les gouvernements intéressés.

Le 21 octobre, le représentant de l'Union Sud-Africaine a réitéré la position que sa délégation avait prise au Bureau et à l'Assemblée générale; il a rappelé que, de l'avis de son Gouvernement, la question relevait entièrement de la compétence nationale de l'Union Sud-Africaine et que les dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte interdisaient à l'Organisation des Nations Unies d'intervenir en la matière. L'assertion de l'Inde selon laquelle un accord international régissait la question était sans fondement, de même que son autre assertion, suivant laquelle il s'agissait d'une question touchant les droits de l'homme, ce qui permettrait d'intervenir dans les affaires nationales de l'Union Sud-Africaine. Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine était prêt à négocier avec les Gouvernements de l'Inde et du Pakistan sur les bases adoptées d'un commun accord au Cap en 1950. Cependant, l'Inde avait rejeté cette offre en demandant que la conférence fût organisée sous l'égide des Nations Unies. Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine ne pouvait accepter cette demande, qui était en contradiction totale avec sa position juridique. Pour les mêmes raisons, il devait s'opposer à tout examen de la question par l'Organisation des Nations Unies.

A la même séance, l'Argentine, le Brésil, le Costa Rica, Cuba, l'Equateur, Haïti, le Honduras et le Salvador ont présenté un projet de résolution commun. Aux termes de ce projet de résolution, qui a été révisé par ses auteurs le 25 octobre, l'Assemblée générale, après avoir rappelé qu'elle avait adopté à diverses sessions des résolutions à ce sujet: 1) suggérerait aux Gouvernements de l'Inde, du Pakistan et de l'Union Sud-Africaine de s'efforcer de résoudre la question par voie de négociations directes; 2) suggérerait aux parties intéressées de désigner un gouvernement, une institution ou une personne afin de faciliter un rapprochement entre elles et de les aider à régler le différend; 3) déciderait que si, dans les six mois à compter du jour où la résolution aurait été adoptée, les parties n'étaient pas parvenues à un accord sur les suggestions formulées dans les paragraphes précédents, le Secrétaire général désignerait une personne aux fins susmentionnées; et 4) prierait le Secrétaire général de rendre compte à l'Assemblée générale, à sa prochaine session ordinaire, des résultats obtenus.

Le 26 octobre, le représentant du Pakistan a déclaré que, malheureusement, tous les efforts pour parvenir à une solution du problème avaient échoué par suite de la position du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, et que sa délégation voterait pour toute mesure prise dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. Il a ajouté qu'il accueillerait favorablement le projet de résolution commun qui offrait la possibilité d'une solution de compromis.

Le représentant de l'Inde a souligné à plusieurs reprises que son gouvernement était toujours prêt à coopérer à toute négociation entreprise en vue du règlement pacifique d'un différend et qu'il appliquerait sincèrement toute résolution que l'Assemblée générale pourrait adopter. Il a rappelé que la question avait fait l'objet de nombreuses discussions et de nombreux accords tels que l'Accord du Cap, et qu'elle ne relevait donc pas des dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte. Non seulement la Charte n'interdisait pas que la question soit examinée, mais encore, par ses Articles 10, 11 et 13, elle faisait à l'Assemblée un devoir de formuler des recommandations en vue du règlement pacifique de la situation. Le représentant de l'Inde a noté qu'implicitement le texte du projet de résolution invitait la Commission à s'incliner devant l'échec de la procédure recommandée par l'Assemblée générale, du fait que l'Union Sud-Africaine refusait de coopérer; il a ajouté qu'il appuierait cependant ce texte, étant entendu qu'il n'annulait pas les décisions antérieurement adoptées par l'Assemblée à ce sujet.

Plusieurs représentants ont déclaré que, tout en étant fermement opposés à toute politique de discrimination raciale, ils avaient les plus grands doutes quant à la compétence de l'Organisation des Nations Unies pour intervenir en la matière et ne pouvaient accepter l'idée que les négociations directes proposées dans le projet de résolution devraient être entreprises dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies.

Les partisans du projet de résolution ont fait observer que le texte ne contenait rien qui pût offenser le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine et qu'il offrait un moyen pratique de résoudre la difficulté. Plusieurs représentants ont souligné que, pendant que l'Assemblée continuait à examiner la question, la situation des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine demeurerait inchangée et risquait même de s'aggraver si l'on n'aboutissait pas à une solution pacifique.

Le 28 octobre, l'Inde et le Pakistan ont déposé un amendement au projet de résolution commun révisé, tendant à ajouter un nouveau paragraphe par lequel l'Assemblée générale exprimerait sa satisfaction des travaux et des efforts de la Commission de bons offices. Cet amendement a été accepté par les auteurs du projet de résolution commun.

Au cours d'un vote par appel nominal, la Commission politique spéciale a adopté, par 47 voix contre une, avec 10 abstentions, le projet de résolution commun ainsi amendé.

Le 4 novembre 1954, l'Assemblée générale a procédé au vote sur le préambule et sur chaque paragraphe du dispositif du projet de résolution recommandé par la Commission politique spéciale; elle a adopté l'ensemble du texte par 45 voix contre une, avec 11 abstentions [résolution 816 (IX)].

c) MISE EN ŒUVRE DE LA RÉOLUTION 816 (IX) DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conformément aux dispositions de la résolution 816 (IX), le Secrétaire général, à l'expiration du délai de six mois mentionné dans cette résolution, a demandé au Gouvernement du Brésil s'il serait disposé à suggérer le nom d'une personne aux services de laquelle on pourrait recourir pour faciliter les contacts entre les parties et les aider à régler le différend. En réponse à cette demande, le Gouvernement du Brésil a proposé

personne dont le Secrétaire général annoncera la nomination officielle en temps utile.

14. — Question du conflit racial en Afrique du Sud provoqué par la politique d'*apartheid* du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine

a) DEUXIÈME RAPPORT DE LA COMMISSION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉTUDE DE LA SITUATION RACIALE DANS L'UNION SUD-AFRICAINNE

Le deuxième rapport de la Commission des Nations Unies pour l'étude de la situation raciale dans l'Union Sud-Africaine, qui avait été établie conformément aux dispositions de la résolution 721 (VIII) du 8 décembre 1953, a été distribué le 26 août 1954 aux membres de l'Assemblée générale.

Le rapport analysait les nouveaux textes législatifs et réglementaires comportant un traitement différentiel pour les divers groupes de la population de l'Union Sud-Africaine et décrivait l'évolution récente de la situation raciale dans ce pays. Il contenait des renseignements touchant les effets de la politique d'*apartheid* sur l'économie de l'Union Sud-Africaine. Conformément au mandat de la Commission, le rapport citait plusieurs mesures propres à améliorer la situation et à favoriser un règlement pacifique du problème racial dans l'Union Sud-Africaine. Il contenait également une brève étude des méthodes employées par certains pays pour résoudre le problème de la coexistence de groupes ethniques différents et s'efforçait de définir, en conclusion de cette étude, les principes généralement reconnus en matière de non-discrimination.

Après avoir souligné que les nouvelles lois qu'elle avait étudiées étaient incompatibles avec les dispositions de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme et que la politique d'*apartheid* faisait peser de graves menaces sur la vie intérieure et sur les relations extérieures de l'Union Sud-Africaine, la Commission a conclu que la voie de l'intégration progressive était apparemment la seule voie qui pût mener à un avenir pacifique.

b) EXAMEN DE LA QUESTION PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À SA NEUVIÈME SESSION

L'Assemblée générale a inscrit cette question à son ordre du jour le 24 septembre; par la suite, elle l'a renvoyée à la Commission politique spéciale pour examen et rapport. La Commission politique spéciale a examiné la question au cours de six séances, tenues entre le 3 et le 8 décembre 1954. Le Président de la Commission des Nations Unies pour l'étude de la situation raciale dans l'Union Sud-Africaine a été invité à prendre place à la table de la Commission politique spéciale pendant le débat consacré à cette question.

Le représentant de l'Union Sud-Africaine, contestant la compétence de l'Assemblée générale à traiter de la question de l'*apartheid*, a répété l'opinion que sa délégation avait exprimée aux sessions précédentes, à savoir, notamment, que le paragraphe 7 de l'Article 2 interdisait à l'Organisation des Nations Unies d'intervenir dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un Etat. La Charte ne déroge à la souveraineté nationale des Membres que dans la mesure strictement nécessaire pour l'exécution des obligations assumées par les Membres signataires; mais elle n'autorise aucunement une intervention de la nature de celle qu'exerce

l'Assemblée en examinant la politique d'*apartheid* du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine. D'autre part, la Déclaration universelle des droits de l'homme n'est qu'une déclaration de principes; elle n'a aucun caractère obligatoire pour les Etats Membres qui l'ont approuvée. L'Organisation ne devait pas prendre des mesures anticonstitutionnelles pour servir les intérêts politiques d'une majorité fortuite. Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine continue à soutenir que la Commission est un organe inconstitutionnel et que son rapport est illégal. Le représentant de l'Union Sud-Africaine a réfuté ensuite un certain nombre d'assertions contenues dans le rapport de la Commission; il a déclaré que la Commission avait suggéré des solutions théoriques en rejetant toutes les autres solutions que son gouvernement avait examinées avec soin.

Le 6 décembre 1954, le représentant de l'Inde a déposé devant la Commission politique spéciale un projet de résolution commun présenté par les vingt puissances suivantes: Afghanistan, Arabie saoudite, Birmanie, Bolivie, Chili, Costa-Rica, Egypte, Ethiopie, Haïti, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Liban, Libéria, Pakistan, Philippines, Syrie, Yémen et Yougoslavie. Aux termes de ce projet de résolution l'Assemblée générale, notant en particulier que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine avait adopté de nouvelles mesures législatives et réglementaires incompatibles avec les obligations de ce gouvernement aux termes de la Charte, constaterait avec regret que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine a refusé de coopérer avec la Commission, inviterait le Gouvernement de l'Union à se conformer aux obligations qui lui incombent en vertu de certains Articles de la Charte et l'inviterait en outre à prendre en considération les suggestions présentées par la Commission pour un règlement pacifique du problème racial.

Le 7 décembre, le représentant de l'Argentine a déposé plusieurs amendements présentés par l'Argentine, le Brésil et Cuba au projet de résolution des vingt Puissances; ces amendements avaient pour objet de supprimer dans le dispositif le rappel des Articles de la Charte.

Le lendemain, le représentant de l'Inde a soumis un texte révisé du projet de résolution des vingt puissances, qui reprenait l'essentiel de l'amendement des trois Puissances.

La majorité des représentants qui ont pris part au débat ont appuyé le projet de résolution commun révisé. Entre autres arguments, ils ont fait valoir que le paragraphe 7 de l'Article 2 ne pouvait être dissocié des autres dispositions pertinentes de la Charte, à commencer par le préambule. Une question ne devait être considérée comme relevant "essentiellement" de la compétence nationale d'un Etat que si elle n'était pas ou ne pouvait pas être réglée par le droit international. En l'occurrence, l'Assemblée était invitée à recommander à l'Union Sud-Africaine d'appliquer les principes de la Charte, que l'Union Sud-Africaine s'était engagée à respecter.

Tout en déclarant que leur gouvernement était opposé à toute politique de discrimination raciale, un certain nombre de représentants ont appuyé de façon générale la position adoptée par l'Union Sud-Africaine en ce qui concerne la compétence de l'Organisation et celle de la Commission. Ils ont souligné que rien ne justifiait une telle ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat, d'autant moins que la situation raciale dans l'Union Sud-Africaine ne pouvait être interprétée comme cons-

tituant une menace à la paix et à la sécurité internationales.

D'autres représentants ont critiqué certaines parties du rapport, notamment sa tendance à vouloir juger un pays en fonction des mesures adoptées dans un autre.

Le 8 décembre 1954, la Commission politique spéciale a procédé au vote, paragraphe par paragraphe, sur le projet de résolution révisé des vingt puissances. Lors d'un vote par appel nominal, ce texte a été adopté, sous une forme légèrement modifiée, par 34 voix contre 9, avec 10 abstentions.

L'Assemblée générale a examiné, le 14 décembre, le rapport de la Commission. Après s'être prononcée sur chacun des paragraphes du projet de résolution recommandé par la Commission, elle l'a adopté, lors d'un vote par appel nominal, par 40 voix contre 10, avec 10 abstentions [résolution 820 (IX)].

Dans cette résolution, l'Assemblée générale, rappelant notamment qu'aux termes de sa résolution 103 (I) elle a déclaré qu'il est de l'intérêt supérieur de l'humanité de mettre un terme aux persécutions et aux discriminations raciales, notant avec appréhension que le Gouvernement de l'Union avait adopté de nouvelles mesures législatives et réglementaires qui, de l'avis de la Commission, sont également incompatibles avec les obligations de ce gouvernement aux termes de la Charte, notant en outre que la Commission était profondément convaincue que la politique d'*apartheid* fait peser de graves menaces sur les relations pacifiques entre les groupes ethniques du monde : 1) félicitait la Commission de son œuvre constructive ; 2) constatait avec regret que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine avait de nouveau refusé de coopérer avec la Commission ; 3) prenait acte des suggestions de la Commission tendant à faciliter un règlement pacifique du problème ; 4) invitait le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine à réexaminer sa position à la lumière des principes de la Charte, en tenant compte de l'engagement qu'ont pris tous les Etats Membres de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales sans distinction de race, ainsi que de l'utile expérience d'autres sociétés composées de plusieurs races ; 5) l'invitait en outre à prendre en considération les suggestions présentées par la Commission pour un règlement pacifique ; 6) priait la Commission de suivre la question du conflit racial dans l'Union Sud-Africaine ; et 7) lui demandait de faire rapport à l'Assemblée générale à sa dixième session.

La Commission s'est réunie en février 1955. Ses membres ont examiné le nouveau mandat de la Commission tel qu'il découlait de la résolution 820 (IX) de l'Assemblée générale et ont pris des décisions sur l'organisation des travaux de la Commission, afin de lui permettre d'établir son rapport à l'Assemblée générale.

15. — Question tunisienne

Par lettre en date du 28 juillet 1954 adressée au Secrétaire général, les représentants de l'Afghanistan, de l'Arabie saoudite, de la Birmanie, de l'Egypte, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irak, de l'Iran, du Liban, du Pakistan, des Philippines, de la Syrie, de la Thaïlande et du Yémen ont demandé que la question tunisienne soit inscrite à l'ordre du jour de la neuvième session l'Assemblée générale avait examiné la question, qui accompagnait la demande rappelait qu'à sa huitième session, l'Assemblée générale avait examiné la question, mais qu'elle n'avait pas adopté le projet de résolution

que lui avait soumis la Première Commission parce que certaines délégations avaient soutenu que la résolution adoptée par l'Assemblée à sa septième session [résolution 611 (VII)] était toujours en vigueur et fournissait les éléments voulus pour un règlement équitable, et que la Tunisie et la France avaient déjà engagé des négociations. Les auteurs du mémoire déclaraient cependant que le Gouvernement français n'avait pris aucune mesure efficace pour mettre en œuvre les recommandations de l'Assemblée générale, qui étaient très claires. Au contraire, il avait imposé un certain nombre de "réformes" incompatibles avec les aspirations du peuple tunisien ; il avait aussi recouru à des mesures répressives qui avaient beaucoup aggravé une situation déjà tendue.

Le 24 septembre 1954, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à son ordre du jour la question tunisienne et l'a renvoyée à la Première Commission pour examen et rapport.

Le 4 octobre, au cours de la discussion générale devant l'Assemblée, le représentant de la France a affirmé de nouveau que la France avait promis aux populations dont elle a la charge de les mettre en état de gérer elles-mêmes leurs propres affaires et qu'elle entendait tenir sa promesse. En faisant accéder la Tunisie à l'exercice interne de sa souveraineté, la France avait montré qu'elle restait fidèle à sa parole et à ses traditions. Conformément à l'attitude antérieure de son gouvernement, le représentant de la France a ajouté que son pays ne partagerait avec personne les responsabilités qu'il avait ainsi assumées et dont il entendait s'acquitter. La France avait pris ces responsabilités parce qu'elles découlaient de sa Constitution, des traités conclus, de ses traditions et de sa fidélité à l'esprit de la Charte.

La Première Commission a examiné la question le 16 décembre au cours de deux séances, auxquelles le représentant de la France n'a pas pris part.

Les quatorze puissances qui avaient demandé l'inscription de la question à l'ordre du jour ont présenté un projet de résolution commun aux termes duquel l'Assemblée générale, notant que les parties intéressées avaient entamé des négociations et que ces négociations étaient encore en cours, ferait appel aux parties pour qu'elles traitent la question dans un esprit de compréhension mutuelle, exprimerait l'espoir que ces négociations aboutiraient à une solution satisfaisante et conforme aux principes de la Charte et déciderait d'ajourner pour le moment la suite de l'examen de la question.

Les représentants du Mexique, du Salvador, de l'Equateur, de la République Dominicaine et du Costa-Rica ont présenté oralement des amendements au texte du projet de résolution commun. Certains de ces amendements ont été insérés par la suite dans un texte révisé que la Syrie a présenté au nom des quatorze puissances qui avaient soumis le premier projet de résolution commun. Aux termes du projet révisé, l'Assemblée générale, notant avec satisfaction que les parties intéressées avaient entamé des négociations et que ces négociations étaient encore en cours, exprimerait l'espoir que ces négociations aboutiraient à une solution satisfaisante et déciderait d'ajourner pour le moment la suite de l'examen de la question.

Au cours du débat, le projet de résolution commun révisé a été lui-même amendé : les mots "l'espoir" y ont été remplacés par les mots "sa confiance". A la suite d'un vote par appel nominal, il a été adopté par 54 voix contre 2, avec 2 abstentions.

Le 17 décembre 1954, l'Assemblée générale a examiné le projet de résolution recommandé par la Première Commission et l'a adopté par 56 voix contre zéro, avec 3 abstentions [résolution 813 (IX)].

16. — Question marocaine

Par lettre en date du 28 juillet 1954, les représentants de l'Afghanistan, de l'Arabie saoudite, de la Birmanie, de l'Égypte, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irak, de l'Iran, du Liban, du Pakistan, des Philippines, de la Syrie, de la Thaïlande et du Yémen ont demandé que la question marocaine soit inscrite à l'ordre du jour de la neuvième session de l'Assemblée générale. Dans un mémoire explicatif qui accompagnait leur demande, ils indiquaient que l'Assemblée générale avait examiné la question marocaine au cours de sa huitième session, mais qu'elle n'avait pas adopté le projet de résolution que lui avait présenté la Première Commission. Ils rappelaient à ce sujet que certaines délégations qui étaient hostiles au projet de résolution avaient fait valoir que les dispositions de la résolution 612 (VII) du 19 décembre 1954 étaient toujours valables et qu'elles préféreraient attendre les résultats des négociations recommandées dans cette résolution. Mais le Gouvernement français n'avait pris aucune mesure efficace pour favoriser le respect des libertés fondamentales du peuple marocain et développer ses libres institutions politiques; en réalité, la politique suivie par ce gouvernement n'avait fait qu'aggraver la situation au Maroc.

Le 24 septembre 1954, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à son ordre du jour la question marocaine et l'a renvoyée à la Première Commission pour examen et rapport.

Le 4 octobre, au cours de la discussion générale devant l'Assemblée, le représentant de la France a déclaré que la France entendait appeler progressivement, mais aussi rapidement que possible, le peuple marocain à la gestion de ses affaires dans le cadre de la souveraineté marocaine. La France ne partagerait avec personne les responsabilités qu'elle avait ainsi assumées, et elle s'en acquitterait conformément à ses propres traditions et à l'esprit de la Charte.

La Première Commission a examiné la question marocaine au cours de quatre séances, tenues du 9 au 13 décembre 1954. Comme aux sessions précédentes, le représentant de la France n'a pas assisté aux séances pendant lesquelles la question a été examinée. Au cours du débat, plusieurs représentants ont regretté que la délégation française ne prit pas part à la discussion et ils ont déploré la politique suivie au Maroc par le Gouvernement français. Ils ont estimé que, malgré les recommandations antérieures de l'Assemblée générale, ce gouvernement avait laissé la situation s'aggraver. La déclaration d'intentions que le représentant de la France avait faite lors de la discussion générale était, certes, réconfortante, mais si le transfert de souveraineté devait tarder, le désespoir risquait d'inciter le peuple marocain à des actes irréfléchis. L'Organisation des Nations Unies avait le devoir de sauvegarder le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et sa responsabilité demeurerait engagée tant que le Maroc, Etat souverain, continuerait à être traité comme une colonie française.

Le 9 décembre, l'Afghanistan, l'Arabie saoudite, la Birmanie, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, l'Iran,

le Liban, le Pakistan, la Syrie et le Yémen ont présenté un projet de résolution commun aux termes duquel l'Assemblée, réaffirmant sa résolution 612 (VII) du 19 décembre 1952, notant que cette résolution n'avait pas encore été mise en œuvre, et convaincue qu'un nouveau retard apporté au règlement de cette question risquerait de compromettre les relations amicales qui doivent exister entre les nations, recommanderait: 1) qu'une atmosphère propice à un règlement de la question soit créée au Maroc; et 2) que des négociations soient entreprises entre les véritables représentants du peuple marocain et le Gouvernement de la France en vue de réaliser les légitimes aspirations du peuple marocain conformément aux buts et principes de la Charte.

Certains représentants qui se sont opposés au projet de résolution commun ont émis l'avis qu'une coopération entre les peuples et les gouvernements de la France et du Maroc était la meilleure manière d'atteindre le but visé par l'Assemblée générale et que l'Assemblée, en adoptant alors une résolution, risquerait d'aller à l'encontre de ses intentions. A leur avis, les deux parties faisaient des efforts sincères pour résoudre la question et avaient montré récemment qu'ils étaient capables d'agir de concert; si les progrès étaient lents, c'était en raison de la complexité de la situation. Le jour viendrait sans doute où il serait opportun de prendre une résolution, mais, pour le moment, il ne semblait pas que ce fût le meilleur moyen d'atteindre les buts des Nations Unies. D'autres délégations ont déclaré que la question marocaine n'était pas un problème international et que l'Assemblée générale n'avait donc pas qualité pour en discuter.

Le 13 décembre, les douze puissances ont retiré leur projet de résolution et présenté un nouveau projet qui disposait que l'Assemblée générale prendrait acte des déclarations de nombreuses délégations, selon lesquelles des négociations entre la France et le Maroc seraient entamées au sujet de cette question et déciderait d'ajourner l'examen de la question à la prochaine session. Les auteurs du projet de résolution commun ont accepté deux amendements tendant à ajouter les mots "pour le moment" après le verbe "ajourner", dans le dispositif, et à remplacer, dans le préambule, les mots "de nombreuses délégations" par "quelques délégations". Le représentant de la République Dominicaine a demandé, oralement, que le second paragraphe du préambule soit rédigé comme suit: "Exprimant la confiance des Nations Unies dans les intentions récemment confirmées par le Gouvernement français"; cet amendement a été rejeté par 26 voix contre 19, avec 11 abstentions.

A la suite d'un vote par appel nominal, la Première Commission a alors adopté, par 39 voix contre 15, avec 4 abstentions, le projet de résolution des douze puissances, tel qu'il avait été amendé.

Le 17 décembre 1954, l'Assemblée générale a examiné le projet de résolution recommandé par la Première Commission. Le représentant de la République Dominicaine a proposé l'insertion, à la fin du préambule, d'un nouvel alinéa, qui serait rédigé comme suit: "Exprimant sa confiance qu'une solution satisfaisante sera réalisée." Cet amendement a été adopté par 57 voix contre zéro, avec une abstention. A la suite d'un vote par appel nominal, le projet de résolution ainsi amendé a été adopté, par 55 voix contre zéro, avec 4 abstentions [résolution 812 (IX)].

17. — Question palestinienne

a) PLAINTES ET RAPPORTS EXAMINÉS PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ

i) *Plainte d'Israël contre l'Égypte au sujet de l'imposition par l'Égypte de restrictions au passage par le canal de Suez des navires faisant commerce avec Israël*

Par lettre en date du 28 septembre 1954, le représentant d'Israël a informé le Président du Conseil de sécurité que, ce même jour, le *Bat Galim*, battant pavillon israélien, était arrivé à l'entrée sud du canal de Suez. Ce bateau, qui se rendait à Haïfa, en Israël, avait un équipage israélien de dix hommes, et il n'y avait à son bord d'autre arme à feu que le pistolet du capitaine. Un peu plus tard, un patrouilleur égyptien s'était approché du bateau israélien et la liaison par radio, qui avait été maintenue jusqu'alors entre le bateau et les bureaux de la compagnie à Haïfa, avait été interrompue. D'après le représentant d'Israël, ces faits démentaient les accusations que des fonctionnaires égyptiens diffusaient dans le dessein de créer un alibi pour couvrir une nouvelle violation des obligations internationales de l'Égypte. La saisie du *Bat Galim* n'était que la preuve la plus récente de la volonté du Gouvernement égyptien d'ignorer le Conseil de sécurité et ses résolutions, notamment celle du 1er septembre 1951. Le Gouvernement israélien tenait à élever la protestation la plus énergique contre ces procédés et il demandait que le navire fût immédiatement libéré, avec son équipage et sa cargaison, et mis à même de poursuivre sa route vers Haïfa sans autre délai.

Par lettre en date du 29 septembre 1954, le représentant permanent de l'Égypte a informé le Président du Conseil de sécurité que le *Bat Galim*, bateau israélien ayant à bord dix marins, venant de Massouah, s'était approché du port de Suez, le 28 septembre 1954 à 6 heures du matin (GMT) et, sans aucune provocation, avait ouvert le feu, avec des armes légères, contre des barques de pêche égyptiennes qui se trouvaient dans les eaux territoriales égyptiennes. A titre de mesures préliminaires, les autorités égyptiennes avaient appréhendé les marins du bateau israélien et ordonné une enquête immédiate pour déterminer la responsabilité de l'incident.

Le Conseil de sécurité a examiné cette question au cours de sept séances tenues entre le 14 octobre 1954 et le 13 janvier 1955. Les représentants d'Israël et de l'Égypte ont été invités à prendre part aux débats.

A la séance du 14 octobre, les représentants d'Israël et de l'Égypte ont fait des relations contradictoires de l'incident. A la demande du représentant du Brésil, le Conseil a décidé d'ajourner l'examen de la question jusqu'à ce que le Chef d'état-major de l'organisme chargé de la surveillance de la trêve en Palestine lui ait fait parvenir un rapport sur l'enquête entreprise par la Commission mixte d'armistice égypto-israélienne.

Suivant un rapport du Chef d'état-major en date du 25 novembre, le représentant de l'Égypte à la Commission mixte d'armistice a soutenu que, le 27 septembre 1954, un navire israélien armé, le *Bat Galim*, était entré dans le golfe de Suez, dans les eaux territoriales égyptiennes, et s'était avancé dans le golfe en direction de Suez. Suivant le journal de bord, il était arrivé à un point situé à 6 milles du phare de Newport le 28 septembre 1954 à 1 heure du matin (heure locale). Au

mis le cap vers le sud et avait jeté l'ancre près de Green Island, dans la zone du port de Suez. Pour prouver, sans plus, que le *Bat Galim* était armé entre 1 heure et 5 h. 45 du matin, le représentant de l'Égypte a indiqué qu'à 3 h. 30 l'équipage du navire avait attaqué avec des armes automatiques légères deux bateaux de pêche, dans une zone située à 15 milles au sud du phare de Newport. A la suite de cette attaque, deux pêcheurs avaient disparu.

Suivant le même rapport, le représentant d'Israël a répliqué que le prétendu incident n'avait jamais eu lieu et que, même s'il s'était réellement produit, rien n'autorisait à y impliquer le *Bat Galim*. Il a fait observer que l'Égypte n'avait présenté sa plainte que le 6 octobre et qu'elle n'avait pas demandé à la Commission mixte d'armistice de se réunir d'urgence. En outre, aux séances que la Commission avait tenues les 21 et 23 octobre, le représentant de l'Égypte n'avait discuté que de questions de procédure et, quoiqu'il eût, le 30 octobre, adressé au Président de la Commission une lettre où il déclarait qu'il avait hâte d'aborder le plus tôt possible la discussion de la plainte égyptienne, ce n'était pas l'Égypte, mais Israël, qui était prêt à donner la priorité à la plainte égyptienne.

Le rapport indiquait également que le représentant de l'Égypte avait fait état de l'accord relatif à la navigation conclu le 23 juillet 1953 entre l'Égypte et Israël, qui interdisait à un navire de l'une ou l'autre des parties de pénétrer dans les eaux territoriales de l'autre partie, sauf en cas de force majeure. Le représentant d'Israël a soutenu cependant que l'accord ne disposait aucunement qu'un navire de l'une ou l'autre partie ne devait pas pénétrer dans les eaux territoriales de l'autre partie.

Finalement, le représentant de l'Égypte a présenté à la Commission mixte d'armistice un projet de résolution aux termes duquel la Commission : 1) constaterait que, dans la nuit du 27 au 28 septembre 1954, le navire israélien *Bat Galim* avait pénétré dans les eaux territoriales égyptiennes ; 2) déciderait qu'il y a eu de ce fait violation du paragraphe 2 de l'article II de la Convention d'armistice égypto-israélienne ; 3) déciderait en outre que cet acte constitue également une violation de l'Accord relatif à la navigation, signé par les deux parties en présence du Président de la Commission mixte d'armistice, et qui est réputé compléter la Convention d'armistice général ; et 4) inviterait les autorités israéliennes à prévenir le retour de pareils actes.

Le représentant d'Israël a fait alors observer que le projet de résolution égyptien ne mentionnait aucun des faits invoqués dans la plainte, mais traitait de questions d'ordre général sans rapport avec les allégations. Le *Bat Galim* avait emprunté une voie maritime internationale ; ce seul fait devait suffire à établir la légalité de la présence du *Bat Galim* dans le golfe de Suez et il était clair que la Commission mixte d'armistice n'était pas l'organe compétent pour connaître de l'affaire. La résolution que le Conseil de sécurité avait adoptée le 1er septembre 1951 confirmait que le passage du *Bat Galim* était légal aux termes de la Convention d'armistice général.

Le projet de résolution de l'Égypte a été mis aux voix ; le représentant d'Israël ayant voté contre et le Président s'étant abstenu, le projet n'a pas été adopté.

Le représentant d'Israël a alors soumis un projet de résolution aux termes duquel la Commission mixte d'armistice constaterait que la plainte égyptienne relative

n'avait violé aucune des dispositions de la Convention d'armistice général. Le représentant d'Israël et le Président ont voté pour le projet de résolution d'Israël qui a été adopté.

Le rapport du Chef d'état-major indiquait enfin que, lorsque la Commission mixte d'armistice eut achevé l'examen de l'affaire, le représentant de l'Égypte a appelé de la décision de la Commission devant le Comité spécial, qui a confirmé la décision après en avoir modifié légèrement les termes.

Par lettre en date du 4 décembre 1954, le représentant de l'Égypte a porté à la connaissance du Président du Conseil de sécurité que les autorités judiciaires égyptiennes avaient classé pour insuffisance de preuves les accusations de meurtre, de tentative de meurtre et de port d'armes illicite dont étaient l'objet les marins du *Bat Galim*. La lettre indiquait en outre que les marins seraient relâchés aussitôt que les formalités nécessaires seraient terminées et que le Gouvernement égyptien était disposé à libérer immédiatement la cargaison saisie.

Au cours des débats que le Conseil de sécurité a consacrés par la suite à cette question, la majorité des membres ont affirmé de nouveau qu'ils adhéraient aux principes que le Conseil avait énoncés dans sa résolution du 1er septembre 1951 et ils ont souligné les points suivants. Bien que le Conseil n'ait pas le pouvoir de contrôler l'exécution de la Convention de Constantinople de 1888 relative à la libre navigation dans les eaux du canal maritime de Suez, il lui appartenait de demander à l'Égypte de ne pas entraver le passage des navires israéliens dans les eaux du canal, non seulement en raison de ses responsabilités touchant le maintien de la paix et de la sécurité internationales, mais encore parce que les diverses conventions d'armistice conclues entre Israël et les États arabes voisins avaient été signées sous les auspices du Conseil. L'Égypte devait libérer le vaisseau avec son équipage et sa cargaison et permettre au navire de poursuivre sa route vers le nord dans les eaux du canal; il convenait de féliciter les autorités égyptiennes d'avoir décidé de classer les accusations portées contre l'équipage du *Bat Galim*, d'avoir libéré les marins le 1er janvier 1955 et d'avoir déclaré son intention de libérer le navire et sa cargaison. Enfin, les deux parties avaient fait preuve d'un esprit de conciliation et de modération et il fallait espérer qu'elles continueraient à observer cette attitude de façon à éliminer les causes du litige qui les séparait.

A la séance tenue le 13 janvier 1955, le Président, faisant le point de la discussion, a constaté que la plupart des membres du Conseil considéraient que la résolution du 1er septembre 1951 était toujours en vigueur et continuait à avoir plein effet, et qu'ils avaient examiné l'affaire du *Bat Galim* dans le contexte de cette résolution et de la Convention de 1888. La majorité des membres du Conseil avait accueilli avec satisfaction les mesures que le Gouvernement égyptien avait prises en vue de régler le litige, par exemple en libérant l'équipage et en annonçant qu'il était prêt à restituer la cargaison et le bateau lui-même. On avait exprimé l'espoir que les deux parties continueraient à faire preuve d'un esprit de conciliation et conviendraient sans tarder des mesures à prendre pour libérer le bateau et la cargaison. Le représentant du Pérou avait déclaré que le Chef d'état-major serait sans doute disposé à offrir ses bons offices aux parties pour les aider à convenir de ces dispositions. Le Président ne doutait pas que le Chef d'état-major fût prêt à le faire si les

parties lui en faisaient la demande. Sur cette note d'espoir et de confiance, il a proposé de lever la séance.

ii) *Plaintes de l'Égypte et d'Israël relatives à des incidents survenus dans la région de Gaza*

Par lettre en date du 1er mars 1955, le représentant de l'Égypte a informé le Président du Conseil de sécurité que, le 28 février, un détachement israélien armé dont l'effectif avait été évalué à deux sections avait franchi la ligne de démarcation à l'est de Gaza et avait fait sauter les bâtiments d'un camp et un hangar à pompe. Au cours de l'attaque, un capitaine et 14 sous-officiers et soldats égyptiens avaient été tués; 10 autres sous-officiers et soldats avaient été blessés. Deux heures plus tard, une section égyptienne de 35 hommes qui venait renforcer la garnison était tombée dans une embuscade tendue par des soldats israéliens; il y eut 22 hommes tués et 14 blessés. On comptait au total 37 militaires égyptiens et 2 civils tués, 30 militaires et 2 civils blessés.

Dans une autre lettre, en date du 2 mars, le représentant de l'Égypte a prié le Président de convoquer d'urgence une réunion du Conseil afin d'examiner la plainte suivante: "Agression violente et préméditée commise le 28 février 1955 par les forces armées israéliennes contre les forces armées égyptiennes à l'intérieur du territoire sous contrôle égyptien près de Gaza, ayant causé de nombreuses victimes dont 39 morts et 32 blessés, ainsi que la destruction de certaines installations militaires, et cela en violation notamment du paragraphe 2 de l'article premier et du paragraphe 2 de l'article II de la Convention d'armistice général égypto-israélienne".

Par lettre en date du 3 mars 1955, le représentant d'Israël a demandé au Président d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil la plainte que son gouvernement formulait contre l'Égypte, dans les termes suivants: "Plaintes au sujet de violations répétées de la Convention d'armistice général et des résolutions du Conseil de sécurité, violations qui mettent en péril la paix et la sécurité internationales, du fait: d'attaques de troupes égyptiennes régulières et irrégulières contre les troupes israéliennes; de raids effectués, à partir du territoire sous l'autorité de l'Égypte, contre des personnes et des biens se trouvant en territoire israélien; de l'attitude du Gouvernement égyptien, qui n'adopte ni ne fait respecter aucune mesure efficace contre ces actes de violence; de l'affirmation par l'Égypte de l'existence d'un état de guerre, comme de la politique de belligérance active suivie par ce pays contre Israël, concernant notamment le maintien et l'exécution de mesures de blocus; de la propagande belliqueuse et des menaces contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique d'Israël; du refus par l'Égypte de rechercher, par voie de négociations, un accord en vue de passer effectivement de l'armistice actuel à l'état de paix".

A la séance du 4 mars 1955, la plupart des membres du Conseil ont jugé souhaitable d'ajourner l'examen de l'incident jusqu'à ce que la Commission mixte d'armistice égypto-israélienne ait fait parvenir au Conseil son rapport sur l'incident. Ils ont fait observer que, bien que les détails de l'incident ne fussent pas connus, il semblait certain, d'après un communiqué publié le 1er mars par l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, que des forces armées israéliennes avaient attaqué des forces égyptiennes en territoire placé sous l'autorité de l'Égypte. Cet incident qui, à leur avis, était le plus grave des incidents survenus aux frontières

égyptienne depuis la signature de la Convention d'armistice général conclue entre l'Egypte et Israël en 1949 était d'autant plus regrettable que la région dans laquelle il s'était produit avait été jusqu'alors relativement calme. Ils ont loué la retenue du Gouvernement de l'Egypte, ont exprimé leur sympathie au peuple et au Gouvernement égyptien, et ont fait appel aux deux parties pour qu'elles s'abstiennent d'user de la force ou de représailles. Enfin, ils ont proposé que le Secrétaire général se mette en rapport avec le Chef d'état-major de l'Organisation chargée de la surveillance de la trêve et l'invite à venir à New-York rendre compte oralement de l'incident, au cas où ses devoirs ne l'empêcheraient pas de quitter la Palestine pendant cette période de tension. Dans un rapport qu'il a fait oralement devant le Conseil le 17 mars, le Chef d'état-major a déclaré que, le 6 mars 1955, la Commission mixte d'armistice égypto-israélienne avait conclu qu'Israël portait la responsabilité de l'attaque de Gaza, qui constituait une violation des paragraphes 2 et 3 de l'article premier, du paragraphe 2 de l'article II et du paragraphe 3 de l'article V de la Convention d'armistice général.

Passant en revue la situation à la ligne de démarcation, le Chef d'état-major a dit que le bilan des pertes subies avant l'incident de Gaza donnait une idée de la tranquillité relative qui avait régné en général dans cette région de novembre 1954 à février 1955. Cependant, des incidents mineurs répétés avaient contribué à créer un état de tension. Les infiltrations provenant du territoire sous contrôle égyptien, si elles n'étaient pas la cause unique de la tension qui existait alors, étaient incontestablement une des causes principales. Le Chef d'état-major a rappelé que, dans un rapport antérieur adressé au Conseil, il avait émis l'avis que, pour atténuer la tension au voisinage de la ligne de démarcation, les deux parties devraient examiner, au cours d'une réunion officieuse, la possibilité de s'entendre sur les mesures suivantes: 1) formation de patrouilles mixtes dans les secteurs dangereux de la ligne de démarcation; 2) négociation d'un accord entre les commandants locaux; 3) pose de barbelés le long de certains emplacements de la ligne de démarcation; et 4) affectation d'éléments réguliers des forces égyptiennes et israéliennes à tous les avant-postes et à toutes les patrouilles. En conclusion, le Chef d'état-major a déclaré qu'il était toujours d'avis que si les deux parties concluaient un accord en s'inspirant des principes qu'il avait suggérés et que si elles s'efforçaient honnêtement d'en remplir les clauses, les actes d'infiltration pourraient ne plus être que des ennuis occasionnels, une sorte de maraudage qu'Israël devrait sans doute tenir pour inévitable tant qu'il y aura à ses frontières un grand nombre de réfugiés misérables — plus de 200.000 dans la seule bande de Gaza.

A la séance du Conseil tenue le 23 mars 1955, le Chef d'état-major a répondu à diverses questions que lui ont posées les membres du Conseil et les représentants des parties en présence, concernant certaines décisions de la Commission mixte d'armistice égypto-israélienne ainsi que son fonctionnement.

Le 28 mars, les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni ont présenté un projet de résolution commun aux termes duquel le Conseil de sécurité, notant que la Commission mixte d'armistice égypto-israélienne avait établi le 6 mars 1955 qu'une attaque préméditée et organisée avait été commise le 28 février 1955 sur l'ordre des autorités israéliennes contre les forces de

nerait cette attaque en tant qu'elle violait les dispositions relatives au cessez-le-feu de la résolution du Conseil de sécurité du 15 juillet 1948 et était incompatible avec les obligations assumées par les parties au titre de la Convention d'armistice général et de la Charte; 2) demanderait de nouveau à Israël de prendre toutes mesures nécessaires pour prévenir de telles actions; et 3) exprimerait sa conviction que le maintien de la Convention d'armistice général était menacé par cette violation délibérée de cette convention commise par une des parties, et qu'aucun progrès vers le retour d'une paix permanente en Palestine ne pouvait être accompli si les parties ne remplissaient pas strictement leurs obligations au titre de la Convention d'armistice général et des dispositions relatives au cessez-le-feu de sa résolution du 15 juillet 1948.

Le même jour, les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Royaume-Uni ont présenté un autre projet de résolution commun, aux termes duquel le Conseil de sécurité, prenant note des parties du rapport du Chef d'état-major de l'Organisation chargée de la surveillance de la trêve relatives aux conditions générales sur la ligne de démarcation de l'armistice entre l'Egypte et Israël, ainsi que des causes de la tension existante, et très désireux que toutes les mesures soient prises pour préserver la sécurité dans cette région: 1) demanderait au Chef d'état-major de continuer ses conversations avec les Gouvernements de l'Egypte et d'Israël en vue d'établir de nouvelles mesures à cette fin; 2) noterait que le Chef d'état-major a formulé certaines réserves concrètes à cet effet; 3) requerrait les Gouvernements de l'Egypte et d'Israël de coopérer avec le Chef d'état-major en ce qui concerne ses propositions, en se rappelant que le Chef d'état-major a exprimé l'avis que les actes d'infiltration pourraient ne plus être que des ennuis occasionnels si les parties concluaient un accord dans le sens qu'il avait indiqué; et 4) inviterait le Chef d'état-major à tenir le Conseil informé du progrès de ses discussions.

Les deux projets de résolution ont été adoptés à l'unanimité, aux 695ème et 696ème séances, tenues les 29 et 30 mars.

Le 4 avril 1955, le représentant d'Israël a demandé que le Conseil de sécurité examine une plainte "pour attaques répétées" de l'Egypte contre Israël, concernant notamment les attaques suivantes: 1) assaut à main armée effectué à Patich le 24 mars 1955; 2) attaques répétées à la mine et aux armes à feu effectuées entre le 26 mars et le 3 avril 1955, contre des unités de l'armée d'Israël qui patrouillaient le long de la frontière égypto-israélienne dans la zone de Gaza; 3) attaque commise le 3 avril 1955 contre une patrouille israélienne et contre le village de Nahal Oz.

Lorsque le Conseil de sécurité a abordé cette question, le 6 avril, le représentant d'Israël a invoqué l'Article 34 de la Charte et souligné que les dix jours qui s'étaient écoulés entre le 24 mars et le 3 avril avaient marqué l'une des périodes les plus dangereuses qu'a vécues la Palestine depuis la signature de l'armistice. Les principales causes de tension entre Israël et l'Egypte n'étaient plus les infiltrations mais des actes de violence commis ouvertement par les forces armées égyptiennes et qui avaient provoqué la riposte d'Israël. Comme le Gouvernement égyptien ne semblait pas prendre ces incidents au sérieux il importe hautement que le Conseil de sécurité se prononce sur cette ques-

Le représentant de l'Égypte a expliqué qu'à l'exception de six cas, les questions qu'Israël désirait discuter étaient toujours à l'ordre du jour de la Commission mixte d'armistice ou du Comité spécial. Il n'y avait pas lieu de demander au Conseil d'examiner des questions que ces deux organes continuaient à étudier. Tout ce que voulait Israël, c'était renverser la situation et supprimer l'effet de la condamnation que le Conseil avait prononcée contre lui peu de temps auparavant. La délégation égyptienne à la Commission mixte d'armistice a souvent demandé le renforcement des patrouilles sur la ligne de démarcation. Après une période de tranquillité relative l'état de tension créé sur la frontière égypto-israélienne était, comme l'avait noté le Chef d'état-major dans son rapport, une conséquence logique de l'attaque israélienne sur Gaza.

A la demande du représentant du Royaume-Uni qui a constaté que les membres du Conseil avaient des vues très divergentes sur la responsabilité des incidents, le Conseil a décidé de s'ajourner jusqu'à ce qu'il ait reçu les conclusions de la Commission mixte d'armistice.

Dans un rapport en date du 13 avril 1955, le Chef d'état-major de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve a déclaré que le facteur qui contribuait le plus à accroître la tension était la pose de mines sur les pistes qu'empruntaient les véhicules militaires israéliens; ce fait nouveau pouvait bien être un acte de représailles de la part de certains éléments à la suite de l'incident de Gaza. Sur les quinze incidents étudiés dans le rapport, le plus grave était certainement celui du 3 avril qui avait causé des pertes de part et d'autre. Les projets de résolution que l'Égypte et Israël avaient présentés à la Commission mixte d'armistice sur cet incident ont été adoptés l'un et l'autre. Le Président a cependant formulé des réserves et expliqué pourquoi il avait voté en faveur des deux projets. La mesure la plus urgente pour améliorer la situation dans la région de Gaza était de constituer des patrouilles mixtes. L'Égypte avait donné son accord de principe sur ce point; la réponse définitive des autorités israéliennes n'avait pas encore été reçue. Les deux parties s'étaient déclarées prêtes à conférer pour conclure un accord entre les commandants locaux et elles avaient donné verbalement l'assurance qu'elles n'employaient que des forces militaires ou policières régulières et disciplinées. Les autorités israéliennes préconisaient l'érection d'obstacles pour aider à empêcher les infiltrations. Les autorités égyptiennes prévoyaient certaines difficultés, mais elles étaient disposées à étudier les moyens de donner suite à la proposition. Les deux parties signalaient qu'il leur serait difficile d'ériger des obstacles sur une aussi grande distance si les matériaux nécessaires ne leur étaient pas fournis de l'extérieur. A la demande du représentant de l'Égypte un plus grand nombre d'observateurs des Nations Unies ont été affectés à des positions établies du côté égyptien de la ligne de démarcation. Il importait que les commandants des troupes stationnées dans la région reçoivent l'ordre d'empêcher le déclenchement d'actes d'hostilité.

Le 18 avril, le représentant de l'Égypte a informé le Conseil que les autorités militaires égyptiennes commenceraient prochainement à monter une clôture en fil de fer barbelé le long de certaines positions très importantes situées dans le territoire placé sous l'autorité de l'Égypte.

Le 19 avril, le représentant de l'Égypte a déclaré au Conseil que la Commission mixte d'armistice avait blâmé Israël pour avoir utilisé des armes et des véhi-

cules interdits, lors de l'incident du 3 avril, et qu'il n'avait pas été établi que les mines avaient été posées par des unités militaires ou d'autres éléments placés sous l'autorité de l'Égypte. Le Gouvernement égyptien avait donné des preuves tangibles de son esprit de coopération en acceptant en principe toutes les propositions que le Chef d'état-major avait faites pour atténuer la tension sur la ligne de démarcation.

Le représentant d'Israël a rappelé que, dans son rapport, le Chef d'état-major avait affirmé que la pose de mines sur les pistes qu'empruntaient des véhicules militaires israéliens était le facteur qui contribuait le plus à accroître la tension au voisinage de la ligne de démarcation. En ce qui concerne l'incident du 3 avril, Israël n'avait été tenu pour responsable que de "violations au sens technique du mot" de la Convention d'armistice général; il s'agissait, en réalité, d'une riposte en légitime défense. Quant à la pose de mines, ce n'était certainement pas un fait nouveau qui résulterait des événements du 28 février, étant donné que l'Égypte a été déjà condamnée pour vingt-deux incidents semblables survenus entre le 2 juin 1954 et le 2 février 1955. Le Conseil de sécurité devait donc condamner expressément ce pratique.

Après un bref débat, le Président du Conseil a constaté que les membres du Conseil de sécurité étaient tous d'avis que la question n'appelait pour le moment aucune nouvelle mesure de la part du Conseil, puisque, dans ses résolutions des 29 et 30 mars, le Conseil a dûment tenu compte des faits qui lui ont été signalés et qu'il a indiqué les mesures à prendre éventuellement pour empêcher les incidents le long de la ligne de démarcation entre l'Égypte et Israël. Il pensait exprimer l'opinion de tous les membres du Conseil en demandant aux deux parties de mettre pleinement en œuvre ces résolutions qui avaient pour but de prévenir tout incident de frontière et en les invitant à collaborer sincèrement à cette fin.

b) QUATORZIÈME RAPPORT PÉRIODIQUE DE LA COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE

Le 3 mars 1955, la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine a présenté au Secrétaire général, pour qu'il le communique aux Membres de l'Organisation des Nations Unies, son quatorzième rapport périodique sur la période du 31 décembre 1953 au 31 décembre 1954, qui traitait des questions ci-après: 1) la question de l'indemnisation des réfugiés arabes pour les biens abandonnés en Israël; 2) la question des comptes arabes bloqués en Israël; et 3) la coopération de la Commission de conciliation avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et avec l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve.

18. — Aide aux réfugiés de Palestine

a) RAPPORTS DU DIRECTEUR ET DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

Conformément aux dispositions du paragraphe 21 de la résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale, le Directeur de l'Office de secours a présenté à l'Assemblée générale, pour sa neuvième session, le cinquième rapport annuel de l'Office. Ce rapport exposait l'activité

l'Office au cours de la période du 1er juillet 1953 au 30 juin 1954.

Dans son rapport, le Directeur a rappelé les buts de l'Office tels qu'ils sont définis dans les résolutions 302 (IV), 393 (V) et 513 (VI) de l'Assemblée générale; il a rendu compte de l'œuvre que les programmes de secours et de relèvement social ont permis d'accomplir pendant l'année écoulée, en insistant particulièrement sur les services de l'enseignement et de la formation professionnelle; en conclusion, le Directeur a présenté des observations sur l'avenir de l'Office. Il a souligné que l'expérience avait établi qu'il était impossible d'éliminer les prestations et le budget de secours de l'Office, voire de les réduire d'une façon appréciable. D'autre part, quand il est apparu que les réfugiés auraient besoin de secours plus longtemps qu'on ne l'avait pensé, il est devenu nécessaire et souhaitable d'élargir et d'améliorer progressivement les services rendus par l'Office. Pendant la période examinée dans le rapport, l'Office a dépensé, au total, 23.900.000 dollars au titre du programme de secours, en procurant aux réfugiés des rations alimentaires, des abris, des soins médicaux, certains services sociaux et diverses autres prestations.

Le rapport indiquait que, malgré l'insignifiance apparente des résultats obtenus, le programme de relèvement avait permis de réaliser des progrès réels dans plusieurs entreprises de portée relativement restreinte, mais aussi dans deux entreprises de grande envergure. Quant aux obstacles qu'avaient rencontrés les mesures de réintégration prises par l'Office, l'un des plus importants était l'absence d'une solution conforme aux vœux exprimés par l'Assemblée générale dans ses résolutions touchant le rapatriement et la compensation. Le Directeur a prié l'Assemblée de lui donner les directives ou instructions nécessaires pour permettre à l'Office de remplir au mieux sa mission, au cas où elle déciderait de prolonger le mandat de l'Office au-delà du 30 juin 1955.

Le rapport du Directeur était accompagné d'un rapport spécial présenté conjointement par le Directeur et la Commission consultative. Ce rapport informait l'Assemblée générale que, conformément à sa résolution 720 (VIII) autorisant la Commission consultative à admettre deux nouveaux membres, la Belgique et le Liban avaient été invités à occuper les sièges en question. Ces pays avaient accepté l'invitation et leurs représentants prenaient part aux travaux de la Commission.

Le rapport spécial analysait sous leurs divers aspects les programmes de secours et de réintégration et, en conclusion, priait l'Assemblée générale: 1) de proroger jusqu'au 30 juin 1960 le mandat de l'Office, étant donné que le problème des réfugiés ne pourrait être résolu qu'à longue échéance, tout en recommandant que les négociations se poursuivent avec les gouvernements des pays d'accueil en vue de leur transférer la gestion des secours dans l'intervalle; 2) d'inviter la Commission de conciliation et l'Office à poursuivre leurs consultations dans le meilleur intérêt de leurs tâches respectives; 3) de recommander que les gouvernements de la région et l'Office collaborent dans la mise au point de nouveaux projets propres à rendre un nombre appréciable de réfugiés économiquement indépendants; 4) de maintenir le fonds de réintégration de 200 millions de dollars, tout en autorisant le Directeur à en consacrer — après avoir consulté la Commission — une partie à la participation aux programmes généraux de développement économique entrepris par les gouvernements de la région; 5) d'envisager de continuer à

donner des secours à certaines catégories de personnes qui en reçoivent déjà et d'étendre ces prestations aux personnes qui n'en bénéficient pas encore; 6) d'approuver, pour l'exercice financier allant jusqu'au 30 juin 1955, un budget de secours de 25.100.000 dollars et un budget de réintégration de 36.200.000 dollars; 7) d'autoriser le Directeur à soumettre à la Commission consultative, avant le début de l'exercice financier, un budget de secours provisoire; et 8) d'inviter le Comité de négociations des fonds extra-budgétaires à prêter son concours à l'Office en se mettant en devoir de réunir les fonds qui lui sont nécessaires.

b) EXAMEN DE LA QUESTION À LA NEUVIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le 24 septembre 1954, le rapport du Directeur de l'Office a été inscrit à l'ordre du jour de la neuvième session de l'Assemblée générale. Il a été transmis à la Commission politique spéciale qui l'a examiné, en même temps que le rapport spécial présenté conjointement par le Directeur et la Commission consultative, dans onze séances tenues entre le 16 et le 30 novembre. Le 23 novembre, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni et la Turquie ont présenté un projet de résolution commun qui reprenait, dans ses grandes lignes, les recommandations du rapport spécial. Aux termes de ce projet, l'Assemblée générale, constatant que ni le rapatriement ni l'indemnisation des réfugiés, prévus au paragraphe 11 de la résolution 194 (III), n'avaient encore eu lieu et que la situation des réfugiés continuait d'être un sujet de grave préoccupation: 1) déciderait, sans préjudice des droits des réfugiés au rapatriement ou à la compensation, de proroger pour une période de cinq ans, jusqu'au 30 juin 1960, le mandat de l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient; 2) inviterait l'Office à poursuivre ses consultations avec la Commission de conciliation pour la Palestine, au mieux des intérêts des tâches respectives qui incombent à ces deux organes, notamment au titre du paragraphe 11 de la résolution 194 (III); 3) prierait les gouvernements de la région de continuer à collaborer avec le Directeur de l'Office à la recherche et à l'exécution d'entreprises capables d'assurer la subsistance d'un nombre appréciable de réfugiés; 4) déciderait de maintenir le fonds de réintégration à 200 millions de dollars sous réserve des réductions à effectuer au titre des dépenses déjà engagées; 5) approuverait, pour l'exercice financier qui prendra fin le 30 juin 1955, un budget de secours de 25.100.000 dollars et un budget de réintégration de 36.200.000 dollars; 6) prierait le Directeur de procéder à une étude, en consultation avec la Commission consultative, et de faire rapport sur l'aide qu'il y aurait lieu d'apporter à de nouveaux ayants droit, notamment aux enfants et aux habitants nécessiteux des villages situés le long des lignes de démarcation; 7) prierait instamment les Etats Membres et non membres de verser, sous la forme de contributions volontaires, les sommes qu'il faudrait pour mener à bien les programmes de l'Office et remercierait les nombreuses organisations religieuses, charitables et humanitaires, de l'œuvre très utile qu'elles ne cessent d'accomplir en faveur des réfugiés.

Au cours de la discussion, le Directeur a fait observer qu'un grand nombre de réfugiés souhaitaient ardemment rentrer dans leur foyer. D'autre part, les gouvernements des pays d'accueil ont assumé une lourde charge financière et la crainte de voir ces charges se perpétuer les faisait hésiter à accepter d'assumer la

gestion du programme de secours. Enfin, les gouvernements des pays donateurs espéraient que le problème serait réglé bientôt, non seulement parce que cela permettrait de réduire des tensions politiques et des souffrances humaines, mais aussi parce qu'il était malaisé de trouver des fonds alors qu'aucune solution n'était en vue. Cependant, si la Commission décidait de prolonger le mandat de l'Office au-delà du 30 juin 1955, il importait que la nouvelle période fût suffisamment longue pour permettre à l'Office de remplir sa tâche d'une manière efficace. Certains réfugiés et les gouvernements de plusieurs pays d'accueil eux-mêmes redoutaient que la réintégration ne compromît le droit des intéressés au rapatriement ou à l'indemnisation. Il en résultait un ralentissement dans l'exécution des programmes de réintégration. Le Directeur estimait cependant qu'il y avait lieu d'espérer que l'on pourrait mettre en œuvre le projet du Yarmouk et de la vallée du Jourdain, ainsi que celui du désert du Sinaï.

Les représentants des Etats arabes ont déclaré que l'Assemblée générale était saisie d'un problème essentiellement humain, qui continuerait à se poser chaque année jusqu'à ce qu'on lui apporte une solution radicale. Le Directeur indiquait dans son rapport que la situation ne s'était pas améliorée en 1954. Aucun réfugié n'avait été rapatrié; aucun n'avait reçu l'indemnité à laquelle il avait droit pour les biens qu'il avait perdus. En tout cas, le temps n'avait pas ébranlé la résistance d'Israël aux résolutions de l'Assemblée générale. La question du rapatriement était le cœur du problème. Celle des secours n'en était qu'un aspect. Quand le plan du Yarmouk et de la vallée du Jourdain ainsi que celui du Sinaï seraient entièrement réalisés, ils ne fourniraient de moyens d'existence qu'à 150.000 ou 200.000 personnes; il faudrait encore subvenir aux besoins d'un grand nombre de réfugiés. Israël était responsable d'avoir créé le problème des réfugiés arabes, et on ne résoudrait pas ce problème en établissant les réfugiés dans les pays d'accueil. Le rapatriement pourrait être effectué en plusieurs étapes: d'abord à Jérusalem et dans les régions de la Palestine attribuées aux Arabes par le plan de partage de 1947; ensuite en territoire israélien proprement dit. Le Gouvernement israélien devrait être amené à rendre aux Arabes les régions qu'il avait occupées illégalement après le partage. Ces régions absorberaient la plupart des réfugiés; les autres pourraient constituer en Israël des communautés cantonales. Ceux qui décideraient de ne pas rentrer en Palestine devraient recevoir une indemnisation et les Etats arabes devraient être invités à les réinstaller sur leur territoire. Enfin, étant donné le rôle que les Etats-Unis ont joué dans l'adoption de la résolution relative au partage de la Palestine, il serait logique, selon les représentants des Etats arabes, que ce pays use de son autorité et de son influence pour faire respecter cette résolution et pour demander, le cas échéant, que des sanctions soient prises contre ceux qui en ont enfreint les dispositions. En conclusion, tous les Etats arabes ont déclaré que la seule solution du problème des réfugiés consistait à mettre en œuvre la résolution de l'Assemblée générale touchant le rapatriement et l'indemnisation.

Le représentant d'Israël a tourné en dérision l'accusation selon laquelle son pays était responsable du problème des réfugiés arabes: s'il n'y avait pas eu de guerre, il n'y aurait pas eu un seul réfugié. Le Gouvernement israélien avait soutenu d'abord que les questions relatives aux réfugiés arabes devraient être examinées lors d'un règlement général israélo-arabe; il était néan-

moins disposé à entamer des pourparlers au sujet de l'indemnisation avec tout organe compétent des Nations Unies, avant qu'un règlement général ne fût conclu. En tout cas, la véritable solution consistait à réintégrer les réfugiés à titre permanent parmi les gens de leur propre race, dans les pays arabes. Israël était obligé d'examiner la question du rapatriement des réfugiés en tenant compte de sa sécurité nationale. Le rapatriement pourrait fort bien entraîner une subversion intérieure et ajouter par là au danger que le pays courait déjà à vivre entouré de voisins hostiles. Le Gouvernement israélien continuait à croire, en dépit de tous les obstacles, que la paix régnerait un jour dans le Proche-Orient, mais il était convaincu qu'on ne l'établirait pas en rapatriant les réfugiés et en créant en Israël un important foyer d'irréductibilité arabe dont le but serait de détruire Israël. Quand la British Royal Commission avait proposé, pour la première fois, il y a près de vingt ans, le partage de la Palestine, elle avait envisagé un échange de minorités. Cet échange avait effectivement eu lieu, mais par le moyen radical d'une guerre qu'Israël n'avait pas voulue. Le sort des réfugiés posait un problème difficile, certes, mais non insoluble. Il y avait huit Etats arabes qui groupaient au total 40 millions d'habitants, possédaient des terres inexploitées et des ressources considérables et pouvaient compter sur l'assistance généreuse de la communauté internationale.

Le 30 novembre 1954, après un débat général, la Commission politique spéciale a approuvé le projet de résolution commun des quatre puissances par 41 voix contre zéro, avec 8 abstentions.

Le 4 décembre 1954, l'Assemblée générale a examiné le rapport de la Commission. Elle a adopté sans débat le projet de résolution proposé par la Commission, par 48 voix contre zéro, avec 7 abstentions [résolution 818 (IX)].

c) MISE EN ŒUVRE DE LA RÉSOLUTION 818 (IX) DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Déférant au vœu exprimé par l'Assemblée générale dans sa résolution 818 (IX), l'Office s'est employé, dans la limite des crédits qui lui étaient alloués, à élargir l'assistance qu'il fournissait, à en relever la qualité et, d'autre part, à intensifier son programme de réintégration pour aider les réfugiés à mener une vie plus constructive et à assurer finalement leur propre subsistance.

Au 1er avril 1955, 836.389 personnes recevaient des rations alimentaires dans la région où sont fournies les prestations de secours. En outre, l'Office a continué à distribuer des aliments d'appoint à tous les malades et sous-alimentés et à donner du lait aux enfants de moins de 15 ans, aux femmes enceintes et aux nourrices.

Dans les 258.900 kilomètres carrés, répartis entre les quatre pays d'accueil, où les réfugiés se trouvent disséminés, l'Office a porté le nombre des dispensaires à plus de quatre-vingts. L'effectif sanitaire comprend plus de 100 docteurs et environ 3.000 personnes employées à des fonctions diverses, dont 870 ont reçu une formation professionnelle; la division médicale a pu signaler, pour la cinquième année consécutive, que, malgré les conditions précaires dans lesquelles vivent les réfugiés, il n'y a pas eu d'épidémies importantes.

Le programme qui doit procurer des abris meilleurs, tout juste suffisants, a progressé au cours de l'année. A Gaza, par exemple, les tentes ont disparu au profit de huttes ou de baraquements en béton. Sur 342.000 personnes environ qui vivent dans les camps, moins de

100.000 demeurent sous la tente, surtout en Jordanie et au Liban, et ce nombre décroît constamment.

Comme il ne dispose pas de ressources suffisantes pour fournir des vêtements aux réfugiés, l'Office en est toujours réduit à compter sur les organisations bénévoles. Trente-neuf œuvres fonctionnant dans douze pays différents ont fourni aux réfugiés, surtout aux enfants, les tonnes de vêtements dont ils avaient besoin. L'Office s'est chargé du transport et de la distribution.

En ce qui concerne l'œuvre de réintégration, qui comprend les travaux proposés pour l'irrigation des vallées du Yarmouk et du Jourdain, ainsi que du désert situé au nord-ouest du Sinaï, des programmes de prêts et de dons individuels, un programme d'éducation, ainsi que des mesures qui doivent aider certaines collectivités à subvenir à leurs besoins, les efforts de l'Office ont rencontré parfois des succès et parfois des contretemps.

Grâce à l'aide de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le programme d'éducation de l'Office a sensiblement progressé au cours de l'année passée, en ce qui concerne non seulement l'enseignement primaire, mais aussi la formation professionnelle qui fait si cruellement défaut dans les contrées dépourvues d'industries du Moyen-Orient. Au 1er juin 1955, les écoles de l'Office et les établissements publics et privés qu'il subventionnait comptaient 166.383 élèves, garçons et filles. Aux deux centres de formation professionnelle de l'Office, celui de la Jordanie et celui de Gaza, et au centre agronomique de Gaza, s'ajouteront cette année cinq nouvelles écoles professionnelles situées au Liban et trois dans les autres pays d'accueil; six d'entre elles se sont destinées aux garçons, deux aux filles.

Au cours de l'année, on a commencé une expérience intéressante dans le désert de Syrie: il s'agit d'une colonie agricole de cinquante familles, qui subviennent à leurs besoins en cultivant des terres cédées par le Gouvernement syrien et irriguées grâce à des puits forés par l'Office. Si l'expérience donne les résultats escomptés, le village accueillerait, espère-t-on, trente-cinq autres familles et servirait de prototype à d'autres entreprises analogues. L'importance de cette expérience ne tient pas au nombre de réfugiés qu'elle a permis de rayer des listes de secours, mais au fait qu'elle encourage d'autres à quitter les camps pour entreprendre des travaux qui leur permettront, avec l'aide initiale de l'Office, de subvenir à leurs besoins.

D'autre part, l'Office a réussi à installer en Jordanie, avec le concours du gouvernement, des colonies agricoles financièrement indépendantes. De nouvelles colonies sont en voie d'installation.

L'Office a construit près de Jéricho, en Jordanie, une fabrique de tentes qui constitue la principale entreprise non agricole destinée à assurer l'indépendance matérielle des réfugiés. Gérée par des réfugiés, cette fabrique, dont l'installation et le matériel ont coûté 80.000 dollars, fait vivre un millier de personnes. Dans le cadre du programme de réintégration entrepris en Jordanie, l'Office a également fait construire des groupes urbains d'habitations et versé une partie importante du capital de la Banque jordanienne de développement, laquelle a financé toute une série d'entreprises agricoles et industrielles.

Le plan du Yarmouk et de la vallée du Jourdain et le projet qui consiste à irriguer le nord-ouest du désert du Sinaï avec les eaux du Nil constituent les principaux travaux envisagés au titre du programme de réintégration.

Les travaux étaient encore à l'étude au moment où le présent rapport a été rédigé. Au cas où les deux projets, ou l'un d'entre eux, feraient l'objet d'une décision favorable, leur exécution emploierait des milliers de réfugiés et les terres ainsi mises en valeur permettraient à 120.000 réfugiés de s'installer en Jordanie et à environ 60.000 autres de s'établir au Sinaï.

Après avoir tenu plusieurs conférences avec les autorités jordanienues et égyptiennes, le Directeur a étudié, comme l'avait demandé l'Assemblée générale, l'aide qu'il y aurait lieu d'apporter à "de nouveaux ayants droit, notamment aux enfants et aux habitants nécessiteux des villages situés le long des lignes de démarcation". Il présentera son rapport à la dixième session de l'Assemblée générale et donnera une estimation du nombre additionnel de réfugiés, et notamment d'enfants, qui pourraient profiter des rations et des autres services de l'Office, dans les villages situés le long des lignes de démarcation.

Comme l'Assemblée générale l'avait demandé dans sa résolution 302 (IV) qui a créé l'Office, le Directeur a poursuivi ses consultations avec la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine. Comme, cependant, l'Office ne s'occupe pas directement des questions qui intéressent au premier chef la Commission, savoir le rapatriement et l'indemnisation des réfugiés, il a dû se borner à offrir son aide pour les cas où elle serait nécessaire.

Bien que l'on puisse considérer que l'année écoulée marque un déplacement d'accent des secours proprement dits vers une réintégration progressive, les progrès sont nécessairement lents. Beaucoup de réfugiés et plusieurs pays d'accueil répugnent à accepter une assistance en vue de la réintégration, parce qu'ils pensent que cela risquerait de compromettre les droits des réfugiés au rapatriement ou à la compensation, bien que l'Assemblée générale ait affirmé à maintes reprises que l'action de l'Office s'exerce sans préjudice de ces droits. En conséquence, le programme de réintégration de l'Office n'accuse que des progrès limités et sans relief. Cependant, si l'Office pouvait bénéficier durablement de l'appui public des gouvernements des pays d'accueil, la réintégration pourrait s'accomplir beaucoup plus rapidement. En attendant, la distribution de secours continuera à être la principale fonction de l'Office.

19. — Question de l'Irian occidental (Nouvelle-Guinée occidentale)

Le 17 août 1954, le représentant de l'Indonésie a demandé d'inscrire "la question de l'Irian occidental (Nouvelle-Guinée occidentale)" à l'ordre du jour de la neuvième session de l'Assemblée générale. Un mémoire explicatif joint à la demande indiquait que tant sur le plan historique que sur le plan constitutionnel, l'Irian occidental avait toujours fait partie intégrante de l'Indonésie et qu'aux termes de l'article 2 de la charte de transfert de la souveraineté par laquelle les Pays-Bas avaient transféré "l'entière souveraineté sur l'Indonésie", il avait été décidé que le *statu quo* serait maintenu en ce qui concerne la Résidence de Nouvelle-Guinée, étant entendu que dans un délai d'un an à compter de la date du transfert de souveraineté, la question du statut politique de la Nouvelle-Guinée serait réglée par voie de négociation entre la République des Etats-Unis d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas. Le mémoire exposait que des négociations avaient

souveraineté, puis en décembre 1951, mais qu'elles n'avaient pas abouti à un accord satisfaisant pour les deux parties. Depuis 1951, le Gouvernement néerlandais s'était montré peu disposé à poursuivre les négociations sur le statut définitif de la région; en même temps, il avait cherché constamment à renforcer son emprise sur le territoire. En présentant, au titre de l'Article 73, e, de la Charte, des rapports annuels sur l'Irian occidental, les Pays-Bas commettaient un acte illicite et trompeur, car l'article en question concernait les territoires non autonomes, alors que l'Irian occidental, qui faisait partie de la République indépendante d'Indonésie, n'était pas un territoire non autonome. Il était impossible d'accepter l'allégation suivant laquelle le Gouvernement néerlandais exerçait sa souveraineté sur l'Irian occidental, car la charte de transfert de la souveraineté avait transféré de façon "inconditionnelle" à la nouvelle République d'Indonésie "l'entière souveraineté sur l'Indonésie". A la Conférence néerlando-indonésienne qui s'était réunie en juillet 1954, la délégation néerlandaise avait catégoriquement refusé d'entamer des négociations sur la question de l'Irian occidental. C'est pourquoi le Gouvernement indonésien jugeait nécessaire d'attirer l'attention de l'Assemblée générale sur cette question qui, à moins d'être résolue, continuerait, à son avis, de faire peser sur la paix et la sécurité de cette partie du monde une menace latente.

Le 24 septembre 1954, après avoir discuté en séance plénière une recommandation du Bureau tendant à inscrire la question à son ordre du jour, l'Assemblée générale a décidé, par 39 voix contre 11, avec 10 abstentions, d'adopter cette recommandation et elle a renvoyé la question à la Première Commission en la chargeant de l'examiner et de lui transmettre ses conclusions.

La Première Commission a examiné la question dans onze séances tenues du 23 novembre au 1er décembre.

A la première séance, la Commission a été saisie d'un projet de résolution présenté par l'Indonésie qui disposait, notamment, que l'Assemblée générale: 1) rappelant qu'à la Conférence de la table ronde, en 1949, un désaccord s'était manifesté quant au statut politique de la Résidence indonésienne de Nouvelle-Guinée (Irian occidental), de sorte que le statut dudit territoire restait en litige, et rappelant les termes de l'article 2 de la charte de transfert de la souveraineté; 2) notant que les négociations concernant cette question n'avaient pas abouti à une solution définitive et regrettant que les efforts déployés depuis pour une reprise des négociations eussent échoués; 3) se rendant compte avec une vive inquiétude que la persistance de ce différend politique était de nature à compromettre les relations amicales entre les deux parties intéressées, ainsi que le développement pacifique de cette importante région; et 4) consciente de ce que la coopération entre les peuples de l'Indonésie et des Pays-Bas, sur la base de la liberté et de l'amitié, restait l'objectif commun des deux parties; 5) ferait appel aux Gouvernements de l'Indonésie et des Pays-Bas pour qu'ils reprennent sans retard les négociations prévues par l'accord conclu à la Conférence de la table ronde; 6) prierait le Secrétaire général d'aider les parties à mettre en œuvre la résolution et de désigner à cette fin, s'il le jugeait opportun et en consultation avec les parties intéressées, une personne qui prêterait ses bons offices aux parties au cours des négociations; et 7) prierait le Secrétaire général de rendre compte de ces négociations à la dixième session de l'Assemblée générale.

Présentant le projet de résolution, le représentant de l'Indonésie a déclaré qu'il n'y aurait pas de paix tant que le régime colonial persisterait dans une région qui appartenait à une Indonésie indépendante. Le 19 février 1952, le Gouvernement néerlandais, estimant qu'il n'existait plus de différend touchant le statut politique de l'Irian occidental, avait décidé de façon arbitraire et unilatérale d'incorporer, par un amendement à la constitution, le territoire au Royaume des Pays-Bas. Cette décision avait été prise sans que la population de l'Irian eût été consultée. Par la suite, les Pays-Bas avaient évité d'aborder avec l'Indonésie les questions concernant l'Irian occidental, même lorsqu'il s'agissait de questions intéressant les deux pays, telles que la défense du territoire, laquelle n'était pas possible sans le concours du peuple indonésien. Le représentant de l'Indonésie a également accusé les autorités néerlandaises de négliger le bien-être et l'éducation de la population du territoire. Il a maintenu qu'une fois réuni à l'Indonésie, l'Irian prendrait sa place parmi les territoires de la République qui jouissent du maximum d'autonomie et profiterait des progrès que l'Indonésie a accomplis dans les domaines de l'enseignement, de la santé et de la sécurité sociale. En conclusion, le représentant de l'Indonésie a souligné que son pays ne cherchait qu'à poursuivre les négociations et attachait une grande importance à la recommandation que l'Organisation des Nations Unies ferait dans ce sens.

Le représentant des Pays-Bas a estimé qu'il était injustifié et dangereux de vouloir imposer un débat qui risquerait de causer des troubles, si des déclarations erronées devaient semer la confusion dans un territoire qui poursuivait son évolution vers l'autonomie. En Nouvelle-Guinée occidentale, l'Administration néerlandaise s'efforçait de créer, par des moyens pacifiques, un climat qui permette à la population de disposer un jour d'elle-même. La paix ne serait menacée que si l'Indonésie décidait de recourir à l'agression. Les Pays-Bas avaient toujours reconnu le caractère nettement distinct de la Nouvelle-Guinée néerlandaise par rapport à l'Indonésie. Le seul lien entre les deux pays provenait de ce qu'ils avaient été tous deux nominalement soumis aux autorités de Batavia. Il n'y avait, parmi la population de la Nouvelle-Guinée, aucun mouvement visant à l'indépendance ou à l'union avec l'Indonésie. Les Pays-Bas estimaient que les intérêts de la population non autonome en cause devaient prévaloir sur toute autre considération. En revanche, le mémoire explicatif indiquait clairement qu'il s'agissait avant tout, pour l'Indonésie, de réaliser ses ambitions politiques et ses aspirations nationales. Touchant les aspects juridiques de la question, les termes "entière souveraineté sur l'Indonésie" qu'on trouvait dans la charte de transfert de la souveraineté ne se rapportaient pas à l'étendue géographique de la souveraineté indonésienne. Le mot "entière" qualifiait le mot "souveraineté" et avait pour objet de souligner que la souveraineté indonésienne devait être intégrale et ne devait pas être limitée par des pouvoirs supranationaux dont certains organes de l'Union néerlando-indonésienne auraient été investis, conformément à une proposition que la délégation néerlandaise avait présentée au début de la Conférence de la table ronde. Aucune disposition de la charte de transfert de la souveraineté ne prévoyait que la souveraineté des Pays-Bas sur la Nouvelle-Guinée occidentale dût prendre fin au terme du délai d'un an prévu pour les négociations ni que le *statu quo* dût être modifié au cas où ces négociations n'auraient pas abouti. Le Gouvernement néerlandais avait négocié au-delà des engage-

nents qu'il avait pris en vertu de la charte de transfert et il avait proposé un certain nombre de solutions que l'Indonésie avait rejetées. Les Pays-Bas en avaient alors conclu que les possibilités de rouvrir les négociations avaient été épuisées. La Nouvelle-Guinée occidentale était un territoire non autonome au sens du Chapitre XI de la Charte des Nations Unies. Si le *statu quo* était maintenu, les Pays-Bas continueraient à administrer la Nouvelle-Guinée occidentale dans l'esprit du Chapitre XI et à se conformer aux obligations prévues par l'Article 73, e, de la Charte. Ils étaient même disposés à aller au-delà de ces obligations. En revanche, si la Nouvelle-Guinée était cédée à l'Indonésie, elle deviendrait partie intégrante de la République mais n'en demeurerait pas moins un territoire non autonome. Cependant, l'Indonésie n'assumerait pas à son égard les obligations du Chapitre XI de la Charte et la population du territoire ne serait jamais autorisée à décider de son avenir.

Le 30 novembre 1954, l'Argentine, le Costa-Rica, Cuba, l'Equateur, l'Inde, le Salvador, la Syrie et la Yougoslavie ont présenté un projet de résolution commun; aux termes du dispositif de ce projet, l'Assemblée: 1) exprimerait l'espoir que l'Indonésie et les Pays-Bas poursuivraient leurs efforts afin de régler le différend conformément aux principes de la Charte des Nations Unies; et 2) inviterait les parties à rendre compte de l'évolution de la situation à la dixième session de l'Assemblée générale.

Le même jour, la Colombie a présenté un amendement au projet de résolution commun, à l'effet de remplacer le paragraphe 1 du dispositif par un paragraphe où l'Assemblée exprimerait l'espoir que l'on trouverait, en ce qui concerne l'avenir de la Nouvelle-Guinée occidentale (Irian occidental), une solution conforme aux principes de la Charte des Nations Unies et notamment aux intérêts et aux droits des habitants du territoire.

La Commission a décidé de mettre d'abord aux voix le projet de résolution commun présenté par les huit puissances. Après l'adoption du préambule, le passage suivant de l'amendement colombien a été mis aux voix séparément: "Exprime l'espoir que l'on trouvera, en ce qui concerne l'avenir de la Nouvelle-Guinée occidentale (Irian occidental), une solution." Cette partie de l'amendement ayant été rejetée, le représentant de la Colombie a retiré sa proposition. Les autres paragraphes du projet de résolution commun ont été adoptés successivement et, après un vote par appel nominal, l'ensemble du projet a été adopté par 34 voix contre 14, avec 10 abstentions. Le représentant de l'Indonésie a déclaré alors qu'il n'insisterait pas pour que son projet de résolution soit mis aux voix.

Le 10 décembre, l'Assemblée générale a examiné le rapport de la Première Commission sur la question et elle a décidé qu'en raison des précédents, la règle de la majorité des deux tiers s'appliquerait au vote sur le projet de résolution recommandé par la Commission. Le vote a eu lieu par appel nominal, avec les résultats suivants: sur le préambule, 34 voix pour, 21 contre et 5 abstentions; sur le premier paragraphe du dispositif, 34 voix pour, 23 voix contre et 3 abstentions; sur le second paragraphe du dispositif, 33 voix pour, 23 voix contre et 4 abstentions. Comme aucune des parties n'avait obtenu la majorité requise des deux tiers, l'ensemble du projet de résolution n'a pas été mis aux voix et l'Assemblée générale n'a pas pris de décision sur cette question.

20. — Application à l'égard de la population de l'île de Chypre, sous les auspices des Nations Unies, du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes

Par une lettre en date du 16 août 1954 adressée au Secrétaire général, le Président du Conseil des ministres de Grèce a demandé que la question intitulée: "Application à l'égard de la population de l'île de Chypre, sous les auspices des Nations Unies, du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes" soit inscrite à l'ordre du jour de la neuvième session de l'Assemblée générale. La lettre faisait observer que les 80 pour 100 de la population de Chypre sont Grecs et que, lors d'un plébiscite organisé en 1950, 95 pour 100 des votants s'étaient prononcés en faveur de l'union avec la Grèce. Le ressentiment qu'éprouvait le peuple grec devant l'intransigeance britannique risquait d'ébranler les rapports de collaboration étroite et amicale qui ont constitué, entre la Grèce et le Royaume-Uni, tant par le passé que de nos jours, un élément de stabilité politique dans cette région de la Méditerranée orientale. Depuis 1949, tous les gouvernements qui s'étaient succédé au pouvoir en Grèce avaient essayé d'approcher le Gouvernement britannique en vue de trouver une solution de la question que pose le respect dû à la volonté du peuple cyprite. Depuis septembre 1953, le Gouvernement grec avait, à maintes reprises, demandé directement au Royaume-Uni de mettre fin à la situation anormale de l'île. Il avait procédé à des démarches diplomatiques discrètes et pressantes à la fois. Il s'était ouvert au Gouvernement britannique dans des conversations privées; il avait épuisé tous les procédés et emprunté toutes les voies diplomatiques connues et possibles, le tout sans le moindre résultat. En conséquence, le Gouvernement grec, se fondant en particulier sur le paragraphe 2 de l'Article premier ainsi que sur les Articles 10 et 14 de la Charte, avait décidé de faire appel aux Nations Unies. Il se réservait le droit d'invoquer également l'Article 35, paragraphe 1, dans le cas où il lui semblerait que l'évolution de la situation justifierait une pareille démarche.

Le 24 septembre, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire la question à son ordre du jour et l'a renvoyée à la Première Commission pour examen et rapport. La Commission a examiné la question dans quatre séances tenues les 14 et 15 décembre.

Le 14 décembre, le représentant de la Grèce a présenté un projet de résolution aux termes duquel l'Assemblée générale exprimait le vœu que le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes soit appliqué à l'égard de la population de l'île de Chypre. Dans la même séance, le représentant de la Nouvelle-Zélande, prenant la parole sur une motion d'ordre, a déposé un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale décide de ne pas poursuivre l'examen de la question. Il a demandé que la Commission examine son projet de résolution avant celui de la Grèce et lui accorde également la priorité lors du vote. Par 28 voix contre 15, avec 16 abstentions, la Commission a approuvé cette proposition.

Le 15 décembre, le représentant du Salvador a présenté, au nom de son pays et de la Colombie, un amendement au projet de résolution de la Nouvelle-Zélande tendant à insérer, après les mots "L'Assemblée

ne semble pas opportun, pour le moment, d'adopter une résolution sur la question de Chypre." Le représentant de la Nouvelle-Zélande a accepté cet amendement à condition qu'aucun autre amendement ne soit apporté à son projet de résolution.

Au cours du débat, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que, si on laissait de côté la question de la compétence de l'Assemblée, il s'agissait, dans le cas présent, d'un Etat Membre qui revendiquait la souveraineté exercée sur un territoire par un autre Etat Membre. Or, l'Etat plaignant était, en fait, partie au Traité de Lausanne de 1923 qui avait reconnu la souveraineté du Royaume-Uni sur Chypre. Pendant de nombreuses années, la population de langue grecque et la population de langue turque de cette île avaient vécu paisiblement côte à côte et la politique du Gouvernement britannique était et avait toujours été d'aider les Cypriotes à accéder à l'autonomie. Mais *enosis* ne signifiait pas autonomie, mais union. Toute agitation à cette fin ne pouvait qu'entraver l'évolution disciplinée vers l'autonomie.

Le représentant de la Turquie a soutenu que, des points de vue historique, économique, ethnique et géographique, Chypre est le prolongement de la péninsule d'Anatolie, et que d'autres pays seraient beaucoup mieux fondés que la Grèce à revendiquer Chypre. La prétendue "question de Chypre" était montée de toutes pièces grâce à une vaste campagne de propagande et de provocations dirigée par la Grèce afin de soulever la population de langue grecque. L'Organisation des Nations Unies préparerait elle-même sa désintégration si elle faisait droit à une demande tendant à annexer des territoires qui appartiennent à un autre Etat en vertu d'un traité librement conclu par les parties contractantes. Le Traité de Lausanne, que la Grèce avait signé tout comme la Turquie, ne pouvait être amendé sans le consentement préalable de la Turquie.

Le 15 décembre, la Commission a voté sur le projet de résolution de la Nouvelle-Zélande sous sa forme amendée et l'a approuvé par 49 voix contre zéro, avec 11 abstentions.

Le 17 décembre 1954, l'Assemblée générale a mis aux voix, sans discussion, le projet de résolution proposé par la Première Commission et l'a adopté par 50 voix contre zéro, avec 8 abstentions [résolution 814 (IX)].

21. — Demande de la Thaïlande tendant à ce que la Commission d'observation pour la paix soit chargée d'une mission d'observation

Par une lettre en date du 17 juillet 1954 adressée au Secrétaire général, le Ministre des affaires étrangères de Thaïlande a rappelé que son gouvernement avait, le 29 mai 1954, appelé l'attention du Conseil de sécurité¹ sur le fait que des combats importants avaient été livrés, à plusieurs reprises, à proximité immédiate du territoire thaïlandais et qu'il craignait la possibilité d'incursions directes de troupes étrangères en Thaïlande. De l'avis du Gouvernement thaïlandais, cette situation mettait en péril la sécurité de ce pays et, si elle se prolongeait, semblait devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales. C'est pourquoi le Gou-

vernement thaïlandais avait demandé au Conseil de sécurité de charger la Commission d'observation pour la paix d'une mission d'observation. Mais le Conseil avait repoussé cette demande par le vote suivant : 9 voix pour, une voix contre (celle d'un membre permanent), avec une abstention. En conséquence, le Gouvernement thaïlandais était obligé d'avoir recours à l'Assemblée générale et il proposait d'inscrire à l'ordre du jour de la huitième session, qui était encore en cours, la question intitulée : "Demande de la Thaïlande tendant à ce que la Commission d'observation pour la paix soit chargée d'une mission d'observation". En ce qui concerne la date — ajoutait la lettre — à laquelle il convient de déterminer si la majorité des Etats Membres donne son assentiment à une reprise des travaux de la session aux fins d'examiner la nouvelle question proposée, le Gouvernement thaïlandais se mettra à nouveau en rapport avec le Secrétaire général "compte tenu de l'évolution des événements qui se déroulent actuellement en Indochine".

Par une lettre en date du 20 août 1954, le Ministre des affaires étrangères thaïlandais a informé le Secrétaire général que son gouvernement lui avait donné pour instructions de ne pas insister pour que l'Assemblée générale reprenne les travaux de sa huitième session en vue d'examiner la question qu'il avait proposée.

22. — Plainte du Guatemala

Le rapport de l'année précédente a exposé comment le Conseil de sécurité avait examiné cette question. Les communications qui ont été reçues au cours de l'année écoulée et distribuées aux membres du Conseil de sécurité sont résumées ci-après.

Le 27 juin 1954, le Président de la Commission inter-américaine de la paix a adressé au Secrétaire général une lettre touchant l'envoi d'un comité d'enquête au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua. Dans un télégramme en date du 5 juillet 1954, le Président de la Commission a annoncé au Secrétaire général que, selon des nouvelles reçues du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, le différend qui concernait ces trois pays avait cessé d'exister. Le 8 juillet 1954, il a transmis au Secrétaire général le rapport de la Commission inter-américaine de la paix. Par un télégramme en date du 9 juillet 1954, le Ministre des relations extérieures du Guatemala a informé le Président du Conseil de sécurité que la paix et la tranquillité avaient été rétablies dans son pays et que la Junte de gouvernement du Guatemala estimait qu'il n'existait plus aucune raison de laisser figurer la question du Guatemala à l'ordre du jour du Conseil.

23. — Territoire libre de Trieste

a) RAPPORT CONCERNANT L'ADMINISTRATION DE LA ZONE ANGLO-AMÉRICAINE

Par une lettre en date du 25 janvier 1955, les représentants du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique ont adressé au Président du Conseil de sécurité un rapport concernant l'administration de la zone anglo-américaine du Territoire libre de Trieste pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 1953.

b) MÉMORANDUM D'ACCORD

Par une lettre en date du 5 octobre 1954, l'observa-

¹ Pour les débats du Conseil de sécurité relatifs à cette question, voir le dernier rapport du Secrétaire général, *Docu-*

Nations Unies et les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la Yougoslavie ont adressé au Président du Conseil de sécurité une lettre contenant une copie du memorandum d'accord paraphé le même jour à Londres par les représentants desdits gouvernements, ainsi qu'une copie des annexes au memorandum contenant les dispositions d'ordre pratique arrêtées au sujet du Territoire libre de Trieste. Ces dispositions avaient pour objet de mettre fin à l'occupation militaire et de délimiter les secteurs qui seraient dévolus à l'administration civile de l'Italie ou de la Yougoslavie. Dans une lettre en date du 12 octobre, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que son gouvernement prenait acte de l'accord du 5 octobre, qui avait été conclu à la suite d'une entente entre les deux parties directement intéressées.

Par une lettre en date du 17 janvier 1955, l'observateur de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies et les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la Yougoslavie ont informé le Président du Conseil de sécurité que les mesures voulues avaient été prises pour mettre en œuvre les dispositions, prévues au memorandum d'accord, touchant la délimitation préliminaire de la frontière, la cessation du régime de gouvernement militaire dans les zones A et B et l'institution, dans ces zones, de l'administration civile de l'Italie et de la Yougoslavie respectivement.

24. — Question de la représentation de la Chine

A la séance d'ouverture de la neuvième session de l'Assemblée générale, le 21 septembre 1954, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, prenant la parole sur une motion d'ordre, a soulevé la question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies. Il a fait observer qu'à la Conférence de Genève le Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine avait beaucoup contribué à réduire la tension internationale. Le fait que le grand peuple chinois, qui compte 600 millions d'hommes, n'était toujours pas représenté à l'Organisation des Nations Unies et que le siège qui revenait de droit à la République populaire de Chine y était toujours occupé par le représentant de la clique du Kouomintang, était humiliant pour l'Organisation des Nations Unies et sapait son autorité sur le plan international. L'absence de la République populaire de Chine portait également préjudice aux travaux d'organes essentiels des Nations Unies, tels que le Conseil de sécurité, dont la Chine est membre permanent aux termes de la Charte. Une solution positive serait depuis longtemps intervenue si l'une des grandes puissances, les Etats-Unis d'Amérique, ne s'y était opposée par toutes sortes de subterfuges absolument sans justification. La délégation soviétique proposait à l'Assemblée d'adopter immédiatement un projet de résolution aux termes

duquel l'Assemblée générale estimerait nécessaire qu'un représentant de la République populaire de Chine, nommé par le Gouvernement central du peuple, occupe le siège qui revient de droit à la Chine, tant à l'Assemblée générale que dans les autres organes des Nations Unies. Tout nouveau retard apporté à la solution de ce problème porterait nécessairement un très grave préjudice à l'autorité de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'à la cause du maintien de la sécurité et de la paix dans le monde entier.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a présenté un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale décide de n'étudier à sa neuvième session ordinaire, pendant l'année en cours, aucune proposition demandant l'exclusion des représentants du Gouvernement de la République de Chine ou l'admission de représentants du Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine. Il a également demandé à l'Assemblée de décider de voter sur le projet de résolution des Etats-Unis avant que celui de l'Union soviétique ne soit mis aux voix.

Le représentant de la Chine a déclaré que la manœuvre de procédure de l'Union soviétique, qui avait fait vainement depuis quatre ans de nombreuses tentatives analogues, avait pour objet de faire reconnaître par la collectivité les résultats de son agression et de saper les fondements mêmes de l'Organisation des Nations Unies. La régime communiste de Peï-ping était un régime fantoche et devait son existence à la conspiration et à la subversion soviétique en Chine. Ce régime s'était livré à une agression ouverte en Corée, avait pris les armes contre les Nations Unies et continuait à poursuivre des desseins agressifs en Indochine et dans d'autres parties de l'Asie du Sud-Est. Le droit du Gouvernement de la République de Chine de représenter la Chine ne pouvait être mis en doute, à moins que toutes les nations représentées à l'Assemblée générale ne fussent prêtes à répudier les principes de la Charte et à aider et favoriser les agresseurs.

Au cours du débat, un certain nombre de représentants ont expliqué pourquoi ils soutenaient le projet de résolution de l'Union soviétique; d'autres représentants, qui appuyaient le projet de résolution des Etats-Unis, ont marqué qu'il fallait, pour résoudre le problème, que la République populaire de Chine fasse preuve de bonne foi et d'un esprit de collaboration. A l'issue du débat, l'Assemblée a adopté par 45 voix contre 7, avec 5 abstentions, la motion des Etats-Unis tendant à ce que l'Assemblée se prononce par priorité sur le projet de résolution des Etats-Unis. Le projet de résolution des Etats-Unis a été adopté alors, à la suite d'un vote par appel nominal, par 43 voix contre 11, avec 6 abstentions.

Au cours de la période considérée dans le présent rapport, la question de la représentation de la Chine a été soulevée également dans divers autres organes des Nations Unies.

Chapitre II

EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE

A. — QUESTIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES D'ORDRE GENERAL

I. — Etudes économiques

Le *Rapport sur l'économie mondiale, 1953-54*, a été présenté en mai 1955 au Conseil économique et social et aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Il passe en revue les changements importants intervenus dans la situation économique des divers pays et dans le mouvement des échanges et des paiements internationaux, en insistant plus particulièrement sur l'évolution enregistrée en 1953 et en 1954. Conformément à la résolution 531 C (XVIII) du Conseil, l'introduction contient une analyse des divers facteurs qui tendent à limiter l'expansion du commerce international, une place spéciale étant faite dans le rapport à l'étude du déséquilibre qui règne en matière de paiements internationaux. Depuis la deuxième guerre mondiale, il y a eu progrès vers l'équilibre, bien qu'il subsiste des difficultés considérables. On lit dans le rapport que les Etats devraient comparer leurs intérêts immédiats, qui peuvent être superficiels, et leurs intérêts permanents essentiels, et qu'ils devraient peut-être se tenir prêts à sacrifier les premiers. Au sujet de l'étude de la situation de l'économie mondiale en 1954, on lit dans le rapport qu'en dépit d'un léger recul en Amérique du Nord, la production des pays industriels dans leur ensemble a progressé, en raison surtout d'une activité économique accrue en Europe occidentale. Les changements intervenus dans la politique économique de l'Europe orientale se sont accompagnés d'une certaine augmentation du revenu réel, mais la pénurie de biens de consommation a persisté. L'aggravation de la situation des pays sous-développés, qui s'était manifestée en 1953, a été enrayée en 1954. Le volume des échanges mondiaux et les prix des produits primaires ont été soutenus par un renforcement de la demande dû à une activité accrue en Europe occidentale. Plusieurs pays ont pu augmenter sensiblement leurs réserves internationales à l'époque où leur production s'accroissait, alors que la production des Etats-Unis baissait. On a estimé que ce fait prouvait nettement jusqu'à quel point le reste du monde dépendait moins que par le passé d'un solde d'importations vis-à-vis des Etats-Unis et était moins touché qu'auparavant par de légères fluctuations de la demande d'importations de ce pays.

En exécution de la résolution 531 C (XVIII) du Conseil, le Secrétariat a publié en outre un supplément au *Rapport sur l'économie mondiale*, intitulé *Pour une libération des échanges*. Dans ce dernier rapport, on étudie les obstacles qui s'opposent aux échanges internationaux en raison de la politique commerciale des divers Etats et des difficultés relatives à la balance des paiements. On y étudie aussi l'action internationale et

l'action concertée des organismes intergouvernementaux en vue de supprimer ou de réduire ces obstacles.

En juin 1955 a paru un autre supplément au *Rapport sur l'économie mondiale*, intitulé *L'évolution économique au Moyen-Orient, 1945 à 1954*; c'était la cinquième étude économique annuelle consacrée au Moyen-Orient. On y relève les principales tendances économiques qui se sont fait jour dans le Moyen-Orient pendant les dix années qui ont suivi la fin des hostilités. Outre un aperçu général des faits intéressant l'agriculture, le pétrole, l'industrie et le commerce extérieur, on trouve dans le rapport une étude de l'économie de sept pays: Egypte, Irak, Iran, Israël, Liban, Syrie et Turquie. On considère particulièrement les plans d'équipement mis en œuvre par les Etats de la région.

Conformément aux résolutions 266 (X) et 367 B (XIII) du Conseil, deux études ont été consacrées à l'Afrique. L'une de ces études, intitulée *L'activité économique en Afrique, 1950 à 1954*, publiée elle aussi en supplément au *Rapport sur l'économie mondiale*, résume les principaux événements intervenus dans la production, le commerce, la main-d'œuvre et les investissements en Afrique pendant les cinq années 1950-1954, compte tenu des divers degrés d'évolution économique des principales régions (Union Sud-Africaine, Afrique du Nord française et Afrique tropicale); la situation financière de différents territoires africains y est également analysée. Dans la deuxième étude, intitulée *Rôle et structure des économies monétaires en Afrique tropicale*, on trouve une analyse des économies monétaires de divers territoires de l'Afrique tropicale qui a pour objet de déterminer les secteurs de l'économie occupant des positions clefs par rapport au développement.

2. — Développement économique des pays sous-développés

a) FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

i) *Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique*

L'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont continué d'accorder la plus grande attention à la question de la création d'un fonds spécial ayant pour objet d'octroyer des dons et des prêts à faible intérêt et à long terme pour aider les pays sous-développés, sur leur demande, à hâter leur développement économique et à financer des travaux d'équipement essentiels non rentables.

A sa dix-huitième session, le Conseil était saisi d'un rapport intérimaire de M. Scheyven et, à sa neuvième

session, l'Assemblée générale avait reçu le rapport final de M. Scheyven sur les résultats de ses consultations avec les gouvernements et son étude des communications envoyées par les gouvernements en réponse à la décision de l'Assemblée leur demandant de faire connaître leurs vues sur les recommandations du Comité des Neuf et sur le degré d'appui moral et matériel que l'on pouvait attendre d'eux pour la création de ce fonds. Le Conseil et l'Assemblée étaient saisis eux aussi des réponses que les gouvernements leur avaient fait parvenir pour formuler leurs observations sur le rapport du Comité des Neuf, d'un résumé de ces réponses et d'un document de travail établi par le Secrétaire général au sujet de la coordination du fonds spécial avec le Bureau de l'assistance technique et certaines institutions spécialisées.

A sa dix-huitième session, le Conseil a exprimé sa haute appréciation pour le travail de M. Scheyven et a recommandé que l'Assemblée générale prolonge son mandat d'un an pour lui permettre de poursuivre ses consultations avec les gouvernements. En outre, le Conseil a recommandé à l'Assemblée générale de demander instantanément aux gouvernements de réexaminer leur attitude en ce qui concerne l'appui matériel qu'ils seraient prêts à fournir au fonds, compte tenu des modifications de la situation internationale et d'autres facteurs pertinents.

Par sa résolution 822 (IX), l'Assemblée générale a pris note des progrès croissants qui ont été faits dans l'obtention de l'appui des gouvernements en faveur d'un fonds spécial pour le développement économique et a exprimé l'espoir qu'un fonds de ce genre serait créé dès que faire se pourrait. Elle a prolongé d'un an le mandat de M. Scheyven pour qu'il puisse poursuivre ses consultations avec les gouvernements et a prié M. Scheyven de rédiger — avec l'aide du Secrétaire général et d'un groupe spécial d'experts choisis par ce dernier de concert avec M. Scheyven — sur la base de consultations avec le Bureau de l'assistance technique et les institutions spécialisées intéressées ainsi que du rapport du Comité des Neuf et des observations des gouvernements, "un autre rapport donnant un tableau complet et précis de la forme ou des formes, des fonctions et des responsabilités que pourrait avoir un fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, et spécialement des méthodes qui permettraient d'intégrer les opérations du fonds aux plans de développement des pays bénéficiaires de son assistance". La résolution précise en outre que ce rapport devrait "contenir une étude des relations de travail dudit fonds avec le Bureau de l'assistance technique, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et autres institutions spécialisées intéressées, les commissions économiques régionales des Nations Unies et les programmes actuels dans le domaine du développement économique".

M. Scheyven et un groupe consultatif d'experts comptant huit membres se sont réunis au Siège du 7 au 25 mars 1955; ils ont rédigé un nouveau rapport, intitulé *Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique*, en exécution de la résolution 822 (IX) de l'Assemblée générale. Ce rapport contient des recommandations relatives aux ressources du fonds; à l'intégration des activités du fonds aux plans de développement des pays assistés; à ses formes de financement; à sa structure et à ses relations de travail avec

Il est recommandé dans le rapport que, pour fixer le montant de leurs contributions au fonds spécial, les Etats devraient prendre comme élément de comparaison leur participation dans le capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ou du Fonds monétaire international, ainsi que leur part dans les dépenses d'administration de l'Organisation des Nations Unies ou du Programme élargi d'assistance technique. Les experts ont jugé qu'il n'y avait pas lieu de renvoyer la création du fonds au moment où une somme de 250 millions de dollars aurait été promise; à leur avis, l'Assemblée générale pourrait décider quelle serait la somme initiale et le nombre minimum de membres que le fonds spécial devrait avoir avant de commencer à fonctionner.

En ce qui concerne la forme du financement, les experts ont recommandé que le moyen normal d'utilisation des ressources du fonds soit l'octroi de dons directs et que le fonds soit autorisé à combiner ses propres dons avec les prêts consentis par d'autres établissements financiers. En outre, le fonds devrait être habilité à consentir des prêts remboursables dans la monnaie du pays débiteur. Ces prêts seraient accordés à un taux d'intérêt normal et à des conditions nettement déterminées, qui ne comporteraient aucune clause de révision. Cependant, la durée de ces prêts pourrait être plus longue que celle d'un prêt normal de la Banque, à savoir de trente ans ou davantage. Au cas où le fonds spécial serait autorisé à accorder des prêts à faible intérêt, ces prêts ne devraient être consentis qu'à des conditions déterminées. En outre, même s'il n'exigeait pas normalement que les pays bénéficiaires déposent des sommes à titre de contrepartie des dons reçus, le fonds spécial pourrait, dans certains cas, attendre des contributions spéciales des pays qui auraient bénéficié de son assistance.

On lit d'ailleurs dans le rapport que le programme général de développement des pays qui présentent une demande d'assistance devrait comprendre deux parties: une qui pourrait être financée par l'épargne du pays lui-même, l'autre qui ne pourrait être financée que grâce à une aide extérieure. De plus, les projets pour lesquels on demanderait une assistance devraient être compatibles avec le développement général du pays; les projets qui se complèteraient devraient être mis en œuvre simultanément.

En ce qui concerne la structure du fonds spécial, les experts ont proposé une formule destinée à assurer la coordination des opérations du fonds avec celles des autres institutions internationales dans le domaine de l'assistance aux pays sous-développés. Les organes administratifs envisagés en vertu de cette formule seraient les suivants: une conférence générale, comprenant tous les pays membres; un conseil d'administration, fonctionnant sur le principe de la représentation paritaire des pays industriels, d'une part, et des pays sous-développés, de l'autre; un directeur général, chef de l'administration du fonds spécial; enfin, un comité mixte, comprenant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Président de la Banque internationale ainsi que le directeur général du fonds spécial. La mission essentielle de ce comité mixte serait de conseiller le directeur général lors de l'élaboration du programme d'activité du fonds spécial, à la lumière des informations générales que possèdent les personnalités qui le composent et des demandes qui seront

l'intermédiaire des organisations internationales existantes.

Le rapport des experts sera présenté au Conseil économique et social à sa vingtième session et à l'Assemblée générale à sa dixième session.

ii) Société financière internationale

A sa dix-huitième session, le Conseil économique et social a examiné un autre rapport, relatif à une proposition concernant la création d'une société financière internationale, que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement avait présenté en exécution de la résolution 724 C (VIII) de l'Assemblée générale. La Banque indiquait que les pays auprès desquels une société de ce genre devrait se procurer ses ressources financières n'étaient pas à cette époque prêts à s'engager à souscrire le capital de ladite société. En même temps, la Banque faisait certaines observations et émettait des avis concernant l'organisation de cette société, au cas où elle serait créée. Dans sa résolution 532 B (XVIII), le Conseil a recommandé à l'Assemblée générale d'inviter les Etats Membres qui pourraient se trouver en mesure de fournir des capitaux à une société financière internationale de ne pas perdre le problème de vue. En outre, il a demandé à la Banque de poursuivre ses consultations avec les Etats en question et de faire rapport au Conseil sur ses consultations.

A sa neuvième session, dans sa résolution 823 (IX), l'Assemblée générale a pris acte d'une déclaration du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique datée de novembre 1954 et des déclarations d'autres gouvernements en faveur de la création d'une société financière internationale. Elle priait la Banque de rédiger un projet de statuts pour la société envisagée et de présenter ce projet aux gouvernements des pays qui font partie de la Banque, aux fins d'examen, de prendre des mesures pour assurer l'accord entre ses membres au sujet du projet de statuts et de rendre compte du résultat de ses travaux au Conseil économique et social, à sa vingtième session.

En présentant le rapport annuel de la Banque à la dix-neuvième session du Conseil, le Président de la Banque a déclaré qu'un projet de statuts de la société serait communiqué à brève échéance aux Etats membres de la Banque, aux fins d'examen. Conformément au projet de statuts, la société aurait un capital de 100 millions de dollars. Elle commencerait à fonctionner lorsque ses statuts auraient été approuvés par au moins trente gouvernements ayant souscrit 75 millions de dollars. Elle serait autorisée à fournir des capitaux à des entreprises privées sans avoir besoin de garanties de l'Etat; elle serait autorisée à participer aux bénéfices, mais ne prendrait pas part à la gestion des entreprises. Les Etats membres de la Banque pourraient être membres de la société.

iii) Courant international des capitaux privés

Donnant suite à une recommandation que le Conseil économique et social avait formulée à sa dix-septième session, l'Assemblée générale, à sa neuvième session, a adopté une résolution concernant le courant international des capitaux privés destinés au développement économique des pays sous-développés. Dans cette résolution, l'Assemblée prenait note de deux études que le Secrétaire général avait rédigées en exécution de la résolution 622 C (VII) adoptée par l'Assemblée à sa septième session — rapport intitulé *Les courants internationaux de capitaux privés, 1946-1952*, et un mémoire sur les "Mesures prises pour encourager le courant

international des capitaux privés". L'Assemblée a signalé les avantages qui résulteraient d'un accroissement du courant des capitaux privés aux fins d'investissement dans les activités productives et sur l'encouragement que l'on donnerait à ce courant de capitaux en augmentant les échanges internationaux et en s'acheminant vers une convertibilité plus générale des monnaies. Elle recommandait aux pays de réexaminer leur ligne de conduite, leur législation et leurs pratiques administratives afin de procéder à tous les ajustements qui pourraient être souhaitables pour faciliter les investissements internationaux, et de communiquer des renseignements concernant les possibilités industrielles et commerciales en faisant connaître les conditions de ces investissements. Elle demandait aux pays désireux d'attirer des capitaux de rechercher la coopération et l'assistance de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, ainsi que des pays exportateurs de capitaux, lorsqu'ils étudieraient les possibilités d'investissements étrangers et diffuseraient des renseignements sur ces possibilités dans les pays exportateurs de capitaux. Les pays exportateurs de capitaux étaient instamment priés d'insister auprès des détenteurs de capitaux sur l'importance que présente la participation du capital local dans leurs entreprises à l'étranger. L'Assemblée recommandait en outre que les pays exportateurs de capitaux et les pays importateurs de capitaux continuent à s'efforcer de négocier des traités et d'autres arrangements régissant des questions telles que la double imposition et l'assurance contre certains risques non commerciaux. Elle recommandait aussi à ces deux groupes de pays d'examiner s'il était opportun de constituer, dans les divers pays, des sociétés d'investissement destinées à encourager la participation des détenteurs de capitaux privés.

Le Secrétaire général était invité à préparer annuellement un rapport sur le courant international des capitaux privés et leur contribution à l'expansion de l'économie mondiale, ainsi que sur les mesures intéressantes ce courant que les gouvernements auraient prévues. Comme suite à cette demande, un rapport intérimaire, intitulé *L'Etat et le courant international des capitaux privés*, a été présenté à la vingtième session du Conseil économique et social. Ce rapport révèle qu'au cours des dernières années, un assez grand nombre de pays ont pris des mesures pour attirer les capitaux privés étrangers, et que plusieurs pays exportateurs de capitaux ont en outre pris des mesures pour encourager le courant international des capitaux privés, particulièrement vers les régions sous-développées.

Conformément à la résolution 8 (IV) que la Commission économique pour l'Amérique latine a adoptée à sa quatrième session, le Secrétaire général a publié en novembre 1954 un rapport intitulé *Foreign Capital in Latin America*. Ce rapport a trait au développement des investissements étrangers dans la région et donne un aperçu des politiques nationales touchant ces investissements; en outre, on y étudie, pour chacun des pays de la région, l'histoire et l'état actuel des investissements étrangers, ainsi que les principales lois, les principaux règlements et les politiques des divers Etats concernant ces investissements.

b) DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE INTÉGRÉ

A sa dix-neuvième session, le Conseil économique et social a examiné un rapport intitulé: *Processus et problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés*, que l'Organisation des Nations Unies avait

rédigé avec le concours de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. On trouve dans ce rapport une étude générale de l'expansion de l'industrie manufacturière, basée en premier lieu sur l'expérience des pays qui avaient atteint un certain degré de développement industriel depuis quelques dizaines d'années. On y examine les forces qui déterminent le rythme auquel l'industrialisation pourra se faire, le type et le caractère des industries et l'ordre dans lequel elles seront probablement créées, ainsi que les facteurs qui limitent les possibilités de développement industriel. On y décrit en outre la nature des obstacles qui s'opposent à l'expansion industrielle dans les régions sous-développées et l'on y attire l'attention sur les secteurs de l'économie dans lesquels l'action de l'Etat pourrait être nécessaire.

On analyse en outre dans ce rapport les mesures qui pourraient faciliter l'expansion industrielle et qu'un pays sous-développé pourrait entreprendre lui-même; on y étudie comment l'action entreprise dans les pays industriels pourrait jouer sur l'expansion de l'industrie dans les pays moins développés, ainsi que la possibilité d'une action entreprise par l'intermédiaire des organisations internationales. De plus, on y cite divers aspects touchant au domaine social et aux institutions dont il y a lieu de tenir compte dans le processus de l'industrialisation, et l'on y étudie certains des problèmes de transition que posent les réformes de structure réalisées dans l'organisation économique et sociale. On y reconnaît que, même au sens strictement économique, l'industrialisation est un processus de changement qualitatif autant que quantitatif, et que l'apport total d'un programme d'industrialisation bien conçu au progrès économique ne consiste pas seulement à augmenter la production, le revenu et l'épargne du pays. On y signale que l'on trouve certains des résultats les plus durables et les plus importants de l'expansion industrielle dans le progrès concomitant de la science et de la découverte, dans l'amélioration des connaissances techniques et du rendement, et dans une utilisation améliorée et plus complète du potentiel de production; ces changements qualitatifs sont le fondement indispensable d'un nouveau progrès économique.

En même temps, le Secrétaire général a présenté au Conseil un document de travail sur l'évolution et le fonctionnement des sociétés de développement. Ce document expose l'activité et le fonctionnement de diverses sociétés de développement situées dans différentes régions sous-développées ainsi que les divers facteurs qui ont influé sur la gestion, le financement et l'exploitation de ces sociétés.

Le Conseil a été saisi en outre d'une liste de questions relatives à l'industrialisation, propres à faire l'objet de nouvelles études; le Conseil a demandé au Secrétaire général d'établir et de présenter "une liste de questions relatives à l'industrialisation des pays sous-développés que l'Organisation des Nations Unies ou les institutions spécialisées n'ont pas traitées jusqu'à présent".

A sa dix-neuvième session, le Conseil était saisi encore de deux documents mentionnés dans le dernier rapport annuel et dont il avait différé l'examen à sa dix-huitième session: un document de travail du Secrétaire général, intitulé "Efforts entrepris en vue d'accroître la productivité dans l'industrie", et une biblio-

graphie des études entreprises par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, ainsi que d'autres publications ayant trait à l'industrialisation des pays sous-développés.

Le Conseil a adopté une résolution dans laquelle il a recommandé de tenir à jour, en faisant paraître des suppléments périodiques, la "Bibliographie des ouvrages relatifs aux méthodes et problèmes de l'industrialisation dans les pays sous-développés", et d'enrichir cette bibliographie de renseignements relatifs aux recherches poursuivies dans ce domaine par des gouvernements, des universités et des institutions scientifiques. Il a demandé au Secrétaire général de rédiger et de lui présenter une revue d'ensemble des études actuellement entreprises sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, ainsi qu'un programme détaillé des travaux futurs.

c) UTILISATION DES RESSOURCES

En octobre 1954, le Secrétaire général a publié le rapport intitulé *Les ressources mondiales en minerai de fer: inventaire des gisements et traitement du minerai*, rédigé par le Comité spécial d'experts sur les ressources en minerai de fer et leur utilisation. Le Comité avait pour mandat de définir et d'élaborer diverses notions permettant d'évaluer les ressources en minerai de fer, en vue d'établir des normes internationales. Le Comité a recommandé que chaque pays fasse l'inventaire de ses ressources en minerai de fer en appliquant les méthodes et les normes énoncées dans le rapport; à cette fin, il a présenté un inventaire estimatif des ressources connues du monde en minerai de fer. Il a montré comment on pouvait appliquer ses recommandations et a signalé les lacunes qui existaient dans les renseignements actuels sur les ressources en minerai de fer, lacunes qui appelaient des études complémentaires. Afin de rendre les inventaires comparables, le Comité a recommandé que l'on entreprenne des études en vue d'améliorer la qualité et la comparabilité des statistiques relatives au minerai de fer et aux produits connexes, tels que le coke, la fonte, l'acier et la ferraille. Certaines recommandations concernaient l'étude d'autres procédés techniques mieux adaptés aux conditions locales, la diffusion de documents sur la technique sidérurgique et la rédaction, en plusieurs langues, d'un glossaire des termes relatifs aux ressources en minerai de fer et à leur utilisation.

On étudie actuellement la possibilité de réunir un comité spécial d'experts des questions relatives à l'industrie des métaux non ferreux dans les pays sous-développés.

Une réunion interinstitutions, à laquelle assistaient des représentants des organismes des Nations Unies intéressés aux questions du développement et de l'utilisation des ressources hydrauliques, s'est tenue à Genève en août 1954 pour étudier divers aspects de la coopération internationale et de la coordination de l'action en matière d'utilisation des eaux. A cette réunion, on a envisagé les moyens de mettre en œuvre les propositions contenues dans le rapport que le Secrétaire général avait présenté à la dix-huitième session du Conseil. Des dispositions ont été prises pour améliorer l'échange de renseignements relatifs aux travaux concernant les ressources hydrauliques et aux programmes de recherches; il a été décidé qu'on instituerait à l'Organisation des Nations Unies un dépôt central de ces renseignements, afin de faciliter les études et de permettre de répondre aux demandes que les gouvernements et les organismes nationaux ou internationaux

pourraient poser au sujet des ressources hydrauliques et de leur utilisation. En outre, on a pris des dispositions pour encourager et renforcer la coopération avec les organisations internationales compétentes traitant de questions scientifiques et techniques. Enfin, il a été décidé que des réunions d'organisations intéressées aux questions hydrauliques se tiendraient au moins une fois par an pour étudier l'action entreprise et envisager des programmes et des plans d'action.

3. — Stabilité économique et relations économiques internationales

i) Politiques de plein emploi

En décembre 1954, le Secrétaire général a adressé aux gouvernements le questionnaire pour 1954-1955 relatif au plein emploi et à la balance des paiements. Ce questionnaire était plus bref que celui qui avait été envoyé les années précédentes. Les réponses des gouvernements sont présentées au Conseil économique et social à sa vingtième session.

Une analyse des réponses à la partie A du questionnaire, qui a trait aux politiques, aux prévisions ou aux objectifs nationaux pour 1955, a aussi été soumise au Conseil pour qu'il l'examine à sa vingtième session. Cette analyse montre qu'au Canada et aux Etats-Unis d'Amérique, on s'attend à une augmentation de la production, contrairement à l'évolution précédente. En Europe occidentale et au Japon, on compte aussi sur une production accrue, mais le rythme de l'augmentation a eu tendance à se ralentir et à s'accompagner d'une intensification de la poussée inflationniste. D'une manière générale, les pays sous-développés s'attendaient à une augmentation des dépenses d'investissement en 1955.

ii) Perspectives et politiques de la balance des paiements

La partie B du questionnaire précité a trait aux perspectives et aux politiques de la balance des paiements en 1955. Le Secrétaire général a préparé pour la vingtième session du Conseil une analyse des renseignements qu'il a reçus des gouvernements à ce sujet. Les renseignements fournis laissent voir que les perspectives sont favorables au maintien ou à l'augmentation du volume d'échanges important réalisé en 1954. S'il y a quelques signes de tension dans la situation de la balance des paiements de plusieurs pays, il n'en reste pas moins qu'un assouplissement sensible des restrictions imposées aux échanges et aux paiements internationaux en 1954 doit se maintenir ou s'étendre progressivement en 1955.

iii) Pratiques commerciales restrictives

A sa dix-neuvième session, le Conseil a repris l'examen du rapport du Comité spécial sur les pratiques commerciales restrictives. Le Secrétaire général avait reçu des Membres de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées des observations qu'il a communiquées aux Etats Membres et aux institutions et organisations précitées. En outre, il avait mis à la disposition du Conseil un rapport sur la situation juridique actuelle dans le domaine des pratiques commerciales restrictives, ainsi qu'une étude, concernant dix industries, sur les pratiques commerciales restrictives en matière de commerce international.

Le Conseil a décidé de reprendre l'examen de la question à une session ultérieure et de prier le Secré-

taire général de communiquer aux Membres de l'Organisation tous nouveaux renseignements reçus sur les lois, les mesures et la politique générale adoptées par les Etats Membres en ce qui concerne les pratiques commerciales restrictives; de communiquer les idées exprimées sur la question par les organisations et institutions intergouvernementales compétentes; d'aider les Etats Membres à prendre des dispositions qui leur permettront de saisir toutes occasions de bénéficier de l'expérience acquise dans les pays où s'est créé un ensemble de règles juridiques et de pratiques dans le domaine des pratiques commerciales restrictives; et, aux fins d'un nouvel examen de la question par le Conseil, de continuer à résumer les renseignements relatifs aux pratiques commerciales restrictives dans le commerce international, et de dresser une bibliographie relative à la nature de ces pratiques et à leurs effets sur le développement économique, l'emploi et le commerce international.

4. — Problèmes internationaux relatifs aux produits de base

Pendant la période considérée, d'importants changements ont eu lieu en ce qui concerne l'œuvre de l'Organisation des Nations Unies touchant les problèmes relatifs aux produits de base. Par des résolutions qu'il a adoptées à ses dix-septième et dix-huitième sessions, le Conseil économique et social a créé, à titre de commission consultative, la Commission du commerce international des produits de base, comprenant dix-huit Membres de l'Organisation des Nations Unies élus par le Conseil. La Commission a reçu un large mandat en ce qui concerne les questions relatives aux produits de base; les fonctions de la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base (ICCICA) ont été modifiées en conséquence.

La Commission du commerce international des produits de base a tenu sa première session en janvier 1955. Elle a étudié le commerce international des produits de base et a commencé d'examiner certaines propositions tendant à éviter des fluctuations exagérées des prix et du volume des échanges de ces produits. Un certain nombre d'études ont été rédigées au sujet de divers produits et groupes de produits, ainsi que des facteurs d'ordre général qui influent sur les marchés des produits de base. La Commission a suspendu sa session le 2 février pour la reprendre du 25 avril au 9 mai. A la reprise de la session, le règlement intérieur était terminé, des observations sur le mandat de la Commission avaient été formulées et un programme de travail avait été mis au point. La Commission a rédigé son premier rapport au Conseil et a choisi certaines questions qui feraient l'objet d'une étude spéciale à sa deuxième session, celle-ci devant se tenir vers la fin de 1955. En outre, elle a demandé au Secrétaire général de publier chaque trimestre un "bulletin des marchés de produits de base".

L'ICCICA s'est réunie à Genève en décembre 1954, puis a présenté un rapport intitulé *Rapport sur les problèmes internationaux relatifs aux produits de base, 1954*, qui exposait l'action intergouvernementale entreprise en 1954 en ce qui concerne les problèmes relatifs aux produits de base et signalait certaines questions touchant le café et l'huile d'olive que la Commission avait été priée d'étudier. On trouvait aussi dans le rapport des études sur la situation du blé, du sucre et de l'étain (produits pour lesquels des accords intergou-

vernementaux étaient en vigueur ou avaient été signés) ainsi que sur celle du café.

Le Secrétaire général a maintenu la liaison avec les divers groupements intergouvernementaux qui s'intéressent à des produits particuliers, avec les institutions spécialisées compétentes, ainsi qu'avec les parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Au cours de la période considérée, le Secrétaire général n'a réuni aucune conférence internationale sur les produits de base, mais on a étudié la question du commerce international de l'huile d'olive, qui a subi des variations annuelles sensibles. En octobre 1954, le Secrétaire général a reçu de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture une demande relative à la convocation d'une conférence internationale sur l'huile d'olive. En réponse à l'avis qui lui avait été demandé à ce sujet, l'ICCICA a considéré qu'un accord international sur ce produit pourrait aider les pays qui produisent de l'huile d'olive, mais a émis l'avis que le Secrétaire général devrait continuer à consulter la FAO avant de réunir une conférence internationale. Après avoir reçu de nouveaux avis de la FAO, le Secrétaire général a décidé de réunir une conférence, qui se tiendra à Genève en octobre 1955.

Le 13 septembre 1954, le Gouvernement colombien a soulevé devant le Secrétaire général la question de la création d'un groupe d'étude intergouvernemental sur le café. La question a été renvoyée à l'ICCICA et à la Commission du commerce international des produits de base. Ces deux organismes ont décidé qu'aucune mesure ne devait être prise avant la fin de l'examen de la question entrepris par un comité spécial créé dans le cadre du Conseil économique et social interaméricain.

La coopération internationale tendant à accroître les approvisionnements de pâte et de papier journal s'est poursuivie. Une étude détaillée, intitulée *Les ressources de pâte et de papier dans le monde: état présent et perspectives*, rédigée par la FAO en consultation avec la Commission économique pour l'Europe, la Commission économique pour l'Amérique latine et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, a été présentée à la dix-neuvième session du Conseil économique et social. En même temps, le Conseil était saisi du *Rapport de la Conférence latino-américaine d'experts des industries de la pâte et du papier*, concernant une session tenue à Buenos-Aires du 19 octobre au 2 novembre 1954 sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et de la FAO. Le Conseil a décidé de communiquer les rapports en question aux Etats Membres des Nations Unies et aux institutions spécialisées pour qu'ils les étudient et s'en inspirent; de recommander d'examiner favorablement les demandes que les Etats pourraient faire, dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique, en vue du développement des ressources de pâte et de papier; et d'inviter la FAO à poursuivre ses efforts pour favoriser avec le temps le développement équilibré de la production de pâte et de papier dans le monde, agissant en étroite collaboration avec les autres institutions spécialisées et les organes des Nations Unies, y compris les commissions économiques régionales.

5. — Questions de finances publiques

a) CLASSEMENT BUDGÉTAIRE ET EXÉCUTION DU BUDGET

Des études sur le classement budgétaire aux fins de l'établissement de programmes fiscaux et de statistiques

financières se sont poursuivies pendant l'année considérée. On a rédigé des documents techniques pour le Groupe de travail de la CEAEIO pour les aspects financiers des programmes de développement économique en Asie et en Extrême-Orient, groupe qui s'est réuni à Bangkok en octobre 1954, et pour le troisième Congrès interaméricain de statistique, qui a siégé à Rio-de-Janeiro en juin 1955.

Un Groupe d'étude des questions du reclassement budgétaire dans la région de la CEAEIO se réunira à Bangkok en août 1955, afin de répondre à l'intérêt que les membres actifs et associés de la CEAEIO ont manifesté pour l'amélioration des méthodes d'établissement des programmes financiers en vue du développement économique. Le projet de Manuel sur le classement de la comptabilité publique, que l'Organisation des Nations Unies a rédigé pour servir de guide en ce qui concerne l'extraction et la présentation — par nature et par fonction économique — de données sur les transactions de l'Etat, sera le document de base du Groupe d'étude.

b) QUESTIONS FISCALES

Le Secrétaire général a poursuivi l'étude qu'il avait entreprise sur l'effet que les mesures fiscales adoptées dans les pays exportateurs de capitaux et dans les pays importateurs de capitaux exercent sur le courant des capitaux privés vers les régions sous-développées.

Deux nouveaux volumes de la série des *Conventions fiscales internationales* paraîtront prochainement: le volume IV met à jour au 1er juin 1953 le texte des conventions tendant à éviter la double imposition; le volume V donne des renseignements complets sur la situation de ces conventions à la même date.

Un Manuel sur l'administration de l'impôt sur le revenu, rédigé avec le concours du Harvard Law School International Programme in Taxation, sera publié à la fin de 1955; il doit servir aux agents du fisc, aux experts de l'Administration de l'assistance technique et à la mise en œuvre des programmes de formation.

c) ASPECTS FISCAUX DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Un rapport sur les impôts et la politique fiscale dans les pays sous-développés a été publié en juin 1955. Ce rapport contient une étude des principaux problèmes fiscaux qui se posent dans les pays en voie de développement; il est fondé surtout sur l'expérience des missions d'assistance technique, expérience dont le bénéfice sera ainsi transmis aux experts.

L'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, qui entreprennent en commun une étude sur les impôts agricoles dans les pays sous-développés, ont participé à une Conférence sur les impôts agricoles et sur le développement économique qui s'est tenue au début de juillet 1954 à l'Université Harvard; elles ont fait part de certains des résultats de leurs études dans le volume contenant les documents et le compte rendu des délibérations de la Conférence, publié par l'Université Harvard en novembre 1954.

L'assistance technique fournie à la demande des gouvernements au sujet de questions fiscales a continué de porter surtout sur la mise en œuvre de la réforme fiscale et budgétaire. Dix gouvernements ont reçu des missions fiscales au cours de l'année. En vertu du programme de formation de 1954, quarante bourses de formation et d'études ont été accordées dans le domaine des finances publiques: la plupart de ces bourses ont

été octroyées sur la recommandation de spécialistes de l'assistance technique. Un certain nombre de bourses ont été données à des fonctionnaires supérieurs des services fiscaux, ce qui permettra de les mettre en mesure de réaliser des réformes sans avoir besoin d'une autre assistance extérieure.

d) INFORMATION EN MATIÈRE DE FINANCES PUBLIQUES

Des renseignements d'actualité sur les conventions fiscales internationales et les statistiques fiscales ont été fournis en réponse à de nombreuses demandes présentées par les gouvernements. Ces renseignements ont été communiqués aussi aux institutions spécialisées et aux organisations gouvernementales qui en ont fait la demande. Un certain nombre de consultations sur l'emploi de techniques fiscales dans des situations déterminées ont eu lieu avec les gouvernements qui avaient formulé une demande à cet effet.

Outre les renseignements fournis sur la dette publique et les principaux éléments des dépenses et des recettes publiques, renseignements qui figurent à l'*Annuaire statistique des Nations Unies*, le Secrétaire général a continué de coopérer avec le Fonds monétaire international pour préparer et publier des données d'ensemble touchant les opérations en espèces des Etats, données recueillies grâce à un questionnaire commun.

Pour assurer une source systématique et à jour de renseignements concernant les régimes fiscaux des divers pays, le Secrétaire général a accepté l'offre de la Harvard Law School tendant à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies à la préparation et à la publication de la "World Tax Series". Cet ouvrage comprendra les rapports des divers pays et contiendra une description complète des régimes fiscaux et de l'administration des impôts de ces pays. Le premier de ces rapports doit être publié vers la fin de 1955.

6. — Conservation des ressources biologiques de la mer

Comme suite à la demande que l'Assemblée générale a faite dans sa résolution 900 (IX) adoptée à la neuvième session (voir chap. VI, 2, d), le Secrétaire général a convoqué la Conférence technique internationale sur la conservation des ressources biologiques de la mer au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, à Rome, le 13 avril 1955.

La réunion de la Conférence répondait au vœu de l'Assemblée générale, exprimé dans la résolution 900 (IX), à savoir de recueillir les avis techniques des spécialistes de la conservation des ressources en poisson touchant les propositions émises par la Commission du droit international au sujet de la réglementation internationale de la pêche. Les représentants de quarante-cinq Etats assistaient à la Conférence; en outre, six Etats avaient envoyé des observateurs. La FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et onze organisations intergouvernementales s'occupant de pêche avaient elles aussi envoyé des observateurs.

La Conférence a terminé ses travaux le 10 mai et a approuvé un rapport (compte tenu des réserves exprimées par le Chili, l'Equateur et le Pérou), qui a été renvoyé à la Commission du droit international et communiqué aux gouvernements de tous les Etats invités à participer à la Conférence.

On lit dans le rapport que l'objectif principal de la conservation des ressources biologiques de la mer consiste "à obtenir le rendement optimum constant de façon à porter au maximum les disponibilités en produits marins, alimentaires et autres". On y trouve les types de mesures scientifiques applicables au titre d'un programme bien conçu de conservation des ressources en poisson et l'on y énonce les diverses mesures applicables au titre d'un programme de conservation, les arrangements internationaux en vigueur concernant la conservation dans les principales régions de pêche du monde, et la possibilité d'appliquer ces arrangements à la solution d'autres problèmes internationaux que pose la conservation des ressources en poisson dans le monde.

Dans les conclusions de ce rapport, on lit que, pour assurer la conservation des ressources biologiques de la haute mer, il est essentiel que les nations entreprennent de concert les travaux des recherches et l'élaboration des réglementations; on trouve des principes directeurs pour l'élaboration de conventions internationales dans ce domaine, ainsi que des suggestions sur les procédures qu'il serait possible de suivre en cas de désaccord entre les Etats sur les questions scientifiques et techniques mises en jeu. Les avis ont été plus ou moins également divisés à la Conférence en ce qui concerne les intérêts spéciaux, les droits, les devoirs et les responsabilités des Etats riverains en matière de conservation des ressources en poisson.

7. — Coopération internationale en matière de cartographie

Pendant l'année considérée, un nouvel élan a été donné à l'action des Etats pour favoriser l'exécution de levés et de cartes exactes des territoires des divers pays, conséquence directe de la convocation de la première Conférence cartographique régionale de l'Organisation des Nations Unies. Après avoir consulté les institutions spécialisées, le Secrétaire général a invité les gouvernements à assister à une Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient, qui s'est tenue à Mussoorie, près de Dehra-Dun (Inde), en février 1955. Le Gouvernement indien a été l'hôte de la Conférence, à laquelle il a fourni toutes les facilités nécessaires. Les gouvernements de dix-huit pays — Afghanistan, Allemagne (République fédérale d'), Belgique, Birmanie, Canada, Chine, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Inde, Indonésie, Israël, Japon, Pays-Bas, Philippines, Portugal, Thaïlande et Turquie — étaient représentés à la Conférence. Deux institutions spécialisées et une organisation intergouvernementale ont participé à la Conférence, à laquelle trois organisations internationales non gouvernementales ont envoyé des observateurs. La Conférence a examiné des questions techniques relevant des diverses branches de la cartographie qui intéressent particulièrement les pays de la région, lesquels sont actuellement activement occupés à exécuter des programmes de développement économique et social; elle a étudié les moyens d'aider ces pays à répondre à leurs besoins urgents de données cartographiques de base pour leurs travaux d'équipement. En outre, la Conférence a étudié des projets d'envergure mondiale déjà examinés par le Conseil économique et social, tels que la carte du monde au millionième et l'adoption d'une méthode universelle de transcription de noms géographiques sur les cartes. Le Secrétaire général a rédigé trois notes techniques à partir des consultations qui ont eu lieu avec les gouvernements sur ces sujets.

La Conférence a adopté vingt et une résolutions, avec des recommandations adressées aux gouvernements de la région, aux organismes intergouvernementaux et aux organisations scientifiques internationales travaillant dans ce domaine; ces résolutions ont pour objet de renforcer la coopération cartographique entre les divers pays et de faciliter l'accomplissement des travaux cartographiques dans la région. La Conférence a souligné qu'il importait que chaque pays fût en mesure de répondre à ses besoins cartographiques. Le rapport de la Conférence sera présenté au Conseil à sa vingt et unième session.

Depuis le transfert à l'Organisation des Nations Unies, en 1953, des fonctions de l'ancien Bureau central de la carte du monde au millionième, une coopération étroite s'est instituée entre les institutions cartographiques nationales chargées de la publication des feuilles de la carte du monde au millionième et l'Organisation des Nations Unies. Un certain nombre de pays publient et revisent leurs feuilles de la carte du monde au millionième. Le premier rapport annuel sur l'état des travaux est en préparation; il sera distribué à ces institutions, conformément au Protocole de transfert signé par l'Organisation des Nations Unies et l'ancien Bureau central, et paraîtra dans le bulletin cartographique de l'Organisation des Nations Unies, *Cartographie mondiale*.

8. — Transports et communications

Au cours de la période considérée, l'Organisation des Nations Unies, comme par le passé, a continué à servir de centre de liaison et de coordination avec les institutions spécialisées et les autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui s'occupent de transports et de communications; à élaborer des conventions internationales, des accords et des recommandations et à surveiller leur mise en œuvre; à suivre les travaux des commissions économiques régionales (dont l'œuvre est exposée à la section 15 ci-après) et ceux des autres organismes régionaux qui s'occupent de transports; et à se tenir au courant de l'évolution dans les régions où ces organismes n'existent pas. Ainsi, l'action régionale peut être coordonnée sur le plan mondial. L'activité de l'Organisation en matière de transports et de communications consiste aussi à fournir une assistance technique en ce qui concerne l'élaboration des divers projets et la participation à l'exécution de ces projets lorsque le besoin s'en fait sentir, à choisir des experts et à leur donner leur mission, ainsi qu'à analyser des rapports et des demandes de bourses.

On trouvera ci-dessous un bref résumé des principaux faits intervenus au cours de l'année.

a) COOPÉRATION INTERNATIONALE EN MATIÈRE DE TRANSPORTS ET DE COMMUNICATIONS

La Convention sur l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, conclue à la Conférence maritime des Nations Unies qui s'est tenue à Genève en 1948, n'a pas encore été ratifiée par le nombre de pays requis et, par conséquent, cette organisation ne fonctionne pas encore. Dix-sept pays sont jusqu'ici devenus parties à la Convention, alors que vingt et une ratifications sont requises pour la mettre en vigueur. Entre-temps, quelques questions maritimes ont continué d'être traitées directement par l'Organisation des Nations Unies.

Comme on l'a mentionné dans le rapport de l'année dernière, la Conférence internationale sur la lutte contre la pollution de l'eau de mer par le mazout, qui s'est tenue à Londres en 1954, a demandé à l'Organisation des Nations Unies d'entreprendre le rassemblement et la diffusion des renseignements techniques concernant la pollution par le mazout. A sa dix-huitième session, le Conseil économique et social a accepté d'entreprendre ce travail. Un questionnaire a été adressé aux gouvernements et les renseignements reçus seront étudiés et distribués comme l'a demandé la Conférence de Londres.

La question de l'unification des mesures relatives au tonnage maritime continue d'être suivie jusqu'au moment où l'IMCO sera en mesure d'entreprendre cette étude.

La Convention sur la circulation routière, conclue à la Conférence des Nations Unies sur les transports routiers et les transports automobiles qui s'est tenue à Genève en 1949, convention qui est en vigueur depuis mars 1952, a maintenant été ratifiée par dix-huit pays appartenant à différentes régions du monde.

Le projet de protocole relatif à un système uniforme de signalisation routière, établi par un comité d'experts en 1952, a été présenté aux gouvernements accompagnés d'une recommandation suivant laquelle ils devraient considérer les dispositions de ce projet comme représentant la pratique préconisée lorsqu'ils reviseront leur système de signalisation routière, que ce soit unilatéralement, bilatéralement, ou dans le cadre d'accords régionaux, afin de réaliser progressivement l'uniformité dans le domaine de la signalisation routière.

L'examen de la question de la délivrance des permis de conduire les véhicules automobiles a fait de nouveaux progrès grâce à l'action du Conseil, qui a adopté une résolution à ce sujet à sa dix-neuvième session; conformément à ce texte, le Secrétaire général poursuit son enquête sur le règlement uniforme minimum auprès des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée; il a invité ceux qui ne l'avaient pas encore fait à lui communiquer leurs observations et à indiquer les mesures qu'ils auraient prises ou qu'ils envisageraient de prendre en vue de mettre en œuvre les recommandations du comité d'experts. Le projet de révision de l'annexe 8 de la Convention de 1949 sur la circulation routière, mentionné dans le rapport précédent, a été suspendu pour le moment. Toutefois, l'Organisation mondiale de la santé a été priée de prêter l'assistance dont les gouvernements pourraient avoir besoin pour donner suite à cette question.

L'étude de la question du transport des marchandises dangereuses a progressé à la suite d'une réunion d'un comité d'experts convoquée par le Secrétaire général, qui s'est tenue à Genève en août et en septembre 1954; ce comité a rédigé, et a présenté à la Commission des transports et des communications, un rapport contenant des recommandations sur le classement, l'énumération et l'étiquetage des marchandises dangereuses et sur les documents de transport de ces marchandises, ainsi que des recommandations concernant la procédure à suivre pour mettre au point des règles uniformes touchant les divers aspects de la question de l'emballage des marchandises dangereuses. Dans son rapport au Conseil sur les travaux de sa septième session, la Commission a souligné l'urgence de la question et a fait observer particulièrement que, s'il ne fallait pas retarder l'établissement de règlements régionaux, lesdits règlements devaient être rédigés de façon à pouvoir être

adaptés aux accords mondiaux qui pourraient être élaborés. En outre, elle a recommandé que les gouvernements et les organisations internationales intéressées soient priés de présenter leurs observations sur ce rapport et que, compte tenu de leurs réponses, les recommandations définitives des experts soient complétées en une année. A sa dix-neuvième session, le Conseil a adopté cette ligne de conduite. Dès que les gouvernements auront fait parvenir leurs observations, le Comité d'experts sera convoqué à nouveau afin d'examiner ces réponses et d'arrêter le texte définitif de ses recommandations, de recommander la procédure à suivre pour tenir à jour la liste des principales marchandises dangereuses et de poursuivre l'examen de la question de l'emballage. On prévoit que le Comité d'experts se réunira à nouveau au début de 1956. Le Secrétaire général a été prié de communiquer aux gouvernements et aux organisations intéressées les premières recommandations des experts dès que celles-ci seraient prêtes.

b) MESURES PROPRES À FACILITER LA CIRCULATION INTERNATIONALE DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES

A sa dix-neuvième session, le Conseil économique et social a examiné le développement du tourisme international, son essor actuel et ses perspectives; il a adopté une résolution par laquelle il invitait les gouvernements à étudier les répercussions favorables que le développement du tourisme pouvait avoir sur l'économie interne de leurs pays respectifs et le rôle que le tourisme jouait dans le commerce international; à effectuer une étude d'ensemble des facilités qu'ils mettent actuellement à la disposition des touristes pour déterminer les insuffisances de ces moyens; à apporter leur aide aux organismes officiels qui se consacrent au développement du tourisme; à simplifier les formalités de frontières et autres formalités imposées aux touristes; à collaborer à la mise au point d'accords internationaux destinés à faciliter le tourisme et à favoriser les échanges de conseils techniques entre les pays. En outre, le Conseil invitait les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées compétentes à examiner avec bienveillance les programmes constructifs qui sont de leur ressort et qui ont pour but d'augmenter les facilités offertes aux touristes et de favoriser le tourisme. Le Secrétaire général a porté cette résolution à la connaissance des gouvernements.

Sur la recommandation de la Commission des transports et des communications, le Conseil a invité le Secrétaire général à adresser un nouveau questionnaire aux gouvernements, dans lequel il leur demandait des renseignements sur les progrès qu'ils ont accomplis dans la mise en œuvre des recommandations de la Réunion des experts en matière de passeports et de formalités de frontières (1947). De plus, il a recommandé aux gouvernements d'envisager la possibilité de faire usage du visa type établi par l'Organisation de l'aviation civile internationale pour les voyages à l'étranger par tout moyen de transport.

Les trois instruments conclus à la Conférence des Nations Unies sur les formalités douanières concernant l'importation temporaire des véhicules de tourisme et le tourisme, qui s'est tenue à New-York en mai et en juin 1954, ont été signés par le nombre d'Etats indiqué ci-dessous (dans chaque cas, à la date limite fixée pour la signature): 1) Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme — signée par trente-deux Etats;

2) Protocole additionnel à la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme, relatif à l'importation de documents et de matériel de propagande touristiques — signé par vingt-cinq Etats; 3) Convention douanière relative à l'importation temporaire de véhicules routiers privés — signée par trente-deux Etats. A sa dix-huitième session, le Conseil économique et social a exprimé l'espoir que ces instruments entreraient bientôt en vigueur, après ratification par le nombre requis de gouvernements. A l'heure actuelle, deux Etats (la Belgique et le Canada) ont déposé leurs instruments de ratification auprès du Secrétaire général — la Belgique en ce qui concerne les trois documents, le Canada en ce qui concerne les conventions figurant sous les rubriques 1 et 3 ci-dessus.

Enfin, la question de la discrimination en matière d'assurances de transport a été portée à l'attention des parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et à celle du Fonds monétaire international. En conséquence, le Secrétaire exécutif du GATT, de concert avec le Secrétaire général, a adressé une demande de renseignements aux gouvernements, dont les réponses sont actuellement étudiées par les parties contractantes. D'accord avec le GATT, le Fonds a lui aussi consulté les Etats et a présenté au Secrétaire général un exposé dans lequel il définit sa position à l'égard de cette question. A sa septième session, la Commission des transports et des communications a pris acte avec satisfaction des progrès accomplis et a exprimé l'espoir que le GATT et le Fonds continueraient à chercher une solution au problème.

9. — Services de statistique des Nations Unies

a) AMÉLIORATION DES STATISTIQUES NATIONALES

C'est un fait bien établi qu'il est indispensable de disposer de données statistiques exactes et pertinentes pour l'élaboration, l'exécution et l'évaluation de programmes de développement économique et social. Au cours de la période de douze mois qui vient de s'écouler, de nombreux pays se sont activement employés à main tenir et à élargir encore la portée de leurs statistiques, et de nouveaux progrès ont été réalisés dans le sens de l'amélioration de la qualité et de la comparabilité des statistiques.

Conformément au mandat de la Commission de statistique qui prévoit qu'il faut favoriser le développement des statistiques nationales, le Bureau de statistique a continué d'aider les pays, de diverses façons, à obtenir des statistiques plus complètes et plus sûres, qu'il s'agisse de statistiques nationales ou de statistiques internationales, dont ils ont besoin pour leurs programmes de développement économique et social.

L'une des façons suivant lesquelles le Bureau de statistique a pu aider les pays à développer leurs statistiques nationales a consisté à leur fournir, en collaboration avec l'Administration de l'assistance technique, une assistance directe sous forme de l'envoi de spécialistes dans ces pays. Au cours de la période considérée, trente-deux statisticiens ont été envoyés dans vingt pays, où leur tâche a consisté à donner des avis soit sur des questions relatives à des domaines particuliers de la statistique, soit sur l'organisation générale des services nationaux de statistique. Parmi les domaines particuliers dans lesquels ces spécialistes ont fourni leur assistance, on peut signaler les suivants: statistiques du revenu national, statistiques économiques en général, recen-

sements démographiques et industriels, statistiques de l'état civil, sondages statistiques, méthodes d'exploitation des statistiques (surtout en ce qui concerne les recensements démographiques), élaboration d'une nomenclature pour les statistiques du commerce d'exportation, établissement d'une procédure douanière uniforme. De plus, ces spécialistes ont donné des avis sur l'organisation et le développement des services nationaux de statistique. Ces avis ont nécessairement porté sur plusieurs domaines de la statistique. Certains aménagements en matière d'organisation ne donnent normalement des résultats positifs qu'après un long temps, mais dans quelques cas les résultats sont plus immédiats; il en est notamment ainsi en ce qui concerne l'établissement des annuaires statistiques et l'élaboration d'états statistiques récapitulatifs portant sur les échanges ou sur d'autres secteurs de l'économie.

Ce que l'on fait pour augmenter le nombre des statisticiens qualifiés et élever leur niveau professionnel est essentiel au succès des efforts entrepris pour obtenir l'amélioration et le développement des statistiques nationales. L'enseignement et la formation entrent pour une part importante dans l'assistance offerte par l'Organisation des Nations Unies, qui a continué d'attribuer des bourses de perfectionnement à des statisticiens de pays sous-développés pour leur permettre de recevoir une formation à la fois pratique et théorique dans les pays où la statistique est plus avancée. De plus, le Bureau de statistique s'est activement employé, en collaboration avec l'Administration de l'assistance technique et les institutions spécialisées, et avec le concours des gouvernements, à organiser des centres de formation. Le Centre de formation statistique que le Gouvernement des Philippines a ouvert à Manille en juin 1954 avec l'assistance et le concours de l'Organisation des Nations Unies emploie deux méthodes de formation: formation théorique conduisant à un diplôme de *master of arts* en statistique, et formation en cours d'emploi portant sur des sujets particuliers. Vingt-sept étudiants font actuellement leurs études théoriques (semestre d'été 1955) et quarante-deux fonctionnaires appartenant à quinze services différents de l'administration sont inscrits au troisième stage de formation en cours d'emploi.

En septembre et en octobre 1954, un stage de formation en matière de statistiques de l'état civil et de la santé s'est tenu à Kaboul à la suite d'un accord conclu entre le Gouvernement de l'Afghanistan, l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation des Nations Unies; trente-huit personnes ont participé à ce stage. Au Centre interaméricain de biostatistique créé en 1952 à la suite d'un accord conclu entre le Gouvernement du Chili, l'OMS et l'Organisation des Nations Unies, le troisième programme annuel d'études a commencé en mars 1955; trente-six étudiants venant de quinze pays y étaient inscrits. Le Bureau de statistique, en collaboration avec l'AAT, a contribué au fonctionnement du Centre international d'enseignement de la statistique de Calcutta en y envoyant des chargés de cours pour des périodes de brève durée; ce centre, qui a ouvert sa huitième série de cours en août 1954, a été créé en 1952 par l'Institut international de statistique et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, avec le concours de l'Organisation des Nations Unies; depuis 1953, le Gouvernement de l'Inde a pris les dépenses du centre à sa charge.

Outre les centres de formation susvisés, des conférences internationales et régionales ont été organisées pour permettre aux cadres de la fonction publique dans

les divers pays de discuter de problèmes relatifs à l'élaboration et à l'application de normes uniformes dans les statistiques nationales.

Sous les auspices du Centre interaméricain de biostatistique, le premier cycle d'études interaméricain des fonctionnaires de l'état civil s'est tenu au Chili en novembre et en décembre 1954; son objet était l'amélioration des sources de statistiques démographiques de base. Ce cycle d'études a été organisé par le Gouvernement du Chili, l'OMS, l'Institut des affaires interaméricaines, l'AAT et le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies; les cinquante personnes qui y ont participé comprenaient des fonctionnaires supérieurs de l'état civil de quinze pays d'Amérique latine et des représentants d'institutions internationales.

Des groupes de travail de la Conférence de statisticiens européens se sont réunis en 1955 et ont traité de divers sujets: en avril 1955, un groupe de travail a étudié la question des statistiques du commerce de gros et du commerce de détail; en juin 1955, un groupe de travail mixte s'est occupé des statistiques de la formation de capital, des entrées-sorties et de l'épargne; des travaux préparatoires ont été effectués en prévision de la réunion, en août 1955, d'un troisième groupe de travail qui examinera des avant-projets que le Bureau de statistique a établis à la demande de la Commission de statistique au sujet des recensements de population qui doivent avoir lieu en 1960. Ces mêmes avant-projets ont déjà été discutés au cours de la troisième conférence de l'Institut interaméricain de statistique qui s'est tenue à Pétopolis (Brésil) en juin 1955 et à laquelle ont pris part des statisticiens venus de tous les pays du continent américain.

Au cours de l'année écoulée, le Bureau de statistique a rédigé, à l'usage des statisticiens des divers pays, des manuels techniques sur les méthodes et procédés statistiques qui portent sur les recensements démographiques, l'organisation de services statistiques, l'évaluation du revenu national et les statistiques de l'état civil. Ces manuels, principalement destinés aux pays qui sont en train d'organiser ou de perfectionner leurs services statistiques, traitent des problèmes pratiques que posent les opérations de statistique. En outre, afin d'aider tous les pays à établir des statistiques commerciales plus comparables, on a traduit en français les *Tables des marchandises de la classification type pour le commerce international* et l'on a rédigé un manuel de codification (en espagnol) pour la *Nomenclatura Arancelaria Uniforme para Centroamérica*; ce manuel classe environ 25.000 marchandises par position et par ordre alphabétique.

b) ETABLISSEMENT DE NORMES STATISTIQUES

L'une des tâches principales dont le Bureau de statistique doit s'acquitter en exécution des recommandations de la Commission de statistique relatives au développement des statistiques consiste à élaborer, pour les statistiques économiques et sociales, des normes en ce qui concerne les notions, définitions et classifications, et à arrêter des méthodes uniformes pour le rassemblement et la présentation des données pertinentes dans les divers pays. La mise en œuvre de ces recommandations dans les pays a pour effet d'améliorer les statistiques nationales et, partant, de les rendre beaucoup plus comparables sur le plan international.

Au cours de la période de douze mois qui vient de s'écouler, on a enregistré dans ce domaine des progrès soutenus qui se sont traduits par l'établissement de

normes plus plusieurs sujets différents. Les statistiques du commerce extérieur sont devenues plus comparables sur le plan international du fait que la Classification type pour le commerce international (CTCI) est appliquée par dix-sept pays de plus à la date du présent rapport qu'à la même date en 1954, de sorte que cinquante-huit pays et territoires (comptant pour 78 pour 100 dans les échanges mondiaux) présentent maintenant leurs données selon cette classification. De plus, les pays adaptent progressivement leurs méthodes d'évaluation des exportations et des importations aux principes que le Conseil économique et social a adoptés en avril 1953 sur la recommandation de la Commission de statistique. Plusieurs pays mettent également en œuvre les suggestions de la Commission qui tendent à rendre plus comparables les nombres-indices du quantum et des valeurs unitaires. On espère que ces améliorations conduiront à l'établissement d'indices régionaux pour les grandes catégories de produits, de même que l'on peut aujourd'hui calculer des indices pour l'ensemble des échanges. A mesure que l'uniformité des statistiques de base augmente, il devient de plus en plus facile de dresser des tableaux comparables donnant les statistiques du commerce extérieur pour les diverses régions et pour l'ensemble du monde; le Bureau de statistique établit de tels tableaux de plus en plus développés à l'intention des gouvernements, des institutions spécialisées et des commissions économiques régionales.

L'année considérée dans le présent rapport coïncide avec la fin de la période de recensement démographique allant de 1945 à 1954, sur laquelle portaient les premières recommandations de l'Organisation des Nations Unies. Cette année a connu une activité beaucoup plus intense quant aux opérations de recensement que les années précédentes. Du point de vue de la démographie, on peut considérer que le monde est composé de 212 pays et territoires non autonomes et que sa population totale s'élève à environ 2.460 millions d'habitants. Sur ces nombres, 157 pays et territoires ayant une population totale de 1.445 millions d'habitants, soit 59 pour 100 de la population mondiale, ont fait l'objet de programmes de recensement au cours de la période d'après-guerre. La valeur des normes établies par l'Organisation des Nations Unies en matière de recensements et celle de l'assistance fournie aux pays au titre des programmes d'assistance technique se traduisent par des statistiques nationales plus précises et plus comparables.

En prévision des recensements de population qui doivent être organisés en 1960 et au cours des années suivantes, le Bureau de statistique a élaboré, sur l'initiative de la Commission de statistique, des projets de recommandations de caractère international fondées pour la plupart sur des études consacrées aux pratiques statistiques suivies lors de cinquante recensements nationaux exécutés de 1945 à 1954; ces projets de recommandations doivent servir de base de discussion à divers groupes de travail composés de techniciens. On compte qu'ils feront l'objet de plusieurs révisions successives dans le courant de 1955 et en 1956, lorsqu'ils auront été examinés par les organes statistiques régionaux et nationaux et lorsque d'autres études méthodologiques auront été achevées.

Au cours de la période de cinq ans allant jusqu'au 1er juillet 1955, une cinquantaine de pays ont entrepris des recensements et des enquêtes connexes sur les activités des entreprises industrielles (portant sur l'industrie manufacturière, la construction et les industries du

gaz et de l'électricité); au cours des dix années précédentes, trente pays seulement avaient effectué des enquêtes de ce genre. Ce redoublement d'activité a reçu l'approbation et les encouragements du Conseil économique et social, qui a demandé instamment aux pays de procéder à des recensements industriels; d'autre part, la préparation et l'exécution des enquêtes industrielles de base ont été notablement facilitées par les recommandations que la Commission de statistique a adoptées en matière de normes et de définitions, ainsi que par la documentation et l'assistance techniques fournies par l'Organisation des Nations Unies. On poursuit actuellement l'élaboration de projets de normes et de notions pour les recensements et autres enquêtes sur les activités des entreprises commerciales (commerce de gros, commerce de détail et services); la Commission de statistique doit examiner ces projets à sa neuvième session.

A la demande de la Commission de statistique, l'Organisation des Nations Unies poursuit ses études sur les méthodes permettant d'évaluer la formation de capital, sur les moyens d'exprimer en prix constants les ensembles qui composent le revenu national et sur les statistiques relatives à la répartition du revenu. L'Organisation a collaboré avec le Fonds monétaire international à la révision du *Manuel de la balance des paiements* afin de mettre en harmonie les notions apparentées des comptes relatifs à la balance des paiements et du système de comptabilité nationale de l'Organisation des Nations Unies. Au cours de l'année écoulée, le Bureau de statistique a continué de donner des avis aux gouvernements désireux d'adopter les normes de l'Organisation des Nations Unies dans leur comptabilité nationale et dans les domaines connexes.

Afin de permettre aux gouvernements d'avoir une liste commode des normes actuellement en vigueur, en matière de statistiques internationales, le Bureau de statistique a publié en janvier 1955 un *Directory of International Standards for Statistics*.

c) RASSEMBLEMENT ET PUBLICATION DES STATISTIQUES

Le Bureau de statistique, qui est le service central des Nations Unies chargé de rassembler et de diffuser, sur toute une gamme de sujets économiques et sociaux, des tableaux statistiques comparables sur le plan international, a continué d'attacher une attention particulière à son programme de publications; en consultation avec les gouvernements, il n'a cessé de rechercher de meilleures méthodes pour obtenir des chiffres précis et comparables. Comme au cours des années précédentes, un grand nombre de tableaux spéciaux ont été dressés à l'intention des organisations internationales; les institutions spécialisées ont préparé plusieurs de ces tableaux pour diverses publications des Nations Unies. Au cours de la période considérée, le Bureau de statistique a continué de faire paraître régulièrement des publications contenant des données relatives au commerce extérieur, à la production et aux prix, aux transports et au revenu national, aux statistiques démographiques et de l'état civil, ainsi que des statistiques résumées concernant de nombreuses autres questions qui présentent de l'intérêt du point de vue économique et social.

Au début de 1955, le Bureau de statistique a fait paraître deux publications fondamentales, à savoir l'*Annuaire statistique, 1954*, qui contient les séries économiques et sociales les plus importantes, et l'*Annuaire démographique, 1954*, où l'on trouve les principales séries démographiques (le numéro de 1954 porte principalement sur la natalité). Les statistiques et données

dont on dispose pour ces dernières années sur le commerce des produits de base et sur les échanges par pays ont été publiées en août 1954 dans l'*Annuaire des statistiques du commerce international pour 1953*, qui contient des renseignements sur le commerce extérieur de pays qui contribuent pour 97 pour 100 au commerce extérieur mondial.

Ces trois annuaires, qui sont les principaux ouvrages de référence, sont complétés par d'autres publications qui paraissent mensuellement ou trimestriellement. Le *Bulletin mensuel de statistique* renferme aujourd'hui des données détaillées d'actualité sur plus de 120 pays et territoires; quant au troisième numéro du *Supplément au Bulletin mensuel de statistique (1954)*, il contient, sur la portée des données, sur les sujets traités et sur les méthodes de rassemblement, des définitions détaillées et des notes explicatives complètes que l'on ne peut faire figurer dans le *Bulletin* proprement dit. Des données à jour sur le commerce extérieur paraissent dans les publications intitulées *Statistiques du commerce des produits de base* (publication trimestrielle) et *Orientation du commerce international* (numéros mensuels et récapitulation annuelle). La première de ces publications contient des données sur les exportations et importations de chacun des 150 groupes de marchandises que distingue la CTCI; dans la plupart des cas, ces données sont classées par pays de provenance et de destination; la deuxième, qui est publiée en commun par l'Organisation des Nations Unies, le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, renferme une analyse par pays du chiffre total des exportations et des importations.

La publication trimestrielle intitulée *Population and Vital Statistics Reports*, qui fournit les données les plus récentes sur les taux de natalité et de mortalité et sur les chiffres de la population ainsi que des évaluations de ces chiffres au milieu de l'année, pour plus de 250 pays et territoires, vient compléter, en les mettant à jour, certaines des données que l'on trouve dans l'*Annuaire démographique*.

La publication semestrielle intitulée *Statistiques du revenu national et des dépenses publiques* renferme les données les plus récentes sur le revenu national et le produit national.

La *List of Statistical Series Collected by International Organizations*, publiée en février 1955, contient, sous une forme révisée et mise à jour, une bibliographie succincte des publications internationales renfermant des statistiques, ainsi qu'un catalogue complet des séries statistiques réunies par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et certaines organisations intergouvernementales.

En outre, on a publié de nouveaux numéros des *Notes statistiques*, qui exposent brièvement certains événements internationaux d'actualité qui présentent un intérêt pour les statisticiens; d'autre part, on a publié des rapports de centres de formation et de cycles d'études; enfin, les *Sample Surveys of Current Interest* ont continué d'indiquer les enquêtes par sondages faites dans divers pays.

10. — Activités économiques régionales

Les commissions régionales ont continué d'être le centre de la coopération économique dans leurs régions respectives. En Europe, on a encore élargi et intensifié, sous les auspices de la Commission économique pour l'Europe, la coopération économique et technique entre

tous les pays européens. Ce progrès trouve notamment son expression dans la remise en activité, après plusieurs années de sommeil, de deux comités de la CEE, le Comité des problèmes agricoles et le Comité pour le développement du commerce, ainsi que dans une résolution par laquelle la Commission a recommandé à tous ses comités d'accorder dans leurs travaux une place plus importante à l'échange, dans des conditions de réciprocité, de renseignements relatifs à l'expérience acquise en matière de production et d'informations d'ordre scientifique, technique et statistique. Le Groupe spécial d'experts de la CEE pour le développement économique de l'Europe méridionale traite actuellement de toute une gamme de problèmes divers, et ses travaux indiquent que la Commission sera peut-être en mesure d'apporter une contribution importante au progrès économique de cette région. Les travaux du groupe d'experts connu sous le nom de "Yougelexport", qui a été chargé d'étudier les possibilités d'exportation d'énergie électrique en provenance de la Yougoslavie, ont atteint le stade de l'élaboration de plans intergouvernementaux en vue de l'exécution de ce projet.

La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient a décidé qu'elle était maintenant en mesure d'entreprendre une enquête étendue et de procéder à une évaluation analytique des facteurs et des problèmes du développement et de la mise en valeur économiques des pays de la région. Elle a notamment envisagé de mettre au point une technique de l'établissement de programmes économiques adaptée aux conditions particulières de la région et de charger le secrétariat d'aider les gouvernements à examiner, sur leur demande, leurs programmes de développement économique dans le cadre régional.

La Commission économique pour l'Amérique latine a contribué à s'attacher surtout aux problèmes que posent le développement économique et l'élaboration de programmes économiques, et notamment à la formation d'économistes spécialisés dans ces domaines. Dans le cadre des travaux qu'elle a entrepris sur les diverses industries, elle a participé à l'organisation d'une conférence latino-américaine d'experts de l'industrie de la pâte et du papier, et elle envisage de réunir une conférence analogue pour l'industrie sidérurgique et l'industrie de transformation du fer et de l'acier. La valeur de la coopération économique entre des pays appartenant à un même groupe et qui ont en commun des problèmes et des besoins analogues trouve son expression dans les importants progrès réalisés par le Comité de la CEPAL pour la coopération économique en Amérique centrale.

Le Conseil économique et social a continué à formuler, en exécution de son mandat, une politique de coordination et d'intégration des activités économiques, tant sur le plan mondial que sur le plan régional. C'est ainsi que, par sa résolution 560 (XIX), il a demandé au Secrétaire général de dresser un programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation et de la productivité, les commissions économiques régionales devant participer à l'exécution de ce programme. A la demande du Conseil, les trois commissions ont examiné une proposition de la CEE tendant à organiser des consultations inter-régionales en matière commerciale et elles ont présenté des recommandations au Conseil à ce sujet.

a) COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

A sa dixième session tenue en mars 1955, la Commission économique pour l'Europe a pris connaissance des

travaux effectués par ses comités et son secrétariat au cours de l'année écoulée. Elle a adopté une résolution recommandant à ses comités d'accorder dans leurs travaux, sans négliger l'examen des problèmes d'ordre économique, une place plus importante à l'échange, dans des conditions de réciprocité, de renseignements relatifs à l'expérience acquise en matière de production et d'informations d'ordre scientifique, technique et statistique, et notamment d'organiser, dans des conditions de réciprocité, des visites de spécialistes entre les divers pays participants. La Commission a étudié la situation économique de l'Europe sur la base d'un rapport du secrétariat intitulé *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1954*. Un groupe spécial d'experts, désignés par les Gouvernements de la Grèce, de l'Italie, de la Turquie et de la Yougoslavie, chargés d'examiner les problèmes que pose le développement économique de ces pays, a présenté son premier rapport. Après avoir examiné ce rapport, la Commission a indiqué dans son rapport au Conseil économique et social qu'elle attendait avec intérêt le nouveau rapport que ce groupe présenterait à sa onzième session. La Commission a également adopté une résolution relative à la coopération économique interrégionale, réaffirmant une de ses résolutions antérieures.

La Commission a examiné et approuvé le programme de travail de ses comités et de son secrétariat pour 1955-1956. Le rapport annuel de la Commission, qui passe en revue l'ensemble de ses activités pendant l'année 1954-1955, a été présenté au Conseil économique et social à sa vingtième session.

Le secrétariat a continué de collaborer étroitement avec les institutions spécialisées et un certain nombre d'organisations non gouvernementales. Il est également demeuré en rapport, sur le plan technique, avec les fonctionnaires de l'Organisation européenne de coopération économique et avec le secrétariat du Conseil de l'Europe, ainsi qu'avec la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Conférence européenne des Ministres des transports.

La Commission n'a pas adopté un projet de résolution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques qui tendait à inviter des représentants de la République démocratique allemande et de la République fédérale d'Allemagne à prendre part aux travaux de la session. La procédure suivie par la Commission concernant la participation de l'Allemagne occidentale et de l'Allemagne orientale aux travaux des organes subsidiaires de la Commission est donc restée inchangée.

Conformément à la résolution 517 B (XVII) du Conseil, l'Italie est devenue membre de la Commission le 19 juillet 1954.

i) Agriculture

En application de la résolution 6 (IX) de la Commission, le Comité des problèmes agricoles a repris ses travaux et a tenu ses troisième et quatrième sessions au cours de la période considérée. Il a examiné la situation de la production et des marchés d'un certain nombre de produits agricoles et a créé un Groupe de travail spécial de la mécanisation de l'agriculture.

Comme suite à une recommandation générale du Comité pour le développement du commerce, le Comité des problèmes agricoles a décidé de constituer deux groupes spéciaux d'experts chargés d'élaborer des propositions concernant l'établissement de conditions de vente uniformes, l'un pour les agrumes, l'autre pour les céréales.

Ces deux groupes de travail se sont réunis pour la première fois en mai 1955.

Le Groupe de travail de la normalisation des denrées périssables a approuvé des recommandations concernant de nouveaux produits et a modifié le protocole prévoyant l'insertion de dispositions communes dans les règlements nationaux visant les fruits et légumes qui entrent dans le commerce international. Le nouveau texte du protocole a été soumis aux gouvernements, pour approbation.

Un rapport intitulé *Prix des produits agricoles et des engrais en 1953-1954* a été publié en juillet 1954 et un rapport analogue pour 1954-1955 est en cours de préparation.

ii) Charbon

Le Comité du charbon a suivi de près l'évolution du marché charbonnier et a attaché une attention particulière aux tendances de la production et de la consommation, ainsi qu'au commerce international des combustibles solides pour chaque trimestre de l'année considérée. Il consacre en outre des études spéciales aux tendances de la consommation de combustible dans les principaux secteurs de consommation, ainsi qu'à la concurrence croissante que font au charbon d'autres sources d'énergie. Un système de classification des houilles par catégories, destiné à l'usage commercial, subit actuellement une période d'essai qui doit s'achever cette année, et le Comité poursuit ses travaux relatifs à la classification internationale des houilles par calibre, du coke, des houilles brunes et des lignites. Le Comité étudie enfin la possibilité d'employer pour la cokéfaction certains charbons jusqu'ici jugés impropres à cette fin, dans le cadre de recherches ayant pour objet de permettre à l'Europe de se suffire de nouveau à elle-même en matière de combustibles solides.

iii) Acier

Le Comité de l'acier a continué d'étudier les tendances actuelles du marché européen de l'acier. Après un nouvel examen par le Comité, le texte définitif de l'étude sur l'industrie des tubes et des tuyaux fera sous peu l'objet d'une distribution générale, sous la responsabilité du secrétariat. Une étude analogue sur le matériel de chemins de fer a été entreprise. Un rapport définitif sur la concurrence entre l'acier et d'autres métaux ou matières est actuellement en cours de préparation. Le Comité attache actuellement de plus en plus d'importance à l'échange de renseignements sur les progrès techniques récemment réalisés. Il a en outre établi et recommandé aux gouvernements une définition de la capacité de production de fer et d'acier, applicable à l'ensemble de l'Europe.

iv) Energie électrique

Pendant la période considérée, le Comité de l'énergie électrique s'est attaché à examiner notamment les questions suivantes: évolution de la situation de l'énergie électrique en Europe, méthodes employées par divers pays dans la détermination des prévisions de la consommation d'énergie électrique, possibilité d'augmenter la consommation d'énergie électrique dans le secteur domestique. Il a également traité des statistiques de l'énergie électrique, de questions juridiques, du potentiel hydro-électrique brut de l'Europe et de la production d'énergie électrique par réacteurs nucléaires.

Le Groupe de travail pour l'étude de l'électrification rurale, sur les vingt-neuf sujets d'étude qu'il s'était

fixés, en a examiné onze qui ont fait l'objet de rapports préparés par des rapporteurs.

L'organisme intergouvernemental connu sous le nom de "Yougelexport" a achevé son étude des possibilités d'exportation d'énergie électrique en provenance de la Yougoslavie, et le Comité de l'énergie électrique a décidé de créer un comité intergouvernemental de coordination en vue de l'exécution du plan proposé.

v) *Produits des industries mécaniques et produits de base industriels*

Le Groupe de travail spécial sur les contrats en matière d'industries mécaniques, qui relève du Comité de l'industrie et des produits de base, a réalisé de nouveaux progrès dans l'élaboration des clauses relatives à la mise en place et au montage des usines. En ce qui concerne les clauses relatives aux ventes, certaines modifications ont été demandées et l'on envisage la publication d'une nouvelle version, particulièrement afin de faciliter les échanges entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale. Par la suite, on se propose de publier une autre édition de ces clauses qui tiendra compte des conditions commerciales particulières que l'on trouve dans les régions de la CEPAL et de la CEAEO. On envisage enfin d'entreprendre des travaux analogues en ce qui concerne les produits en acier, ainsi que les minerais de fer, de chrome et de manganèse.

A sa dixième session, la CEE a invité le Secrétaire exécutif à convoquer un groupe de travail spécial des machines agricoles qui procéderait, entre les divers pays d'Europe, à des échanges de renseignements sur les progrès de la technique et examinerait dans quelles proportions il serait possible d'accroître la production et le commerce de certaines catégories de matériel agricole. La Commission a également rappelé une résolution adoptée à sa septième session, par laquelle elle avait prié le Secrétaire exécutif, notamment, de convoquer, lorsque cela était nécessaire et après consultation des gouvernements intéressés, des groupes de travail spéciaux chargés de certains problèmes particuliers portant sur l'économie, l'industrie, la législation et les institutions des pays, ou bien un ensemble de problèmes touchant à telle ou telle branche de l'activité industrielle relevant du mandat du Comité de l'industrie et des produits de base.

vi) *Logement*

A sa dixième session, la CEE a décidé à l'unanimité de donner au Sous-Comité de l'habitat le statut de Comité, son mandat restant celui de l'ancien Sous-Comité. Le Comité et ses groupes de travail se sont réunis pour examiner : 1) la politique des gouvernements en matière de logement, en s'attachant particulièrement à réévaluer la situation et les besoins dans ce domaine, ainsi qu'à revoir la question du financement de la construction d'habitations, l'étude annuelle du secrétariat relative à la situation du logement en Europe ayant servi de base de discussion ; 2) une étude sur le problème du logement dans les pays d'Europe les moins industrialisés ; 3) les mesures techniques et les méthodes envisagées pour réduire le coût de la construction ; 4) les statistiques du logement et de la construction, particulièrement en ce qui concerne l'uniformisation des notions et des définitions.

vii) *Bois*

A la session qu'il a tenue en 1954 pendant l'automne, le Comité du bois a continué d'examiner la situation des marchés des sciages résineux, des bois de mine et des bois à pâte. Il a recommandé d'accorder une priorité

de rang élevé à l'étude du remplacement du bois par d'autres matériaux. Il a également proposé que le Groupe de travail mixte FAO/CEE des statistiques du bois et des produits forestiers étudie la question de la publication de statistiques des prix. La question des tendances et prévisions à moyenne et à longue échéance en ce qui concerne le commerce du bois en Europe doit être inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session du Comité. Le Comité a prié le Secrétaire exécutif de la CEE de réunir un groupe de travail composé de spécialistes en matière de classification commerciale du bois ; il a également décidé de constituer un groupe de travail chargé d'examiner le problème de l'uniformisation des conditions générales de vente du bois ; ce dernier groupe de travail a tenu sa première session en mai 1955.

Le Comité a approuvé le rapport du Groupe de travail mixte FAO/CEE des techniques d'abattage et de la formation des ouvriers forestiers et il a décidé de créer, en commun avec la Commission européenne des forêts de la FAO, un comité mixte FAO/CEE des techniques d'exploitation forestière et de la formation des ouvriers forestiers.

viii) *Transports*

Le Comité des transports intérieurs a poursuivi ses travaux sur la rédaction d'un certain nombre de projets de conventions. Dans le domaine des transports routiers et du tourisme, il a rédigé deux projets de convention portant, l'un sur le régime d'admission en franchise temporaire des embarcations de plaisance et des aéronefs de tourisme, l'autre sur le régime d'admission en franchise temporaire des véhicules automobiles commerciaux et des containers ; ces projets ont été soumis aux gouvernements. Le Comité a également élaboré un projet de convention relatif au contrat de transport international de marchandises par route, un projet de convention sur l'imposition des véhicules automobiles de tourisme étrangers et un autre projet de convention sur l'imposition des véhicules automobiles commerciaux qui se livrent au transport international. Il a aussi repris l'élaboration d'un projet de convention relatif au transport des marchandises dangereuses.

Le Comité a adressé aux gouvernements, en vue de réduire le nombre des accidents de la route, des recommandations sur les signaux routiers et sur la signalisation routière, ainsi que sur la construction des véhicules.

Une réunion spéciale a été consacrée aux divers problèmes que le Comité pourrait étudier dans le domaine des voies navigables. Cette réunion spéciale a recommandé au Comité de compléter et de réviser le texte de deux conventions signées en 1930, portant l'une sur l'unification de certaines règles en matière d'abordage dans la navigation intérieure, l'autre sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure, les droits réels sur ces bateaux et d'autres matières connexes ; elle lui a également recommandé de reprendre ses travaux sur l'élaboration d'une convention relative aux transports par voies navigables des marchandises dangereuses, travaux qu'il avait interrompus en 1951. Elle a décidé en outre qu'il était souhaitable d'uniformiser les systèmes de signalisation et d'unifier les règlements de police relatifs aux voies navigables, et elle a arrêté la procédure à suivre pour atteindre ces buts.

Un protocole relatif à la normalisation des emballages en bois pour fruits et légumes a été établi et soumis aux gouvernements pour approbation. Les gouvernements qui accepteront ce protocole s'engageront à assurer la mise en application progressive de ses disposi-

tions à partir du 1er janvier 1955. Une annexe C. 1 au cahier des charges joint à l'Accord général portant réglementation économique des transports routiers internationaux, relative au transport des denrées périssables, a été signée le 1er juillet 1954 par la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, sous réserve de ratification, et par la France, sans réserve de ratification.

Dans le domaine des tarifs, le Comité s'est particulièrement attaché à la recherche de principes uniformes pour l'établissement de tarifs ferroviaires internationaux indépendants des tarifs nationaux et à l'adoption d'une nomenclature tarifaire uniforme.

Le Comité a poursuivi ses travaux sur les questions suivantes: coordination des transports, problèmes des prix de revient, questions douanières, problèmes que pose le choix des itinéraires ferroviaires les plus rationnels, octroi d'autorisations pour l'exploitation de services internationaux d'autocars, statistiques des transports et sécurité des transports ferroviaires.

ix) Commerce

En application de la résolution 1 (IX) de la CEE, le Comité pour le développement du commerce, qui avait suspendu ses travaux en 1949, a repris ses activités et a tenu sa troisième session en octobre 1954. Le Comité a adopté un programme de travail et a notamment décidé d'examiner à chaque session l'évolution du commerce intra-européen, particulièrement en ce qui concerne les échanges entre l'Est et l'Ouest; d'envisager la conclusion d'accords commerciaux à long terme et d'apporter des améliorations aux accords de paiements; d'uniformiser les conditions générales de vente de certaines marchandises; d'améliorer les services d'arbitrage commercial et de faciliter l'organisation de foires et d'expositions commerciales; de rechercher les moyens d'accroître les échanges interrégionaux, etc. Le Comité se propose également, dans le cadre des travaux de sa quatrième session, de poursuivre les consultations relatives au commerce entre l'Est et l'Ouest.

Au cours de sa première session tenue en février 1955, le Groupe de travail spécial de l'arbitrage, créé par le Comité, a examiné les possibilités actuelles de l'arbitrage commercial international et a arrêté une liste de questions à étudier.

Le Comité a également constitué un Groupe de travail spécial composé d'experts financiers chargés de rechercher les moyens d'améliorer les relations de paiement entre les pays d'Europe orientale et les pays d'Europe occidentale.

La quatrième session du Comité, qui doit se tenir à la fin de septembre 1955, comprendra non seulement les réunions ordinaires du Comité et de son Groupe de travail spécial d'experts financiers, mais aussi la troisième série de consultations relatives au commerce entre l'Est et l'Ouest, qui consisteront, comme par le passé, en discussions et en prises de contact de caractère bilatéral.

x) Autres travaux

Le secrétariat de la CEE a continué de collaborer comme par le passé avec l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies. Il a également collaboré avec l'AAT à l'exécution de projets particuliers dont certains avaient un caractère régional.

La Commission s'efforce toujours de collaborer de plus en plus avec les autres commissions régionales, particulièrement pour ce qui est des problèmes relatifs au charbon, à l'énergie électrique, à l'acier, au bois et au

commerce, ainsi qu'à la recherche dans le domaine économique.

La Conférence des statisticiens européens a examiné les rapports de ses groupes de travail chargés d'étudier respectivement les statistiques des stocks, les sondages de la main-d'œuvre et les statistiques de la formation de capital; elle a progressé dans ses travaux relatifs aux statistiques des entrées-sorties et aux mouvements des transactions de gros et de détail; elle a enfin formulé un certain nombre de suggestions au sujet des travaux statistiques effectués au sein des divers comités de la CEE.

Le secrétariat a continué de publier des études périodiques, dont une publication trimestrielle, le *Bulletin économique pour l'Europe* (qui complète l'étude annuelle sur la *Situation économique de l'Europe*), et un certain nombre de bulletins statistiques spéciaux consacrés à des sujets tels que le charbon, le logement, l'acier, le bois et les transports. Au début de l'année a été publiée une étude intitulée *Growth and Stagnation in the European Economy* (Croissance et stagnation de l'économie européenne), préparée par un expert en collaboration avec le secrétariat de la CEE et financée par la Fondation Rockefeller.

b) COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT

A sa onzième session, tenue à Tokio (Japon) du 28 mars au 7 avril 1955, la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient a examiné les travaux de ses organes subsidiaires et de son secrétariat, et elle a approuvé un programme de travail pour 1955 et 1956. La Commission a décidé de déployer tous ses efforts pour continuer à favoriser le développement économique rapide des pays de la région de l'Asie et de l'Extrême-Orient et d'intensifier à cette fin la coopération économique; elle a également décidé, pour atteindre ce but, de renforcer les services du secrétariat. Elle a pris acte de la création, au sein du secrétariat, d'une section du développement économique et de la planification économique.

La CEAO a continué de collaborer avec les institutions spécialisées à l'exécution de nombreux projets. Le Secrétaire exécutif a maintenu d'étroites relations de travail avec le Comité consultatif pour le développement économique coopératif dans l'Asie du Sud et du Sud-Est (Plan de Colombo) et il a procédé à des consultations de plus en plus fréquentes avec un certain nombre d'organisations non gouvernementales.

1) Etude économique

L'Etude économique sur l'Asie et l'Extrême-Orient, 1954, a été publiée au début de 1955. Elle se compose de deux parties: la première partie contient une analyse de l'évolution de la situation économique dans l'ensemble de la région considérée et la deuxième partie contient une étude de cette évolution dans chacun des pays intéressés. Le thème principal de la première partie est le suivant: problèmes et difficultés auxquels les pays de la région ont dû faire face dans l'exécution de leurs plans de développement économique, en raison surtout de la baisse de leurs recettes tirées des exportations qui s'est manifestée après le boom de la guerre de Corée. Les auteurs de *L'Etude* font ressortir l'insuffisance de la formation de capital intérieur dans la région et ils signalent qu'il existe un écart de l'ordre de 3 milliards de dollars entre les besoins annuels de la région et les ressources provenant de l'intérieur. On a continué la

publication de l'*Economic Bulletin for Asia and the Far East*.

ii) Industrie et commerce

Industrie

A sa quatrième session, tenue à Bangkok en novembre 1954, le Groupe de travail des secrétariats de la CEAEQ, de l'OIET et de l'UNESCO pour le personnel qualifié nécessaire au développement économique a souligné la nécessité de relever la productivité et le rendement dans les entreprises industrielles par les moyens suivants: centres de productivité, services de formation en cours d'emploi, cours de formation des cadres, formation d'ingénieurs pour l'industrie et groupes mobiles d'instructeurs chargés de former les travailleurs dans les petites industries.

A sa septième session tenue en mars 1955, le Comité de l'industrie et du commerce de la CEAEQ a examiné les recommandations formulées par le cycle d'études sur l'organisation et la direction des entreprises industrielles du secteur public, que le secrétariat de la CEAEQ avait réuni en collaboration avec l'AAT et l'Institut international des sciences administratives.

Un groupe de spécialistes des industries familiales et des petites industries, appartenant aux pays de la région, s'est rendu au Japon en avril et en mai 1954 sous les auspices de la CEAEQ et de l'AAT; après avoir observé les pratiques suivies dans les établissements japonais, ce groupe a recommandé aux pays de la région d'entreprendre un programme de recherches coordonnées, de normaliser et de contrôler la qualité des produits, de constituer des associations commerciales pour les petites industries, et de promulguer des lois sur l'assurance-crédit pour les petites entreprises.

A sa quatrième session tenue à Tokio en octobre 1954, le Sous-Comité de l'énergie électrique a traité des problèmes de l'électrification de la métallurgie et de l'industrie chimique, ainsi que des aspects techniques de l'électrification des campagnes, notamment les questions du choix des combustibles et des générateurs. Il a recommandé une coordination étroite entre les industries consommatrices d'énergie et l'industrie de production d'électricité. A l'issue de la session, les délégations ont pris part à une tournée d'inspection au Japon de centres d'électrification des campagnes, d'ouvrages hydro-électriques et d'usines de fabrication de matériel électrique.

Au cours de sa première session tenue à Bangkok en novembre 1954 en collaboration avec le Congrès international de géologie et le Bureau de cartographie des Nations Unies, le Groupe de travail d'experts géologues pour l'établissement de la carte géologique régionale de l'Asie et de l'Extrême-Orient s'est entendu sur les conventions d'ordre technique à adopter pour l'établissement d'une carte géologique de la région. Il a été décidé qu'au fur et à mesure que l'on disposerait des renseignements nécessaires, la carte serait étendue à tous les pays de la région de la CEAEQ. Le Groupe de travail a également recommandé que les Etats voisins se consultent mutuellement et organisent des missions mixtes qui résoudre sur place les problèmes communs de levé et de cartographie; il a enfin recommandé aux gouvernements de participer aux dépenses relatives à l'établissement de la carte régionale.

A sa première session tenue à Bangkok en novembre 1954, le Sous-Comité des ressources minérales s'est attaché aux problèmes de l'exploitation minière et notamment à la mise en valeur des gisements de charbon de qualité inférieure, à la situation de la région

en matière de combustibles et à l'assistance technique fournie dans ces domaines. Le Sous-Comité a décidé l'adoption, pour l'établissement des statistiques des produits minéraux dans les divers pays de la région, de la Classification type pour le commerce international (CTCI); il a constaté que plusieurs des recommandations formulées par le Groupe de spécialistes des lignites à l'issue de leur voyage en Australie avaient déjà été appliquées dans beaucoup de pays de la région; il a approuvé les dispositions prises en coopération avec la CEE pour l'échange, sur le plan interrégional, de renseignements et de résultats de recherches de laboratoire sur les charbons de qualité inférieure. A l'issue de la session, les délégations ont participé à un voyage d'étude dans des régions thaïlandaises qui présentent de l'intérêt du point de vue géologique et minier et où se trouvent notamment des mines d'étain.

Commerce

Au cours de sa première session tenue à Hong-kong en janvier 1955, le Sous-Comité du commerce a étudié les questions suivantes: évolution du commerce international et des paiements dans les pays de la CEAEQ, activités ayant pour objet de favoriser le développement du commerce dans ces pays, analyse des marchés, moyens d'arbitrage commercial et établissement de normes uniformes dans les pays de la région. Le Sous-Comité a particulièrement insisté sur le problème que pose l'instabilité de la demande et des prix des marchandises exportables. Il a instamment demandé aux pays d'envisager, soit individuellement, soit collectivement, des mesures de stabilisation des prix. Il a également recommandé que les pays donateurs d'une aide économique, lorsque leur aide est fournie en nature, évitent de bouleverser le jeu normal des échanges et prennent des dispositions pour acheter dans la région, en règle générale, les produits qui y sont offerts sur la base de la concurrence. Il a aussi recommandé la création d'un groupe de travail composé d'experts en matière de procédure arbitrale, qui serait chargé d'examiner la législation sur l'arbitrage et les moyens d'arbitrage dans les pays de la région. Enfin, il a invité le secrétariat à étudier les effets des frets maritimes sur le développement du commerce intrarégional.

Le Groupe de travail d'experts en matière de paiements dans la région de la CEAEQ s'est réuni à Bangkok en juillet 1954 et a examiné les problèmes relatifs aux accords bilatéraux et multilatéraux de commerce et de paiements, notamment la possibilité de constituer une union régionale de paiements.

A sa deuxième session, tenue à Bangkok en octobre 1954, le Groupe de travail sur les aspects financiers des programmes de développement économique en Asie et en Extrême-Orient a examiné la question du financement par déficit budgétaire et des problèmes connexes relatifs à l'inflation. Il a estimé qu'un déficit budgétaire n'était pas nécessairement mauvais en soi et qu'au contraire un déficit budgétaire modéré pouvait, dans certaines conditions et avec certaines précautions, constituer un utile instrument de financement du développement économique.

A sa septième session, le Comité de l'industrie et du commerce a approuvé les rapports de ses divers organes subsidiaires et a souligné la nécessité d'intensifier la coopération régionale et interrégionale, particulièrement dans les domaines suivants: mise en valeur des ressources minérales, établissement en commun de cartes géologiques, recherches communes, coopération entre

pays exportateurs et pays importateurs. Il a également recommandé de combiner les méthodes traditionnelles fondées sur l'effort personnel avec la mécanisation afin d'accélérer le développement économique et il a insisté sur la nécessité d'éveiller la conscience des peuples de telle sorte qu'ils soient prêts à consentir des sacrifices immédiats pour permettre la réalisation de progrès économiques dans l'avenir.

iii) Transports intérieurs

A sa troisième session tenue à Tokio en octobre 1954, le Sous-Comité des chemins de fer a examiné les problèmes que pose l'amélioration des méthodes de construction et d'entretien de la voie, ainsi que des questions techniques et administratives intéressant les chemins de fer, comme le traitement des eaux d'alimentation des chaudières de locomotive, les locomotives diesel, les autorails, les mesures permettant d'éviter les réclamations ou de les régler rapidement. A l'issue de la session, les délégations ont fait un voyage d'étude au cours duquel ils ont visité d'importantes installations ferroviaires au Japon; ils ont ensuite formulé des recommandations touchant la possibilité d'adopter dans les réseaux de la région certaines des techniques et certains des matériels utilisés au Japon. Le Centre régional de formation en matière d'exploitation et de signalisation ferroviaires s'est ouvert à Lahore (Pakistan) le 3 avril 1954; trois séries de cours sur l'exploitation y ont déjà été données et la quatrième doit commencer le 1er septembre 1955, en même temps que la première série de cours sur la signalisation. La plus grande partie du matériel a été livrée et installée et les dispositions nécessaires ont été prises en ce qui concerne le personnel enseignant.

A sa deuxième session tenue à Saïgon en mai 1954, le Sous-Comité des voies fluviales a adopté en principe le projet de convention relative au jaugeage et à l'immatriculation des bateaux employés pour la navigation intérieure. Il a réalisé certains progrès en ce qui concerne la création, en coopération avec le Gouvernement de la Birmanie et l'Organisation internationale du Travail, d'un centre régional de formation supérieure de mécaniciens de moteurs de marine diesel. D'autre part, il a reconnu la nécessité d'établir un système uniforme de balisage par bouées sur les voies fluviales de la région et il a décidé d'inscrire à son programme de travail un projet relatif au cabotage.

A sa quatrième session tenue à Bangkok en 1955, le Comité des transports intérieurs a passé en revue les travaux de ses organes subsidiaires et de son secrétariat, et il a examiné l'évolution de la situation en ce qui concerne les routes, les chemins de fer et les voies fluviales.

iv) Alimentation et agriculture

La Division mixte CEAEO/FAO de l'agriculture, qui relève du secrétariat, a continué d'étudier l'évolution de la situation économique dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture et a entrepris des études sur les aspects économiques de certains problèmes agricoles qui se posent dans la région. Son programme de travail comprend les projets suivants: étude permanente de la situation économique dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture; études sur les plans de développement agricole dans les pays de la région; crédit agricole et financement du développement de l'agriculture, notamment travaux d'un cycle d'études en la matière; élasticité de la demande par rapport aux prix et aux revenus en ce qui concerne le riz et les autres

céréales produites dans la région; commercialisation des produits agricoles.

v) Défense contre les inondations et mise en valeur des ressources hydrauliques

Le secrétariat a achevé la rédaction d'un manuel posant les principes fondamentaux et la marche à suivre pour établir les plans des projets d'aménagement à fins multiples des bassins fluviaux et donnant des normes pour les observations, les mesures et la terminologie hydrologiques. Le programme de travail établi dans ce domaine tient compte des recommandations qui figurent dans la résolution 533 (XVIII) du Conseil économique et social, particulièrement en ce qui concerne le rassemblement des données hydrologiques et l'élaboration de méthodes uniformes d'observation hydrologique.

La question de l'accroissement de la demande d'eau pour divers usages, notamment dans les secteurs domestique, industriel et agricole, a été traitée dans le manuel sur l'aménagement des bassins fluviaux. Le programme de travail comprend également un projet relatif à la mise en valeur des ressources hydrauliques des fleuves internationaux de la région.

vi) Statistiques

Le secrétariat a continué d'étudier les méthodes statistiques, l'organisation des services de statistique et les activités de ces services dans les pays de la région. Des dispositions ont été prises pour réunir en août 1955 un groupe d'étude sur la classification budgétaire; d'autre part, la quatrième Conférence régionale des statisticiens doit se tenir en 1956, en coopération avec le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies, pour étudier l'application dans les pays d'Asie et d'Extrême-Orient du programme mondial de recensement de population et d'autres recensements connexes, que l'on doit entreprendre en 1960.

vii) Services consultatifs

Au cours de ses travaux, le secrétariat a fourni un certain nombre de services consultatifs aux gouvernements qui lui en avaient fait la demande. Ces services, fournis en accord avec l'AAT, ont porté sur les sujets suivants: défense contre les inondations et mise en valeur des ressources hydrauliques; exploitation minière, notamment extraction des lignites, et industrie sidérurgique; énergie électrique et industries familiales; types d'habitations et utilisation des matériaux de construction locaux; commercialisation des produits de l'artisanat; développement des services de développement du commerce; transports intérieurs.

Le secrétariat a pu aider plusieurs gouvernements à établir des demandes d'assistance technique au titre des programmes des Nations Unies et il a communiqué à l'AAT des observations sur les demandes de bourses d'études et de perfectionnement en provenance de la région, ainsi que sur les rapports périodiques des spécialistes de l'AAT travaillant dans les pays de la région.

c) COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

A ses séances des 9 et 10 mai 1955, tenues à Santiago de Chili, le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine a examiné le rapport de la Commission sur l'état d'avancement de ses travaux, ainsi que son programme de travail et l'ordre de priorité de ses projets. Le Comité a approuvé le rapport annuel de la Commission au Conseil économique et social.

Le Comité plénier a pris acte de l'appui soutenu et de la coopération toujours plus grande que les gouvernements des Etats membres et les autres organismes internationaux n'ont cessé de prêter aux travaux de la Commission et il a fait ressortir le rôle important que joue l'assistance technique dans le développement économique de la région. Il s'est également félicité de la coordination réalisée entre les travaux de la CEPAL et ceux du Conseil économique et social interaméricain.

A la demande de la dixième Conférence interaméricaine, le secrétariat de la CEPAL a pris part à la quatrième réunion extraordinaire du Conseil économique et social interaméricain et y a présenté une étude rédigée avec l'assistance d'un groupe de six éminents experts de pays d'Amérique latine, intitulée *Rôle de la coopération internationale dans la politique de développement de l'Amérique latine*. A une réunion spéciale tenue à Santiago le 30 juin 1954, le Comité plénier a approuvé cette participation de la CEPAL.

L'*Etude sur la situation économique de l'Amérique latine, 1954*, sera publiée en juillet 1955. Elle traite de la situation et des tendances actuelles de l'économie de l'Amérique latine et examine les questions du revenu par habitant et des problèmes des investissements en fonction du commerce extérieur et de la balance des paiements, des termes de l'échange et de l'influence des facteurs extérieurs liés à l'évolution de la situation mondiale, des prix et des marchés. Les auteurs de l'*Etude* examinent spécialement la production dans les secteurs agricole, minier et industriel, ainsi que dans celui de l'énergie électrique. Une deuxième partie de l'*Etude* est consacrée à l'analyse de la situation actuelle dans les divers pays de la région et aux problèmes particuliers qui s'y posent.

i) Activités dans le domaine du développement économique général

Le secrétariat a continué d'attacher une attention particulière à tous les aspects du développement économique et de l'élaboration de programmes économiques dans les pays d'Amérique latine. A ce titre, il a procédé à une révision complète de l'"Etude préliminaire sur les techniques pour l'élaboration des programmes de développement économique"; cette version révisée sera publiée en 1955. La CEPAL sera saisie à sa sixième session de rapports préliminaires relatifs aux études effectuées sur le développement économique du Brésil et de la Colombie. Des études analogues sur d'autres pays ont fait l'objet de travaux préliminaires comportant les analyses et prévisions nécessaires, notamment une analyse de l'influence de la politique monétaire et fiscale sur le processus d'inflation au Chili et sur le développement économique de ce pays. Dans le cadre du programme général, le secrétariat a étudié la question des disponibilités de main-d'œuvre et certains des principaux aspects sociaux du développement économique.

La troisième année de cours donnée au titre du programme mixte de formation de la CEPAL et de l'AAT en matière de développement économique s'est achevée à Santiago en décembre 1954; seize stagiaires étaient inscrits à ces cours. La quatrième série de cours généraux a commencé à Santiago en avril 1955; on n'y a admis que sept stagiaires pour pouvoir organiser, à l'intention d'économistes colombiens, un stage de formation intensive, d'une durée de trois mois, qui doit avoir lieu à Bogota pendant le dernier trimestre de l'année. Ce stage spécial comprendra des conférences

et des discussions sur les sujets suivants: comptabilité sociale; théorie du développement économique et élaboration de programmes de développement; préparation, évaluation et présentation des projets; organisation.

Le secrétariat rédige actuellement, en collaboration avec l'AAT, un manuel sur les projets. Son objet est d'exposer les méthodes et les critères à appliquer pour dresser des projets de développement, ainsi que les meilleures méthodes d'élaboration et de présentation. Ce manuel sera utilisé au cours des stages de formation destinés aux économistes des pays d'Amérique latine et doit également servir de guide aux techniciens et aux fonctionnaires chargés d'élaborer des projets dans leurs pays respectifs.

ii) Etudes industrielles

Industries de transformation du fer et de l'acier

Les travaux de caractère permanent effectués dans ce domaine consistent en études sur la structure, l'état actuel et les perspectives de développement des industries de transformation du fer et de l'acier dans quelques pays d'Amérique latine, ainsi que sur le rôle de ces industries dans l'économie régionale. Un rapport traitant des principaux problèmes techniques et économiques qui se posent dans l'industrie d'après les enquêtes effectuées dans diverses entreprises choisies comme échantillons représentatifs sera présenté à une réunion d'experts en matière de fabrication et de transformation de l'acier, qui doit se tenir au cours du premier semestre de 1956 sous les auspices de la CEPAL et de l'AAT. Une étude générale sur les aspects économiques de la fabrication et de la transformation de l'acier dans quelques pays d'Amérique latine sera présentée à la sixième session de la CEPAL.

Une conférence d'experts de l'industrie de la pâte et du papier a eu lieu à Buenos-Aires (Argentine) du 19 octobre au 2 novembre 1954 sous les auspices de la CEPAL, de la FAO et de l'AAT, et avec la collaboration de l'UNESCO et de la CEE. Des experts de nombreux pays du monde ont pris part à cette conférence, au cours de laquelle quatre-vingt-quatre études techniques ont été examinées. La conférence est parvenue à des conclusions précises en ce qui concerne les possibilités de développement de l'industrie de la pâte et du papier en Amérique latine. Comme suite à une recommandation de la conférence, la CEPAL, la FAO et l'AAT prennent actuellement des dispositions pour constituer un groupe consultatif chargé d'aider les gouvernements à dresser des plans de développement et les sociétés privées à élaborer des projets particuliers. Le Conseil économique et social a été saisi, à sa dix-neuvième session, d'un rapport sur cette conférence (voir chap. II, A, sect. 4).

Industries chimiques

A la suite de travaux préliminaires qui comprenaient notamment le rassemblement de données sur le rapport entre le revenu et la consommation de produits chimiques dans le secteur industriel, une étude sur les industries chimiques en Amérique latine a été commencée en juin 1955. L'élaboration de cette étude se poursuivra jusqu'à la fin de 1956.

iii) Energie

Au début de 1954, on a commencé une étude sur la situation actuelle et les perspectives d'avenir en matière de ressources, de production et de consommation d'énergie. Cette étude expose la situation de l'Amérique latine dans son ensemble du point de vue de l'énergie

et établit des comparaisons avec celle du reste du monde. De toute évidence, des investissements importants seront nécessaires si l'on veut augmenter la production d'énergie de façon à faire face aux besoins d'une économie en voie de développement. Les auteurs de l'étude ont examiné les problèmes financiers qui se posent dans ce domaine, notamment les effets des importations de biens d'équipement essentiels sur la situation de la balance des paiements. L'étude donne un état préliminaire des sources potentielles d'énergie qui existent dans chaque pays; cet état constitue un premier pas dans la voie de l'évaluation des gisements de pétrole et de charbon, ainsi que des possibilités qui s'offrent en matière d'énergie hydro-électrique. Un rapport préliminaire sera présenté à ce sujet à la sixième session de la CEPAL.

iv) Agriculture

Certaines questions relatives à l'agriculture sont traitées dans les études que l'on prépare actuellement sur le développement économique dans divers pays d'Amérique latine, ainsi que dans l'*Etude sur la situation économique*, qui paraît tous les ans; en outre, la CEPAL a entrepris deux études au titre du Programme commun de la CEPAL et de la FAO, conformément à un accord spécial conclu au début de 1954 entre les secrétariats de ces deux organismes. L'une de ces études est consacrée à la production de café dans quelques pays d'Amérique latine et aux effets de cette production sur le développement économique. L'autre est une étude mixte qui porte sur l'application dans le domaine agricole d'une politique de développement sélectif ayant pour objet d'éviter les excédents et les pénuries, ainsi que d'augmenter la production des marchandises les plus nécessaires au relèvement du niveau de vie dans la région.

v) Commerce international et finances

Les travaux de la Commission relatifs au commerce comprennent une analyse des tendances récentes du commerce entre l'Amérique latine et le reste du monde, qui figure dans l'*Etude sur la situation économique* pour 1954; une étude sur les rapports des termes de l'échange et du développement économique; une étude sur les possibilités d'accroissement des exportations de la région; une étude sur les échanges entre pays d'Amérique latine.

Cette dernière étude, qui sera achevée à temps pour la sixième session, reprend en le complétant un rapport qui a été présenté à la cinquième session sous forme de document préliminaire. Il contient une étude des caractéristiques et de la structure du commerce entre les pays de la région, ainsi qu'une analyse de la situation de l'Amérique latine dans le commerce international. En passant en revue les politiques commerciales des pays de la région, les auteurs de l'étude se sont particulièrement attachés aux effets du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) sur les échanges de l'Amérique latine. D'autre part, ils ont présenté les courants commerciaux en les classant par marchandises, de façon à montrer les différences qui existent entre le commerce des pays exportateurs et celui des pays qui importent des matières premières et des produits alimentaires. Ils ont également analysé la situation des paiements, les problèmes que posent les paiements intra-régionaux, ainsi que les conditions dans lesquelles les paiements multilatéraux doivent être réglés. L'étude contient enfin un exposé spécial consacré au rôle des transports maritimes dans le commerce entre pays de la région. Une étude sur la situation économique et juri-

dique en matière d'investissements étrangers en Amérique latine a été publiée en 1954 sous le titre *Capital étranger en Amérique latine* (voir chap. II, A, sect. 2, a, iii).

Programme d'intégration économique en Amérique centrale

Au cours d'une session extraordinaire tenue à San Salvador (Salvador) du 4 au 9 mai 1955, le Comité de coopération économique de l'Amérique centrale a examiné l'état d'avancement du programme d'intégration économique et de réciprocité en Amérique centrale.

Ce programme, entrepris sous les auspices de la CEPAL, de l'AAT, de la FAO, de l'OIT et de l'UNESCO, embrasse actuellement divers projets relevant des domaines suivants: instituts de recherche et de formation; énergie électrique; produits forestiers et industries de la pâte et du papier; élevage et industrie laitière; transports; commerce extérieur et nomenclature douanière; financement du développement économique; coordination en matière de statistique; uniformisation des poids et mesures. D'autres projets intéressant l'industrie, portant notamment sur les cotonnades, les allumettes, les huiles et graisses végétales, les pneumatiques en caoutchouc, sont envisagés. A sa session extraordinaire, le Comité de coopération économique a examiné un certain nombre de rapports et a recommandé que l'on procède à une révision de l'ordre de priorité des projets compte tenu des changements qui se sont produits dans l'économie de la région depuis l'établissement de l'ordre de priorité initial. Il a également examiné des demandes d'assistance technique présentées au titre des divers projets.

La première année de cours s'est achevée à l'Ecole supérieure d'administration publique créée à San-José (Costa-Rica); tous les pays d'Amérique centrale étaient représentés parmi les stagiaires. Le Comité de coopération économique a recommandé la création à Guatemala d'un institut de recherches techniques et industrielles, grâce auquel on espère améliorer l'utilisation des ressources et relever la productivité industrielle. Il a également examiné un projet relatif à la création d'un institut régional de formation technique; ce projet doit encore être étudié par les gouvernements des États membres.

Sur la base d'un rapport relatif aux ressources forestières, aux conditions de transport, aux coûts de production et à d'autres facteurs économiques intéressant l'industrie du bois, le Comité a adopté des recommandations sur les réserves forestières et l'exploitation des forêts, sur le développement de l'industrie du bois et des industries connexes, ainsi que sur le choix d'un emplacement, au Honduras, pour la construction d'une fabrique intégrée de pâte et de papier.

A sa deuxième session, tenue à Mexico du 24 au 28 janvier 1955, le Sous-Comité du commerce en Amérique centrale a approuvé le Manuel de codification qu'il avait préparé pour la Nomenclature douanière uniforme d'Amérique centrale. A sa session extraordinaire de mai 1955, le Comité de coopération économique a chargé son Sous-Comité du commerce d'élaborer un avant-projet de traité de commerce multilatéral, de dresser une liste de produits pouvant être soumis à un régime de libre-échange et d'envisager l'établissement de tarifs douaniers uniformes. Le Comité a examiné deux rapports portant l'un sur la situation du commerce entre les pays d'Amérique centrale et sur les possibilités d'accroître les échanges pour certains produits, l'autre

sur la politique commerciale et les accords commerciaux des pays d'Amérique centrale compte tenu de la situation des échanges mondiaux et du programme d'intégration. Il a également examiné deux rapports traitant l'un d'une étude envisagée sur les échanges entre pays d'Amérique centrale, l'autre de la possibilité de conclure un accord multilatéral de libre-échange entre les pays intéressés.

Le Comité a examiné un rapport préliminaire sur la coordination des notions, méthodes, procédés et formes de présentation statistiques en Amérique centrale. Ces travaux ont été entrepris en collaboration avec le Bureau de statistique des Nations Unies et l'Institut interaméricain de statistique.

Le secrétariat de la CEPAL étudie actuellement, en collaboration avec le Secrétariat du Siège de l'Organisation des Nations Unies, les régimes fiscaux des divers pays d'Amérique centrale et la mesure dans laquelle ils permettent le financement du développement économique.

Les travaux relatifs aux transports se sont poursuivis et les questions suivantes sont actuellement étudiées par des spécialistes: possibilité de création d'une marine marchande en Amérique centrale; services portuaires; frets; règlements du trafic routier international.

A sa prochaine session ordinaire qui doit avoir lieu à Managua (Nicaragua) à la fin de 1955, le Comité de coopération économique examinera le rapport d'une mission de techniciens de l'énergie électrique et le projet de rapport qu'une équipe de spécialistes de la FAO a rédigé sur la situation de l'élevage et de l'industrie laitière dans la région.

11. — Droits de l'homme

a) PROJETS DE PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

Une première lecture du projet de pacte relatif aux droits civils et politiques et du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, rédigés par la Commission des droits de l'homme, a eu lieu à la neuvième session de l'Assemblée générale.

Chacun de ces projets de pactes renferme un article sur le droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes, c'est-à-dire à déterminer librement leur statut sur le plan politique, économique, social et culturel.

Du point de vue général, le projet de pacte relatif aux droits civils et politiques énonce des droits qui pourraient être appliqués ou qu'il serait possible de faire valoir immédiatement, tandis que le projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels définit des droits susceptibles d'une mise en œuvre progressive. A la première catégorie de droits appartiennent, par exemple, le droit à la vie, le droit à la liberté et à la sûreté de la personne, le droit à un procès équitable, le droit à la liberté d'opinion et de religion, la liberté d'expression et d'information, le droit de réunion et d'association; dans la deuxième catégorie figurent le droit au travail, le droit à la sécurité sociale et le droit à l'éducation.

Ces deux catégories de droits étant de nature différente, les méthodes propres à permettre d'en observer la mise en œuvre ne sont donc pas les mêmes. Les droits civils et politiques seraient sauvegardés par la création d'un comité des droits de l'homme, alors que l'application des droits économiques, sociaux et culturels serait assurée par un système de rapports périodiques.

Les dispositions des deux pactes s'appliqueraient à toutes les unités constitutives des Etats fédératifs et à tous les territoires non autonomes et sous tutelle.

A sa neuvième session, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Troisième Commission à qui elle avait renvoyé les projets de pactes pour étude, a invité les Etats Membres et non membres de l'Organisation des Nations Unies à communiquer au Secrétaire général les amendements ou additions qu'ils estiment souhaitables qu'on apporte aux projets de pacte internationaux ou les observations que ces projets leur inspireraient. L'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'élaborer un commentaire concis du texte des projets de pactes. La documentation relative aux projets, accumulée au cours des six ou sept dernières années, est volumineuse; elle comprend les opinions des Etats, les déclarations des représentants, les observations des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales, ainsi que des monographies rédigées par l'Organisation des Nations Unies. Un exposé méthodique des travaux préparatoires relatifs aux pactes est en cours de préparation pour la dixième session de l'Assemblée générale; il comprendra un résumé des discussions et commentaires auxquels chaque article et les projets de pactes en général ont donné lieu.

b) PROGRAMME DE TRAVAIL DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

La Commission des droits de l'homme ayant achevé ses travaux sur les projets de pactes, le Secrétaire général, dans un mémoire intitulé "Revision du programme de travail dans le domaine des droits de l'homme" qu'il a présenté à la Commission à sa onzième session, tenue en avril 1955, a suggéré que la Commission "écarter les questions dont l'examen ne semble pas devoir être fructueux, ajourne l'examen de celles qui ne présentent pas un caractère d'urgence et, surtout, projette et arrête un programme de travail pouvant être exécuté progressivement et systématiquement au cours des prochaines années".

Après avoir examiné le mémoire du Secrétaire général, la Commission a adopté un programme de travail de longue haleine, comprenant neuf points ou sujets qui peuvent se résumer comme suit:

1) Application des pactes relatifs aux droits de l'homme et progrès des droits de l'homme grâce aux autres conventions qui seraient conclues sous les auspices des Nations Unies;

2) Lutte contre les mesures discriminatoires et protection des minorités;

3) Respect international du droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes;

4) Examen de l'évolution générale et des progrès accomplis dans le domaine des droits de l'homme sur le plan mondial, tenant compte des renseignements contenus dans l'*Annuaire des droits de l'homme*, ainsi que des rapports présentés par les Etats Membres et les institutions spécialisées, en exécution de résolutions expresses de la Commission;

5) Etudes de portée mondiale sur des droits ou groupes de droits particuliers, et recommandations qui seraient nécessaires;

6) Diffusion plus grande du texte de la Déclaration universelle des droits de l'homme; étude de ses effets et de son influence;

7) Examen de la forme et du contenu de l'*Annuaire des droits de l'homme*;

8) Enregistrement des communications relatives aux droits de l'homme et examen de toutes propositions concernant les méthodes appliquées pour donner suite aux communications;

9) Tous les points de l'ordre du jour dont la Commission n'aurait pas achevé l'examen à une session précédente et tous les nouveaux points qu'elle pourrait inscrire à son ordre du jour.

c) DROIT DES PEUPLES ET DES NATIONS À DISPOSER D'EUX-MÊMES

A sa dixième session, tenue en 1954, la Commission des droits de l'homme a recommandé à l'Assemblée générale de créer: 1) une commission qui procéderait à une enquête approfondie sur la question du droit de "souveraineté permanente" des peuples et des nations "sur leurs richesses et leurs ressources naturelles" et formulerait, le cas échéant, des recommandations tendant à renforcer ce droit; et 2) une commission qui examinerait toute situation provoquée par un prétendu refus de reconnaître ou d'assurer, comme il convient, le respect du droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes, prêterait ses bons offices pour l'ajustement pacifique de toute situation de cette nature et, au cas où, passé un délai de six mois, il n'aurait pas été possible d'aboutir à un ajustement satisfaisant pour les parties intéressées, porterait les faits à la connaissance de l'Assemblée générale en formulant toutes recommandations utiles.

Le Conseil économique et social, à sa dix-huitième session, a demandé à la Commission de soumettre ses recommandations à un nouvel examen. Par la suite, l'Assemblée générale, à sa neuvième session, a prié la Commission d'achever l'élaboration de ses recommandations touchant le respect, sur le plan international, du droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes.

A sa onzième session, la Commission a réaffirmé ses recommandations concernant la création d'une commission d'enquête et d'une commission de bons offices et elle a recommandé que, au cours de l'enquête, "il soit dûment tenu compte des droits et des devoirs des Etats, en vertu du droit international et du fait qu'il importe d'encourager la coopération internationale en matière de développement économique des pays insuffisamment développés".

d) LIBERTÉ DE L'INFORMATION

A sa neuvième session, l'Assemblée a demandé au Secrétaire général de rédiger un projet de protocole concernant le transfert à l'Organisation des Nations Unies des fonctions qui, aux termes de la Convention internationale concernant l'emploi de la radiodiffusion dans l'intérêt de la paix, conclue à Genève en 1936, étaient dévolues à la Société des Nations. Un projet de protocole, prévoyant l'accession des Etats Membres et non membres de l'Organisation des Nations Unies qui ne sont pas parties à la Convention ou qui n'en sont pas signataires, et comprenant de nouveaux articles, fondés sur la résolution 424 (V) que l'Assemblée générale a adoptée le 14 décembre 1950 sur le brouillage des ondes radio-électriques, a été rédigé et distribué aux Etats parties à la Convention. L'Assemblée a demandé à ces Etats de faire connaître s'ils demandaient le transfert à l'Organisation des Nations Unies des fonctions qui, aux termes de ladite convention, étaient dévolues à la Société des Nations.

Sur une autre demande que l'Assemblée générale lui a adressée à sa neuvième session, le Secrétaire général a transmis le texte du projet de code d'honneur international à l'usage du personnel de l'information, ainsi que le rapport qu'il avait présenté à cette session sur l'organisation d'une conférence professionnelle internationale chargée de rédiger le texte définitif de ce code, aux entreprises d'information et associations professionnelles, à titre de renseignement et afin qu'elles prennent les décisions qu'elles estimeraient appropriées.

Le Conseil économique et social, à sa dix-septième session, a confié au Secrétaire général certaines tâches concernant la liberté de l'information. A la reprise de sa dix-neuvième session, il a examiné les rapports et études qu'il avait demandés au Secrétaire général de rédiger et parmi lesquels se trouvaient:

1) Un programme destiné à permettre au personnel d'information d'avoir une connaissance plus étendue de l'Organisation des Nations Unies, des pays étrangers et des affaires internationales;

2) Une enquête mondiale sur les principes et pratiques actuellement suivis pour la censure des dépêches d'information envoyées à l'étranger;

3) Une étude des aspects juridiques des droits et des responsabilités des organes d'information;

4) Une étude du problème que pose la protection des sources d'information du personnel de presse; et

5) Une étude des monopoles, publics et privés, de l'information et de leurs effets sur la liberté de l'information.

Le Conseil a pris acte de ces documents et a notamment invité tous les Etats à ne plus soumettre à la censure, en temps de paix, les dépêches d'information envoyées à l'étranger, de façon à permettre le libre échange des nouvelles entre tous les pays du monde; il a prié le Secrétaire général de communiquer, à titre de renseignement, aux entreprises d'information et associations professionnelles compétentes, l'étude sur les aspects juridiques des droits et des responsabilités des organes d'information.

Le Conseil a pris acte avec satisfaction du programme du Secrétaire général, qui permettrait au personnel d'information d'avoir une connaissance plus étendue de l'Organisation des Nations Unies, des pays étrangers et des affaires internationales; il a rappelé le rapport que le Secrétaire général avait rédigé, conjointement avec l'UNESCO, sur l'encouragement et le développement des entreprises nationales d'information indépendantes, ainsi que la décision prise par l'Assemblée générale, à sa neuvième session, autorisant le Secrétaire général à rendre, aux Etats Membres qui le demanderaient, et pour aider ces Etats Membres à assurer la liberté de l'information, des services qui ne rentrent pas dans le cadre des programmes actuels d'assistance technique et qui ne correspondent pas à leurs objectifs. Le Conseil a ensuite prié le Secrétaire général de collaborer avec le Directeur général de l'UNESCO pour favoriser la liberté de l'information grâce, par exemple, aux services d'experts, à des bourses de perfectionnement et à des cycles d'études.

Le Conseil a également exprimé l'avis qu'il fallait étudier de nouveau le développement des moyens d'information et il a invité les Etats Membres et les Etats non membres qui font partie d'une institution spécialisée à communiquer au Secrétaire général, s'ils ne l'avaient pas déjà fait, des renseignements concernant les programmes éventuels qui viseraient au développement des

moyens d'information, les mesures prises pour appliquer ces programmes et les difficultés rencontrées, ainsi que des recommandations et propositions relatives à l'action internationale qu'il serait possible d'entreprendre pour développer les moyens d'information dans les pays sous-développés. Le Secrétaire général, en consultation avec l'UNESCO, analysera les renseignements et les recommandations reçus et donnera au Conseil les éléments qui lui serviront à formuler un programme international pour le développement des entreprises d'information dans les pays sous-développés.

c) LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET PROTECTION DES MINORITÉS

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, créée pour étudier et orienter l'action internationale menée contre les mesures discriminatoires et pour la protection des minorités, s'est attachée, au cours de l'année écoulée, à étudier les aspects du problème que posent les mesures discriminatoires et elle a ajourné la suite de ses travaux concernant la protection spéciale des minorités. A sa septième session, tenue en janvier 1955, la Sous-Commission a étudié des rapports sur l'avancement des travaux concernant deux études relatives à la discrimination et des rapports préliminaires concernant trois autres études.

Le rapporteur spécial chargé d'étudier les mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement a signalé que ses travaux progressaient de manière satisfaisante avec le concours des gouvernements, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales. L'Organisation internationale du Travail qui, sur l'invitation du Conseil économique et social, avait entrepris une étude sur les mesures discriminatoires dans le domaine de l'emploi et de la profession, a également signalé que ses travaux étaient en bonne voie. La Sous-Commission a exprimé l'espoir que les rapports définitifs concernant ces deux questions seraient prêts à temps pour qu'elle les examine à sa session de 1956.

La Sous-Commission a reçu des rapports préliminaires présentés par trois de ses membres qui proposaient des méthodes à suivre pour procéder à de nouvelles études sur les mesures discriminatoires. Ces études seront entreprises quand celle qui est en cours sera achevée.

La Sous-Commission a décidé d'ajourner ses travaux sur la protection des minorités en attendant que la Commission des droits de l'homme ait donné à ce sujet des instructions expresses. Elle a toutefois décidé d'examiner tous les faits liés au problème, que le rapporteur spécial chargé d'étudier les mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement pourrait signaler à son attention ou qui pourraient apparaître à l'occasion des autres travaux qu'elle consacre aux mesures discriminatoires.

f) CONFÉRENCE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES QUI S'EMPLOIENT À ÉLIMINER LES PRÉJUGÉS ET LA DISCRIMINATION

A la demande du Conseil économique et social, le Secrétaire général a réuni à Genève une Conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination. A cette conférence, qui a siégé du 31 mars au 4 avril 1955, les représentants de quatre-vingt-dix-sept organisations dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ont échangé leurs vues sur les méthodes les plus

propres à lutter contre les préjugés et les mesures discriminatoires et sur la possibilité d'arrêter des programmes et objectifs communs.

Dans une série de résolutions, toutes adoptées sans opposition, les organisations participantes ont décidé de donner l'exemple par leur conduite et de s'opposer à toute discrimination dans leurs propres rangs; de déployer des efforts accrus pour éclairer l'opinion, dénoncer et combattre les pratiques discriminatoires; de créer dans l'opinion publique une audience favorable à l'élimination, dans tous les pays et dans le minimum de temps, de toute discrimination fondée sur le sexe; de se concerter et, si possible, de créer des comités nationaux pour stimuler et coordonner à l'échelon national leurs efforts contre les préjugés et la discrimination.

A sa onzième session, la Commission des droits de l'homme s'est félicitée que cette conférence ait eu lieu et, en particulier, qu'un aussi grand nombre d'organisations non gouvernementales y aient participé et soient parvenues, dans leurs conclusions, à une si large entente. La Commission a transmis l'Acte final de la Conférence à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et elle a invité la Sous-Commission à lui présenter, dans son prochain rapport, ses observations sur les travaux de la Conférence.

g) PLAINTES RELATIVES À DES ATTEINTES À L'EXERCICE DES DROITS SYNDICAUX

Le Secrétaire général a transmis au Bureau international du Travail, pour qu'il les renvoie, s'il y a lieu, à la Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale, toutes les plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux qu'il avait reçues et qui visaient des États membres de l'Organisation internationale du Travail. Il a signalé au Conseil économique et social les plaintes formulées contre des États qui ne sont pas membres de l'OIT.

Conformément à une décision prise par le Conseil à sa dix-huitième session, le Secrétaire général a transmis certaines plaintes relatives à des atteintes aux droits syndicaux sur le territoire de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, ainsi que tous les documents pertinents, au Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail, pour qu'il examine s'il convient de les déferer à la Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale.

En exécution d'une décision prise par le Conseil à sa dix-neuvième session, le Secrétaire général a invité le Gouvernement de l'Arabie saoudite à accepter que des plaintes concernant des atteintes à l'exercice des droits syndicaux en Arabie saoudite soient renvoyées à la Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale, conformément au sous-alinéa i de l'alinéa c de la résolution 277 (X) du Conseil. En vertu d'une autre décision du Conseil, le Secrétaire général a transmis au Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail certaines plaintes relatives à l'exercice des droits syndicaux en Allemagne orientale.

Pendant la période envisagée, le Secrétaire général a transmis à l'OIT un total de vingt-sept plaintes.

h) APATRIDIE

A la demande du Conseil économique et social, le Secrétaire général a réuni, du 13 au 23 septembre 1954, une conférence de plénipotentiaires pour reviser le projet de protocole relatif au statut des apatrides, en

tenant compte des dispositions de la Convention relative au statut des réfugiés et des observations formulées par les gouvernements intéressés, ainsi que pour adopter le texte révisé du Protocole et pour l'ouvrir à la signature. Une invitation a été adressée à tous les Etats qui avaient été invités à la Conférence de plénipotentiaires qui a rédigé à Genève, en 1951, la Convention relative au statut des réfugiés.

Les gouvernements de vingt-sept Etats ont envoyé des plénipotentiaires à la Conférence; cinq autres y ont envoyé des observateurs. Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale du Travail ont envoyé des représentants qui ont participé, sans droit de vote, aux travaux de la Conférence.

Au lieu de reviser le projet de protocole, la Conférence a adopté une convention distincte relative au statut des apatrides, et rédigée sur le modèle de la Convention relative au statut des réfugiés, à quelques amendements près. Au 15 mai 1955, la Convention, premier instrument international à définir le statut des apatrides, réfugiés ou non réfugiés, avait été signée par les vingt Etats suivants: Belgique, Brésil, Colombie, Costa-Rica, Danemark, Equateur, France, Guatemala, Honduras, Israël, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Suède, République fédérale d'Allemagne, Italie, Liechtenstein, Saint-Siège et Suisse. Le Secrétaire général n'avait encore reçu aucun instrument de ratification ou d'accession (voir aussi chap. IV, sect. 5, pour les travaux de la Commission du droit international tendant à éliminer ou à réduire l'apatridie).

i) ESCLAVAGE

A sa dix-neuvième session, le Conseil économique et social a étudié le résumé succinct des renseignements concernant l'esclavage que le rapporteur avait préparé, ainsi que le rapport du Secrétaire général renfermant les observations des gouvernements sur le projet de convention supplémentaire relative à l'esclavage que le Gouvernement du Royaume-Uni avait présenté à la dix-septième session du Conseil.

Le résumé rédigé par le rapporteur renfermait des renseignements non seulement sur l'esclavage et la traite des esclaves, mais aussi sur des institutions et pratiques analogues telles que le servage, les services personnels non rémunérés, la servitude pour dettes, l'exploitation des enfants, l'"achat" des épouses et la "dévolution" des veuves.

Devant la situation révélée par le résumé et les rapports antérieurs relatifs à la question, le Conseil a jugé souhaitable de rédiger un projet de convention supplémentaire qui porterait sur celles des pratiques analogues à l'esclavage dont il n'est pas question dans la Convention internationale de 1926 relative à l'esclavage. Il a chargé un comité composé des représentants de l'Australie, de l'Egypte, de l'Equateur, de la France, de l'Inde, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Turquie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Yougoslavie de rédiger un projet de texte. Le projet du Royaume-Uni a été communiqué au Comité avec toutes les observations reçues des gouvernements, de l'Organisation internationale du Travail et des organisations non gouvernementales.

Le Secrétaire général, après avoir consulté les gouvernements représentés au Comité, a décidé de le réunir en janvier 1956.

j) TRAVAIL FORCÉ

Pendant l'année écoulée, le Secrétaire général a continué de préparer, conjointement avec le Directeur général du Bureau international du Travail, un nouveau rapport sur le travail forcé. Le rapport renfermera les réponses des gouvernements à la demande de renseignements que le Comité spécial du travail forcé leur a adressée en 1952. Il contiendra aussi tous les renseignements nouveaux que les Etats Membres, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auront donnés sur les systèmes de travail forcé, ainsi que toutes observations que les gouvernements intéressés pourraient présenter.

Dans un rapport préliminaire présenté à la dix-neuvième session du Conseil, le Secrétaire général et le Directeur général ont communiqué quelques réponses de gouvernements et ont indiqué qu'ils avaient reçu certains renseignements nouveaux sur des systèmes de travail forcé. Mais ils ont ajouté qu'ils n'étaient pas en mesure de présenter un rapport complet, les gouvernements intéressés n'ayant pas eu le temps de formuler leurs observations sur les nouveaux éléments d'information. Le Conseil a donc renvoyé à sa vingt et unième session l'examen de la question du travail forcé.

Afin de laisser assez de temps pour les consultations que cette procédure exige, les renseignements nouveaux relatifs aux systèmes de travail forcé ne figureront dans le rapport commun au Conseil que s'ils ont été reçus avant le 31 août 1955.

k) SITUATION DES SURVIVANTS DES CAMPS DE CONCENTRATION NAZIS QUI ONT ÉTÉ VICTIMES D'EX-PÉRIENCES PRÉTENDUES SCIENTIFIQUES

Le Secrétaire général a continué à transmettre au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, conformément à la résolution 386 (XIII) du Conseil économique et social, la documentation réunie sur le cas de personnes qui affirment avoir été victimes d'expériences prétendues scientifiques dans les camps de concentration nazis. Au cours de l'année considérée, il a communiqué dix requêtes de ce genre, ce qui porte à 526 le nombre des demandes transmises depuis l'adoption de ladite résolution.

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a été prié d'indiquer toutes les mesures qu'il aura prises jusqu'au 10 octobre 1955, pour que le Secrétaire général puisse présenter au Conseil économique et social, lors d'une session ultérieure, un rapport définitif sur la question.

l) PRISONNIERS DE GUERRE

La Commission spéciale des prisonniers de guerre a tenu sa sixième session en septembre 1954. Dans le rapport sur l'état de ses travaux qu'elle a adressé au Secrétaire général, la Commission a constaté que, pendant l'année qui a suivi la huitième session de l'Assemblée générale, le rapatriement des prisonniers de guerre et des civils détenus avait fait de sensibles progrès. Les personnes rapatriées venaient, pour la plupart, de l'Union soviétique et du territoire de la République populaire de Chine. De plus, un certain nombre d'autres gouvernements qui détenaient d'anciens prisonniers de guerre condamnés pour crimes de guerre ont rapatrié tous ceux qu'ils gardaient encore. La Commission a également signalé des progrès appréciables dans les recherches sur le sort des personnes portées disparues jusque-là. En conclusion, elle a déclaré que

la coopération des gouvernements avec elle, celle des gouvernements entre eux et celle de chaque société nationale de la Croix-Rouge avec les autres sociétés nationales, ainsi que les enquêtes minutieuses menées par les gouvernements qui réclament des renseignements sur leurs ressortissants, avaient toutes contribué à réduire l'ampleur du problème.

m) ASSISTANCE TECHNIQUE RELATIVE AUX DROITS DE L'HOMME

L'Assemblée générale avait autorisé le Secrétaire général à fournir, sur la demande des Etats Membres, des services qui n'entraient pas dans le cadre des programmes d'assistance technique en cours d'application, afin d'aider ces Etats à développer et à sauvegarder les droits de la femme, à faire disparaître les mesures discriminatoires et à protéger les minorités, ainsi qu'à favoriser la liberté de l'information.

A sa onzième session tenue en avril 1955, la Commission des droits de l'homme a adopté une résolution générale concernant l'assistance technique relative aux droits de l'homme. Dans cette résolution, la Commission recommandait au Conseil économique et social d'inviter l'Assemblée générale à autoriser le Secrétaire général à aider les gouvernements, sur leur demande, à défendre tous les droits de l'homme, cette aide devant prendre la forme de services consultatifs d'experts, de bourses de perfectionnement et d'études, ainsi que de cycles d'études.

Le Conseil a adopté, à sa dix-neuvième session, une résolution qui demande au Secrétaire général de mettre à exécution un programme destiné à favoriser la liberté de l'information grâce, par exemple, aux services d'experts, à des bourses de perfectionnement et à des cycles d'études financés par des crédits qui seront inscrits au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour 1956.

n) ANNUAIRE DES DROITS DE L'HOMME

L'*Annuaire des droits de l'homme pour 1953*, qui sera publié en 1955, est le huitième volume de la série qui a commencé à paraître en 1946. L'*Annuaire* passe en revue les progrès accomplis au cours de l'année dans le domaine de la protection des droits de l'homme, tels qu'ils ressortent des textes constitutionnels et législatifs et des décisions des tribunaux, ainsi que des traités et accords internationaux. Il renferme des textes et des renseignements qui concernent les Territoires sous tutelle et les territoires non autonomes, aussi bien que les Etats souverains. Il rappelle les décisions les plus importantes que l'ONU a prises pour défendre les droits de l'homme.

A sa onzième session, la Commission des droits de l'homme a décidé d'ajouter à l'*Annuaire* une nouvelle rubrique, conformément à la résolution 303 H (XI) que le Conseil avait adoptée à sa onzième session. En conséquence, l'*Annuaire* pour 1955 comprendra une section où seront reproduits les exposés des gouvernements concernant l'application du droit de chacun, énoncé à l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de ne pas être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé, et l'*Annuaire* pour 1956 comprendra une section qui renfermera les exposés relatifs au droit (énoncé au paragraphe 2 de l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme) de la maternité et de l'enfance à une aide et à une assistance spéciales, et au droit de tous les enfants, qu'ils soient

nés dans le mariage ou hors mariage, à jouir de la même protection sociale.

Pour maintenir le volume de l'*Annuaire* dans des limites raisonnables, la Commission a prié les gouvernements de donner, chaque fois qu'ils le jugeront suffisant, des résumés, des références et des extraits de textes, au lieu des textes *in extenso*. La Commission a également décidé que l'*Annuaire* renfermerait un index bibliographique des ouvrages et études relatifs aux droits de l'homme.

o) COMMUNICATIONS

Conformément aux dispositions de la résolution 75 (V) du Conseil économique et social, modifiée, le Secrétaire général a présenté deux listes de communications à la onzième session de la Commission des droits de l'homme. La première, non confidentielle, résumait la teneur de quinze communications relatives aux principes qui sont à la base du respect universel et effectif des droits de l'homme; la deuxième, confidentielle, résumait ou énonçait l'objet de 6.183 communications dont les auteurs se plaignaient de violations des droits de l'homme.

Conformément à la résolution 192 (VIII) du Conseil, le Secrétaire général a aussi appelé l'attention de la Commission sur les réponses que vingt Etats Membres lui avaient adressées au sujet de communications qui figuraient sur la liste confidentielle et qu'il avait portées à leur connaissance en exécution de l'alinéa c de la résolution 75 (V) du Conseil, modifiée.

En outre, le Secrétaire général a présenté des listes analogues à la Commission de la condition de la femme, à sa neuvième session, en application de la résolution 76 (V) du Conseil, modifiée, ainsi qu'à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, à sa septième session, en application de la résolution 116 (VI) du Conseil.

Dans le rapport sur l'organisation et le travail du Secrétariat dans le domaine économique et social, qu'il a présenté au Conseil à sa dix-huitième session, le Secrétaire général, passant en revue les champs d'activité où il serait souhaitable que le Conseil réexamine soigneusement les tâches confiées au Secrétariat, a cité les résolutions 75 (V) et 76 (VI), modifiées, comme exemples d'instructions données par le Conseil qui exigeaient un travail considérable sans donner beaucoup de résultats tangibles.

12. — Condition de la femme

La Convention sur les droits politiques de la femme est entrée en vigueur le 7 juillet 1954: à la date du 15 juin 1955, quarante Etats l'avaient signée et vingt et un l'avaient ratifiée ou y avaient adhéré. Ces chiffres représentent, pour la période de douze mois qui vient de s'écouler, trois nouvelles signatures et onze nouvelles ratifications ou adhésions.

Les travaux préparatoires que le Secrétaire général a effectués pour la neuvième session de la Commission de la condition de la femme, tenue en mars 1955 au Siège, ont compris des études sur la nationalité de la femme mariée, sur la condition de la femme en droit privé et sur l'égalité de salaire pour un travail égal.

Le Secrétaire général a continué de coopérer avec l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, touchant l'étude de questions qui intéressent

la condition de la femme et qui relèvent particulièrement de la compétence de ces institutions.

a) DROITS POLITIQUES DE LA FEMME

Dans son mémorandum annuel sur les constitutions, lois électorales et autres textes législatifs relatifs aux droits politiques de la femme, rédigé pour la neuvième session de l'Assemblée générale, en 1954, le Secrétaire général avait réuni, après revision, les mémorandums annuels qui avaient été présentés à l'Assemblée depuis sa cinquième session. Ce document contenait des dispositions tirées des constitutions, lois électorales et autres instruments juridiques qui accordent, restreignent ou refusent le droit de la femme à voter ou à être élue à des fonctions publiques, et faisait notamment état de nouvelles dispositions touchant le droit de vote de la femme au Liban. A sa neuvième session, la Commission de la condition de la femme a été informée que depuis la publication de ce mémorandum, la Colombie et le Honduras avaient octroyé les droits politiques aux femmes.

Le Secrétaire général avait aussi rédigé à l'intention de la Commission des rapports complémentaires donnant des renseignements sur la condition de la femme dans les Territoires sous tutelle et dans les territoires non autonomes.

A sa neuvième session, la Commission a demandé au Secrétaire général d'élaborer un rapport fondé sur les renseignements qu'il aurait reçus des organisations non gouvernementales concernant les méthodes qu'elles appliquent et les activités qu'elles déploient en vue de la reconnaissance et de l'exercice des droits politiques de la femme, notamment dans des régions où les femmes ne votent pas encore ou ne jouissent que depuis peu de temps de leurs droits politiques. De plus, elle a recommandé au Conseil économique et social de prier le Secrétaire général de faire figurer dans son mémorandum annuel sur les droits politiques de la femme des renseignements touchant les réserves à la Convention sur les droits politiques de la femme et les objections à ces réserves, ainsi que des renseignements sur les droits politiques de la femme dans tous les Etats qui sont Membres de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées, ou qui sont parties au Statut de la Cour internationale de Justice. La Commission a également invité le Secrétaire général à faire figurer dans une annexe à son mémorandum les renseignements pertinents dont il dispose sur les Etats qui ne sont ni membres des organisations susmentionnées, ni parties au Statut de la Cour internationale de Justice.

b) ASSISTANCE TECHNIQUE EN RAPPORT AVEC LA CONDITION DE LA FEMME

Au titre de la résolution 729 (VIII) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a reçu les premières demandes d'assistance technique visant à aider les gouvernements d'Etats Membres à développer et à sauvegarder les droits de la femme. Cette résolution autorisait le Secrétaire général à fournir, à la demande des Etats Membres, une assistance dans certains domaines qui n'entrent pas expressément dans le cadre des programmes d'assistance technique en cours d'exécution. Le Secrétaire général a donné une suite favorable à une demande d'assistance présentée par le Gouvernement du Pakistan en vue de déterminer les méthodes propres à accroître et à assurer la participation de la femme à la vie sociale et politique du pays; il a traité de cette question dans le rapport qu'il a rédigé pour la neuvième

session de la Commission. Ce rapport contient en outre des renseignements sur les travaux entrepris au titre du programme ordinaire et du Programme élargi d'assistance technique, et qui intéressent la condition de la femme.

La Commission s'est vivement intéressée aux possibilités qu'offre l'assistance fournie en application de la résolution de l'Assemblée, ainsi que dans le cadre du programme ordinaire et du Programme élargi d'assistance technique, et elle a prié le Secrétaire général de continuer à lui soumettre chaque année un mémoire sur l'assistance technique en rapport avec la condition de la femme. Elle a aussi demandé au Secrétaire général de préparer un aperçu de quelques projets qui, directement ou indirectement, ont eu pour effet d'améliorer la condition de la femme, et l'a enfin prié de dresser, à l'intention des spécialistes de l'assistance technique, une liste de publications choisies parmi celles qui visent à l'amélioration de la condition de la femme.

c) NATIONALITÉ DE LA FEMME MARIÉE

Comme suite à la demande que le Conseil économique et social a formulée dans sa résolution 547 C (XVIII), le texte du projet de convention sur la nationalité de la femme mariée, que la Commission de la condition de la femme a élaboré à sa huitième session, a été communiqué aux Membres de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général a rédigé, pour la neuvième session de la Commission, un rapport sur les observations présentées par les gouvernements à ce sujet. La Commission a examiné le projet de convention compte tenu de ces observations et a recommandé un texte révisé au Conseil, pour approbation et transmission à l'Assemblée générale.

La Commission était également saisie d'une édition révisée de la publication intitulée *Nationalité de la femme mariée* qui contient une analyse des législations ayant trait à la nationalité de la femme mariée, les textes constitutionnels et législatifs pertinents de soixante-dix-neuf pays et un tableau indiquant les effets du mariage sur la nationalité de la femme dans les pays considérés.

d) CONDITION DE LA FEMME EN DROIT PRIVÉ

Le Secrétaire général a rédigé au cours de l'année quatre rapports sur la condition de la femme en droit privé, venant compléter ceux qui avaient été présentés aux sessions antérieures de la Commission. A sa neuvième session, la Commission a examiné deux études sur le droit de la famille, qui avaient été révisées et élargies depuis sa huitième session et qui portaient, l'une sur le domicile et la résidence de la femme mariée, l'autre sur les droits et devoirs des parents. Elle a aussi été saisie d'un additif à un rapport antérieur, contenant des renseignements communiqués par les gouvernements sur les différents aspects du droit de la famille, ainsi que d'un additif à un autre rapport qui portait sur les droits de la femme en matière de régime des biens.

La Commission a examiné ces documents et a recommandé au Conseil économique et social de prier le Secrétaire général d'établir chaque année, pour les lui présenter, des rapports mettant à jour les renseignements relatifs aux lois et pratiques concernant la condition de la femme dans le droit de la famille et les droits de la femme en matière de régime des biens, et de rédiger, pour la faire paraître à une date rapprochée, une étude sur la condition juridique de la femme mariée.

e) EGALITÉ DE SALAIRE POUR UN TRAVAIL ÉGAL

Soucieuse de voir progresser la mise en œuvre du principe de l'égalité de salaire pour un travail égal, la Commission de la condition de la femme avait prié le Secrétaire général de rédiger un rapport sur les méthodes utilisées dans les campagnes menées en faveur de ce principe. Comme suite à cette demande, le Secrétaire général a établi, en se fondant sur des renseignements provenant d'organisations non gouvernementales et d'autres sources appropriées, un rapport sur les méthodes qui s'étaient montrées utiles dans les divers pays pour disposer l'opinion à accepter la nécessité de l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et féminine pour un travail de valeur égale. A sa neuvième session, la Commission a aussi été saisie d'un rapport rédigé par le Bureau international du Travail sur l'application de la Convention internationale du travail No 100 et de la recommandation No 90 concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale; il ressort de ce rapport que trois autres Etats ont ratifié cet instrument, ce qui porte à neuf le nombre total des ratifications.

La Commission a invité le Secrétaire général à demander aux organisations non gouvernementales des renseignements complémentaires sur les méthodes qui ont été utiles dans les divers pays pour favoriser l'application du principe de l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine, ainsi que sur la façon dont ce principe est appliqué à l'heure actuelle.

f) ACCÈS DE LA FEMME À LA VIE ÉCONOMIQUE ET AUX ÉTUDES

L'intérêt soutenu que la Commission attache aux problèmes que posent le travail à temps partiel pour les femmes et l'accès des travailleuses âgées à la vie économique s'était manifesté à sa huitième session, au cours de la discussion des rapports que le Secrétaire général et le Bureau international du Travail avaient rédigés sur ces questions. A sa neuvième session, la Commission a été saisie de rapports élaborés par le Bureau international du Travail sur l'emploi à temps partiel, sur le développement des possibilités que l'artisanat et les industries familiales présentent pour les femmes et sur les problèmes de l'emploi des travailleuses âgées. L'OIT a accepté de présenter, aux prochaines sessions de la Commission, des rapports complémentaires sur ces trois aspects des possibilités d'emploi offertes aux femmes.

La Commission a prié le Secrétaire général de préparer, pour sa prochaine session, un mémoire préliminaire sur l'opportunité d'entreprendre une étude des publications disponibles concernant les possibilités d'emploi offertes aux femmes dans les domaines de la santé et du service social, ainsi que dans les carrières qui leur ont été récemment ouvertes, telles que celles d'ingénieur et d'architecte. Elle a en outre prié le Secrétaire général de suggérer dans son mémoire des méthodes et procédures appropriées à une étude de ce genre et de formuler des propositions touchant les institutions, spécialisées et autres, qui devraient être invitées à prêter leur concours.

Le Secrétaire général a continué, au cours de l'année écoulée, à coopérer avec l'OIT et l'UNESCO qui ont rédigé des études sur l'accès de la femme à l'enseignement et à l'apprentissage. A sa neuvième session, la Commission a été saisie d'un rapport périodique de

l'UNESCO, relatif à l'accès de la jeune fille à l'enseignement secondaire dans le monde et aux activités que cette organisation a entreprises en 1954 dans le domaine de l'instruction des femmes, ainsi que d'un rapport du BIT sur la situation des femmes et des jeunes filles en matière d'apprentissage.

La Commission a recommandé au Conseil économique et social de prier l'UNESCO de poursuivre ses travaux sur l'accès de la femme aux études, notamment en ce qui concerne les régions qui ont une économie peu développée, et de lui rendre compte des mesures que les gouvernements prendront, lorsqu'ils demanderont le bénéfice de l'assistance technique aux régions sous-développées, en vue d'élargir les possibilités d'accès aux études qui sont offertes aux femmes.

La Commission a été informée que l'OIT et l'UNESCO rédigeraient en commun une étude sur la formation professionnelle des jeunes filles et sur l'apprentissage, qui lui serait présentée à sa dixième session.

L'ordre du jour de la neuvième session contenait un point relatif à la participation des femmes aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Comme il l'avait déjà fait à la huitième session, le Secrétaire général a donné à la Commission l'assurance qu'aucune discrimination ne serait pratiquée à l'égard des femmes au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Il a ajouté qu'il s'agit là tant d'une question de principe, que règle la Charte, que d'une question de bonne administration. Ayant exposé la situation qui se présente actuellement au Secrétariat en la matière, il a fait observer que la nomination d'un plus grand nombre de femmes à des postes de rang élevé dans le Secrétariat serait fonction de la mesure dans laquelle la Commission réussirait à faire confier aux femmes des responsabilités accrues dans les administrations nationales.

13. — Stupéfiants

Le contrôle international des stupéfiants s'améliore régulièrement. Les deux principales tâches du Secrétaire général au cours de l'année écoulée étaient de s'acquitter des fonctions qui lui sont conférées par les instruments internationaux relatifs aux stupéfiants et de préparer, pour les soumettre à la Commission des stupéfiants et au Conseil économique et social, les parties du projet de convention unique relative aux stupéfiants sur lesquelles aucune décision n'avait encore été prise. En dehors de ces tâches principales, le Secrétaire général a continué de fournir les études et les rapports que le Conseil lui demandait de temps à autre. Il s'agissait en particulier de déterminer les meilleurs moyens d'examiner et d'analyser le trafic illicite des stupéfiants, qui constitue le principal obstacle au fonctionnement de l'ensemble du régime de contrôle, afin d'aider les gouvernements dans les campagnes qu'ils entreprennent sur le plan national et sur le plan international contre cette forme particulièrement pernicieuse de contrebande. On espère que les recherches scientifiques sur l'origine de l'opium fourniront des armes nouvelles et efficaces contre le trafic illicite des stupéfiants, lorsqu'elles auront atteint un degré de précision tel que les gouvernements pourront en accepter les conclusions. Le problème de l'emploi abusif du cannabis inquiète de plus en plus les autorités d'un grand nombre de pays, mais les études entreprises sur cette question ont progressé. Les problèmes que posent les stupéfiants synthétiques — contrôle de ces stupéfiants et question

de leurs propriétés toxicomanogènes — sont également d'un intérêt immédiat.

A sa dix-huitième session, le Conseil économique et social avait chargé le Président de la Commission des stupéfiants de préparer un projet de code afin d'aider les gouvernements à s'acquitter des obligations que leur impose le Protocole de 1953 sur l'opium. La Commission a adopté le code lors de sa dixième session, tenue au Siège du 18 avril au 12 mai 1955; elle a toutefois décidé, en raison de la portée de ce document, qu'il serait préférable de l'intituler "guide pour l'application du Protocole de 1953".

Les gouvernements ont accueilli de façon très favorable la résolution 548 G (XVIII) du Conseil qui les invitait à interdire la fabrication, l'importation et l'exportation de la diacétylmorphine. Au cours de l'année écoulée l'Egypte a renoncé à l'emploi thérapeutique de ce stupéfiant; le Canada et le Royaume-Uni ont pris des mesures pour en interdire, d'ici la fin de 1955, l'importation et la fabrication. Il ne reste guère que six pays qui n'ont pas encore déclaré pouvoir se passer de diacétylmorphine.

A sa dixième session, la Commission des stupéfiants a été informée qu'une mission mixte des Nations Unies, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation internationale du Travail et de l'Organisation mondiale de la santé, chargée d'étudier les conditions de vie et de travail des populations indiennes des Andes, en Bolivie, dans l'Equateur et au Pérou, accordait également son attention au problème de la feuille de coca. La Commission a également appris que le Gouvernement de l'Argentine s'efforçait de faire disparaître l'habitude de mâcher la feuille de coca, qu'en Equateur cette pratique ne constituait plus un problème sérieux et qu'en Bolivie le gouvernement s'intéressait à son élimination. La Commission a invité le Secrétaire général à demeurer en rapport avec les représentants des pays intéressés et à la tenir au courant des mesures qui seraient prises pour résoudre le problème.

Conformément à la résolution 886 (IX), adoptée par l'Assemblée générale le 17 décembre 1954, le Secrétaire général a mis à exécution son projet de transfert de la Division des stupéfiants à Genève, qu'il avait présenté pour améliorer l'organisation administrative. Il a également élaboré des plans en vue de la création à Genève, à la fin de l'année 1955, du Laboratoire des Nations Unies pour les stupéfiants.

a) MISE EN ŒUVRE DES TRAITÉS ET CONTRÔLE INTERNATIONAL

En application de l'article 21 de la Convention du 13 juillet 1931 pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, le Secrétaire général a reçu, au cours de l'année qui fait l'objet du présent rapport, 244 textes législatifs communiqués par les gouvernements parties à la Convention. Cent quatre-vingt-deux de ces textes ont été analysés dans le *Résumé annuel des lois et règlements relatifs au contrôle des stupéfiants*, et les soixante-deux autres ont paru après la date de publication de ce document. Un certain nombre de pays ont promulgué des lois en vue de l'abolition totale, soit immédiate, soit progressive, de l'usage de l'opium à fumer. D'autres mesures législatives ont été adoptées, tendant à l'interdiction et à la limitation de la culture du pavot à opium et de la plante de cannabis, et l'on croit observer une tendance à renforcer et à étendre le contrôle de l'emploi des stupéfiants

en médecine. D'autres pays ont réglementé le contrôle des stupéfiants synthétiques. Toutefois, quarante-quatre pays seulement ont accepté à l'heure actuelle le Protocole de 1948, qui contient des dispositions permettant de placer sous contrôle ces stupéfiants.

En application des dispositions de la Convention de 1931, le Secrétaire général a reçu des gouvernements des rapports annuels, rédigés selon un formulaire établi par la Commission des stupéfiants, sur la mise en œuvre des instruments internationaux relatifs aux stupéfiants. Les renseignements fournis dans ces rapports sont analysés dans le *Résumé des rapports annuels* et l'étude que la Commission fait de ce *Résumé*, à sa session annuelle, constitue un aspect important des fonctions générales de surveillance qu'elle exerce. Le *Résumé des rapports annuels pour 1953* est essentiellement constitué par des renseignements tirés des 121 rapports annuels, concernant 57 Etats et 84 territoires, que les gouvernements ont communiqués. Le nombre des rapports annuels qui parviennent à temps pour que les renseignements qu'ils contiennent puissent être incorporés au *Résumé* a progressivement augmenté: de 104 en 1951, il est passé à 114 en 1952.

Comme les années précédentes, le Secrétaire général, se fondant sur la résolution 246 B (IX) du Conseil économique et social, a fait des démarches auprès d'un certain nombre de gouvernements afin d'obtenir des renseignements ou explications complémentaires au sujet de textes législatifs ou de rapports annuels qu'ils avaient communiqués. Dans certains cas, le Secrétaire général a profité de cette occasion pour fournir lui-même des explications sur le détail de la mise en vigueur des instruments internationaux relatifs aux stupéfiants.

Soucieuse de voir figurer dans les rapports annuels les faits récents et les problèmes nouveaux, la Commission des stupéfiants, à sa neuvième session tenue en 1954, avait adopté un projet de texte révisé de formulaire de rapports annuels, et l'avait envoyé aux gouvernements de certains pays pour qu'ils formulent leurs observations. A sa dixième session, la Commission, s'inspirant de ces observations, a adopté un nouveau formulaire pour aider les gouvernements, à partir de 1955, dans la préparation de leurs rapports annuels. Ce nouveau formulaire contient en particulier des questions précises sur la toxicomanie.

Le Secrétaire général a préparé, en consultation avec l'OMS, un rapport sur l'usage de formules officielles pour la prescription des stupéfiants. Ce rapport avait été demandé par la Commission à sa neuvième session. Il en ressort que des formules officielles sont couramment employées dans quinze pays et territoires. D'une façon générale, les principales dispositions de ce système sont les suivantes: il est interdit aux médecins de prescrire des stupéfiants autrement que sur des formules officielles et aux pharmaciens d'exécuter les ordonnances de stupéfiants qui ne seraient pas rédigées sur de telles formules, dûment remplies; les autorités compétentes se servent au besoin des souches et des copies de ces formules pour vérifier et contrôler l'usage licite des stupéfiants et rassembler des données sur ce sujet et sur la toxicomanie. L'application de ce système a souvent permis de découvrir l'existence de toxicomanes inconnus jusque-là et le surcroît de travail administratif qu'il entraîne ne paraît pas excessif.

En application des instruments internationaux relatifs aux stupéfiants et d'accord avec les gouvernements intéressés et l'OMS, le Secrétaire général a pris les mesures nécessaires pour placer certains stupéfiants

sous contrôle international: 1) conformément à l'article 11 de la Convention de 1931, les stupéfiants naturels méthyl-6 dihydromorphinone et dihydrodihydromorphinone, ainsi que leurs sels respectifs, en raison de leurs propriétés toxicomanogènes, ont été placés sous le contrôle prévu pour les stupéfiants du sous-groupe a du groupe I mentionnés à l'article premier de ladite convention; 2) conformément à l'article premier du Protocole de 1948, quatre nouveaux stupéfiants synthétiques susceptibles de produire la toxicomanie ont été placés sous le contrôle prévu pour les stupéfiants du groupe I mentionnés à l'article premier de la Convention de 1931. Conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 11 de la Convention de 1931, un comité de trois experts a été chargé de décider du régime de contrôle applicable à un autre groupe de stupéfiants naturels nouveaux: l'ester myristique de la benzylmorphine et ses sels; ces substances ne sont pas toxicomanogènes, mais peuvent être transformées en stupéfiants susceptibles d'engendrer la toxicomanie. Les experts ont conclu qu'il était actuellement impossible, faute de données suffisantes, d'aboutir à une décision unanime sur la question.

L'une des tâches principales de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les stupéfiants est de surveiller constamment le trafic illicite sous toutes les formes qu'il peut revêtir. Aux termes des dispositions de la Convention de 1931, les gouvernements sont tenus de fournir au Secrétaire général des renseignements sur les saisies importantes qu'ils ont effectuées dans le trafic illicite. De plus, afin d'aider la Commission à étudier ce problème, les gouvernements ont été invités à fournir, avant la communication de l'ensemble des renseignements qu'ils envoient chaque année sur le contrôle des stupéfiants, un exemplaire du chapitre V de leur rapport annuel, qui a trait au trafic illicite. A l'aide de ces données, le Secrétariat a établi une "Etude du trafic illicite des stupéfiants en 1954", dans laquelle il a analysé le trafic illicite des principaux stupéfiants saisis et exposé les problèmes généraux que posent les méthodes des trafiquants. Cette étude ainsi que les rapports obtenus d'autres sources officielles ont servi de base à la Commission pour les débats qu'elle a consacrés au trafic illicite lors de sa dixième session.

Afin d'accélérer ses travaux, la Commission a de nouveau constitué un comité *ad hoc* chargé de trier les renseignements et de lui faire rapport; elle a décidé de constituer chaque année un comité de ce genre, qui se réunirait pendant trois jours ouvrables avant l'ouverture de la session de la Commission.

Le Secrétariat a également préparé et distribué des résumés mensuels des rapports des saisies; il a reçu de la Commission internationale de police criminelle trois rapports trimestriels sur l'activité de cette organisation en ce qui concerne le trafic illicite.

Pour ce qui est de l'article 20 de la Convention de 1931, le Secrétariat, se fondant sur les renseignements fournis par les gouvernements, met à jour et publiera prochainement une liste des établissements autorisés à fabriquer des stupéfiants et des stupéfiants qui y sont manufacturés.

Afin de faciliter la mise en œuvre du système des certificats d'importation et des autorisations d'exportation, qui régit le commerce international licite des stupéfiants conformément à la Convention internationale de l'opium de 1925, le Secrétariat tient à jour et publiera prochainement une liste des noms et adresses des

autorités nationales habilitées à délivrer ces certificats et autorisations.

Conformément à sa politique de contrôle et de réduction de la documentation, le Secrétaire général a informé la Commission des stupéfiants, lors de sa dixième session, qu'il avait proposé d'arrêter les travaux sur le Recueil de lois. La Commission a décidé de demander au Conseil économique et social d'annuler la décision qu'il avait prise au sujet de la préparation et de la publication de ce recueil. La Commission a approuvé les dispositions prises pour mettre fin à la publication en fascicules séparés des rapports annuels des gouvernements, en commençant par les rapports pour 1954. A l'avenir, seul le *Résumé des rapports annuels* sera distribué sous forme de document; les textes complets de rapports annuels communiqués par les pays seront gardés dans les archives et les Etats parties à la Convention pourront, sur demande, en obtenir un exemplaire dans l'une des langues de travail. Concernant la proposition qu'avait faite le Secrétaire général de ramener à deux ou trois par an au lieu de quatre le nombre des numéros du *Bulletin des stupéfiants*, la Commission a émis l'avis, en raison de l'importance considérable qu'elle attache à cette publication, qu'il serait infiniment regrettable d'en restreindre la périodicité et a invité le Conseil à prier le Secrétaire général de maintenir cette périodicité à quatre numéros par an.

b) PROJET DE CONVENTION UNIQUE RELATIVE AUX STUPÉFIANTS

Par sa résolution 246 D (IX), le Conseil avait chargé la Commission des stupéfiants d'élaborer un instrument unique codifiant les dispositions des divers instruments multilatéraux relatifs au contrôle des stupéfiants. Ces instruments sont actuellement au nombre de huit, conclus successivement entre 1912 et 1948. Un neuvième instrument, le Protocole des Nations Unies sur l'opium, conclu en 1953, n'est pas encore entré en vigueur. Pour aider la Commission dans son étude des dispositions du projet de convention unique qu'il lui restait à examiner, le Secrétaire général a préparé deux documents: l'un contenant trois variantes de dispositions relatives au contrôle des stupéfiants, l'autre concernant l'état des travaux relatifs à la convention unique. Le Secrétaire général a également préparé un document de fond, intitulé "Emploi et contrôle de la paille de pavot", afin d'aider la Commission à décider de la mesure dans laquelle il conviendrait de placer sous contrôle cette matière première. Lors des débats relatifs à ces dispositions, la Commission a abordé un grand nombre de problèmes affectant des intérêts importants dans un certain nombre de pays, parmi lesquels les problèmes du contrôle de la culture du cocaïer, de la production de la paille de pavot et du cannabis (dont la production à quelque fin que ce soit devrait être interdite); elle a examiné les observations du Comité central permanent de l'opium et de l'Organe de contrôle des stupéfiants sur les dispositions, relatives aux évaluations et aux statistiques, qu'elle lui avait renvoyées à sa session précédente; elle a enfin discuté des clauses finales. La Commission a décidé d'étendre à la paille de pavot et à la feuille de coca les mesures de contrôle prévues pour l'opium dans le Protocole de 1953 et, en particulier, de n'autoriser à produire la feuille de coca pour l'exportation que les pays qui sont actuellement les principaux producteurs de feuille de coca. Etant donné que le projet de convention unique contient des dispositions prévoyant une procédure simplifiée d'amendement par

décision de la Commission des stupéfiants ou de l'Assemblée générale, et que l'adoption de cette procédure pose une question de principe que la Commission, en tant qu'organe technique du Conseil économique et social, s'estime inapte à résoudre, la Commission a invité le Secrétaire général à solliciter l'avis de tous les États membres et des États non membres parties à l'un des instruments internationaux relatifs aux stupéfiants; elle a adopté la même procédure en ce qui concerne les réserves, afin de s'assurer que la nouvelle convention serait acceptable à tous les gouvernements et que son fonctionnement ne serait pas entravé par des réserves portant sur l'objet essentiel du nouvel instrument.

La Commission a ainsi achevé le premier stade des travaux de codification des instruments internationaux relatifs aux stupéfiants, qui constitue depuis sa cinquantième session l'une de ses principales tâches. Elle a invité le Secrétaire général à préparer un texte révisé de convention unique qui tienne compte de toutes les décisions qu'elle avait prises.

c) TOXICOMANIE

Les discussions qui ont eu lieu à la dixième session de la Commission des stupéfiants, ainsi que les études auxquelles ont procédé les gouvernements, ont montré que la question de la toxicomanie suscite un renouveau d'intérêt, dû en particulier au nombre toujours croissant des nouveaux stupéfiants synthétiques et à la nécessité de réprimer plus énergiquement le trafic illicite. Au cours des débats de la Commission, les représentants ont particulièrement insisté sur les aspects sociaux du problème, sur la nécessité de donner au toxicomane les soins appropriés et notamment de le réadapter, après désintoxication, à une vie normale. La Commission n'a pas approuvé les méthodes qui consistent à traiter le toxicomane sans l'hospitaliser par la méthode dite du dispensaire ouvert. Elle a invité l'OMS à préparer une étude sur les méthodes appropriées de traitement des toxicomanes. Plusieurs pays qui ne possédaient pas encore d'établissements pour le traitement des toxicomanes ont maintenant créé les services nécessaires. La question de l'opiomane a également été discutée de façon assez détaillée par des experts qui ont participé au Cycle d'études pour l'Asie et l'Extrême-Orient sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui a eu lieu à Rangoon (Birmanie) en octobre 1954.

Le Secrétariat a rédigé, avec le concours des autorités françaises, une étude sur l'efficacité de la législation française relative aux stupéfiants dans la prévention et la répression de la toxicomanie en France; cette étude a été communiquée aux membres de la Commission.

d) CANNABIS

Le Secrétariat a reçu des études documentaires sur différents aspects du problème du cannabis au Bassoutoland, au Betchouanaland, au Brésil, dans la Rhodésie du Nord et la Rhodésie du Sud, au Souaziland et dans l'Union Sud-Africaine. Le Gouvernement portugais met actuellement la dernière main à une étude analogue portant sur l'Angola et le Mozambique.

Le Secrétariat a collaboré avec la FAO à la préparation d'une étude préliminaire sur la possibilité de remplacer la plante de cannabis par d'autres plantes produisant des fibres et des graines, ou de créer une variété de la plante ne contenant pas de résine nocive et se prêtant aux mêmes usages industriels. De l'avis d'un génétiste consulté par la FAO, il est possible de créer une variété de plante de cannabis ne contenant pas

de principes stupéfiants, mais cela exigera des efforts considérables. Quant au remplacement éventuel de la plante de cannabis par d'autres plantes produisant également des fibres, il se heurterait à des obstacles sérieux d'ordre économique et agricole. On étudie également certaines questions connexes, comme celle de savoir dans quelle mesure la plante de cannabis cultivée à des fins industrielles contient de la résine nocive et si la culture de cette plante est devenue une source de trafic illicite. En ce qui concerne le détournement du cannabis vers le trafic illicite, la moitié environ des pays producteurs de fibres de chanvre ont répondu qu'il y avait là un danger pour l'avenir plutôt que pour le présent. En réponse à l'invitation formulée par le Conseil économique et social dans sa résolution 548 F I (XVIII) un grand nombre de gouvernements ont déclaré que le cannabis n'était plus ou ne serait bientôt plus employé dans leur pays à des fins thérapeutiques.

L'OMS a participé aux études entreprises par le Secrétariat sur le cannabis et communiqué à la Commission, pour sa dixième session, une étude sur les effets physiques et mentaux de cette substance.

e) STUPÉFIANTS SYNTHÉTIQUES

Il existe des divergences d'avis sur les dangers que présente l'emploi croissant des stupéfiants synthétiques et sur l'opportunité de réglementer ou même d'interdire leur emploi, mais la valeur thérapeutique et les avantages de certains de ces stupéfiants ont été reconnus par de nombreux spécialistes. Certains membres de la Commission se sont inquiétés du détournement éventuel des stupéfiants synthétiques vers le trafic illicite et ont craint que certains membres des professions médicales et paramédicales ne soient pas suffisamment conscients des propriétés toxicomanogènes de ces stupéfiants. Ces craintes étaient confirmées par une étude faite pour le compte de l'OMS sur la toxicomanie par la péthidine, d'où il ressortait qu'on avait constaté cette forme de toxicomanie chez les sujets traités au Public Health Service Hospital des États-Unis.

L'OMS a préparé, en consultation avec le Secrétariat des Nations Unies, une étude sur le rapport entre la structure chimique des substances synthétiques à effet morphinique et leurs propriétés analgésiques. De cette étude, la deuxième d'une série consacrée aux rapports entre les propriétés chimiques, analgésiques et toxicomanogènes des stupéfiants synthétiques, il ressort qu'il existe un rapport démontrable entre la structure chimique des stupéfiants et leurs propriétés analgésiques.

La majorité des gouvernements qui ont envoyé une réponse au Secrétaire général à la suite de la résolution 548 H I (XVIII) du Conseil économique et social ont déclaré qu'ils avaient interdit, ou avaient l'intention d'interdire, la fabrication, l'exportation et l'emploi de la cétobémidone, substance qui est considérée comme possédant des propriétés toxicomanogènes particulièrement dangereuses.

f) RECHERCHES SCIENTIFIQUES SUR L'OPIMUM

À sa dix-huitième session, le Conseil économique et social avait, par sa résolution 548 D (XVIII), prié le Secrétaire général de donner plus d'ampleur aux travaux de recherche sur l'opium et de demander expressément aux gouvernements de fournir des échantillons d'opium, provenant de cultures licites ou illicites, ou de saisies effectuées au cours de la lutte contre le trafic illicite international. Le Danemark, les États-Unis

d'Amérique, le Guatemala, l'Iran, le Japon, le Mexique, le Pakistan et Singapour ont fait parvenir des échantillons d'opium; le Secrétaire général ayant envoyé une autre demande en exécution de la résolution 548 D (XVIII), le Secrétariat a reçu d'autres échantillons de la Birmanie, de l'Equateur, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume hachémite de Jordanie, de l'Inde, d'Israël, de l'Italie, de la Corée, du Liban, du Népal, du Pakistan, des Philippines, de la Syrie, de la Thaïlande, de la Turquie, du Royaume-Uni, du Vietnam et de la Yougoslavie.

La Commission des stupéfiants était saisie à sa dixième session d'un rapport sur les progrès des recherches sur la détermination de l'origine de l'opium. Une méthode "d'analyse unifiée" a été mise au point, qui permet de déterminer l'origine de presque tous les alcaloïdes contenus dans un échantillon d'opium et l'on estime que les résultats ainsi obtenus sont plus exacts que par le passé. Les méthodes permettant de déterminer le résidu insoluble et la teneur en matières grasses de l'opium ont également été perfectionnées et les chimistes ont mis au point des méthodes rapides pour la détermination de la teneur de l'opium en morphine et en narcotine.

Les savants des pays qui participent au programme de recherches ont également amélioré et perfectionné les méthodes d'électrophorèse, d'analyse des cendres et de chromatographie sur papier; appliquées conjointement, ces méthodes ont donné de bons résultats et permettent d'atteindre une précision remarquable dans la détermination de l'origine.

La Commission a reconnu la nécessité de créer à Genève un laboratoire pour les stupéfiants et d'y poursuivre les travaux; elle a demandé que les experts qui ont déjà participé aux travaux donnent leur avis sur le degré d'exactitude atteint dans la détermination scientifique de l'origine de l'opium; elle a invité les gouvernements à créer eux-mêmes des moyens de procéder à de telles recherches; elle leur a rappelé qu'ils étaient tenus de faire connaître l'origine de l'opium saisi par eux et leur a recommandé de faire figurer dans leurs rapports des précisions sur l'origine de cet opium, obtenues par des méthodes physiques et chimiques.

La Commission a également invité les gouvernements à faire parvenir des échantillons d'opium au Secrétaire, en cas de saisie de quantités importantes d'opium dans le trafic illicite, afin qu'il puisse faire procéder à des recherches d'origine par les méthodes physiques et chimiques; elle a autorisé le Secrétaire général à prendre les dispositions voulues en vue de ces recherches et à faire rapport à leur sujet aux gouvernements qui auront envoyé des échantillons ainsi qu'au gouvernement du pays réputé d'origine; la Commission a précisé que ces méthodes de détermination de l'origine devraient être mises au point d'après des échantillons fournis et authentiqués par le gouvernement du pays d'origine.

g) BULLETIN DES STUPÉFIANTS

Les numéros ci-après du *Bulletin des stupéfiants* ont paru au cours de l'année qui fait l'objet du présent rapport: vol. VI, Nos 2, 3 et 4; vol. VII, No 1.

Les chimistes canadiens ont publié, dans la série d'articles techniques sur la détermination de l'origine des stupéfiants par des méthodes physiques, de nouveaux articles exposant les résultats très satisfaisants qu'il est possible d'obtenir par ces analyses. Le *Bulletin* a également publié une série d'articles de spécialistes en

matière de toxicomanie, qui montrent la nécessité de poursuivre les recherches et de compléter la documentation sur la situation qui existe en ce domaine dans toutes les parties du monde. D'autres articles ont traité de la production et de l'emploi de l'opium. L'ancien président du Comité central permanent de l'opium a publié une étude, précieuse pour toutes les personnes qui s'intéressent au contrôle des stupéfiants, sur les possibilités que comporte le projet de convention unique. Le *Bulletin* a également publié une abondante bibliographie sur les stupéfiants synthétiques.

14. — Questions sociales

a) POLITIQUE SOCIALE

Pendant la période considérée, les demandes d'assistance en la matière ont porté en assez grand nombre sur l'organisation et l'administration de programmes sociaux généraux, alors qu'au cours des années précédentes la plupart avaient trait à des problèmes sociaux particuliers. Dans le vaste domaine de l'aménagement des collectivités, les demandes ont aussi fait apparaître une tendance à l'établissement de programmes concertés sur une base nationale. Dans une certaine mesure, le programme de formation a davantage visé à la création et au développement des moyens de formation nationaux et régionaux qu'à l'octroi de bourses d'études et de perfectionnement pour des séjours à l'étranger.

L'action pratique, à laquelle l'Organisation s'attache pour la solution de problèmes sociaux urgents intéressant directement les gouvernements, s'est traduite par une augmentation du nombre des cycles d'études, conférences techniques, groupes d'études et autres missions d'assistance technique — éléments d'une politique dont le développement se poursuivra au cours des prochaines années. On a aussi mis au point des plans tendant à renforcer le personnel régional de service social, en vue du traitement particulier des aspects sociaux du développement économique.

Le rapport du Comité d'experts qui s'était réuni en juin 1953 pour examiner les problèmes que posent la définition et l'évaluation des niveaux de vie du point de vue international, a été publié en mars 1954. Ce rapport, intitulé *Rapport sur la définition et l'évaluation des niveaux de vie du point de vue international*, a été examiné par la Commission de statistique à sa huitième session et présenté à la Commission des questions sociales lors de sa dixième session, tenue en mai 1955. La Commission des questions sociales était aussi saisie d'un rapport complémentaire qui groupait les observations présentées, au sujet du document principal, par les gouvernements, les institutions spécialisées, la Commission de statistique, les organisations non gouvernementales et le Secrétaire général. En général, les membres de la Commission ont souscrit à la recommandation des experts concernant l'utilisation de divers éléments et indicateurs pour mesurer les niveaux de vie; en même temps, on a estimé que la question demandait à être suivie et étudiée de façon plus approfondie.

La première *Etude internationale des programmes d'action sociale*, qui avait été élaborée à la demande du Conseil économique et social en coopération avec le Bureau international du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation mondiale de la santé, a été publiée dans la série des rapports d'ensem-

ble qui doivent aider le Conseil à élaborer sa politique sociale. Le *Rapport préliminaire sur la situation sociale dans le monde*, publié en 1952, exposait les conditions sociales existant dans les divers pays du monde; l'*Etude internationale des programmes d'action sociale* indique les tendances principales qui se sont dégagées depuis 1945 en ce qui concerne les mesures prises à l'échelon national pour améliorer ces conditions et en donne des exemples pris dans les divers pays du monde. Ses auteurs se sont essentiellement attachés à effectuer, à l'intention des gouvernements et notamment de ceux des pays sous-développés qui s'efforcent de relever le niveau de vie de la population, un recensement des faits qui les aide à tirer parti de l'expérience des autres et qui soit aussi utile à toutes les personnes qui s'intéressent aux politiques et aux progrès sociaux. L'étude fait la revue des programmes mis en œuvre dans les domaines suivants: santé, nutrition, logement et services collectifs, aide aux consommateurs, enseignement, travail, sécurité sociale, garantie des moyens d'existence, protection et réadaptation sociales des groupes au sujet desquels se posent des problèmes particuliers (enfants sans foyer, vieillards, déficients et délinquants). Elle traite aussi des programmes spéciaux destinés aux zones rurales et des méthodes appliquées dans différentes régions en vue du progrès social (y compris les principes directeurs de la planification économique et sociale générale), ainsi que des problèmes que l'exécution de programmes sociaux pose en matière de financement et de recherche. L'étude internationale des programmes d'action sociale étant la première du genre, les problèmes y sont examinés en général; les suivantes, qui seront publiées tous les quatre ans, porteront sur des problèmes particuliers qui seront étudiés de façon plus approfondie.

A sa dixième session, la Commission des questions sociales, après avoir procédé à un examen préliminaire de cette étude, a noté avec satisfaction l'extension remarquable des programmes d'action sociale dans des pays qui ont atteint des degrés de développements très divers.

b) POPULATION

Le Congrès mondial de la population s'est tenu à Rome du 30 août au 10 septembre 1954, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population, de la FAO, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de l'OIT, de l'UNESCO et de l'OMS. Plus de 450 experts, venus de nombreux pays, y ont assisté. Le Congrès devant se consacrer à l'échange, entre les experts intéressés, des idées et de l'expérience acquise n'a donc adopté aucune résolution ni recommandé aucune mesure. Cependant, ses travaux, ainsi que la discussion de nombreuses communications scientifiques, ont grandement contribué à préciser les données sur lesquelles doivent se fonder les décisions de principe et les programmes d'action en rapport avec les tendances démographiques. D'autre part, il est clairement apparu qu'à cet égard les connaissances actuelles présentent de nombreuses lacunes et qu'il incombe dans une large mesure à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées de développer les travaux de recherche, notamment en ce qui concerne les tendances démographiques dans les pays insuffisamment développés ainsi que les rapports existant entre les tendances démographiques et les programmes de progrès social et économique.

Un rapport sur les travaux du Congrès, qui comprendra le texte des communications présentées ainsi que des comptes rendus succincts des débats, est actuellement en préparation et sera publié avec l'aide d'une subvention de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population et des contributions du Gouvernement italien et de l'OIT.

Comme l'indiquaient les rapports intéressant les années précédentes, le programme d'études démographiques des Nations Unies porte essentiellement sur les problèmes de développement économique et social des pays sous-développés. L'étude des aspects démographiques de ces problèmes prend de plus en plus d'importance à mesure que les taux d'accroissement de la population des pays sous-développés s'élèvent du fait des programmes sanitaires et médicaux qui font baisser les taux de mortalité.

Les débats du Congrès mondial de la population ont beaucoup aidé à préciser les types de renseignements nécessaires quant aux tendances démographiques et à leurs rapports avec les problèmes de progrès économique et social. Des plans ont été élaborés au cours de l'année étudiée à l'effet d'organiser, en Amérique latine, en Asie et en Extrême-Orient, des cycles d'études régionaux où seront examinés les besoins particuliers des gouvernements de ces régions en matière de renseignements démographiques.

Les travaux dont il était fait mention dans le rapport de l'année précédente touchant les estimations de la population future se sont développés: on a préparé en ce qui concerne les pays de l'Amérique latine une série d'estimations qui font apparaître les perspectives démographiques par sexe et par groupe d'âge jusqu'à l'année 1980. En outre, on a poursuivi l'analyse des rapports entre les tendances démographiques et l'effectif de la main-d'œuvre en vue de l'élaboration d'un rapport sur les tendances de la main-d'œuvre du point de vue démographique, compte spécialement tenu des pays sous-développés.

Un rapport sur l'évolution de la mortalité, qui comprend une série de tableaux modèles de longévité, a été préparé afin de faciliter l'établissement d'estimations du taux de mortalité et des tendances de la mortalité dans les pays insuffisamment développés.

Le rapport sur l'enquête pilote relative à l'interdépendance des tendances démographiques et des facteurs d'ordre économique et social, qui a été menée dans l'Etat de Mysore (Inde), est presque achevé. Cette enquête a été très utile en ce sens qu'elle a permis de démontrer et de perfectionner les méthodes pratiques à appliquer pour le rassemblement des renseignements nécessaires que les services de statistique existants ne sont pas à même de fournir dans de nombreux pays insuffisamment développés.

Une étude sur l'accroissement démographique et le développement économique est projetée en Asie et en Extrême-Orient; les dispositions nécessaires ont été prises pour qu'elle soit effectuée en coopération étroite avec la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

Au cours de l'année, on a continué de fournir aux gouvernements des pays sous-développés une assistance technique afin qu'ils disposent de renseignements démographiques à partir desquels ils puissent élaborer leur politique et mettre au point leurs programmes de développement. L'Egypte et l'Indonésie figurent parmi les pays qui ont demandé et reçu cette assistance.

On trouvera dans la section du présent rapport, qui traite des activités entreprises dans le domaine de la statistique (chap. II, A, 9), un compte rendu des travaux accomplis par l'Organisation des Nations Unies concernant la statistique démographique.

c) AMÉNAGEMENT DES COLLECTIVITÉS

De plus en plus les gouvernements font appel aux services consultatifs et à l'assistance technique qu'ils peuvent trouver auprès de l'Organisation des Nations Unies pour se renseigner et communiquer des informations sur l'expérience acquise en ce qui concerne les principes directeurs, les méthodes et les techniques de l'aménagement des collectivités. Le Secrétariat a continué de recueillir et de diffuser des données à ce sujet. Les gouvernements ont fourni des renseignements sur leurs programmes locaux et nationaux, afin de permettre au Secrétariat de constituer une documentation qui puisse être mise à la disposition d'autres gouvernements. Cette documentation, qui comprend des monographies, des dossiers de documentation, des rapports où sont décrits et évalués des projets nationaux particuliers, est distribuée aux gouvernements, aux organisations non gouvernementales, aux experts en mission, aux institutions de formation, aux titulaires de bourses de perfectionnement et à d'autres personnes. Les demandes que de nombreux gouvernements ont présentées pour obtenir des quantités de ces divers documents témoignent de l'utilité de ces derniers pour l'organisation et l'exécution des programmes d'aménagement des collectivités, et en particulier pour la formation du personnel.

Une étude d'ensemble des conceptions et des méthodes relatives à l'aménagement des collectivités, intitulée "Principes de l'aménagement des collectivités", a été effectuée à l'intention de la Commission des questions sociales d'après des renseignements fournis pour la plupart par les gouvernements, les institutions spécialisées, les experts et les organisations non gouvernementales. Cette étude traitait des principes et des méthodes essentiels, des tâches incombant aux autorités locales et nationales, du rôle que joue l'aménagement des collectivités dans les programmes généraux de développement social et économique et de la formation d'un personnel apte à se charger des tâches qu'il comporte. La Commission des questions sociales a recommandé au Conseil économique et social de faire distribuer ce rapport aux gouvernements afin qu'ils l'étudient et que tous les intéressés mettent en œuvre, dans la mesure du possible, les principes qui y sont énoncés. Les gouvernements ont été invités à "donner leur avis sur ces principes afin que le Secrétaire général puisse les préciser à la lumière des observations reçues et que la Commission des questions sociales soit ensuite en mesure de poursuivre l'examen de la question à sa prochaine session".

L'assistance technique fournie aux gouvernements sur leur demande a pris les formes suivantes: services d'experts, bourses de perfectionnement et bourses d'études, mise en œuvre de projets régionaux. Les Gouvernements de l'Afghanistan, d'Haïti, de l'Indonésie, de l'Irak, du Pakistan, du Pérou et des Philippines ont bénéficié d'avis d'experts pour la mise au point et l'exécution de programmes nationaux d'aménagement des collectivités. L'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ont entrepris de concert la réalisation de projets en Bolivie, en Egypte, au Mexique et en Finlande. Vingt personnes, titulaires de bourses de perfectionnement ou de bourses d'études,

ont pu observer des programmes d'aménagement des collectivités à l'étranger. Vers la fin de 1954, un voyage d'étude régional portant sur des projets entrepris dans l'Asie du Sud et du Sud-Est a été organisé à l'intention de seize fonctionnaires des services d'aménagement des collectivités de la Birmanie, de Ceylan, de l'Indonésie et des Philippines, qui ont eu ainsi l'occasion d'observer des programmes dans l'Inde et aux Philippines. Un voyage analogue est organisé pour le mois de septembre 1955 avec les pays de la Méditerranée orientale.

Le groupe inter-institutions de travail sur l'organisation et l'aménagement des collectivités qui s'est réuni à Genève en août 1954 a examiné des plans établis en vue d'une action concertée, tant en ce qui concerne les projets mentionnés ci-dessus que le programme de travail de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Cette action concertée a déjà permis d'élargir le cadre des programmes locaux et nationaux d'aménagement dans certains pays.

La première Conférence régionale sur l'aménagement des collectivités a eu lieu aux Philippines aux mois de novembre et de décembre 1954, avec la participation de représentants de l'Inde, de l'Indonésie, de la Corée, du Pakistan et des Philippines. Elle avait pour objet de réunir les fonctionnaires des pays intéressés à qui incombe l'élaboration des politiques à suivre afin qu'ils puissent examiner de concert les principes et les méthodes de l'aménagement des collectivités.

Les institutions spécialisées ont aussi collaboré à la constitution des dossiers de documentation en matière d'aménagement des collectivités qui sont publiés en français, en espagnol et en arabe. Ces dossiers, qui ont paru l'année précédente, sont des ensembles de documents, brochures et articles décrivant des projets d'aménagement des collectivités mis en œuvre dans plusieurs pays et choisis en raison de l'importance qu'ils présentent pour la formation des agents des centres sociaux des collectivités. Une étude intitulée *Methods and Techniques of Community Development in the United Kingdom Dependent and Trust Territories*, qui a été élaborée par un consultant, a été publiée l'année dernière dans le cadre de la série de monographies des Nations Unies.

d) HABITATION, URBANISME ET AMÉNAGEMENT DES CAMPAGNES

Le programme des Nations Unies en matière d'habitation, de construction et d'urbanisme a pour objet d'aider les gouvernements à mettre au point des politiques et programmes nationaux de logement et d'aménagement des collectivités et à créer les organes administratifs nécessaires sur le plan national et sur le plan local; à élaborer des méthodes pratiques permettant de financer ces programmes; à développer les industries du bâtiment et des matériaux de construction; à favoriser l'élaboration de plans régionaux concernant les projets de développement des ressources et l'amélioration des régions urbaines et rurales, et à faciliter la recherche technique et la formation du personnel technique et administratif.

Au cours de l'année considérée, les gouvernements ont continué à demander une assistance directe dans ces domaines. Vingt-trois experts ont travaillé dans quatorze pays (Birmanie, Ceylan, Colombie, Costa-Rica, Côte-de-l'Or, Equateur, Egypte, Haïti, Indonésie, Israël, Jordanie, Pakistan, Paraguay et Turquie) et environ vingt-trois bourses de perfectionnement et

d'études ont été attribuées à des administrateurs et à des techniciens recommandés par les gouvernements.

Le cycle d'études des Nations Unies sur le rôle des sociétés sans but lucratif en matière de logement, qui s'est tenu à Copenhague aux mois de septembre et octobre 1954, est peut-être le plus important des projets d'assistance technique mis en œuvre dans le domaine de l'habitation. Il a été préparé par le Gouvernement du Danemark et l'Organisation des Nations Unies avec le concours de l'Organisation des Etats américains; des représentants de treize pays de l'Amérique latine y ont participé. On y a notamment examiné la place des programmes d'amélioration de l'habitation et des collectivités dans l'économie nationale; la contribution que peuvent apporter les sociétés sans but lucratif et les méthodes qui font appel à l'effort personnel, ainsi que l'application de la méthode coopérative pour le développement de l'industrie du bâtiment et des industries des matériaux de construction.

Un rapport détaillé sur le financement des programmes d'amélioration du logement et des collectivités a été rédigé, en collaboration étroite avec le personnel des commissions économiques régionales, à l'intention de la Commission des questions sociales pour sa dixième session; la Commission a recommandé de le reviser et d'en élargir le cadre de façon qu'il comprenne des données sur les régions où ne s'exerce pas l'activité des commissions régionales. Elle a en outre recommandé que le Conseil économique et social autorise le Secrétaire général à organiser des réunions régionales d'experts qui seraient chargées d'étudier les méthodes et les sources nationales ou internationales permettant de financer les programmes d'amélioration du logement et des collectivités dans le cadre du développement économique et du progrès social général.

Au titre du programme mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour faciliter la recherche technique, une assistance a été fournie aux Gouvernements de l'Inde et de l'Indonésie en vue de la création de deux centres régionaux de recherche en matière de logement, qui s'occuperont respectivement des problèmes qui se posent d'une part dans les régions à climat chaud et sec et d'autre part dans les pays à climat chaud et humide. Le Centre interaméricain du logement de Bogota a aussi continué à recevoir une assistance.

L'Organisation a poursuivi l'étude de la situation en matière d'habitation et des programmes de logement en faisant largement appel à cet effet au concours des commissions économiques. La Commission économique pour l'Europe a continué la publication d'un bulletin trimestriel des statistiques du logement et de la construction ainsi que d'une étude annuelle de la situation en matière d'habitation en Europe; la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient a créé une section du logement et mené une enquête régionale sur le logement et les matériaux de construction en Asie et dans l'Extrême-Orient; la Commission économique pour l'Amérique latine a fait figurer l'industrie du bâtiment et le logement parmi les sujets traités dans les études qu'elle publie sur le développement économique des divers pays. De plus, l'Organisation des Etats américains s'est préoccupée des problèmes du logement, des aspects sociaux de l'habitation et du financement des programmes de logement.

En collaboration avec des organismes de recherche, les experts en mission, les commissions régionales et les institutions spécialisées intéressées, l'Organisation

étudie les tendances actuelles en matière de plans régionaux. On a entrepris la rédaction d'un numéro spécial du bulletin sur *L'habitation, l'urbanisme et l'aménagement des campagnes* qui sera consacré à cette question. Il comprendra une analyse des principes directeurs régissant l'élaboration de plans d'ensemble à l'échelon régional, tant dans les pays développés que dans ceux qui le sont moins, une étude des facteurs et critères qui interviennent dans le choix des régions faisant l'objet de plans d'ensemble et des études de programmes particuliers mis en œuvre dans divers pays. La majorité des demandes d'assistance directe présentées par les gouvernements portaient sur l'aménagement du milieu naturel, y compris l'élaboration de plans directeurs pour cinq capitales: Rangoon (Birmanie), Amman (Jordanie), Djakarta (Indonésie), Karachi (Pakistan) et Asuncion (Paraguay).

c) SERVICES SOCIAUX

En harmonie avec la réorientation qui a progressivement réformé le programme de services sociaux depuis 1950, deux tendances principales ont prédominé dans le programme de travail au cours de l'année étudiée. En premier lieu, en ce qui concerne l'assistance directe aux gouvernements des pays sous-développés, une place plus grande a été faite à la formation des travailleurs sociaux, tant professionnels qu'auxiliaires, ainsi qu'à l'organisation des services sociaux sur le plan national comme sur le plan local; de plus, on s'est attaché à réaliser une coopération plus étroite avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales internationales, afin d'assurer l'élaboration concertée des programmes et une collaboration plus active de toutes les organisations intéressées. En second lieu, dans le domaine de la recherche, on a mis en premier plan les programmes portant sur la formation de personnel, sur les principes à observer et les moyens pratiques à employer pour étendre l'application de mesures propres à garantir les moyens d'existence et à venir en aide aux économiquement faibles, ainsi qu'à l'achèvement de plusieurs études techniques et rapports périodiques concernant la protection de la famille et de l'enfance.

i) Formation de travailleurs sociaux

Le nombre des demandes adressées par les gouvernements en vue d'obtenir une assistance directe pour la formation des travailleurs sociaux est un témoignage de l'importance qui est attachée à la formation professionnelle. A la suite de ces demandes, dix-neuf experts ont été envoyés dans douze pays pour aider à améliorer les moyens de formation au service social, à différents degrés de l'enseignement.

Un deuxième rapport sur les faits à signaler dans le domaine de la formation au service social pendant la période 1950-1954 a été achevé et présenté à la Commission des questions sociales à sa dixième session sous le titre: "Formation en vue du service social — deuxième enquête internationale"; on a également publié une édition révisée du *Répertoire international des écoles de service social*, comprenant des renseignements sur 422 écoles situées dans cinquante-trois pays.

Une réunion spéciale des représentants de l'Organisation des Nations Unies, du FISE, de la FAO, de l'OIT, de l'UNESCO et de l'OMS s'est tenue à Genève en 1954 à l'effet d'étudier divers aspects de la formation des travailleurs auxiliaires et des travailleurs sociaux appelés à desservir les collectivités. A la

suite de cette réunion, on a préparé sur la question un exposé succinct fondé sur les travaux de trois conférences régionales d'experts locaux qui se sont tenues en 1952-1953, en Extrême-Orient, au Moyen-Orient et en Amérique latine, et renfermant les conclusions provisoires de la réunion spéciale mixte.

A sa dixième session, la Commission des questions sociales a étudié la question de la formation du personnel de service social. Elle a examiné l'exposé succinct sur la formation de travailleurs sociaux auxiliaires et de travailleurs sociaux de collectivités" ainsi qu'un rapport du Secrétaire général intitulé: "Formation du personnel de service social", établi à partir de l'exposé succinct et de la deuxième enquête internationale dont il a été fait mention ci-dessus, et qui comprenait des suggestions en vue d'une action nationale et internationale visant à favoriser les progrès de la formation au service social, à tous les degrés de l'enseignement. La Commission a prié le Conseil économique et social de recommander aux Etats Membres d'examiner la possibilité de prendre certaines mesures et invité le Secrétaire général à fournir une assistance en ce qui concerne la formation des travailleurs sociaux professionnels, des travailleurs auxiliaires et des travailleurs sociaux appelés à desservir les collectivités.

ii) Protection de la famille et de l'enfance

Conformément à l'ordre de priorité établi par la Commission des questions sociales et le Conseil économique et social, la protection de la famille et de l'enfance a continué de faire l'objet d'une attention soutenue. Le dernier rapport annuel mentionnait l'achèvement de trois projets communs d'évaluation des services de protection de l'enfance dans trois pays. A sa troisième session, tenue à Paris du 25 au 29 juin 1954, le groupe de travail interinstitutions pour l'étude des activités à long terme en faveur de l'enfance a examiné des rapports sur ces projets et il a été décidé de procéder à deux ou trois autres évaluations de ce genre en Extrême-Orient, au Moyen-Orient et en Amérique latine, sur la demande de pays de ces régions. On a établi les contacts et pris les dispositions nécessaires pour mener à bien l'un de ces projets communs pendant l'année 1955.

L'assistance directe en matière de protection de la famille et de l'enfance, y compris l'organisation et l'administration de programmes de protection sociale, a été fournie par douze experts dans neuf pays en 1954 et dans plusieurs autres pays en 1955. De plus, il a été attribué en 1954 soixante-quatorze bourses d'études et de perfectionnement, et six cycles d'études sur des aspects particuliers de la protection de la famille et de l'enfance ont été organisés, indépendamment du programme d'échange européen institué en 1950 dans le cadre de l'Office européen de l'Organisation des Nations Unies afin d'assurer une utilisation maximum, dans l'intérêt de tous les pays européens, de toutes les ressources disponibles en Europe dans le domaine de la protection sociale.

En application des recommandations formulées par la Commission des questions sociales à sa neuvième session, une étude préliminaire relative aux politiques à suivre pour maintenir et relever le niveau de vie familial a été entreprise en 1954 et sera prochainement terminée, de même qu'une autre qui traite des méthodes d'administration en matière d'assistance aux nécessiteux dans les pays sous-développés. Ces rapports, ainsi qu'une étude antérieure qui a été publiée en

1952 et qui portait sur le rôle de l'assistance publique dans le système de sécurité sociale, soulignent la complexité du problème que pose la coordination des politiques et des méthodes pratiques relatives à l'administration de vastes programmes de sécurité sociale, d'assistance sociale et de services sociaux connexes pour la protection de la famille et de l'enfance. Conformément à une résolution de la Commission des questions sociales, le Secrétaire général a pris, en coopération avec l'OIT, des mesures pour étudier ce problème plus avant.

Pendant la période étudiée, le Secrétariat a publié le deuxième *Rapport bisannuel sur la protection de la famille, de l'enfance et de la jeunesse*, qui porte sur la période 1951-1952; cette publication cessera de paraître désormais, conformément aux propositions présentées à cet égard et adoptées par le Conseil économique et social.

Comme suite aux recommandations formulées par la Commission des questions sociales lors de sa sixième session et à la décision tendant à réduire le nombre des publications distinctes, des dispositions ont été prises pour faire paraître une "Revue internationale de service social". Le premier numéro, qui doit être publié en juillet 1955, portera essentiellement sur la protection de la famille et de l'enfance; il comprendra les études intitulées "Garderies d'enfants" et "Service d'aide familiale", qui ont été achevées cette année, ainsi qu'un rapport sur le programme mis en œuvre par l'Organisation dans le domaine de la protection de la famille et de l'enfance. Le deuxième numéro, qui est en cours de préparation, sera consacré à la réadaptation des personnes déficientes.

iii) Réadaptation des personnes déficientes

Au cours de la période considérée, la tendance à fournir aux gouvernements une assistance directe en matière de réadaptation des personnes déficientes, que signalait déjà le rapport de l'année dernière, s'est accentuée. Neuf gouvernements ont bénéficié de services d'experts et quatorze étudiants, de neuf pays, ont reçu des bourses d'études et de perfectionnement.

En ce qui concerne l'action menée sur place, on s'est tout spécialement attaché à la formation professionnelle. A titre d'exemple on peut citer le cours international en matière de protection des aveugles, organisé au Centre régional de démonstration pour les aveugles au Caire; il a été suivi par seize stagiaires, venus de neuf pays du Moyen-Orient. Deux cycles d'études régionaux ont eu lieu: l'un — qui avait pour objet le travail en équipe pour la réadaptation des personnes déficientes — à Belgrade, avec le concours de quatre-vingt-deux spécialistes de seize pays; l'autre — qui portait sur le placement de certaines personnes déficientes — a réuni à Stockholm quarante-cinq participants, venus de douze pays. Ce dernier cycle d'études a été mis sur pied sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, de l'OIT, de la Fédération internationale des anciens combattants et de la Société internationale pour la protection des invalides.

Les mesures prises pour réaliser une collaboration étroite avec les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales internationales qui s'intéressent au problème des personnes déficientes ont permis de mettre en commun les ressources et l'expérience acquise. Les organisations non gouvernementales ont utilement contribué aux projets d'assistance technique: le départ, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et de la Fédération interna-

nationale des anciens combattants, d'une équipe de spécialistes chargée d'aider le Gouvernement de l'Indonésie à établir un centre national de démonstration à Java, en est le plus récent exemple.

Une brochure illustrée intitulée *Services destinés aux personnes physiquement diminuées* a été publiée pendant l'année écoulée; on a achevé la monographie technique sur la prévention des affections de l'ouïe et sur l'éducation et la réadaptation des sourds et des personnes dures d'oreille; cette monographie sera publiée au début de 1956.

iv) Aspects sociaux des migrations

La réorientation et la réorganisation des travaux de l'Organisation des Nations Unies ont eu une influence directe sur l'action entreprise dans le domaine des migrations. Un rapport plus étroit a été établi du point de vue administratif entre cette action et les autres activités en matière de service social, afin de favoriser la coopération avec les organisations non gouvernementales qui s'occupent de la protection sociale des migrants et d'aider les gouvernements à élaborer et à mettre en place des programmes plus étendus et mieux coordonnés.

La cinquième Conférence des organisations non gouvernementales intéressées aux problèmes de migrations s'est tenue au Siège, en mai 1955, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et de l'OIT. Des décisions y ont été prises au sujet des problèmes les plus importants qui se posent actuellement dans le domaine des migrations et l'on peut considérer cette réunion comme un stade important dans les travaux qui ont pour objet d'harmoniser et de développer l'action des organisations non gouvernementales en la matière.

Il faut signaler l'achèvement des études suivantes: "Services sociaux que les organisations non gouvernementales mettent à la disposition des migrants" et *Expulsion des immigrants*; ce dernier ouvrage a été publié dans la série des études qui traitent de la situation juridique des étrangers. D'autre part, l'Institut international pour l'unification du droit privé a terminé, pour le compte des Nations Unies, un répertoire des instruments internationaux relatifs à la situation juridique des étrangers qui complète le recueil des textes législatifs concernant la situation juridique des étrangers, précédemment publié. Le *Sommaire des migrations* (paru jusqu'en 1953 sous le titre de *Bulletin d'information sur les migrations*) a cessé d'être publié pendant la période considérée.

On trouvera au chapitre IV, section 13, du présent rapport, l'exposé des mesures prises pendant l'année en ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution à l'étranger des obligations alimentaires.

v) Défense sociale

Quatre-vingt-quatre correspondants, représentant quarante pays, communiquent à l'Organisation des Nations Unies des renseignements sur les faits à signaler dans le domaine de la défense sociale et l'aident à mettre en œuvre certains projets; d'autre part, ils ont activement contribué à intéresser leurs pays respectifs au premier Congrès mondial des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui doit se tenir à Genève du 22 août au 3 septembre 1955.

Pendant la période étudiée, l'Organisation a préparé la réunion de ce congrès, qui viendra s'ajouter à ceux qu'organisait précédemment la Commission internatio-

nale pénale et pénitentiaire et dont le dernier s'est tenu à La Haye en 1950. Son ordre du jour comprend notamment les questions suivantes: ensemble des règles minimums pour le traitement des détenus; recrutement et formation du personnel; établissements ouverts, travail pénitentiaire et délinquance juvénile.

En ce qui concerne l'organisation de réunions régionales en matière de défense sociale, le Gouvernement birman a accueilli en novembre 1954 un cycle d'études pour l'Asie et l'Extrême-Orient qui s'est tenu à Rangoon. Des délégations de quatorze pays et territoires et les représentants de douze organisations y ont participé. Les travaux ont surtout porté sur les sujets suivants: ensemble des règles minimums pour le traitement des détenus; recrutement et formation du personnel; établissements ouverts et délinquance juvénile; en outre, certains aspects du trafic des êtres humains ont été considérés. L'une des principales recommandations concerne la création d'un institut régional pour la formation de personnel, qui serait en même temps chargé de conseiller les gouvernements quant à leur action touchant la prévention du crime et le traitement des délinquants.

En août 1954, le Groupe consultatif européen en matière de défense sociale, institué en vertu de la résolution 415 (V) de l'Assemblée générale, a tenu sa deuxième session. Les participants à cette réunion, à laquelle étaient représentés quatorze pays, ainsi que l'OMS, l'OIT et plusieurs organisations non gouvernementales, ont étudié la question de la libération conditionnelle et de l'aide postpénitentiaire, les résultats pratiques et les aspects financiers du régime de la probation, la sentence indéterminée et le travail pénitentiaire; le groupe a aussi souligné l'importance que présentent l'établissement et le développement du régime de la probation.

Au cours de la période examinée, deux autres réunions en matière de défense sociale se sont tenues sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. La troisième conférence des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales s'intéressant aux questions relatives à la prévention du crime et au traitement des délinquants s'est tenue à Genève en septembre 1954, en vue d'assurer la continuation de la coopération de toutes les organisations qui se consacrent à ce domaine. Enfin un cycle d'études sur le traitement des jeunes délinquants dans les établissements pénitentiaires a été organisé à Vienne, en septembre et octobre 1954, dans le cadre du programme d'échange européen.

Les cinquième et sixième numéros de la *Revue internationale de politique criminelle* ont été publiés. Leur présentation s'accorde avec les nouveaux principes directeurs adoptés au sujet de la revue, qui paraît maintenant en une seule édition trilingue et non plus en deux éditions anglaise et française distinctes. Les numéros en question contiennent des articles en anglais, en français et en espagnol, accompagnés de résumés dans les deux autres langues.

On a publié un rapport sur la libération conditionnelle et l'aide postpénitentiaire, où sont étudiés sur le plan international les principes et la pratique en ces matières, ainsi que deux nouveaux numéros du recueil des textes législatifs et administratifs intéressant la prévention du crime et le traitement des délinquants.

Des progrès ont été accomplis touchant la création à Sao-Paulo, au Brésil, d'un institut régional pour la formation des personnes qui se destinent aux services

de défense sociale dans les pays de l'Amérique latine. C'est là un nouvel exemple de la tendance actuelle à mettre l'accent sur l'assistance directe aux gouvernements.

En ce qui concerne le problème de la prostitution, quatorze États seulement ont ratifié la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation d'autrui adoptée par l'Assemblée générale.

B. — PROGRAMMES ENTREPRIS DANS DES DOMAINES PARTICULIERS

1. — Assistance technique

A) Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique des pays sous-développés

Lors de la rédaction du rapport précédent, le quatrième exercice financier du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies (année civile 1954) était déjà bien avancé. Cette année devait être un an de paradoxe. D'une part, le nombre des gouvernements contributeurs et les montants annoncés pour le Programme élargi ont été plus importants que jamais. Les gouvernements bénéficiaires ont constamment étendu leur participation directe au Programme et mieux coordonné leur action avec celle des représentants du Bureau de l'assistance technique. Sur le terrain, de nombreuses entreprises sont passées du stade des études préparatoires à celui du fonctionnement effectif. A mesure que s'achevait l'exécution des projets, il s'est formé un cadre d'experts éprouvés qui pourront être affectés à d'autres tâches; le Bureau n'a d'ailleurs pas manqué de nouvelles demandes d'assistance soigneusement étudiées. D'autre part, un grand nombre des occasions ainsi offertes au développement du Programme n'ont pu être exploitées pendant l'année 1954, parce que, pendant la majeure partie de cette année, l'incertitude n'a cessé de régner quant aux versements effectifs et à la date du recouvrement de certaines contributions. Il en est résulté une gêne financière marquée pendant plus de neuf mois de l'année, après quoi une amélioration sensible est apparue pendant le dernier trimestre.

Tenu de se conformer à la règle arrêtée par le Comité de l'assistance technique, et par le Conseil économique et social [résolution 521 A (XVII)], selon laquelle l'affectation des fonds doit se fonder à l'origine sur les estimations les plus prudentes des contributions qui seront vraisemblablement versées et selon laquelle de nouvelles affectations ne peuvent être faites que lorsque le montant des contributions le permet et dans la mesure où il le permet, le Bureau de l'assistance technique n'a pas été en mesure d'éviter un ralentissement considérable des opérations. Si la rentrée effective des contributions annoncées semble incertaine, le Bureau n'a pas le choix: il doit fixer des allocations relativement moins élevées; c'est ainsi qu'en 1954, les dépenses pour les trois principales formes d'assistance ont été inférieures de plus de 2.500.000 dollars à celles de l'exercice financier précédent. Néanmoins, les traits généraux du Programme ont été maintenus et le Bureau a pu même en accroître la portée et la diversité.

D'un autre côté, si les contributions sont versées vers la fin de l'année, elles donnent lieu à l'apparition de soldes non alloués qui sont reportés sur l'exercice financier suivant et qui servent à financer l'exécution du Programme pendant les premiers mois de cet

exercice. Le déroulement des événements en 1954 montre combien il est difficile de mettre en œuvre ce qui se présente essentiellement comme un programme continu à long terme. Puisque le financement est assuré année par année. Pour porter un jugement d'ensemble sur les activités, qu'il s'agisse du volume de l'assistance accordée ou de l'utilisation des fonds, il faut manifestement considérer des périodes de plus de douze mois.

Les perspectives pour l'année 1955, qui se fondent sur le solde des ressources disponibles au début de l'année, sur les contributions annoncées jusqu'ici pour l'année 1955 et sur les contributions reçues au titre du compte spécial, ont déjà permis au Bureau d'autoriser des allocations pour un total d'environ 26 millions de dollars, y compris une allocation spéciale d'environ 2.600.000 dollars provenant de contributions destinées à certains projets spéciaux; ce total représente un accroissement de quelque 5.700.000 dollars par rapport au chiffre final de 1954. Pendant l'année passée, des mesures importantes ont été prises pour améliorer les méthodes de gestion administrative et financière du Programme, ce qui doit donner un cadre solide pour l'expansion que l'on prévoit.

a) FINANCEMENT DU PROGRAMME

Le total des contributions annoncées pour 1954 s'est élevé à 25.300.000 dollars environ, soit près de 2.900.000 dollars de plus que l'année précédente. Les montants effectivement perçus, y compris les arriérés des années précédentes, ont atteint 28.600.000 dollars environ. Pour les raisons énoncées aux paragraphes précédents, le Bureau a néanmoins été obligé de limiter le total des fonds affectés à l'exécution du programme de 1954 à environ 20.300.000 dollars; en outre, une somme de 3 millions de dollars a été versée au fonds de roulement et de réserve, en 1954, conformément à la résolution 521 A (XVII) du Conseil économique et social.

Le Bureau a continué ses efforts en vue d'améliorer la gestion financière du Programme. Comme le constatait le rapport précédent, la Conférence de l'assistance technique pour 1954 a pu avoir lieu, pour la première fois, au début de l'année civile. La Conférence de l'assistance technique pour le programme de l'année 1955 a pu avoir lieu encore plus tôt; le Bureau a eu ainsi plus de temps pour examiner et approuver le programme, et il a pu faire les premières allocations avant même l'ouverture de l'exercice financier. Les gouvernements ont été invités aussi à verser leur contribution annoncée aussitôt que possible dans l'année, pour que le Bureau puisse augmenter les allocations initiales en fonction du recouvrement des contributions, ce qui doit permettre d'atteindre l'ampleur maximale des opérations le plus tôt possible dans l'année. On peut noter qu'au 31 mars 1954, les versements au titre des contributions annoncées n'atteignaient que 25 pour 100 du total, et qu'au 30 juin 1954 ils ne dépassaient pas 38 pour 100. Près de la moitié des contributions annoncées pour l'exercice

1954 restait due au début du dernier trimestre de cet exercice. En 1955, il y a eu, jusqu'ici, un certain progrès à cet égard. Sur l'ensemble des contributions annoncées pour 1955, soit 19.400.000 dollars, à la date du présent rapport, 11.500.000 dollars avaient été reçus avant la fin du mois de mai. Le recouvrement de cette somme, joint au solde substantiel que le compte spécial présentait au début de l'année, a déjà permis au Bureau d'autoriser des allocations pour un total d'environ 26 millions de dollars au titre du programme de 1955, ce qui représente une augmentation appréciable par rapport à l'année précédente.

b) PORTÉE DU PROGRAMME

L'assistance technique fournie aux pays bénéficiaires en vertu du Programme élargi embrasse une gamme très étendue d'activités diverses. Comme il y a des degrés dans le développement des pays sous-développés, la nature et le genre de l'assistance accordée varient d'un pays bénéficiaire à l'autre. Dans certains cas, l'action entreprise en est au stade préliminaire: il s'agit de conseiller les pays peu développés et de les aider à faire l'inventaire de leurs ressources en puissance, à dresser des plans généraux de développement et à créer, dans le cadre des institutions, l'infrastructure nécessaire: une bonne administration, une législation et des services du travail, des organismes et des services agricoles, un système d'enseignement, des services de santé publique, une direction de l'aviation civile, des services météorologiques, des services de télécommunications. Dans d'autres cas, les projets ont atteint le stade de l'exécution, et des experts, seuls ou en groupes, sont chargés d'une mission déterminée, qui concerne le programme de développement du pays intéressé. Un certain nombre d'experts internationaux aident à créer des industries telles que des fabriques de pénicilline et de DDT, des aciéries, des cimenteries, des usines de production d'engrais, des fabriques de produits alimentaires. Ils contribuent à l'exécution de programmes d'organisation de la main-d'œuvre et de formation professionnelle ou technique. Ils prêtent leur concours pour la mise en valeur des sols, l'aménagement des eaux, le développement de l'élevage, l'installation d'abattoirs modernes et l'amélioration de la production et la distribution du lait (avec l'aide du Fonds des Nations Unies pour l'enfance en ce qui concerne la construction d'usines de pasteurisation); ils aident à mécaniser les bateaux de pêche, à perfectionner l'usage des instruments aratoires et à élever les niveaux de nutrition. Leur concours facilite l'organisation d'écoles qui formeront des maîtres ou des spécialistes capables d'enseigner certaines matières nouvelles dans des instituts techniques. Ils participent aux programmes destinés à éliminer des épidémies ou des maladies très répandues, comme le paludisme ou la tuberculose, et ils contribuent à la formation du personnel nécessaire au développement de l'aviation civile, des télécommunications et des services météorologiques.

Dans les divers domaines de l'assistance technique, il s'agit principalement de former les ressortissants des pays sous-développés pour qu'ils puissent, le moment venu, se charger de l'œuvre commencée par les experts. C'est à quoi tendent les programmes spéciaux de formation, tels que les cycles d'études régionales ou les bourses qui permettent de faire des études spécialisées à l'étranger, d'observer le travail ou d'acquérir une formation technique dans les usines ou les exploitations agricoles des pays plus avancés. Dans la plupart des cas, l'assistance technique comprend également la for-

mation en cours d'emploi d'un personnel local sous la surveillance des experts internationaux. En quatre ans, l'action entreprise en vertu du Programme élargi a permis de donner une formation professionnelle en vue d'un très grand nombre d'emplois: administrateurs, employés de bureau et comptables, ingénieurs, personnel infirmier et sanitaire, mécaniciens, tanneurs, plombiers, menuisiers, agents de vulgarisation agricole, économistes, statisticiens, instituteurs, spécialistes de l'aménagement des collectivités, techniciens de la radio, du téléphone et du télégraphe, spécialistes de la navigation aérienne et de l'entretien des avions, météorologistes. Cet enseignement professionnel est dispensé dans divers pays par les huit organisations qui participent au Programme.

Les pays bénéficiaires prennent de plus en plus conscience du fait que l'action ainsi entreprise établit le fondement solide qui seul permettra de rapides progrès par la suite.

En dehors des programmes qui ne concernent qu'un pays, des programmes régionaux ou interrégionaux permettent de prêter une aide précieuse à un groupe de pays. Certains problèmes intéressent plus d'un pays et il est donc souvent plus économique et plus efficace de les traiter dans le cadre régional et non pas simplement national. Ainsi, les cycles de formation qui réunissent les étudiants de pays présentant des conditions climatiques et physiques semblables constituent un excellent instrument de démonstration pratique et de formation professionnelle. L'élimination des épidémies et des épizooties, qui ne s'arrêtent pas aux frontières, nécessite une action concertée des pays intéressés. L'amélioration des conditions de vie de certains groupes de population — tels les Indiens des Andes en Bolivie, en Equateur et au Pérou — est plus facile à réaliser par des programmes régionaux spéciaux. Les Etats de l'Amérique centrale ont décidé de développer leur coopération économique et d'appliquer un programme d'intégration économique; des experts ont été affectés à la région pour les aider dans cette tâche.

c) AMPLEUR DE L'ASSISTANCE

Les chiffres suivants indiquent le coût relatif des trois principales formes d'assistance — services d'experts, bourses de perfectionnement et matériel — pratiquées en 1953 et en 1954:

	1953	1954
	(Milliers de dollars)	
Services d'experts	13.585	11.194
Bourses de perfectionnement	2.532	2.540
Matériel	1.701	1.377
	17.818	15.111

Le tableau suivant indique, pour 1953 et 1954, le nombre des experts dont les services ont été fournis et celui des bourses de perfectionnement qui ont été attribuées, ainsi que le nombre des pays et territoires qui ont bénéficié de cette assistance:

Experts:	1953	1954
Experts	1.751	1.584
Pays et territoires bénéficiaires	65	71
Bourses de perfectionnement:		
Bourses attribuées	1.195	1.592
Pays et territoires bénéficiaires	82	86

d) SYSTÈME D'ÉLABORATION DES PROGRAMMES ET D'ALLOCATION DES FONDS

Comme le prévoyait le rapport de l'an dernier, le Comité de l'assistance technique a consacré la majeure

partie de sa deuxième session de 1954 à étudier les propositions tendant à instituer un système de programmes par pays, au lieu du système de programmes établis en fonction de pourcentages fixes attribués à chacune des organisations participantes. Les propositions élaborées par le CAT ont été adoptées par le Conseil économique et social dans sa résolution 542 B II (XVIII) que l'Assemblée générale a approuvée par sa résolution 831 B (IX).

Le nouveau régime, qui sera appliqué intégralement dans l'établissement du programme pour l'année 1956, donne une importance particulière au rôle des gouvernements bénéficiaires, qui établiront les programmes en fonction de l'ordre de priorité qu'ils jugent pertinent et en fonction des exigences des programmes de développement qu'ils mettent en œuvre. D'autre part, les pays bénéficiaires sont invités à utiliser au maximum, pour l'élaboration et la mise en œuvre de ces programmes nationaux, les connaissances, les ressources techniques et l'expérience des organisations participantes.

La résolution autorise le Bureau à fixer à l'avance les montants maximaux pour chaque pays en fonction des ressources financières présumées disponibles pour l'exécution du Programme élargi pendant l'année suivante. Elle prévoit également que le CAT sera chargé d'examiner et d'approuver le programme et d'attribuer aux organisations participantes des fonds qui seront proportionnels à leur participation à l'ensemble du programme approuvé, et non plus alloués en fonction des pourcentages fixes appliqués autrefois par le Comité de l'assistance technique.

Le nouveau régime instauré par la résolution 542 B II (XVIII) confie aux représentants résidents du Bureau un rôle plus important. Actuellement, non seulement ils sont les principaux agents de liaison entre le Bureau et les gouvernements bénéficiaires, mais encore ils sont chargés de coordonner les consultations auxquelles les représentants des organisations participantes et les gouvernements bénéficiaires doivent procéder pour mettre au point les programmes nationaux.

Depuis que l'Assemblée générale a approuvé la résolution 542 B II (XVIII) du Conseil, le Bureau s'est attaché à mettre au point le programme pour 1955 en suivant les indications qui se dégagent des débats dont les nouvelles méthodes d'élaboration des programmes ont fait l'objet au CAT et au Conseil économique et social. Il est entendu qu'il s'agit d'une expérience visant à permettre aux gouvernements bénéficiaires, aux organisations participantes et au Bureau lui-même de se rendre compte, le cas échéant, des difficultés que pourrait poser la mise en œuvre de la résolution, et de mettre au point des méthodes appropriées pour le programme de 1956.

L'application du nouveau régime pendant l'année écoulée a montré que, pour pouvoir établir à l'avance des programmes nationaux en fonction des listes de priorité unifiées établies par les gouvernements bénéficiaires eux-mêmes, il faut que les représentants des gouvernements et ceux des organisations participantes procèdent à des échanges de vues plus fréquents et plus approfondis. Ce système exige également une coordination plus étroite de l'action des divers ministères des pays bénéficiaires.

A la date de la rédaction du présent rapport, le nouveau régime des programmes nationaux se trouve appliqué intégralement pour la première fois. Les montants maximaux pour les programmes de 1956

ont été portés à la connaissance des gouvernements bénéficiaires, et les négociations se poursuivent entre les représentants des organisations participantes, ceux du Bureau et ceux des gouvernements intéressés, touchant l'élaboration des plans du programme pour 1956. Les montants maximaux comprennent pour le programme de base une somme de 29 millions de dollars, y compris le versement statutaire de 3 millions de dollars destinés au fonds de roulement et de réserve, et un programme supplémentaire de 6 millions de dollars.

e) RELATIONS ENTRE ORGANISATIONS ET RAPPORTS STATUTAIRES

A la suite d'une suggestion émise par le Conseil économique et social à sa seizième session, l'Assemblée générale a adopté, le 23 octobre 1953, la résolution 722 (VIII) qui invitait, notamment, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à examiner aussitôt que possible les méthodes administratives du Bureau de l'assistance technique et celles des organisations participantes, ainsi que les dépenses d'administration dans la mesure où celles-ci sont imputées sur le compte spécial.

Touchant l'organisation du Bureau, le Comité consultatif a recommandé, notamment, que "le Secrétaire général soit clairement et directement investi de l'autorité qui lui permettra de recourir à tel service du Secrétariat dont il jugera avoir besoin. Le Secrétaire général devrait agir à cet effet en qualité de Président du Comité administratif de coordination..."

A sa neuvième session, l'Assemblée générale [résolution 831 (IX)], après avoir accueilli avec satisfaction la déclaration du Secrétaire général selon laquelle le Comité administratif de coordination tiendrait pleinement compte du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans l'étude qu'il ferait prochainement des relations entre organisations dans le cadre du Programme élargi, a renvoyé au Conseil économique et social les observations et recommandations du Comité consultatif et a prié le Conseil économique et social de présenter à l'Assemblée générale, à sa dixième session, un rapport sur les progrès accomplis touchant l'examen des questions soulevées dans ce rapport, en y joignant les observations du Comité consultatif.

Dans son dernier rapport, présenté à la dix-neuvième session du Conseil, le Comité administratif de coordination a rendu compte de l'étude qu'il avait consacrée aux relations entre organisations et aux rapports statutaires. Le rapport constatait notamment:

"Ainsi, les membres du CAC qui participent au Programme élargi sont individuellement chargés de la mise en œuvre et de l'administration de la partie du Programme correspondant à l'activité des institutions qu'ils représentent, mais ils ont en même temps la responsabilité collective de l'ensemble du Programme. En raison de cette double responsabilité, ils doivent donc être consultés personnellement et doivent prendre des décisions collectives concernant les grandes questions de politique générale qui peuvent se poser à propos de la gestion du Programme. Le CAC est le seul organisme qui puisse assumer la responsabilité définitive en la matière. C'est déjà la pratique établie au CAC d'examiner régulièrement les grandes questions de politique générale qui touchent le Programme élargi et cette pratique doit se développer. Le CAC envisage de passer chaque année en revue à la fois les travaux prévus

dans le cadre du Programme élargi et les activités comparables relevant des budgets ordinaires. Il approuvera également le rapport du BAT au CAT.

“Le BAT étant ainsi ramené plus étroitement dans le cadre du CAC, les rapports du Président-Directeur du BAT avec le CAC et son Président, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, pourront être plus aisément définis. Le Président-Directeur du BAT est responsable devant les membres intéressés du CAC; c'est là un principe auquel on ne doit pas toucher, mais il importe que dans l'intervalle des réunions, il puisse demander conseil et rendre compte de ses décisions à quelqu'un qui soit en mesure d'agir au nom du Comité tout entier. La formule la plus pratique consiste à désigner à cette fin le Secrétaire général; il doit être précisé que dans l'intervalle des sessions, le Président-Directeur doit en référer au Secrétaire général en sa qualité de Président du CAC, en vue de permettre à ce dernier de faire en sorte que la ligne de conduite et l'action pratique du BAT soient en conformité avec les directives du CAC.

“Ainsi précisés et développés, les arrangements en vigueur doivent, de l'avis du CAC, être suffisants pour que l'on n'ait pas à envisager actuellement d'apporter des changements aux dispositions qui constituent la base statutaire du Programme élargi.”

B) Programme d'assistance technique des Nations Unies

a) MESURES PRISES PAR LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

A sa dix-huitième session, le Conseil économique et social a adopté la résolution 542 (XVIII), où il a noté avec satisfaction le rapport sur le Programme d'assistance technique des Nations Unies, que le Secrétaire général avait présenté à cette session.

Diverses résolutions, adoptées par l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et ses commissions, montrent à quel point l'assistance technique est désormais appréciée comme un instrument de coopération internationale. Pendant l'année considérée, par exemple, des résolutions ont relevé la nécessité de l'assistance technique à propos des sujets suivants: courant international des capitaux privés; réforme agraire; pâte à papier et papier; liberté de l'information; transports et communications; droits de l'homme; évaluation des niveaux de vie; études démographiques; territoires non autonomes; aménagement des collectivités; habitation; question de la feuille de coca; mise en valeur des ressources hydrauliques.

b) RÉALISATIONS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

On trouvera ci-dessous un bref résumé des mesures prises, au cours de l'année, en exécution des résolutions 200 (III), 418 (V) et 723 (VIII) de l'Assemblée générale, ainsi qu'au titre du Programme élargi d'assistance technique. Un exposé plus détaillé des projets entrepris pendant l'année civile 1954 figure dans le rapport sur le Programme d'assistance technique des Nations Unies que le Secrétaire général a présenté à la vingtième session du Conseil économique et social, et dans le septième rapport du Bureau de l'assistance technique au Comité de l'assistance technique. Le travail d'assistance technique des Nations Unies est également mentionné dans les autres sections du présent rapport consacrées aux questions économiques et sociales.

Toute assistance technique peut être considérée comme un aspect de la formation; mais l'année considérée a vu une tendance marquée vers des programmes comprenant une formation professionnelle proprement dite — création de nouveaux enseignements, organisation d'écoles pour des études avancées, utilisation des moyens de formation offerts par d'autres pays. De cette manière, les gouvernements s'attachent de plus en plus à créer un cadre d'hommes et de femmes expérimentés, pour faire en sorte que les bienfaits immédiats de l'assistance technique se maintiennent et même se multiplient dans les années à venir.

En outre, l'emploi accru de l'assistance technique pour l'établissement d'écoles professionnelles conduit à créer des écoles qui subsisteront au profit du pays ou de la région intéressée, après que l'assistance internationale aura cessé. Ces écoles sont autant de monuments qui perpétueront l'œuvre des experts envoyés par l'Organisation des Nations Unies.

L'année a montré que les gouvernements prennent davantage conscience de l'intérêt qu'ils ont à tirer parti de l'expérience acquise par les pays qui abordent ou viennent de traiter des problèmes analogues nés de l'insuffisance de leur développement. C'est pourquoi les pays bénéficiaires fournissent un plus grand nombre d'experts et accueillent actuellement plus de boursiers.

Pour un grand nombre des matières visées dans les demandes d'assistance technique, le Secrétariat compte des groupes d'hommes ou de femmes dont les connaissances spécialisées et l'expérience leur permettent de compléter l'action des experts. Parmi ces matières figurent les statistiques, l'administration publique, l'action sociale, l'habitation, le développement économique. Mais aucun secrétariat international ne pourrait embrasser des domaines aussi vastes et divers que ceux dans lesquels on demande l'assistance technique. En tout cas, les experts apprécient beaucoup l'aide et l'appui qu'ils reçoivent d'un siège bien pourvu en compétences, de même que les administrateurs des programmes obtiennent des résultats plus fructueux s'ils peuvent recourir à des conseils éclairés lorsqu'il s'agit de choisir des experts, de placer des boursiers ou des stagiaires, et d'apprécier la valeur des travaux en cours. Pour cette raison, on étudie la possibilité — en faisant appel à des organisations professionnelles, à des universités, à des fondations de recherche, à des listes d'experts ou à d'autres moyens — de procurer aux entreprises d'assistance technique l'aide d'un groupe de spécialistes, hommes ou femmes, lorsque cette aide ne peut être fournie par les seules ressources du Secrétariat.

En ce qui concerne le recrutement, l'Organisation des Nations Unies continue de recourir largement aux services des comités nationaux ou des organes similaires qui sont chargés de coordonner les travaux d'assistance technique dans les divers pays. Pendant l'année, le Secrétariat a cherché aussi à associer plus étroitement ces comités à l'exécution du programme de bourses de perfectionnement.

L'établissement des programmes à l'échelon national, qui prendra toute son ampleur en 1956, a déjà permis d'acquérir une expérience précieuse. Si, d'une façon générale, le nouveau régime permet d'élaborer des programmes plus concentrés et mieux conçus, il subsiste néanmoins quelques difficultés qui devront encore être étudiées. Pour prendre un exemple, les pays qui acceptent d'offrir aux boursiers des cours de formation, soit dans leurs services officiels, soit dans leurs uni-

versités, veulent pouvoir compter sur un nombre déterminé d'étudiants réunis au jour fixé; or, il n'est pas toujours facile de prendre à cet égard un engagement ferme, s'agissant d'un programme qui n'est pas conçu dans un seul centre mais dépend des mesures prises dans plus de soixante-dix pays.

Une autre difficulté inhérente au système des programmes nationaux, c'est qu'il est malaisé de tenir compte de l'évolution des circonstances lorsque des plans sont élaborés longtemps à l'avance et dans le cadre de montants maximaux préétablis. On risque même que des plans prématurés et trop rigides n'endiguent le flot des demandes d'assistance pendant l'année et ne cachent ainsi, dans une certaine mesure, des besoins d'assistance qui hésiteraient à s'exprimer. Le Secrétaire général recherche actuellement des méthodes qui permettent de garder les avantages du régime des programmes annuels par pays, tout en offrant plus d'élasticité.

Lorsqu'elle s'est occupée de l'assistance technique à sa neuvième session, l'Assemblée générale a marqué un vif intérêt pour l'application d'un plan en vertu duquel les gouvernements profitent de l'expérience et des facilités du Secrétariat pour le recrutement des experts et le placement des boursiers, mais assume la charge des traitements, des frais de voyage et des bourses. Les experts et les boursiers ainsi choisis relèvent du programme des Nations Unies, sauf en ce qui concerne l'origine des fonds alloués. Cette façon d'étendre le programme d'assistance technique sans augmenter les crédits budgétaires a déjà donné des résultats intéressants; l'expérience ainsi acquise permet de croire que de nouveaux progrès pourront être réalisés dans cette voie.

Au moment où l'assistance technique entre dans sa sixième année, il est à la fois plus souhaitable et plus facile d'apprécier la valeur des résultats obtenus. Cette appréciation incombe avant tout aux gouvernements, mais le Secrétariat doit y prendre part; pendant l'année considérée, il a continué d'étudier comment on pourrait intercaler, dans la gestion normale des programmes d'assistance technique, un examen périodique des résultats obtenus. Dans cet esprit, le Secrétariat a commencé une enquête sur la carrière des boursiers après leur retour dans le pays d'origine, ce qui pourrait mettre en lumière la valeur que présentent les bourses pour le développement économique ou social des pays bénéficiaires.

Si l'assistance technique met partout en jeu à la fois des facteurs d'ordre économique, social et administratif, on peut néanmoins, pour la clarté de l'exposé, répartir entre les trois rubriques générales ci-après les efforts de l'Organisation des Nations Unies pendant l'année considérée.

i) Développement économique

La variété des projets entrepris dans l'ordre économique, lesquels vont des industries familiales à l'utilisation de l'énergie des volcans, ne permet pas de voir dans quelle mesure la concentration des efforts, si souvent préconisée, a été réalisée. Cette contradiction apparente s'explique par le fait que l'intégration recherchée se situe dans le cadre des plans de développement nationaux plutôt que dans les éléments de programme pour lesquels l'assistance technique est sollicitée.

Comme les années précédentes, on s'est attaché tout particulièrement à évaluer et à exploiter les ressources naturelles fondamentales des pays requérants. En Bolivie, par exemple, les projets de travaux hydro-élec-

triques de la Société bolivienne de développement ont conduit à faire des levés hydrographiques. Les ressources minérales du pays ont également été étudiées par des experts des Nations Unies. De nombreux autres pays ont fait l'inventaire de leurs ressources en minerais, métallifères ou non métallifères, notamment la Chine, Israël, la Jordanie, le Venezuela et la Yougoslavie. Parmi les entreprises qui ont tiré le meilleur parti de l'aide d'experts de l'hydraulique figurent les grands travaux commencés au Pakistan d'une part pour dresser les plans et faire la construction de stations hydro-électriques au Pendjab, d'autre part pour améliorer l'approvisionnement en eau de la ville de Karachi. De nouvelles sources d'énergie hydro-électrique sont également étudiées en Iran.

Le perfectionnement et, dans certains cas, la création d'un service de statistique, sans lequel il n'est point de développement économique, se prêtent particulièrement à l'application de l'assistance technique. Pendant l'année, la Birmanie, la Grèce, l'Inde, le Nicaragua, le Paraguay et les Philippines ont profité, entre autres pays, d'une assistance dans ce domaine. L'étape initiale des travaux qui doivent préparer le recensement général de la Libye (le premier dans l'histoire de ce pays) vient de s'achever.

L'inventaire général des ressources, qui est souvent tenu pour le préliminaire indispensable des travaux particuliers, devient évidemment plus rare à mesure qu'avance l'application du programme, mais il n'en reste pas moins important. Pendant l'année, une assistance technique à cet effet a été accordée pour la première fois, ou continuée, au profit de la Birmanie, du Brésil, du Cambodge, de la Gambie, de l'Indonésie et du Pakistan. La technique de la prospection des ressources, à la fois du point de vue économique et du point de vue de la cartographie (notamment par la photogrammétrie aérienne) figure également dans les programmes d'assistance technique destinés, par exemple, à l'Inde, à l'Iran et au Mexique. En Amérique latine, le programme de formation en vue du développement économique vient d'entrer dans sa quatrième année.

Les transports ont pour le développement économique une importance capitale, au point qu'on pourrait s'étonner qu'ils ne donnent pas lieu à des demandes d'assistance technique beaucoup plus nombreuses. Pendant l'année, des experts des transports se sont occupés, par exemple, de la construction de routes en Equateur, de communications en Grèce, de ports et de navigation en Jordanie. En Turquie, le Centre de formation en vue du développement du réseau routier a donné des résultats si encourageants qu'on se prépare à en ouvrir un second. Au Pakistan, des stagiaires venant de Birmanie, du Cambodge, de Ceylan, de Chine (Formose), de l'Inde, de Corée, du Pakistan et de la Thaïlande ont suivi des cours au Centre de formation du personnel d'exploitation et de signalisation ferroviaires.

Les transports figurent au premier plan du programme d'intégration de l'Amérique centrale. Ce programme, qui permet aux républiques de l'Amérique centrale de coordonner leurs demandes d'assistance technique, est l'un de ceux que l'Organisation des Nations Unies a établis pendant l'année pour grouper les représentants de nombreux pays et traiter avec eux les problèmes économiques qui leur sont communs. Plusieurs de ces programmes ont déjà été mentionnés; la liste peut être complétée par la Réunion d'experts de l'industrie de la pâte de bois et du nanier en Amé-

rique latine et par le Centre interaméricain de biostatistique.

Le Secrétariat a arrangé un voyage d'étude, dans l'Union soviétique et dans certains pays de l'Europe occidentale, au profit d'un groupe de fonctionnaires asiatiques qui s'occupent de la géologie et de l'exploitation des mines.

L'Organisation des Nations Unies continue à gérer des programmes d'assistance technique pour le compte de l'Union internationale des télécommunications et de l'Organisation météorologique mondiale. Elle a également prêté son concours au Fonds des Nations Unies pour l'enfance en vue de la production de pénicilline et d'antibiotiques. Pour un très grand nombre de travaux, il y a évidemment collaboration entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats Membres représentés au Bureau de l'assistance technique.

ii) Services sociaux

C'est dans le domaine des services sociaux, où il y a une grave pénurie de travailleurs qualifiés, que la formation professionnelle a pris une importance particulièrement marquée. La formation des travailleurs sociaux a bénéficié d'une assistance technique au Costa Rica, au Salvador, en Finlande, en Irak, en Italie, au Liban, au Mexique, au Pakistan, dans le Royaume-Uni, en Suède, en Suisse, en Thaïlande et en Uruguay.

L'habitation occupe une position centrale dans l'amélioration des conditions sociales, et ce rôle a été reconnu dans plusieurs opérations d'assistance technique. Des experts ont été demandés, pour les questions sociales et économiques, par le Centre de recherches sur l'habitation de la zone tropicale sèche (Inde) et, pour des questions techniques, par le Centre de recherches sur l'habitation de la zone tropicale humide (Indonésie). Au Danemark, un cycle d'études sur les plans d'aide à l'effort personnel en matière de logement a réuni vingt participants de l'Amérique latine. Pour la préparation de ce cycle d'études, l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Etats américains ont accordé leur concours à l'Organisation des Nations Unies et au Gouvernement danois. Des experts de l'habitation, de l'urbanisme et de l'aménagement des campagnes ont prêté leurs services à Ceylan, au Costa Rica, à la Côte-de-l'Or, à l'Equateur, à Haïti et à la Turquie.

Plusieurs pays, dont la Birmanie, ont demandé le concours des Nations Unies pour établir des services sociaux rationnels et intégrés dans leur plan de développement économique et social. On peut noter, à ce propos, que l'Organisation des Nations Unies a continué à mettre à la disposition des pays de l'Asie et de l'Extrême-Orient, de l'Amérique latine et du Moyen-Orient, des conseillers régionaux en matière de services sociaux.

Quatorze pays ont pris part à un cycle d'études en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants.

Des spécialistes venus de l'Irak, de la Jordanie, du Liban, de la Libye, du Soudan et de la Syrie ont suivi, aux côtés de leurs collègues égyptiens, les travaux du Centre de démonstration pour la réadaptation des aveugles qui a été créé au Caire, en 1953.

En Europe, on a continué d'organiser, dans le cadre du programme de service social, des échanges de personnel, des voyages de courte durée à l'intention d'experts européens, des cycles d'études, des groupes d'études, des distributions de films, cinématographiques ou fixes.

Dans le rapport qu'il a présenté à la dixième session de la Commission des questions sociales, le Secrétaire général a décrit en détail les programmes relatifs à l'aménagement des collectivités (par exemple en Afghanistan, en Haïti, aux Philippines), à la réadaptation des personnes déficientes, à la protection de l'enfance et au service social psychiatrique.

iii) Administration publique

L'application du programme d'assistance technique en matière d'administration publique (y compris l'administration des finances publiques) s'est poursuivie dans le cadre indiqué au rapport de l'an dernier. Son volume total, exprimé en mois de travail d'expert, est passé de 92 en 1951 à 195 en 1952, à 479 en 1953 et à 578 en 1954. L'intérêt croissant qui se manifeste pour une assistance en matière d'administration locale et municipale (Brésil, Colombie, Egypte, Irak) et certains cas de coopération avec des travaux d'assistance technique entrepris dans d'autres domaines (Egypte, Libye, Jordanie) prouvent que les pays prennent conscience de la nécessité d'améliorer l'administration dans tous les services officiels et à tous les échelons.

Aux quatre centres de formation mentionnés dans le rapport de l'an dernier est venu s'ajouter l'Institut d'administration publique créé en Egypte. Un groupe d'experts aide Israël à résoudre certains problèmes de formation en cours d'emploi; dans ce domaine, des travaux préparatoires ont eu lieu ou ont commencé en Ethiopie et au Libéria.

Si l'administration du personnel reste le domaine principal des services consultatifs fournis, ceux-ci commencent à s'étendre à l'organisation et aux méthodes et il s'établit ainsi progressivement un meilleur équilibre entre les travaux qui portent sur les structures ou les procédures et ceux qui concernent les problèmes de la fonction publique. Des programmes embrassant ces divers sujets sont en voie d'exécution en Bolivie, en Birmanie, en Colombie, en Jordanie et en Libye. En matière de finances publiques, l'assistance technique a surtout été demandée par des pays qui veulent améliorer la gestion du budget ou la comptabilité publique, simplifier et moderniser leur régime fiscal et perfectionner le recouvrement des impôts. Dans ce domaine, les principales opérations d'assistance technique intéressent la Bolivie, l'Egypte, l'Equateur, l'Indonésie, Israël et le Nicaragua; elles bénéficient du concours constant des fonctionnaires du Siège. Une assistance internationale en matière d'administration postale est donnée à l'Irak, à la Jordanie, au Liban et à la Syrie.

Si le nombre des bourses d'études et de perfectionnement a un peu baissé, celles-ci ont été plus étroitement intégrées dans les programmes de formation professionnelle ou de services consultatifs. Les centres de formation créés en Amérique centrale, au Brésil et en Turquie ont continué à décerner des bourses spéciales.

On prépare actuellement un Colloque sur les problèmes du classement et de la gestion budgétaires pour la région de la CEAEO et un Cycle d'études sur l'administration du personnel en Amérique latine.

Le Secrétariat a continué à collaborer avec les organismes bilatéraux et multilatéraux d'assistance technique et avec les institutions nationales et internationales qui s'occupent d'administration publique, et il a établi des contacts réguliers avec l'UNESCO en ce qui concerne la formation professionnelle. Il a ainsi pu étendre l'appui donné à des publications originales dans

plusieurs langues, à des traductions d'ouvrages d'enseignement et à certains travaux de recherches financières.

2. — Fonds des Nations Unies pour l'enfance

L'aide du FISE connaît un retentissement toujours plus fort, qu'il s'agisse du nombre des pays assistés et des enfants bénéficiaires ou des programmes à long terme qu'elle encourage les gouvernements à élaborer. Les résultats obtenus montrent que, malgré de nombreuses difficultés locales, les gouvernements font des efforts considérables pour trouver les fonds nécessaires et développer les rouages administratifs qui permettront de mener à bien les plans qui leur valent l'aide du FISE.

Au cours de l'année écoulée, les programmes de protection infantile se sont engagés dans plusieurs voies nouvelles. L'innovation la plus importante a été la décision que le FISE a prise en mars 1955 de joindre ses efforts à ceux de l'Organisation mondiale de la santé pour aider les gouvernements du monde entier à éliminer le paludisme, qui frappe et tue tout particulièrement les enfants. Si l'éradication du paludisme réussit, on aura en même temps écarté l'un des obstacles majeurs qui bloquent le développement économique.

Il est urgent d'intensifier les campagnes d'éradication du paludisme pour éviter le danger que présenterait un développement rapide d'espèces d'anophèles vecteurs du paludisme qui auraient acquis une résistance au DDT. En outre, la disparition du paludisme supprimerait la charge économique que l'application des programmes actuels de lutte impose aux gouvernements sous la forme de dépenses annuelles régulières. Dans cette nouvelle phase de la lutte antipaludique, le FISE peut s'attendre à recevoir, au total, des demandes d'aide pour environ 135 millions de personnes, sur les 300 millions qu'il faut encore protéger. Au cours des prochaines années, l'aide du FISE profitera à 40 millions de personnes environ. Pour contribuer aux campagnes antipaludiques, il faudra augmenter les allocations du FISE de manière à les porter de 2 millions de dollars, en 1954, à 5 millions par an, pendant de nombreuses années.

Si la participation du FISE à cette œuvre importante est indispensable, il importe aussi que le FISE poursuive les progrès considérables qu'il a réalisés dans ses campagnes contre la tuberculose, le pian, la trachome et la lèpre, dans l'extension de services élémentaires de protection maternelle et infantile aux régions rurales, ainsi que dans l'amélioration de la nutrition des enfants dans les régions sous-développées. En même temps, le FISE doit demeurer en mesure, comme il l'a été jusqu'ici, de venir rapidement en aide aux enfants victimes de désastres naturels ou d'autres événements catastrophiques.

Pour que cette activité soit possible, il faut que le volume des contributions augmente de manière à porter les allocations du FISE au niveau de 20 millions de dollars par an.

3. — Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

a) CRÉATION DU FONDS DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

Par la résolution 832 (IX), adoptée le 21 octobre 1954, l'Assemblée générale a autorisé le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés à entreprendre au cours de son présent mandat (c'est-à-dire

jusqu'au 31 décembre 1958) un programme de solutions permanentes pour les problèmes que posent certains réfugiés; elle a prié le Comité de négociation des fonds extra-budgétaires de négocier avec les gouvernements en vue de recueillir des contributions volontaires à cette fin; elle a aussi autorisé le Haut-Commissaire à faire lui-même des appels de fonds. En outre, l'Assemblée a prié le Conseil économique et social "soit de créer un comité exécutif chargé de donner des directives au Haut-Commissaire dans la mise en œuvre de son programme et d'exercer les contrôles nécessaires sur l'utilisation des fonds alloués au Haut-Commissariat, soit de revoir la compétence et la composition du Comité consultatif en vue de le mettre à même de remplir ces mêmes missions".

Cette décision a suivi le rapport dont le Haut-Commissaire avait saisi l'Assemblée générale, à sa neuvième session, et dans lequel il signalait la présence en Europe d'un nombre considérable de réfugiés qui n'avaient pas été complètement assimilés, notamment 88.000 environ qui vivaient dans des camps officiels, la nécessité de poursuivre la fourniture de secours d'urgence, le nombre croissant des cas difficiles reconnus comme tels et la situation critique d'environ 14.000 personnes réfugiées en Chine qui relevaient du mandat du Haut-Commissaire et continuaient à le préoccuper vivement.

Par la résolution 832 (IX), l'Assemblée autorisait aussi le Comité consultatif du Haut-Commissaire à fixer le montant des sommes à réunir en quatre ans et à conseiller le Haut-Commissaire sur la réorganisation du Comité consultatif ou sur la création d'un comité exécutif.

A sa cinquième session tenue en décembre 1954, le Comité consultatif a fixé à 16 millions de dollars le montant des sommes à réunir en quatre ans, la répartition des ressources entre les secours d'urgence et le programme de solutions permanentes devant être déterminés d'année en année. Le montant à réunir pour 1955 a été fixé à 4.200.000 dollars, dont 1 million au plus pourra être employé pour les secours d'urgence.

b) CRÉATION DU COMITÉ EXÉCUTIF DU FONDS DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

A sa dix-neuvième session, le Conseil économique et social, tenant compte de la recommandation du Comité consultatif et des propositions présentées par le Haut-Commissaire, a adopté une résolution qui a modifié sa résolution 393 (XIII) et a transformé le Comité consultatif du Haut-Commissaire en un comité exécutif, appelé Comité exécutif du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés (FNUR) et chargé de fonctions exécutives et consultatives. Il a élu membre du Comité exécutif les vingt Etats suivants: Allemagne (République fédérale d'), Australie, Autriche, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Grèce, France, Iran, Israël, Italie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Suisse, Turquie, Venezuela.

Le Comité exécutif a tenu sa première session à Genève, en 1955, et il a approuvé le programme d'opérations pour l'année. Du 1er janvier au 15 mai 1955, des contributions se montant à 573.771 dollars ont été versées ou promises par les pays suivants: Allemagne (République fédérale d'), Australie, Danemark, Israël, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse et Turquie. Sur ce total, 457.271 dollars ont été promis au cours de la réunion que le Comité de négociation des fonds extra-budgétaires a tenue le 6 avril 1955.

c) CONVENTION RELATIVE AU STATUT DES RÉFUGIÉS

Depuis le dernier rapport annuel du Secrétaire général, les Etats suivants ont ratifié la Convention relative au statut des réfugiés ou y ont adhéré : Monaco, 16 août 1954 ; Israël, 1er octobre 1954 ; Suède, 26 octobre 1954 ; Autriche, 1er novembre 1954 ; Suisse, 21 janvier 1955. Une loi du 6 juillet 1954 a autorisé le Gouvernement sarrois à prendre les mesures nécessaires pour

l'adhésion de la Sarre à la Convention.

La Convention relative au statut des réfugiés a été adoptée le 25 juillet 1951 par une conférence de plénipotentiaires et, conformément aux dispositions de son article 43, elle est entrée en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui a suivi le dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion, c'est-à-dire le 22 avril 1954.

C. — QUESTIONS DE COORDINATION ET RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS SPECIALISEES

a) EXAMEN DES PROGRAMMES POUR 1955

A sa dix-huitième session, le Conseil économique et social a passé en revue les programmes pour 1955 des organismes des Nations Unies qui s'occupent des questions économiques et sociales, ainsi que ceux des institutions spécialisées, en fonction des résolutions qu'il avait adoptées concernant les priorités. Le Conseil a exprimé sa satisfaction des progrès accomplis pendant l'année écoulée et il a demandé instamment que l'on continue dans cette voie et que l'on s'attache tout particulièrement à réaliser la concentration des efforts en tenant compte des programmes de priorité des Nations Unies établis par le Conseil.

b) DÉVELOPPEMENT ET COORDINATION DES PROGRAMMES

A la même session, le Conseil a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de chacune de ses sessions annuelles d'être un examen général du développement et de la coordination de l'ensemble des programmes et activités des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. Le Conseil a, en outre, exprimé l'espoir que le Secrétaire général ouvrirait la discussion et que les chefs des institutions spécialisées y prendraient part. Après avoir consulté les chefs des institutions spécialisées qui font partie du Comité administratif de coordination, le Secrétaire général vient d'adresser au Conseil, à sa vingtième session, une note d'introduction. Cette note, qui a pour objet d'aider le Conseil dans ses débats, renferme des observations concernant à la fois les tendances et les changements d'orientation qui se manifestent dans l'activité de l'ensemble des organisations rattachées aux Nations Unies et le développement de la coopération et de la coordination nécessaires à cette activité. On trouvera résumées dans les alinéas suivants quelques-unes des principales idées énoncées par le Secrétaire général dans sa note.

Les diverses organisations ont tout naturellement été influencées par divers facteurs qui témoignent de tendances diverses, mais d'importants traits communs ont aussi fait leur apparition. L'un d'eux consiste à envisager une intégration plus accentuée des programmes, c'est-à-dire à établir, non plus des projets isolés, mais un plan général. A titre d'exemple, on peut citer l'importance récemment attachée à l'élaboration d'une politique générale d'action sociale, ainsi que la mise au point de plans d'ensemble à long terme dans le domaine de la santé. On peut citer aussi l'évolution vers une intégration plus marquée du programme régulier et du programme d'assistance technique, la plupart des institutions utilisant une partie croissante des ressources dont elles disposent au titre de leur programme régulier pour appuyer ou pour compléter l'œuvre d'assistance technique. Il faut citer encore l'interdépendance croissante des programmes économiques et des programmes

sociaux dans l'ordre international, comme le montrent les diverses activités, tant économiques que sociales, qui ont pour but d'accroître la production industrielle et agricole.

Mais la plus marquée des tendances communes est le souci croissant des diverses institutions d'assurer le développement économique et le progrès social des régions sous-développées et de fournir à cet effet une assistance concrète aux gouvernements. Les effets de cette tendance sur les programmes de travail se manifestent non seulement dans des initiatives capitales, telles que les programmes d'assistance technique et les projets visant à créer un fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique et une société financière internationale, mais aussi dans un grand nombre de décisions de portée plus limitée. On en trouve des exemples dans le rôle important maintenant attribué aux méthodes d'établissement des programmes de développement économique pour les pays insuffisamment développés ; dans les études sur la petite industrie, la productivité industrielle et l'exploitation des ressources naturelles dans les pays insuffisamment développés ; dans les programmes d'action sociale établis dans le cadre du développement économique et du progrès social, en ce qui concerne l'aménagement des collectivités, le financement du logement, la formation des travailleurs sociaux et l'aide fournie aux gouvernements pour leur permettre d'utiliser les analyses démographiques en vue d'établir des plans économiques et sociaux.

Ces tendances ont conduit à une coopération et à une coordination toujours plus étroites entre les organisations rattachées aux Nations Unies sous les auspices du Comité administratif de coordination. Dans sa note, le Secrétaire général cite trois exemples de coopération internationale. Le premier cas est celui des études démographiques qui, comme l'a montré le Congrès mondial de la population qui s'est tenu à Rome en 1954, intéressent toutes les organisations. Viennent ensuite les mesures qui tendent à accroître la productivité et qui concernent l'agriculture, l'industrie, les transports et le commerce. Un troisième exemple de coopération est fourni par le programme d'aménagement des collectivités que le Conseil, en 1953, a considéré comme un "objectif immédiat" en lui donnant une priorité spéciale et qui est devenu un élément essentiel de la politique sociale dans nombre de pays et de territoires. Un groupe de travail spécial du CAC, dont le CAC a présenté les rapports au Conseil, est chargé d'examiner les programmes dont l'exécution est en cours ou est envisagée, ainsi que les projets d'assistance technique intéressant les diverses phases de l'aménagement des collectivités (y compris la formation de travailleurs auxiliaires et de travailleurs de collectivité).

Dans sa note, le Secrétaire général a rappelé à nouveau le principe de "l'unité dans la liberté" qu'il avait

énoncé, à la dix-huitième session du Conseil, et il a évoqué l'effort de chaque jour, attentif et patient, qui est nécessaire pour apporter une solution pratique aux problèmes quotidiens. En conclusion, il a adressé un appel aux Etats Membres en leur demandant de veiller à établir une coordination satisfaisante à l'échelon national, c'est-à-dire entre leurs représentants aux divers organes et institutions, et il a exprimé l'espoir que le Conseil, à l'issue du débat sur l'examen général des programmes, formulerait des conclusions et des directives pour toute la communauté des organisations des Nations Unies.

C. AUTRES QUESTIONS DE COORDINATION

Les observations du Comité administratif de coordination sur certaines questions d'ordre statutaire et d'organisation relatives au Programme élargi d'assistance technique sont mentionnées dans la partie B, 1, A, du présent chapitre.

Dans les rapports rédigés à l'issue de ses réunions d'octobre 1954 et d'avril 1955, le CAC a pris acte d'un certain nombre d'autres faits nouveaux concernant la coopération entre institutions. Dans le cadre du CAC, des échanges de vues ont eu lieu touchant les études, les recherches, l'échange de renseignements et la coopé-

ration avec des institutions techniques qui ne sont pas rattachées aux Nations Unies au sujet de la conservation et de l'utilisation des ressources naturelles, ainsi que les mesures communes à prendre touchant la réforme agraire, conformément aux recommandations de l'Assemblée générale et du Conseil. Les institutions intéressées se sont également concertées sur certains aspects de la coordination des programmes dans le domaine social, tels que l'action de longue haleine en faveur de l'enfance (notamment l'enseignement gratuit et obligatoire, champ de collaboration entre institutions, et la priorité donnée aux problèmes financiers que pose l'extension de l'enseignement gratuit et obligatoire, ainsi que l'aide fournie aux gouvernements pour un examen critique des services de protection de l'enfance); la réadaptation des personnes physiquement diminuées (avec la coopération d'organisations non gouvernementales); les migrations (et, plus particulièrement, les problèmes de la colonisation agraire, la coordination des études et des recherches et le problème des migrants appartenant aux professions libérales). Le CAC a étudié la possibilité d'une collaboration plus poussée entre les services d'information des Nations Unies et ceux des institutions spécialisées et il s'est efforcé de résoudre les problèmes administratifs posés par le Programme élargi d'assistance technique, ainsi que d'autres questions administratives et financières d'intérêt commun.

D. — CONSULTATIONS AVEC LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Le nombre des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social s'élève maintenant à 279. Dix d'entre elles appartiennent à la catégorie A, 110 à la catégorie B et 159 sont inscrites au registre du Secrétaire général.

Au cours de l'année considérée, les organisations non gouvernementales ont présenté des exposés écrits qui ont été publiés sous le timbre du Conseil, de ses commissions ou d'autres organes subsidiaires. En outre, le Conseil, le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales, les commissions et d'autres organes subsidiaires ont entendu à diverses reprises les représentants de ces organisations.

Le Secrétaire général a appliqué les dispositions relatives aux consultations que le Conseil avait arrêtées dans sa résolution 288 B (X), au moyen d'entretiens personnels, par correspondance, en aidant les organisations qui désiraient être entendues du Conseil et de ses organes subsidiaires ou leur présenter des exposés écrits, et en se faisant représenter à plusieurs des principales conférences tenues par ces organisations. Il a fait rassembler une documentation sur les organisations qui ont demandé le statut consultatif et il a aidé à la préparation de l'*Annuaire des organisations internationales* pour 1954-1955, qui est publié à Bruxelles par l'Union des associations internationales.

Chapitre III

QUESTIONS CONCERNANT LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE ET LES TERRITOIRES NON AUTONOMES

1. — Fonctionnement du régime de tutelle

a) GÉNÉRALITÉS

Le fonctionnement du régime de tutelle au cours de l'année considérée revêt un intérêt tout particulier; on a désormais la preuve que certains Territoires sous tutelle sont à la veille de bénéficier de mesures de première importance qui permettront d'atteindre les objectifs du régime.

L'un de ces territoires, le Togo sous administration britannique, a été invité à s'associer à un autre territoire en vue de former avec lui, dans un avenir prévisible, un Etat absolument autonome; l'Organisation des Nations Unies a été priée de s'enquérir des vœux des populations intéressées et ses organes compétents ont déjà pris les premières dispositions à cette fin. Dans un autre Territoire — le Samoa-Occidental — l'Autorité administrante a convoqué une assemblée représentative qui a été chargée d'examiner un projet de constitution en prévision de la future accession du Territoire à l'autonomie. Il y a lieu de noter aussi que la Somalie sous administration italienne, seul Territoire sous tutelle pour lequel l'Accord de tutelle fixe un délai en ce qui concerne l'octroi de l'indépendance (1960), a déjà franchi près de la moitié du chemin qui la mène au but final. Dans d'autres Territoires sous tutelle, on étudie des réformes grâce auxquelles les habitants pourront prendre une part sensiblement plus importante à la gestion de leurs affaires. Ailleurs, enfin, des mesures de portée plus limitée mais tendant aux mêmes fins sont entrées en application.

Certains de ces événements, le fait aussi qu'ils s'accompagnent d'une liberté d'expression de plus en plus grande de la part des populations intéressées, ont occasionné un surcroît de travail pour les organes des Nations Unies chargés de surveiller l'application du régime de tutelle. La chose est particulièrement vraie en ce qui concerne le Conseil de tutelle: le Conseil s'apprête à envoyer deux missions de visite dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale alors qu'il n'en a envoyé qu'une à la fois jusqu'ici; le nombre des pétitions qu'il examinera à sa seizième session est supérieur au précédent; et sa session d'hiver, principalement consacrée cette année aux Territoires d'Afrique, a été plus longue que de coutume.

Le régime de tutelle a continué de s'appliquer seulement aux onze Territoires — trois en Afrique orientale, quatre en Afrique occidentale et quatre dans le Pacifique — au sujet desquels des Accords de tutelle ont été

conclus entre 1946 et 1950. On estime que ces territoires, dont l'administration est confiée à six Etats Membres, comptent au total plus de 200 millions d'habitants.

Le Conseil de tutelle a tenu deux sessions ordinaires au cours de l'année. Sa quatorzième session, ouverte le 2 juin 1954, s'est terminée le 16 juillet 1954. Au cours de cette période, le Conseil a examiné les rapports annuels des Autorités administrantes sur la Somalie sous administration italienne et sur le Samoa-Occidental (pour l'année qui a pris fin le 31 décembre 1953), sur la Nouvelle-Guinée, sur Nauru et sur le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique (pour l'année qui a pris fin le 30 juin 1953); il a examiné 147 pétitions sur les 176 qui étaient inscrites à son ordre du jour et accordé une audience ayant trait à la situation en Somalie; enfin, il a pris les dispositions nécessaires pour l'envoi de la troisième mission de visite périodique dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale.

A sa quinzième session, qui a eu lieu du 25 janvier au 28 mars 1955, le Conseil a examiné les rapports annuels des Autorités administrantes sur le Tanganyika et sur le Ruanda-Urundi (pour l'année qui a pris fin le 31 décembre 1953) ainsi que les rapports sur ces territoires établis par la mission de visite qui s'était rendue en 1954 dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale; il a examiné aussi les rapports annuels sur le Cameroun sous administration britannique, sur le Cameroun sous administration française, sur le Togo sous administration britannique et sur le Togo sous administration française (pour l'année qui a pris fin le 31 décembre 1953). Le Conseil a examiné 198 pétitions sur les 335 qui étaient inscrites à son ordre du jour. En outre, il a accordé audience à deux pétitionnaires du Tanganyika qui ont parlé de questions d'ordre général ayant trait notamment aux conclusions de la Mission de visite, ainsi qu'à un pétitionnaire représentant l'organisme d'achat du cacao dans la Côte-de-l'Or et au Togo sous administration britannique. D'autre part, il a rejeté des demandes d'audience émanant de certaines personnes ou de certains groupes: en particulier, la demande d'un parti politique du Togo sous administration britannique qui voulait se faire représenter par un avocat new-yorkais d'origine togolaise, et trois demandes émanant du Cameroun sous administration française. Enfin, le Conseil a pris les premières dispositions en vue de l'envoi de deux missions de visite dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale: la première mission, dont les membres seront proposés par l'Australie, les Etats-Unis d'Amérique, l'Inde et la Syrie,

devra à la fois étudier certains problèmes politiques qui se posent dans les deux Togos et faire des visites périodiques dans ces territoires; la deuxième, composée de personnes qui seront proposées par la Belgique, la Chine, les États-Unis d'Amérique et Haïti, se rendra dans les deux Territoires du Cameroun.

À sa seizième session, qui s'est ouverte le 8 juin 1955, le Conseil est saisi notamment du rapport de l'Autorité administrante sur la Somalie sous administration italienne pour l'année 1954 ainsi que du rapport de la mission de visite qui s'est rendue dans ce territoire en 1954, des rapports annuels sur le Samoa-Occidental pour l'année 1954 et sur la Nouvelle-Guinée, sur Nauru et sur le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique (pour l'année qui a pris fin le 30 juin 1954). Son ordre du jour comprend, en outre, l'examen de 473 pétitions, nombre sans précédent; ces pétitions émanent pour la plupart du Cameroun sous administration française et de la Somalie sous administration italienne. Enfin, le Conseil doit prendre les dernières dispositions en vue de l'envoi des deux missions de visite dans les Territoires de l'Afrique occidentale et du voyage de la mission de visite périodique dans les Territoires sous tutelle du Pacifique en 1956.

Au cours de la période considérée, l'Assemblée générale, à sa neuvième session, a, comme elle le fait chaque année, passé en revue l'activité du Conseil, se fondant sur le rapport du Conseil sur ses treizième et quatorzième sessions. L'Assemblée a examiné en outre un rapport spécial du Conseil de tutelle sur la question de l'unification du Togo ainsi qu'un memorandum présenté à ce sujet par l'une des Autorités administrantes intéressées. Elle a aussi accordé audience à des pétitionnaires des deux Togos et du Cameroun sous administration française. Non seulement l'Assemblée a pris acte officiellement du rapport du Conseil [résolution 857 (IX)], selon sa procédure habituelle, mais elle a adopté en outre, au sujet de ces diverses questions, des résolutions que l'on peut classer en trois catégories. En premier lieu, elle s'est occupée de deux aspects généraux du fonctionnement du régime de tutelle: la participation des autochtones des Territoires sous tutelle aux travaux du Conseil de tutelle et l'accession des Territoires sous tutelle à l'autonomie ou à l'indépendance: ces deux questions sont traitées ci-dessous, sous la rubrique "problèmes particuliers". En second lieu, elle s'est prononcée sur des questions intéressant spécialement des Territoires sous tutelle déterminés, notamment la question de la frontière entre le Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne et l'Éthiopie, le financement des programmes de développement économique de la Somalie, la question de l'unification du Togo et l'avenir du Territoire sous tutelle du Togo sous administration britannique, ainsi que divers points soulevés par des pétitionnaires du Cameroun sous administration française: toutes ces questions sont exposées plus loin dans la section consacrée à la situation dans les Territoires sous tutelle. Enfin, l'Assemblée a adopté une résolution sur une question de procédure, à savoir la forme que doit prendre le rapport annuel du Conseil de tutelle. À ce sujet, par sa résolution 856 (IX), l'Assemblée a approuvé, à titre d'expérience, les propositions du Conseil de tutelle, propositions que le Secrétaire général a exposées dans son dernier rapport annuel: le Conseil consignerait désormais sous une forme plus concise, dans son rapport annuel à l'Assemblée, les renseignements relatifs à

les Territoires pour lesquels il aurait examiné le rapport d'une mission de visite, étant entendu toutefois qu'il soumettrait chaque année un rapport complet sur le Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne dont la situation est particulière. Le Conseil de tutelle présentera son premier rapport sous cette forme à la dixième session de l'Assemblée générale.

b) PROBLÈMES PARTICULIERS

Plusieurs des décisions prises par l'Assemblée générale, tant à sa neuvième session qu'à des sessions antérieures, ont mis en relief, au cours de la période envisagée, certains problèmes particuliers qui intéressent d'une manière générale les objectifs du régime de tutelle ou quelques-uns des Territoires sous tutelle. Parmi ces questions particulières, il en est qui relèvent des activités permanentes du Conseil de tutelle en vertu de décisions prises de longue date. C'est le cas notamment de l'examen périodique des unions administratives concernant un certain nombre de Territoires sous tutelle, examen qu'effectue normalement le Comité permanent des unions administratives, parfois pendant que le Conseil examine lui-même la situation dans les Territoires dont il s'agit. Toutefois, le Comité permanent s'est exceptionnellement écarté de cette procédure au cours de l'année considérée: à sa quatorzième session, il a décidé, en effet, de différer à nouveau, comme il l'avait fait à sa treizième session, son rapport sur le Togo et le Cameroun sous administration britannique en raison de la situation qui se crée dans ces territoires au point de vue constitutionnel; à la quizième session, le Comité permanent a fait savoir au Conseil qu'il lui serait impossible de lui soumettre avant la seizième session un rapport sur les études en cours relatives à divers aspects des unions administratives concernant le Cameroun sous administration britannique, le Ruanda-Urundi et le Tanganyika, ainsi que de la procédure à suivre pour examiner les unions administratives en général.

Une autre question que l'on examine chaque année est celle du programme d'étude et de formation destiné à des étudiants des Territoires sous tutelle; les États Membres fournissent les facilités nécessaires en réponse à l'invitation que l'Assemblée générale leur a adressée par ses résolutions 557 (VI) et 753 (VIII). Le Secrétaire général présente annuellement un rapport au Conseil sur l'exécution de ce programme. Dans son dernier rapport, présenté à la seizième session du Conseil, le Secrétaire général a indiqué qu'au total sept États Membres avaient, pendant la période envisagée, offert onze bourses de perfectionnement et trente-quatre bourses d'études (dont seize pour la première fois). Sur ce nombre, dix bourses d'études ou autres possibilités d'étude ont été effectivement accordées durant l'année considérée.

De même, on examine périodiquement la question de la diffusion dans les Territoires sous tutelle de renseignements concernant l'Organisation des Nations Unies et le régime de tutelle. Cet examen périodique se fait en vertu de la résolution 36 (III) du Conseil de tutelle et de la résolution 754 (VIII) de l'Assemblée générale, qui prient les Autorités administrantes et le Secrétaire général de veiller à ce que des informations soient fournies et diffusées comme il convient. Dans le rapport qu'il se propose d'adresser au Conseil pour sa seizième session, le Secrétaire général fera connaître les nouvelles mesures prises dans ce domaine ainsi que le

D'autres questions encore, quoique n'ayant pas un caractère permanent, n'en ont pas moins nécessité de longues études. Il y a lieu de citer ici l'étude des principes directeurs appliqués, de la législation et de la pratique dans les Territoires sous tutelle en ce qui concerne la terre, son utilisation et son aliénation, que l'Assemblée générale a recommandé au Conseil d'entreprendre par sa résolution 438 (V) et dont elle a étendu la portée par sa résolution 561 (VI). Aux fins de cette étude, le Conseil a institué à sa huitième session un Comité du développement de l'économie rurale, qui a présenté quatre rapports sur ses travaux; dans son dernier rapport, présenté à la quatorzième session du Conseil, le Comité a déclaré qu'il lui paraissait indispensable d'attendre le résultat des études spéciales entreprises dans plusieurs Territoires sous tutelle sur les problèmes de la terre.

Parmi les questions particulières, il en est deux au sujet desquelles l'Assemblée générale et le Conseil de tutelle ont pris de nouvelles décisions au cours de la période considérée. Ainsi que le Secrétaire général l'a indiqué dans son précédent rapport, la question de la participation des autochtones des Territoires sous tutelle aux travaux du Conseil, dont traitent les résolutions 554 (VI) et 653 (VII) de l'Assemblée générale, n'avait pu être réglée par le Comité que le Conseil avait créé à cette fin et qui lui avait présenté un rapport à sa treizième session. Plus tard, à cette même session, le Conseil s'était trouvé divisé au sujet d'un projet de résolution qui tendait à étendre davantage la participation des autochtones à ses travaux par l'intermédiaire des missions de visite et par l'exercice du droit de pétition, et à établir une procédure qui lui permettrait, dans les cas d'urgence, de consulter l'opinion publique. Toutefois, l'Assemblée générale a adopté les principales dispositions de cette résolution sous forme de recommandations adressées au Conseil. Par sa résolution 853 (IX) du 14 décembre 1954, l'Assemblée a recommandé au Conseil de donner pour instructions à chaque mission de visite de prendre l'initiative de sonder l'opinion publique en ce qui concerne toutes les questions importantes, de procéder à des consultations populaires sous telle forme qu'elle jugerait utile, et de faire un rapport complet sur le développement de la libre expression des aspirations des populations ainsi que sur les principales tendances de l'opinion publique. En outre, l'Assemblée a recommandé au Conseil d'examiner toutes les pétitions qui pouvaient refléter l'opinion de la population sur les questions qui sont d'un intérêt général pour le développement des Territoires sous tutelle et de proposer à leur sujet des mesures concrètes; d'inviter les Autorités administrantes à communiquer sans retard des exemplaires de leurs rapports annuels aux populations des Territoires intéressés; de donner pour instructions à chaque mission de visite d'encourager dans les Territoires sous tutelle la discussion publique des rapports annuels et l'expression de l'opinion à leur sujet. Enfin, l'Assemblée générale a également recommandé que le Conseil, afin de s'assurer, dans les cas qu'il estime urgents, qu'une situation donnée dans un Territoire sous tutelle répond aux aspirations librement exprimées des populations, accorde immédiatement une audience aux représentants qualifiés de l'opinion publique qui l'auront sollicitée, ou examine toutes les communications exposant leurs points de vue. A sa quinzième session, le Conseil a pris acte de cette résolution.

De plus, le Conseil de tutelle et l'Assemblée générale ont pris de nouvelles décisions durant la période envi-

de l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance des Territoires sous tutelle autres que la Somalie sous administration italienne: l'Assemblée générale avait déjà adopté deux résolutions sur la question, les résolutions 558 (VI) et 752 (VIII). A sa quatorzième session, le Conseil a adopté, après y avoir apporté certaines modifications, un rapport établi par le Secrétaire général sur les différentes mesures prises ou envisagées par chaque Autorité administrante dans les différents domaines précisés par l'Assemblée générale. Cependant, il a décidé de différer ses conclusions et recommandations à ce sujet. A sa neuvième session, par sa résolution 858 (IX) du 14 décembre 1954, l'Assemblée générale a exprimé l'espoir que le Conseil ferait désormais figurer des conclusions et des recommandations dans les rapports qu'il lui adresserait. En vue de l'examen de cette question, qui figure à l'ordre du jour de sa seizième session, le Conseil a demandé au Secrétaire général, par sa résolution 1085 (XV), de rédiger un projet d'additif au rapport qui mettrait à jour les renseignements présentés l'année précédente. Dans la résolution qu'elle a elle-même adoptée sur la question, l'Assemblée générale, de son côté, a recommandé au Conseil de donner pour instructions à ses missions de visite d'accorder, dans leur rapport au Conseil, une attention particulière à la question de l'accession des Territoires sous tutelle à l'autonomie ou à l'indépendance, compte tenu des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale; l'Assemblée a recommandé en outre aux Autorités administrantes, parmi les moyens de déterminer plus aisément la date approximative à laquelle les populations du Territoire sous tutelle seraient prêtes à accéder à l'autonomie ou à l'indépendance, de s'attacher à redoubler d'efforts pour créer de nouveaux organes représentatifs de gouvernement reflétant le statut spécial des Territoires sous tutelle, ou pour développer les organes déjà existants avec une participation croissante d'éléments autochtones.

Le Sous-Comité du Questionnaire, que l'Assemblée générale a créé le 9 décembre 1953 par sa résolution 751 (VIII) pour étudier les modifications qu'il serait nécessaire d'apporter au questionnaire établi par le Conseil de tutelle afin de l'adapter aux conditions spéciales de chaque Territoire sous tutelle et de soumettre ses conclusions au Conseil, a présenté le deuxième rapport sur ses travaux à la quinzième session du Conseil. Le Sous-Comité a fait savoir qu'il avait décidé d'ajourner ses travaux relatifs à la Somalie sous administration italienne jusqu'à ce que le Conseil ait pris une décision sur le rapport de la Mission de visite de 1954, et de préparer entre-temps un questionnaire adapté aux conditions spéciales du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée.

2. — Situation dans les Territoires sous tutelle

A) Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale

a) CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

La période considérée a été marquée par la mise en œuvre des réformes constitutionnelles concernant la Nigéria et le Cameroun, qui avaient été élaborées durant les mois précédents au cours de conférences tenues à Londres et à Lagos. Le Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration britannique, avec une population d'environ 1.500.000 habitants continuera

ria; mais le Cameroun méridional, qui faisait auparavant partie de la région orientale de la Nigéria, jouit maintenant d'un statut quasi fédéral — il est doté de sa propre assemblée législative et de son propre pouvoir exécutif, bien que l'aide financière du gouvernement fédéral lui soit toujours acquise en cas de déficit budgétaire. Le Cameroun septentrional demeure rattaché à la Nigéria septentrionale, mais il est maintenant doté d'une commission consultative qui peut examiner des questions telles que les projets et propositions de loi. Les deux parties du Territoire sous tutelle sont aussi représentées — et maintenant par élections directes — à l'assemblée législative fédérale et l'un des représentants du Cameroun méridional est ministre fédéral.

Après avoir examiné ces réformes, le Conseil de tutelle, qui s'était auparavant abstenu de formuler une opinion, a constaté avec satisfaction qu'en ce qui concerne la participation des autochtones à l'administration du Territoire, l'application des nouvelles réformes avait eu pour effet d'augmenter la représentation des Africains aux organes législatifs, de leur donner la majorité à la législature du Cameroun méridional et aussi d'élargir sensiblement les pouvoirs des organes législatifs. Comme on l'a vu plus haut, le Conseil n'a pas encore terminé l'étude périodique des rapports qui existent entre le Cameroun et la Nigéria, qu'il a entreprise à propos de la question des unions administratives.

Comme précédemment, le Conseil s'est préoccupé du développement des organes d'administration locale, qu'il souhaiterait voir aller de pair avec les progrès politiques aux échelons supérieurs. Il a appris avec intérêt que la nouvelle assemblée législative du Cameroun méridional considérerait l'adoption d'un système moderne d'administration locale comme l'une de ses tâches les plus urgentes; en même temps, il a pris acte des progrès réalisés dans le Cameroun septentrional et a recommandé de hâter les réformes à l'échelon du village.

Le Conseil a été informé des progrès encourageants accomplis dans la diversification de l'économie du Territoire, qui est encore principalement fondée sur l'industrie bananière; il a exprimé l'espoir que l'emploi de méthodes modernes de culture se répandrait et que la production alimentaire s'accroîtrait. Le Conseil a pris note avec satisfaction des progrès du mouvement coopératif africain et, constatant que certains travaux d'équipement, notamment de construction routière, avaient été entrepris grâce aux efforts des collectivités, il a recommandé à l'Autorité administrante d'encourager davantage encore cette forme d'entreprise et de l'étendre à d'autres domaines. Parmi les questions d'intérêt plus particulier, le Conseil a appris que le différend déjà ancien entre les tribus des Balis et des Widekums, qui avait donné lieu à des effusions de sang, a été réglé de façon satisfaisante; il a exprimé l'espoir que les représentants élus du Territoire examineraient attentivement les moyens de réaliser certaines réformes nécessaires du régime foncier; il a d'autre part exprimé l'intérêt qu'il portait à la revision projetée de la politique financière de la Cameroons Development Corporation, importante organisation créée par acte législatif, pour gérer d'anciennes plantations allemandes au profit de la population du Territoire sous tutelle.

Dans le domaine social, tout en notant certaines améliorations, le Conseil a néanmoins jugé nécessaire de souligner de nouveau qu'il fallait développer des services médicaux et sanitaires pour faire face aux besoins du Territoire. Il a recommandé en particulier à l'Autorité

administrante de s'attacher à mettre au point, à l'échelon de l'Administration centrale, une politique plus précise et mieux coordonnée en matière de santé publique. Le Conseil, informé que les châtiments corporels n'étaient actuellement infligés qu'aux adolescents, a renouvelé les recommandations qu'il avait déjà faites à plusieurs reprises en vue de l'abolition complète de cette peine.

Le nombre des écoles et des écoliers a augmenté dans le Territoire sous tutelle au cours de l'année considérée; néanmoins, le Conseil a estimé que les difficultés qui subsistent constituent un des principaux obstacles à l'évolution ordonnée du Territoire dans la voie de l'autonomie. Il a été d'avis que l'Autorité administrante devrait s'attacher à formuler une politique d'enseignement plus définie et mieux coordonnée à l'échelon de l'Administration centrale; les autorités gouvernementales devraient participer de manière plus directe et plus active à la mise en œuvre de cette politique; d'autre part, celle-ci devrait permettre d'instituer progressivement l'enseignement primaire gratuit et obligatoire, et de donner plus d'expansion à d'autres catégories d'enseignement; en outre, l'Autorité administrante devrait s'attacher à former un plus grand nombre d'instituteurs.

b) CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE

Au cours de la période considérée, le Conseil a de nouveau examiné les conséquences du fait que le Cameroun sous administration française fait partie de l'Union française en tant que territoire associé et que ses institutions politiques sont dans l'ensemble conformes au système constitutionnel de l'Union. Le Conseil a pris acte des renseignements qui lui avaient déjà été communiqués, mais il a décidé d'inviter l'Autorité administrante à lui adresser un bref exposé des conséquences que cette association aurait, à son avis, sur le développement politique futur du Territoire sous tutelle.

Le Conseil a aussi examiné de nouveau une question qui lui avait été signalée en 1950 comme étant à l'étude, celle de l'extension des pouvoirs de l'Assemblée territoriale. A plusieurs reprises, le Conseil a indiqué qu'il accueillerait avec satisfaction à la fois cette réforme et la proposition plus récente de créer un conseil exécutif. Ayant été informé à sa quinzième session que le projet de loi préparé à cet effet n'avait pas encore été soumis au Parlement, le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante de prendre le plus tôt possible des mesures en vue d'élargir les pouvoirs de l'Assemblée territoriale, notamment de donner à celle-ci des attributions qui lui permettraient de débattre les questions politiques et de trancher toutes les questions d'ordre intérieur, ainsi que d'instituer un conseil exécutif qui aurait des attributions effectives en matière administrative et qui se composerait en majorité de membres autochtones.

Le Conseil a aussi exprimé l'espoir que l'Autorité administrante mettrait en œuvre aussitôt que possible certaines réformes qu'elle envisage d'apporter à l'Administration municipale, ainsi que la loi tendant à réorganiser les chefferies traditionnelles, loi qui, d'après certaines informations reçues en 1952, a été soumise au Parlement, mais qui est encore en instance. A propos d'autres questions politiques, le Conseil a noté avec satisfaction que les cadres supérieurs de l'administration avaient été largement renforcés; mais il a fait des recommandations tendant à favoriser la formation et le recrutement d'un plus grand nombre d'Africains. Ayant constaté que le nombre des électeurs inscrits avait augmenté, le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité

administrante poursuivrait ses efforts pour instituer le suffrage universel dans un avenir proche. Il a réaffirmé une opinion qu'il exprime depuis longtemps en recommandant le remplacement du système de collèges électoraux distincts pour les citoyens français et les non-citoyens par un collège électoral unique, si possible avant les prochaines élections.

A l'occasion de l'examen de l'économie essentiellement agricole et pastorale de ce grand territoire, comptant plus de 3 millions d'habitants, le Conseil a noté avec satisfaction les résultats déjà obtenus par la mise en œuvre du plan décennal et a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante assurerait la participation pleine et entière des autochtones à l'exécution de ce plan, ainsi qu'à toute autre entreprise de même nature. Il a aussi fait des recommandations pour favoriser l'amélioration des services statistiques aux fins d'obtenir les renseignements nécessaires à l'élaboration des plans de développement et à l'évaluation des résultats et pour encourager le développement de la mécanisation, ainsi que, si possible, de l'artisanat et du travail artisanal à domicile.

En ce qui concerne le progrès social, le Conseil a noté avec satisfaction la mise en application du Code du travail ainsi que le net progrès accompli dans les services médicaux et hospitaliers. Il a aussi constaté avec satisfaction les progrès réalisés dans le domaine de l'enseignement, mais il a noté toutefois que les moyens d'enseignement étaient encore insuffisants par rapport aux besoins du Territoire et il a recommandé à l'Autorité administrante de poursuivre ses efforts en vue d'augmenter le nombre des écoles de toute nature et d'améliorer la qualité de l'enseignement à tous les degrés.

A la neuvième session de l'Assemblée générale, la Quatrième Commission a entendu les représentants de deux des organisations politiques du Cameroun. Les audiences ont porté sur un grand nombre de questions touchant le développement du Territoire dans le domaine politique et dans d'autres domaines. Dans sa résolution 859 (IX) du 14 décembre 1954, l'Assemblée a recommandé au Conseil de donner l'attention qu'il convient à ces questions et de charger sa prochaine mission de visite de les étudier. Le Conseil a noté qu'il avait examiné ces questions au cours de ses débats; il a différé jusqu'à sa seizième session l'examen de la question du mandat de la Mission de visite de 1955.

c) TOGO SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

Au cours de la période considérée, le Conseil a souligné davantage l'urgence de la question de l'avenir du plus petit des deux Togos, dont la population est inférieure à un demi-million d'habitants et qui, placé sous administration britannique, est gouverné comme une partie intégrante de la Côte-de-l'Or voisine. Les revendications et contre-revendications de groupes autochtones dans le Territoire, ainsi que dans le Togo sous administration française — son voisin de l'autre côté — concernant la possibilité d'unifier tout ou partie des deux Territoires sous tutelle, n'ont donné lieu à aucune décision, bien qu'elles retiennent l'attention du Conseil depuis 1947 et celle de l'Assemblée générale depuis une date plus récente. L'Organisation des Nations Unies a aussi été saisie, comme d'une question appelant d'urgence son attention, du problème des relations futures du Togo sous administration britannique avec la Côte-de-l'Or. Comme la Mission de visite de 1952 l'avait prévu et comme l'Autorité administrante

l'a déclaré, la Côte-de-l'Or a maintenant atteint l'étape de son évolution constitutionnelle qui précède l'indépendance; lorsque la Côte-de-l'Or deviendra seule maîtresse de ses affaires, ce qui se produira dans un avenir prévisible, le Gouvernement du Royaume-Uni n'aura plus constitutionnellement le pouvoir d'administrer le Territoire sous tutelle du Togo comme partie intégrante de la Côte-de-l'Or, ainsi que le prévoit l'Accord de tutelle. L'Autorité administrante a exprimé l'opinion qu'à ce moment-là, les fins du régime international de tutelle auraient, pour l'essentiel, été réalisées au Togo et qu'il conviendrait alors d'abroger l'Accord de tutelle et qu'en attendant, l'Organisation des Nations Unies devrait prendre des mesures pour s'informer, conformément à l'Article 76, b, de la Charte, des vues des habitants du Territoire sous tutelle touchant leur statut futur.

Ces vues ont été exposées à la neuvième session de l'Assemblée générale au cours d'audiences que la Quatrième Commission a accordées à des porte-parole politiques des deux Togos; les solutions réclamées par les uns différaient de celles que préconisaient les autres: rattachement définitif du Togo sous administration britannique avec la Côte-de-l'Or, avec possibilité de rattacher ultérieurement au nouvel Etat le Togo sous administration française; unification des deux Togos considérée comme une première mesure, les populations de ces territoires ayant elles-mêmes le soin de déterminer quel seront, à l'avenir, leurs rapports avec la Côte-de-l'Or; unification des deux Togos, s'ils doivent être unis, dans le cadre de l'Union française; enfin, d'autres variantes de ces propositions générales. Par sa résolution 860 (IX) du 14 décembre 1954, l'Assemblée générale a décidé que des mesures devaient être prises, compte tenu de la situation particulière du Togo sous administration britannique, afin de connaître les aspirations des habitants du Territoire quant à leur avenir, sans préjudice de la solution qu'ils choisiront en fin de compte, qu'il s'agisse de l'indépendance, de l'unification de deux Togos indépendants, de l'union à une Côte-de-l'Or indépendante, ou de tout autre statut d'autonomie ou d'indépendance. Elle a invité le Conseil de tutelle à examiner quelles dispositions devaient être arrêtées afin de mettre en œuvre la décision ci-dessus et à charger une mission spéciale qui se rendrait dans les deux Togos de faire une étude spéciale de ces questions; en même temps, elle a insisté sur la mise en œuvre complète et prochaine des recommandations formulées dans sa résolution 750 B (VIII), par laquelle elle recommandait notamment l'élection au suffrage universel et au scrutin direct d'un conseil mixte pour les affaires togolaises, et invitait le Conseil de tutelle à examiner de nouveau la question de l'avenir des deux Togos. Le Conseil a examiné certaines parties de cette résolution à sa quinzième session. Il a décidé d'envoyer dans les deux Togos une mission chargée de s'acquitter des fonctions prévues dans la résolution de l'Assemblée générale. Il a renvoyé à sa seizième session la question des fonctions que la mission remplira en tant que mission périodique, par opposition à ses fonctions en tant que mission spéciale.

Le Conseil a été informé dans le cadre de sa procédure ordinaire des répercussions qu'avaient sur le Togo les réformes apportées en 1954 à la Constitution de la Côte-de-l'Or, en vertu desquelles une nouvelle assemblée législative a été élue au suffrage direct et universel et le cabinet a été reconstitué pour n'être composé que de ministres africains; il a noté avec satisfaction

constater avec satisfaction les progrès que les habitants du Territoire sous tutelle ont accomplis, dans le domaine politique, vers la réalisation des fins du régime de tutelle. Il a aussi noté avec satisfaction que les institutions traditionnelles de l'administration locale avaient été transformées de façon heureuse et harmonieuse en organismes plus modernes de gouvernement local et que le nombre de fonctionnaires de rang élevé affectés dans le Territoire sous tutelle avait considérablement augmenté; il a recommandé que la formation des autochtones soit encore intensifiée.

Le Conseil s'est de nouveau préoccupé du fait que le cacao joue un rôle primordial dans l'économie du Togo; il a noté avec satisfaction que l'on faisait des efforts concrets pour diversifier cette économie et a recommandé que ces efforts soient poursuivis et intensifiés sans qu'il soit porté atteinte pour autant au développement continu de l'industrie du cacao. Le Conseil a de nouveau examiné la question de savoir si le régime de commercialisation contrôlé qui est en vigueur permet aux planteurs de cacao de tirer tout le profit qu'ils devraient tirer de la situation favorable qui existe sur le marché mondial et a recommandé à la mission de visite qui se rendra prochainement dans le Territoire d'étudier cette question. Ayant été informé que les planteurs de cacao payaient des taux d'intérêt allant jusqu'à 10 pour 100 sur des prêts financés par des fonds provenant initialement de la commercialisation du cacao, le Conseil a exprimé l'espoir qu'il serait possible de réduire ces taux. Il a noté avec satisfaction la forte augmentation qu'avaient marquée récemment les dépenses publiques pour l'équipement du Territoire. Il a estimé toutefois qu'il fallait encore améliorer les méthodes agricoles, moderniser l'outillage et recruter des spécialistes.

Le Conseil a pris des décisions sur deux aspects seulement de la question du progrès social: il a recommandé à l'Autorité administrante de prendre des mesures pour introduire dans le Territoire un registre de l'état civil et a attiré l'attention de l'Autorité administrante sur les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé relatives aux installations et services existants, tout en estimant que des progrès notables avaient été accomplis dans ce domaine. Le Conseil a noté avec satisfaction les résultats obtenus dans le domaine de l'enseignement et a exprimé l'espoir de voir rapidement de nouveaux progrès dans ce domaine.

d) TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE

Comme on l'a vu plus haut, à propos du Togo sous administration britannique, la situation du Territoire sous tutelle du Togo sous administration française, qui compte plus d'un million d'habitants, continue à être mêlée à la question de l'unification du Togo. L'Assemblée générale a reconnu qu'un changement de statut du Togo sous administration britannique aurait des répercussions sur les intérêts du Togo sous administration française. En dehors de cette question, l'intérêt que le Conseil de tutelle porte à l'avenir politique du Togo sous administration française est allé surtout, comme dans le cas du Cameroun sous administration française, aux conséquences que pourrait avoir son association à l'Union française en tant que territoire associé. A sa quinzième session, le Conseil a aussi décidé, dans le cas du Togo, d'inviter l'Autorité administrante à adresser au Conseil un bref exposé des conséquences

que cette association aurait, à son avis, sur le développement politique futur du Territoire sous tutelle.

Le Conseil a été informé de la suite donnée à certains projets de loi, annoncés dès 1950, et qui tendaient à réformer les institutions politiques du Territoire dans le cadre de l'Union française. Le Conseil qui avait, à ses précédentes sessions, espéré que des mesures seraient bientôt prises, notamment pour élargir les pouvoirs de l'Assemblée territoriale, a noté que le projet de loi relatif à la réorganisation de ces pouvoirs et à la création d'un conseil de gouvernement était passé par trois nouvelles étapes législatives entre le 3 novembre 1954 et le 15 mars 1955; il a de nouveau exprimé l'espoir que ce projet serait définitivement adopté et la loi promulguée dans un délai très proche. Il a réitéré cet espoir au sujet de propositions, qui figurent dans le même projet de loi, touchant les conseils de district. En ce qui concerne l'administration urbaine, le Conseil a noté avec satisfaction que le nombre des communes mixtes du troisième degré existant dans le Territoire s'élevait maintenant à sept et a exprimé l'espoir qu'un projet de loi actuellement devant le Parlement français, tendant à ériger quatre de ces communes au rang de communes de plein exercice, serait adopté à brève échéance.

Le Conseil a constaté avec satisfaction que le nombre des électeurs inscrits dans le Territoire avait encore augmenté. En même temps, il a noté que l'énumération longue et détaillée des catégories d'électeurs était encore loin de constituer le suffrage universel dont le principe a été accepté par l'Autorité administrante, et il a recommandé d'appliquer intégralement dans le Territoire le système de suffrage universel et direct.

L'activité et les antagonismes politiques que suscite la question de l'unification du Togo se sont de nouveau traduits par une série de pétitions dont un certain nombre alléguaient de nouvelles restrictions et obstructions. Après avoir examiné certaines de ces pétitions, le Conseil a exprimé son inquiétude du fait qu'il continuait à recevoir des habitants du Territoire des plaintes relatives à la liberté d'expression, à la liberté de la presse et à la liberté de réunion. Il a décidé d'inviter la prochaine mission de visite à faire une enquête générale sur les accusations portées par les pétitionnaires contre l'Administration.

Notant avec satisfaction l'augmentation de la production agricole sur laquelle repose l'économie du Togo, le Conseil a réitéré son approbation des méthodes que l'Administration a adoptées pour diversifier les cultures et améliorer les méthodes agricoles. En même temps, il a recommandé à l'Autorité administrante de poursuivre ses efforts pour soutenir les prix des produits agricoles, encourager la création de nouvelles industries de transformation, inventorier les ressources minières du Territoire et encourager le développement des coopératives et leur gestion par un personnel autochtone.

Dans le domaine du progrès social, le Conseil a fait des recommandations en matière de santé publique et de services d'hygiène; à ce propos, il a constaté les progrès accomplis au point de vue de la médecine préventive et du développement des services mobiles et a en même temps souligné la nécessité de continuer à étendre l'action entreprise dans le domaine de la santé publique et de la formation du personnel médical à tous les niveaux.

Malgré l'augmentation générale de la scolarité, un grand nombre d'enfants d'âge scolaire reste à instruire.

surtout en ce qui concerne l'enseignement secondaire; ce fait a amené le Conseil à réitérer les recommandations antérieures par lesquelles il invitait l'Autorité administrante à hâter le développement de l'instruction à tous les degrés. Il a aussi estimé que, dans ce territoire de caractère essentiellement agricole, l'Autorité administrante devrait, outre l'octroi d'un plus grand nombre de bourses pour des études agronomiques supérieures, envisager la possibilité de faire des cours d'agriculture et d'élevage une partie intégrante du programme scolaire.

B) *Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale*

a) RUANDA-URUNDI

Lorsqu'il a examiné la situation dans le Ruanda-Urundi, le Conseil était saisi, en plus du rapport annuel de l'Autorité administrante, du rapport de la Mission de visite de 1954, dont certaines des conclusions principales étaient contestées par l'Autorité administrante. La Mission avait proposé (avec un avis contraire) l'élaboration d'un programme tendant à la réalisation de l'autonomie en l'espace de vingt à vingt-cinq ans. L'Autorité administrante a exprimé son opposition à toute tentative faite pour fixer un tel délai, à la fois par principe et pour un certain nombre de raisons d'ordre pratique. Le Conseil, qui doit examiner de nouveau à sa présente session la question générale de l'accès des Territoires sous tutelle à l'autonomie ou à l'indépendance, n'a formulé aucune opinion à ce sujet.

D'une façon générale, le Conseil a enregistré avec satisfaction les progrès notables réalisés sous l'impulsion des autorités belges. Dans le domaine du progrès politique, le Conseil ne s'est pas prononcé directement sur un autre point qui a fait l'objet d'un désaccord entre la Mission de visite et l'Autorité administrante: l'Administration n'accordait-elle pas au progrès économique trop d'attention par rapport au progrès politique? En outre, la Mission a proposé, encore contre l'avis d'un membre dont l'Autorité administrante a soutenu le point de vue, que l'Administration se fixe pour objectif final l'exécution d'une série de réformes comprenant notamment l'institution d'une assemblée législative élue par la population, la création d'organes d'administration locale élus, la réorganisation de l'exécutif et l'institution d'un pouvoir judiciaire indépendant. L'un des buts de ces réformes serait d'unifier les deux pays du Ruanda et de l'Urundi; à ce sujet, le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante de poursuivre ses efforts pour renforcer le plus possible les relations mutuelles des deux pays.

En ce qui concerne les questions d'importance plus immédiate, la Mission a fait certaines propositions détaillées en vue d'améliorer la représentation africaine au Conseil de Vice-Gouvernement général et d'étendre les fonctions du Conseil. L'Autorité administrante a répondu que la Mission avait dépassé son mandat et cherché à intervenir dans l'administration courante du Territoire. Ayant été informé que l'Autorité administrante se proposait par principe de faire siéger à cet organe un plus grand nombre d'Africains réunissant les conditions requises, le Conseil a exprimé l'espoir que des mesures seraient prises le plus tôt possible pour donner suite aux propositions de la Mission. La Mission de visite a aussi soulevé la question des conséquences pratiques de l'union administrative entre le Territoire sous tutelle et le Congo belge, et le Conseil a décidé d'inviter l'Autorité administrante à fournir un bref exposé des conséquences que cette union pourrait avoir, à son avis, sur le développement politique futur du Territoire sous

tutelle. La Mission a critiqué certains aspects du statut juridique des habitants, et notamment le fait que les droits qui étaient reconnus à ces derniers étaient définis en fonction de ceux des habitants du Congo belge au lieu d'être définis en fonction du statut propre du Ruanda-Urundi en tant que Territoire sous tutelle; à l'exception d'un membre qui n'a pas approuvé cette observation, la Mission a émis une autre critique: certaines lois et pratiques congolaises qu'elle juge discriminatoires et qui classent les autochtones en plusieurs catégories — telles que "personnes civilisées" immatriculées, et détenteurs de cartes du mérite civique — sont appliquées au Territoire sous tutelle. De son côté, le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante d'étudier bientôt la question de l'institution d'une citoyenneté commune et des droits qui découlent du statut du Ruanda-Urundi en tant que Territoire sous tutelle; il priait, entre-temps, instamment l'Autorité administrante d'accorder aux autochtones un statut personnel autre que celui que leur confère leur inscription comme "personnes civilisées".

Le Conseil, qui s'est préoccupé dans le passé de la dualité de la structure administrative due à l'existence d'une administration belge d'une part et d'une administration indigène d'autre part, a fait sienne l'opinion de la Mission de visite recommandant que les Africains aient, aussitôt que possible, la possibilité d'accéder, dans l'administration, à des postes comportant des responsabilités. En ce qui concerne les conseils locaux récemment créés à différents échelons, allant des sous-chefferies aux deux pays du Ruanda et de l'Urundi, la Mission a estimé que l'Administration avait manifesté une attitude de prudence excessive; l'Autorité administrante a toutefois nié qu'il en fût ainsi. Le Conseil a exprimé sa satisfaction au sujet de l'institution de ce nouveau système et a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante pourrait élargir progressivement la représentation des conseils et augmenter leurs pouvoirs.

En ce qui concerne les questions économiques, la Mission de visite a estimé que la réalisation du plan d'équipement décennal prendrait au moins trois ou quatre ans de plus qu'on ne l'avait envisagé tout d'abord. Le Conseil a pris acte avec satisfaction des progrès que l'Autorité administrante a accomplis dans la mise en œuvre du plan et l'a invitée à poursuivre son action en vue d'encourager les Africains et les autres habitants à participer à la mise en œuvre de plans de cette nature. Le Conseil a examiné de nouveau les projets destinés à réduire la pression démographique dans le Territoire qui compte plus de 4 millions d'habitants. La Mission a rendu hommage à l'Administration pour les efforts que celle-ci avait faits, mais elle a estimé que les programmes de repeuplement étaient relativement peu importants par rapport à l'ampleur du problème qui, à son avis, devait être évaluée au moyen d'un recensement précis. Le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante poursuivrait activement la mise en valeur des régions de repeuplement et saurait persuader la population excédentaire d'autres parties du Territoire à s'y transporter. Le Conseil a aussi noté avec satisfaction la politique suivie par l'Autorité administrante en matière d'aliénation des terres, grâce à laquelle les aliénations de terres ont été jusqu'ici assez peu fréquentes. Il a recommandé que l'Autorité administrante prenne les dispositions nécessaires pour assurer l'accession des Africains à la propriété individuelle dans un avenir proche. La Mission de visite et le Conseil ont noté l'une et l'autre avec satisfaction les résultats obtenus

nus par l'Autorité administrante en ce qui concerne la lutte contre l'érosion des sols, la lutte contre la famine, le drainage des marécages, ainsi que d'autres questions agricoles.

En ce qui concerne le grave problème de la surabondance du cheptel, qui a été examiné à des sessions précédentes, la Mission de visite a informé le Conseil — qui a accueilli ce renseignement avec satisfaction — des mesures que l'Autorité administrante avait prises en vue de supprimer le régime semi-féodal d'usage contractuel du bétail qui existe dans le Territoire. La Mission s'était inquiétée d'apprendre que l'Administration n'avait pris aucune mesure concrète en vue de mettre en œuvre le plan de vente, devenu nécessaire, pour l'écoulement des excédents de bétail. Le Conseil a noté avec satisfaction que l'Autorité administrante avait pris des dispositions spéciales pour organiser la vente du bétail et lui a demandé instantanément de développer ce système le plus tôt possible. Il a de nouveau félicité l'Autorité administrante au sujet de la construction d'une centrale hydro-électrique, de l'encouragement à la constitution de sociétés coopératives et d'entreprises d'échange, et de certains programmes de construction de routes.

Dans le domaine du progrès social, les membres de la Mission de visite ont déclaré pour la plupart que la politique déclarée de l'Autorité administrante était d'agir lentement pour abolir le régime féodal afin de tenir compte du faible degré d'évolution de la population; l'Autorité administrante a contesté cette affirmation. Le Conseil a pris acte du travail dévoué et couronné de succès qu'accomplissent les missions catholiques et protestantes. La Mission de visite a fourni au Conseil de nouveaux renseignements au sujet des restrictions actuellement imposées à la liberté de mouvement des Africains; rappelant les recommandations adoptées à ses sessions antérieures, le Conseil a recommandé que l'Autorité administrante abolisse avec le moins de retard possible, pour l'ensemble de la population, le couvre-feu et les restrictions apportées à la liberté de mouvement. Le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante continuerait à exercer un contrôle vigilant afin que les périodes de détention préventive soient aussi courtes que possible. Il a aussi exprimé l'opinion que l'Autorité administrante devrait s'attacher davantage à diffuser des renseignements sur les Nations Unies, notamment en ce qui concerne le régime de la tutelle et le droit de pétition, question au sujet de laquelle la Mission avait fait certaines observations. Le Conseil a fait encore d'autres recommandations concernant le progrès social, notamment au sujet de la constitution des syndicats et du développement continu des commissions mixtes, l'abolition des sanctions pénales pour la non-exécution de contrat, l'amélioration du régime des prisons et l'abolition des châtiments corporels dans le plus bref délai possible. Le Conseil a pris note avec satisfaction des déclarations faites par l'Autorité administrante au sujet de certains aspects des conditions de travail, de l'amélioration des conditions de logement ainsi que des progrès accomplis dans le domaine de la santé publique.

Pour ce qui est de la question de l'enseignement, les conclusions et les recommandations du Conseil renforcent dans l'ensemble ses décisions antérieures et confirment généralement les observations de la Mission de visite. Le Conseil a noté avec satisfaction que des progrès avaient été réalisés dans l'enseignement primaire et a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante

continuerait ses efforts pour développer encore davantage cet enseignement et réduire le pourcentage des enfants qui abandonnent leurs études après la première ou la deuxième année; il a exprimé l'espoir qu'un plus grand nombre d'enfants seraient mis en mesure de bénéficier de l'enseignement secondaire et que la proportion des filles serait plus élevée; il a recommandé que l'Autorité administrante entreprenne de nouvelles études pour déterminer la possibilité de créer une université dans le Territoire et d'adopter une politique généreuse d'octrois de bourses d'études à l'étranger; enfin, rappelant ses vues antérieures sur le rôle prédominant des missions religieuses dans le système scolaire, il a noté avec intérêt que l'enseignement officiel laïque devait être institué dans le Territoire en 1955 à titre d'essai.

b) TANGANYIKA

Les documents relatifs à la situation dans le Territoire sous tutelle du Tanganyika dont le Conseil a été saisi à sa quinzième session ont été complétés comme dans le cas du Ruanda-Urundi par le rapport de la Mission de visite de 1954 et ce rapport a aussi fait l'objet d'importantes critiques de la part de l'Autorité administrante. Frappée par le progrès général accompli dans ce territoire, le plus grand de tous les Territoires sous tutelle, dans la période relativement brève d'après-guerre, la Mission a exprimé l'opinion de la plupart de ses membres: premièrement, il fallait affirmer qu'un Tanganyika autonome ou indépendant fondé sur l'égalité individuelle et sur des droits communs serait inévitablement un Etat essentiellement africain et gouverné surtout par des Africains; deuxièmement, que dans l'intérêt du développement rapide et stable du Territoire, il était souhaitable de fixer un délai dans lequel il faudrait aider le Territoire à atteindre les buts visés. La Mission a aussi émis l'avis qu'il fallait définir des objectifs intermédiaires et fixer des dates limites pour l'exécution des diverses phases de développement politique, économique et social. Elle a exprimé l'opinion que la population du Tanganyika devrait être à même de s'administrer elle-même bien avant le délai de vingt à vingt-cinq ans qu'elle avait proposé pour le Ruanda-Urundi.

Le Conseil a été informé au nom de l'Autorité administrante qu'il serait encore trop tôt pour essayer de définir le caractère d'un Tanganyika autonome; que les réformes constitutionnelles seraient réalisées par étapes; que la rigidité d'un programme comprenant des dates fixes nuirait au développement harmonieux des institutions politiques correspondant aux étapes successives de l'évolution économique et sociale; qu'il était en tout cas impossible de prévoir quand les conditions requises pour l'établissement d'une véritable autonomie existeraient au Tanganyika; que la proposition d'un délai inférieur à vingt ans était fondée sur des suppositions erronées concernant les capacités d'évolution de la population et le degré de maturité déjà atteint dans certaines régions.

Le Conseil s'est abstenu de formuler une opinion sur cette question mais il a examiné un autre aspect du même problème qui avait déjà attiré son attention dans le passé: les risques que pourraient présenter les différences marquées qui existent entre les niveaux de développement des Africains dont le nombre atteint actuellement près de 8 millions, des Asiatiques, au nombre de 80.000, et les Européens, au nombre de 20.000 (dont moins de 3.000 pourraient être considérés, selon les renseignements recueillis par la Mission, comme défi-

nitivement établis dans le Territoire), et la nécessité de réaliser dans le plus bref délai possible un Tanganyika unifié où les autochtones occuperaient toute la place qui leur revient. A ce sujet, à l'exception d'un de ses membres, la Mission de visite, a été d'avis que l'intégration politique, économique et sociale des divers éléments ethniques de la population, assurée grâce à une citoyenneté et à une liste électorale communes, était l'aspect capital du problème du développement futur du Territoire; elle a estimé qu'il fallait élaborer une politique précise en matière d'intégration et éclaircir le sens de l'expression "société multiraciale". L'Autorité administrante a déclaré que les critiques de la Mission de visite n'étaient pas fondées; que pendant longtemps encore le développement du Territoire sur tous les plans continuerait à dépendre dans une très large mesure de l'apport des groupes européen et asiatique, fait qui ne contredit pas la politique de l'Autorité administrante: favoriser le progrès politique des Africains; que l'idée d'une collectivité multiraciale était fondée sur la conviction qu'il était possible d'associer étroitement les diverses races au service commun du Territoire à condition que chacune des parties en cause fit preuve de patience. Rappelant les recommandations qu'il avait formulées à ce sujet, le Conseil a pris note des efforts que l'Autorité administrante déploie en vue d'encourager la collaboration entre les divers groupes de la population et a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante s'efforcerait, par tous les moyens en son pouvoir, d'accroître la participation des Africains à l'activité de tous les organes de gouvernement, ainsi que de développer le sentiment de l'unité territoriale, et que cette politique mènerait à l'institution d'une citoyenneté commune et d'une nationalité tanganyikaise.

Le principe de l'égalité de représentation des trois principaux groupes de population pour ce qui est des sièges de membres non fonctionnaires du Conseil législatif, principe qui avait été accepté trois années auparavant, devait être mis en application quelques semaines seulement après l'examen que le Conseil de tutelle a consacré au Territoire. Le Conseil avait déjà exprimé l'espoir que l'Autorité administrante considérerait comme une mesure transitoire le principe de la représentation distincte des trois groupes de la population, même si ce système de représentation était amélioré par la répartition égale des sièges, et qu'elle envisagerait aussitôt que possible d'établir une liste électorale commune. La Mission de visite a demandé si les arguments et les facteurs qui avaient à l'origine justifié l'égalité de représentation avaient conservé leur valeur; elle a estimé qu'au cours des trois années pendant lesquelles la nouvelle législature demeurerait en fonctions, il faudrait élaborer des plans de nouvelles réformes constitutionnelles dont l'une, qui ne serait pas la moindre, consisterait à assurer aux Africains, à l'expiration des trois années en question, une majorité importante parmi les membres non fonctionnaires (ce point a toutefois soulevé les objections d'un membre). L'Autorité administrante a répondu que les conditions n'avaient nullement changé; sans tenir la parole pour un caractère permanent, elle a estimé que ce système serait appelé à durer longtemps, ce qui donnerait aux principales communautés du Tanganyika l'occasion d'acquérir une expérience qui leur permettrait en temps utile d'envisager d'autres formes de représentation pour l'avenir. Parmi les conclusions qu'il a formulées à ce sujet, le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante l'informerait des résultats de cette expérience de représen-

tation paritaire; et que l'expérience acquise au cours de la prochaine étape constitutionnelle préparerait un accroissement progressif et rapide de la représentation des Africains aux sièges du Conseil législatif qui sont réservés aux non-fonctionnaires et l'accession rapide du Territoire à l'autonomie ou à l'indépendance.

Parmi les autres aspects du progrès politique, le Conseil a noté avec satisfaction qu'un nouveau membre africain avait été nommé au Conseil exécutif. Il a aussi noté avec satisfaction les mesures prises pour mettre en œuvre certaines propositions concernant les conseils de comté, les conseils municipaux et les conseils locaux. La Mission de visite a fait certaines réserves en ce qui concerne la composition ethnique des conseils et a indiqué qu'ils avaient été constitués encore plus lentement qu'il n'avait été prévu; le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante d'intensifier ses efforts en vue de faire accepter par la population les réformes prévues afin d'accélérer le rythme du développement. La Mission a considéré qu'il fallait, à la première occasion, organiser des élections aux échelons supérieurs à ceux des autorités indigènes et, là où la chose serait possible, les organiser avec une liste électorale commune; l'Autorité administrante a réitéré à cet effet qu'elle était décidée à assurer le développement du principe de l'élection à l'échelon de l'administration locale, mais qu'elle ne voulait pas l'imposer contre les vœux de la population; en même temps, elle a annoncé qu'en ce qui concerne les élections au Conseil législatif, la première mesure qu'elle avait l'intention de prendre au point de vue constitutionnel était d'organiser des élections avec liste électorale commune assortie de certaines conditions de vote dans des régions déterminées du Territoire où le nouveau régime électoral peut être commodément institué et où il peut exister un nombre appréciable d'habitants qui souhaitent des élections sous cette forme. Le Conseil a recommandé instamment à l'Autorité administrante d'appliquer progressivement ce système, dès qu'elle pourrait le faire, à l'élection des membres des organes de l'administration centrale et locale. La Mission a rapporté de nouveaux faits concernant l'activité politique dans le Territoire, et des réformes dans la structure des services civils, mais ces questions n'ont pas donné lieu à des décisions du Conseil.

Le thème général des observations de la Mission de visite en ce qui concerne le développement économique du Tanganyika est que, si importante que soit la contribution des groupes non africains, la stabilité et la prospérité du Territoire dans l'avenir dépendent nécessairement, avant tout, des progrès que l'Africain réalisera en tant que producteur de richesses, ainsi que du rôle de plus en plus important, et destiné à devenir prépondérant, qu'il doit jouer dans la plupart des principales branches d'activité économique, sinon dans toutes; qu'actuellement, l'Africain prouve ses capacités, sans doute jusqu'alors sous-estimées, dans les domaines de la production, des investissements, de la propriété et du commerce jusqu'ici quasi réservés aux non-Africains; que le gouvernement reconnaît maintenant plus volontiers qu'il faut l'aider à accéder plus facilement à ces domaines d'activité; que cet effort devrait constituer la base de la politique économique et des plans de développement. Dans une série d'observations sur les aspects généraux et particuliers du progrès économique, le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante intensifierait ses efforts pour que les agriculteurs africains puissent obtenir des prêts. En ce qui concerne la

question de la politique d'aliénation des terres, question qui occupait une place considérable dans le rapport de la Mission de visite, le Conseil a pris acte de la dernière déclaration de principes que l'Autorité administrante a faite : il faudra assurer une superficie suffisante pour répondre aux besoins des générations futures de tous les groupes raciaux qui se sont établis au Tanganyika, et ne permettre l'aliénation des terres en faveur de nouveaux venus que dans des circonstances particulières. Le Conseil a exprimé l'espoir que, lorsqu'elle formulerait de nouveaux principes, l'Autorité administrante tiendrait le plus grand compte des besoins actuels et futurs de l'ensemble de la population autochtone, qu'elle ferait preuve entre-temps de la plus grande prudence en ce qui concerne l'octroi de droits d'occupation à des non-autochtones, que ce soit à des fins d'exploitation agricole ou à toute autre fin, et qu'elle n'accorderait ces droits qu'après avoir consulté sur tous les points les Africains intéressés et avoir obtenu leur consentement. Après avoir examiné les observations présentées par la Mission de visite au sujet de l'affaire toujours pendante des familles Meru expulsées de leurs terres en 1951, le Conseil a aussi exprimé l'opinion qu'il serait souhaitable de résoudre cette question dans les plus brefs délais et a prié instamment l'Autorité administrante d'étudier tous les moyens qui permettraient d'aboutir à une solution satisfaisante.

Dans le domaine social, le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à toutes les formes de discrimination raciale en instruisant l'opinion publique et, si besoin est, en adoptant une législation pénale. Il a noté avec satisfaction les mesures que l'Autorité administrante a prises pour favoriser le développement des syndicats et a exprimé l'espoir qu'elle renforcerait bientôt son action au moyen de méthodes du genre de celles qu'a proposées la Mission de visite, notamment en invitant des dirigeants syndicalistes étrangers à se rendre dans le Territoire et, le cas échéant, en envoyant des Africains qualifiés étudier à l'étranger les principes et les méthodes syndicalistes. Le Conseil a aussi noté les progrès accomplis dans la construction de logements urbains ainsi que dans le domaine des services médicaux et hospitaliers.

Le fait qu'il existe encore dans le Territoire des écoles spéciales pour chaque race — la politique déclarée de l'Autorité administrante étant d'unifier progressivement le système d'enseignement en commençant par le degré le plus élevé — a de nouveau retenu l'attention du Conseil, qui a estimé, comme la Mission de visite, que ce système d'écoles séparées constituait un obstacle au développement d'une société unifiée et intégrée. De l'avis du Conseil, il est important de rapprocher les enfants des différentes races dès que la barrière constituée par le langage aura disparu ; le Conseil a prié instamment l'Autorité administrante d'établir progressivement des écoles interraciales et d'unifier le système d'enseignement.

C) SOMALIE SOUS ADMINISTRATION ITALIENNE

La question de l'amélioration des bases de l'économie du futur Etat somali indépendant qui, conformément à la décision de l'Assemblée générale, sera créé d'ici 1960, a tenu une place particulièrement importante parmi les problèmes dont le Conseil a été saisi à propos du Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne pendant sa seizième session. L'Autorité administrante a élaboré un plan de développement

économique pour la période de transition et ce plan concerne tout particulièrement le développement de l'agriculture et de l'élevage ; le Conseil, qui avait précédemment instamment recommandé l'établissement d'un plan de ce genre a pris acte du fait avec satisfaction. Toutefois, la Mission de visite de 1954, après avoir examiné le plan au fond, a souligné qu'à moins de progrès sensibles réalisés avant 1960, l'Etat indépendant pourrait avoir à faire face à de graves déficits tant en matière budgétaire qu'en matière commerciale et avoir des ressources insuffisantes pour entretenir les services actuellement en voie d'installation ; elle a critiqué le plan car, à son avis, si les programmes prévus sont utiles en eux-mêmes, ils ne constituent pas le plan général de développement dont le Territoire a tant besoin. Le Conseil consultatif des Nations Unies pour le Territoire sous tutelle de la Somalie a fait la même observation générale. L'Autorité administrante n'avait pas encore fait parvenir ses observations sur ce point au moment où le présent rapport a été rédigé.

La méthode de financement d'un plan de développement économique approprié aux besoins du Territoire, qui constitue en soi un problème très important, a beaucoup attiré l'attention au cours de la période considérée. L'Autorité administrante avait déclaré antérieurement qu'il faudrait faire largement appel à des concours financiers de l'étranger. Le Conseil, qui avait auparavant exprimé l'espoir que les institutions spécialisées examineraient avec la plus grande bienveillance les demandes d'assistance que l'Autorité administrante pourrait présenter, a été plus loin encore à sa quatorzième session : il a saisi l'Assemblée générale de la question du financement international du plan de développement. Dans sa résolution 855 (IX), qu'elle a adoptée le 14 décembre 1954, l'Assemblée a prié le Secrétaire général d'examiner, en accord avec le Gouvernement italien, s'il convenait de demander à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement d'envoyer une mission d'experts qui étudierait la situation et les possibilités de développement économique du Territoire. Elle a aussi invité le Conseil à rechercher, en se fondant sur les conclusions de la Mission de visite et sur le rapport de la Banque, et au cas où une mission serait envoyée dans le Territoire, des mesures pratiques d'assistance financière. Le Conseil doit continuer l'examen de cette question à sa présente session ; dans l'intervalle, l'Autorité administrante lui a signalé une source d'aide financière extérieure : aux termes d'un accord conclu avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, il sera créé un fonds de développement auquel les Etats-Unis verseraient 300.000 dollars et une somme égale en liras. Les efforts que l'Autorité administrante a déclaré avoir faits pour attirer les capitaux étrangers n'ont pas jusqu'ici connu le succès.

Entre autres questions, le Conseil de tutelle a été informé par le Conseil consultatif d'une amélioration en ce qui concerne la présence de ses membres dans le Territoire : il a atteint le quorum pendant un total de 189 jours au cours de la période du 1er avril 1954 au 31 mars 1955. L'Autorité administrante a déclaré avoir rempli sa mission en 1954 avec la collaboration pleine et entière du Conseil consultatif ; néanmoins, celui-ci a estimé dans son propre rapport qu'il y aurait intérêt à ce qu'il soit consulté en temps utile de façon qu'il puisse formuler un avis avant que le Conseil territorial se soit prononcé et que son avis devrait être demandé non seulement pour les projets de décisions mais aussi pour les plans généraux envisagés par l'Autorité administrante.

La question de la délimitation définitive de la frontière entre le Territoire sous tutelle et l'Éthiopie n'est pas encore résolue. A sa quatorzième session, le Conseil de tutelle a décidé d'appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le caractère urgent de cette question et de prier le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée un rapport sur les progrès des négociations entreprises entre les deux gouvernements, conformément à la résolution 392 (V) de l'Assemblée générale du 15 décembre 1950. Après avoir été saisie de ce rapport, l'Assemblée générale, dans sa résolution 854 (IX), adoptée à sa neuvième session, a constaté avec inquiétude qu'aucun progrès n'avait été réalisé, a prié instamment les deux gouvernements de faire tous leurs efforts pour arriver à un règlement définitif de la question et de convenir, au cas où les négociations directes n'auraient pas abouti en juillet 1955, d'avoir recours aux procédures de médiation indiquées dans sa résolution 392 (V). Dans son rapport annuel pour 1954, l'Autorité administrante a exprimé l'espoir que le Gouvernement éthiopien coopérerait à ces efforts. La Mission de visite a écrit que la question de la frontière avec l'Éthiopie était, pour la population locale, un problème urgent qui cause de grandes préoccupations; elle a cité un certain nombre de mesures qui, à son avis, devraient être prises pour assurer la protection des intérêts des populations frontalières lorsque la frontière sera tracée. Le Conseil consultatif a signalé au Conseil de tutelle un fait récent qui, à son avis, concerne cette question: un accord a été conclu entre les Gouvernements britannique et éthiopien au sujet du retrait de l'Administration militaire britannique de la zone réservée et de la région du Haoud, dans l'Ogaden. Les chefs des partis politiques du Territoire sous tutelle ont demandé l'annulation immédiate de cet accord, se fondant notamment sur le fait que la région du Haoud fait partie de la zone frontière contestée située entre le Territoire sous tutelle et l'Éthiopie. Le Conseil consultatif a exprimé l'opinion que la signature de l'Accord anglo-éthiopien ne préjugait en rien la solution du problème de la frontière.

Dans son rapport, l'Autorité administrante a déclaré qu'au point de vue de l'ordre public, la situation dans le Territoire était partout satisfaisante; elle a signalé que les incursions de groupes armés venant de l'autre côté de la frontière provisoire avaient été de plus en plus rares. En ce qui concerne le progrès politique, elle a estimé que les élections municipales qui ont déjà eu lieu dans le Territoire, les réformes de l'Administration locale qui sont envisagées et les élections nationales prévues pour le Conseil territorial permettraient au Territoire de franchir en 1955 une étape décisive dans la voie de l'indépendance. A sa quatorzième session, le Conseil avait noté avec satisfaction le rôle constructif et réaliste que jouaient les partis politiques du Territoire; cette observation a été confirmée par la Mission de visite. La Mission a souligné, en y attachant un caractère d'urgence nouveau, certaines conclusions antérieures du Conseil: elle a exprimé l'opinion que l'Autorité administrante devrait prévoir des mesures pour commencer à transférer le pouvoir exécutif aux Somalis et pour conférer progressivement dans les plus brefs délais possible le pouvoir législatif au Conseil territorial. La Mission de visite et le Conseil consultatif ont l'un et l'autre été d'avis qu'il convenait de s'occuper d'urgence d'une autre question au sujet de laquelle le Conseil avait fait des recommandations, à savoir la formation des Somalis et leur nomination à des postes supérieurs de l'Administration.

Une grande partie de la population de la Somalie, estimée à 1.250.000 habitants, est constituée par des pasteurs nomades ou semi-nomades; de l'avis de l'Autorité administrante, cette caractéristique, qui soulève certains problèmes de développement spéciaux, persistera encore assez longtemps. Elle explique notamment pourquoi l'Autorité administrante considère qu'il ne serait pas pratiquement possible d'organiser des élections directes dans les régions rurales en 1955. Le Conseil de tutelle a recommandé que le scrutin direct soit universellement appliqué aussitôt que possible, et la Mission de visite a estimé qu'il devrait en être ainsi dès 1958, année au cours de laquelle, conformément à l'Accord de tutelle, l'Autorité administrante devra présenter au Conseil de tutelle un plan de transfert des fonctions du gouvernement. Le nomadisme constitue aussi un facteur important pour ce qui est du développement économique et social; il explique notamment pourquoi l'Autorité administrante et le Conseil ont attaché une importance particulière à la nécessité de développer les ressources en eau; et pourquoi la Mission de visite a émis l'opinion que le problème du développement agricole repose en grande partie sur le contrôle et l'utilisation rationnels des ressources en eau et sur l'installation des populations nomades et semi-nomades sur les terres pour l'utilisation plus efficace de ces ressources.

Le développement de l'enseignement dans le Territoire s'effectue conformément à un plan quinquennal. A sa quatorzième session, le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante de développer le programme de formation d'instituteurs et de redoubler d'efforts en vue d'améliorer l'enseignement secondaire. Il s'était aussi préoccupé antérieurement du fait que, bien que la langue somalie soit la seule parlée dans tout le Territoire, l'italien et l'arabe sont utilisés comme langues d'enseignement; toutefois, la Mission de visite a estimé qu'en raison de l'opposition religieuse et politique locale au développement de la langue somalie, il était peu vraisemblable que l'on pût trouver une solution raisonnable à ce problème avant 1960.

La Mission de visite a attiré l'attention du Conseil de tutelle sur une question qui intéresse le Conseil lui-même et qui, aux yeux de la Mission, est importante en raison de la foi qu'a la population somalie dans les Nations Unies: la Mission a reçu de nombreuses plaintes touchant la manière dont les pétitions adressées au Conseil sont traitées. Certains pétitionnaires ont allégué que le Conseil n'avait pas examiné les mémoires qui lui avaient été adressés, d'autres ont affirmé que les explications données au Conseil par l'Autorité administrante n'étaient pas exactes, d'autres enfin que l'Autorité administrante n'avait pas exécuté les mesures recommandées par le Conseil.

C) *Territoires sous tutelle du Pacifique*

a) SAMOA-OccIDENTAL

Il est vraisemblable qu'à sa présente session, au moment de l'examen de la situation au Samoa-Occidental, le Conseil s'intéressera particulièrement aux travaux de l'assemblée constituante, qui s'est réunie à la fin de 1954 pour étudier un plan de réformes constitutionnelles pour le futur Etat autonome. Le Conseil qui, ayant envoyé dès 1947 la première mission spéciale dans le Territoire, n'ignore pas que le peuple samoan veut s'administrer lui-même, a félicité l'Autorité administrante d'avoir décidé que les populations elles-mêmes seraient

les premières à se prononcer sur le statut futur du Territoire.

L'Autorité administrante a transmis au Conseil tous les procès-verbaux et tous les documents relatifs à l'assemblée constituante. Ces textes montrent que l'assemblée, qui comprend principalement les chefs samoans traditionnels et des délégués nommés selon la coutume du pays, de même que des représentants de la communauté européenne et de certains intérêts particuliers, a été libre de fixer son règlement intérieur et de décider, au cours de discussions et éventuellement par un vote, des principes généraux de la réforme constitutionnelle souhaitée. Dans ses travaux, l'assemblée s'est fondée sur les propositions d'un comité de travail comprenant des représentants samoans et européens et présidé par le Haut-Commissaire. Ce comité a pris pour base une liste de questions proposées par l'Autorité administrante. Il était cependant entendu que l'assemblée n'était nullement tenue de s'en tenir à ces propositions qui, d'autre part, ne devaient pas être considérées comme représentant l'opinion de l'Autorité administrante. En fin de compte, l'assemblée a formulé des avis assez proches de ceux du comité de travail.

L'assemblée a notamment recommandé la création d'un régime dont les principales institutions seraient une assemblée législative unique, un cabinet responsable devant cette assemblée, et un chef d'Etat qui disposerait d'un veto suspensif. Le Samoa-Occidental maintiendrait, pour une période indéterminée, les "liens spéciaux" qui l'unissent à la Nouvelle-Zélande, et cette situation reposerait finalement sur une alliance ou sur un accord semblable à l'entente qui existe à l'heure actuelle entre le Royaume-Uni et le Royaume de Tonga; la Nouvelle-Zélande exercerait, par l'intermédiaire d'un représentant résident, certaines fonctions qui restent à déterminer, mais qui se rapporteraient "en quelque manière" à la défense nationale, aux affaires étrangères et aux fonctionnaires détachés.

Les deux Fautuas, chefs traditionnels, seraient conjointement les premiers chefs d'Etat, agiraient de concert et auraient des pouvoirs égaux. Il appartiendrait à la nouvelle législature de déterminer comment les futurs postes vacants seraient pourvus. L'Assemblée législative actuelle et le Fono des Faipoulés seraient remplacés par une assemblée unique qui comprendrait quarante et un membres samoans, cinq membres européens et deux membres fonctionnaires, qui seraient les ministres de la justice et des finances. Cette assemblée aurait tous les pouvoirs législatifs, sous réserve du veto suspensif du chef de l'Etat et de toute restriction qui pourrait résulter des liens avec la Nouvelle-Zélande. Les questions réservées resteraient les mêmes qu'à l'heure actuelle, mais elles feraient l'objet d'une révision au fur et à mesure de l'application des nouvelles dispositions constitutionnelles, et, au terme de l'évolution, la législature aurait tout pouvoir pour amender la constitution, sous réserve des conditions de délai ou des conditions restrictives qui restent à fixer.

L'assemblée a proposé que, pour les membres samoans, les seuls électeurs ou candidats possibles soient les *matai*, ou chefs de familles, qui, jusqu'à présent, sont seuls à avoir le droit de vote; à l'heure actuelle, les *matai* élisent les membres du Fono des Faipoulés qui, à leur tour, élisent les membres samoans de l'assemblée législative. Les membres européens seraient, comme à présent, élus au suffrage des adultes. A propos de la représentation séparée, qui a été proposée

vient de noter que l'assemblée constituante n'a pas résolu la question de la citoyenneté commune ou du statut commun.

Un premier ministre et un cabinet exerceraient le pouvoir exécutif, l'assemblée choisissant le premier ministre, éventuellement par un vote. Le premier ministre choisirait les membres du cabinet parmi ceux de l'assemblée, sous réserve de l'approbation de celle-ci et à l'exception des ministres de la justice et des finances qui seraient deux fonctionnaires.

Dès l'ouverture de la session de l'assemblée constituante, le Haut-Commissaire a annoncé que l'Autorité administrante était disposée à mettre en vigueur tout plan de réforme constitutionnelle qui, à son avis, serait utile au peuple samoan, sous réserve que ce plan ne soit pas incompatible avec les responsabilités de l'Autorité administrante. L'Autorité administrante est prête à mettre ce plan à exécution par étapes qui se succéderaient aussi rapidement que le permettent les vœux de la population, la sécurité et la stabilité de la société samoane, les aptitudes, les connaissances et l'expérience des dirigeants du Territoire, les possibilités pratiques d'exécution et la responsabilité générale du Gouvernement néo-zélandais. L'Autorité administrante examinera avec soin les recommandations de l'assemblée constituante et étudiera la question de la date effective qu'il conviendra de fixer pour une constitution acceptable; elle s'est engagée à informer le Conseil de tutelle de l'évolution de la situation et à tenir dûment compte des vœux et des conseils de cet organe.

b) NOUVELLE-GUINÉE

Dans le rapport annuel sur la Nouvelle-Guinée pour 1953-1954, que le Conseil de tutelle doit examiner à sa seizième session, l'Autorité administrante a présenté ses observations sur un certain nombre de recommandations que le Conseil a formulées à sa quatorzième session. L'Autorité administrante a donné au Conseil l'assurance qu'elle étudierait régulièrement, ainsi qu'il le lui a été recommandé, les méthodes tendant à associer les autochtones aux travaux du Conseil exécutif pour le Papua et la Nouvelle-Guinée et à les faire participer davantage qu'aujourd'hui à l'œuvre de la législature. Cependant, étant donné le faible nombre d'autochtones suffisamment qualifiés auxquels on pourra faire appel, l'Autorité administrante a estimé qu'il faudra sans doute quelques années pour arriver à des résultats appréciables.

L'association du Territoire sous tutelle au territoire australien du Papua, qui lui est limitrophe, association par laquelle les deux territoires ont des organes exécutifs et législatifs communs et une administration unifiée, est demeurée sans changement. A sa quatorzième session, le Conseil a formulé une fois de plus l'opinion que certains services communs pouvaient être à l'avantage des territoires intéressés, mais il a fait observer en même temps que l'intégration complète des organes politiques d'un Territoire sous tutelle à ceux d'un territoire non autonome qui n'est pas placé sous le régime de tutelle pouvait entraver le progrès du Territoire sous tutelle en tant qu'entité distincte.

Le nombre des nouveaux conseils indigènes de village, dont le Conseil avait déjà encouragé le développement, est resté stationnaire au cours de l'année; ces conseils représentent environ 28.600 habitants sur un total évalué à un peu moins de 1.200.000 autochtones. On continue à prendre des dispositions pour

Dans le domaine économique, le Conseil a estimé qu'il était souhaitable de formuler un plan coordonné de développement à long terme; l'Autorité administrante a déclaré qu'il était préférable de rechercher la réalisation d'une politique à long terme par des programmes de travaux annuels. Parmi les faits nouveaux qui ont été signalés, il faut citer la culture du riz et du caoutchouc, l'établissement de plans pour le développement des industries du cacao et du coprah et la préparation ou l'exécution d'études pédologiques. Les recettes intérieures ont augmenté de façon notable pendant l'année, mais l'Autorité administrante a dû fournir encore, pour équilibrer le budget, une subvention importante couvrant les trois cinquièmes des dépenses, contribution annuelle dont le Conseil avait déjà félicité l'Autorité administrante. Les constructions routières, qui posent un problème particulièrement difficile dans ce territoire accidenté, ont fait l'objet de nouveaux soins et le Conseil s'est déclaré satisfait des progrès réalisés dans ce domaine.

En matière de progrès social, le Conseil avait recommandé d'abolir au plus tôt les restrictions à la liberté de mouvement des autochtones qui, dans certaines villes, ne peuvent se déplacer la nuit; à cet égard, l'Autorité administrante a signalé que ces restrictions avaient été considérablement assouplies et qu'elles ne s'appliquaient désormais que dans les cas où l'ordre public et le bien-être de la population l'exigeaient. L'Autorité administrante a également signalé un nouveau développement des services médicaux, question sur laquelle le Conseil avait présenté des recommandations.

Dans le domaine de l'enseignement, l'Autorité administrante a estimé, comme le Conseil à sa quatorzième session, que la suppression de l'analphabétisme était un problème fondamental dans le Territoire, et a déclaré qu'il serait certainement possible d'obtenir les fonds nécessaires pour financer ses plans de développement de l'enseignement. Un événement qu'elle a considéré comme une étape importante a été l'inauguration d'un programme de bourses grâce auquel les élèves indigènes pourront recevoir l'enseignement secondaire en Australie, en attendant que des établissements de ce degré soient installés en Nouvelle-Guinée.

c) NAURU

Un problème unique au monde se pose dans la petite île de Nauru: celui du sort de la population autochtone, inférieure actuellement à 2.000 habitants, lorsque, à une époque que l'on situe à une soixantaine d'années, les gisements de phosphates seront épuisés. Le Conseil a de nouveau examiné ce problème à sa présente session. Il y a un an, le Conseil a noté que l'Autorité administrante étudiait la question en vue d'établir un plan de réinstallation progressive des Nauruans; il a été informé depuis que d'importantes enquêtes ont été effectuées en vue de savoir si certaines îles, voisines du Papua et de la Nouvelle-Guinée, se prêtaient à cette opération. Il s'agit de trouver des régions non peuplées où les Nauruans pourraient s'installer sans difficulté, se livrer à des travaux agricoles, à la pêche et à d'autres activités. On continue en même temps d'étudier les possibilités agricoles qu'offre Nauru même.

À la fin de la période étudiée dans le présent rapport, le Conseil n'avait toutefois pas formulé toutes ses conclusions et ses recommandations touchant ce point et différents aspects du développement du Territoire. Certains des nouveaux renseignements qu'il a reçus

à propos desquelles il avait déjà présenté des recommandations. Le Conseil, par exemple, avait exprimé l'espoir que le Conseil de gouvernement local de Nauru ne ménagerait aucun effort pour comprendre et exercer sans réserve les pouvoirs qui lui étaient dévolus: il a signalé que des propositions ont été présentées à l'effet de permettre à cet organisme de veiller à l'exécution de programmes de logement et de services sociaux. L'Autorité administrante a signalé la création de nouveaux établissements d'enseignement secondaire et technique, mesures qui constituent un nouveau progrès vers la réalisation du vœu du Conseil: voir les Nauruans prendre une plus grande part de responsabilités dans l'administration du Territoire.

Les exportations de phosphates vers l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni ont continué à raison de plus d'un million de tonnes par an et, grâce aux revenus ainsi obtenus, les British Phosphate Commissioners ont couvert les frais de l'Administration et payé différents loyers et redevances qu'ils sont, aux termes d'un accord, tenus de verser aux propriétaires et à la communauté nauruane en général. À la suite d'une nouvelle demande de renseignements plus détaillés sur les opérations financières des Commissioners, l'Autorité administrante a de nouveau répondu au Conseil qu'il était peu pratique pour les Commissioners de tenir une comptabilité spéciale pour leurs opérations à Nauru et dans l'île de l'Océan et que, de toute façon, il ne servirait à rien de modifier les dispositions actuelles.

Dans le domaine social, le Conseil a appris que ses recommandations antérieures relatives à l'abolition des châtiments corporels étaient maintenant intégralement appliquées et que l'Administration envisageait de rapporter les dispositions législatives qui tendent à restreindre la liberté de mouvement des Nauruans dans leur île. La construction à l'intention des Nauruans de 350 logements destinés à remplacer ceux qui ont été détruits pendant la deuxième guerre mondiale est terminée. Les services médicaux ont été de nouveau développés. En matière d'enseignement, le Conseil avait estimé à sa quatorzième session qu'il convenait de réviser les programmes scolaires actuels, particulièrement le programme d'enseignement supérieur, en tenant compte de la nouvelle situation où les Nauruans pourront se trouver s'ils sont réinstallés hors du Territoire; l'Autorité administrante a répondu en donnant l'assurance que l'Administration se préoccupait constamment de l'éventualité d'un tel changement de situation pour la population.

d) TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ÎLES DU PACIFIQUE

À sa seizième session, le Conseil examine la situation dans les îles Marshall, Carolines et Mariannes, archipels dispersés sur une vaste étendue et dont l'ensemble forme le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique. Parmi les derniers renseignements reçus par le Conseil, on note que, pendant le second semestre de 1954, le siège de l'administration du Territoire a été transféré d'Honolulu à l'île de Guam, qui fait partie de l'archipel des Mariannes mais non du Territoire sous tutelle. Lorsque, à sa quatorzième session, le Conseil avait appris que cette mesure allait être prise, il avait exprimé l'espoir que l'Autorité administrante ne perdrait pas de vue la question d'installer le siège de l'administration dans le Territoire proprement dit.

centrale et d'autres moyens de réaliser l'unité territoriale et de développer la conscience nationale des habitants, que les organes représentatifs des îles et des districts avaient été développés à nouveau; en outre, elle a rappelé au Conseil que, étant donné les distances et la diversité des conditions, il n'était guère possible de créer des organes législatifs d'une juridiction plus étendue.

D'après les renseignements que le Conseil a reçus, l'économie de ce territoire de 61.000 habitants est encore essentiellement fondée sur la pêche et sur l'agriculture de subsistance; le revenu monétaire provient essentiellement des exportations de coprah et, dans une mesure temporaire et limitée, des exportations de phosphates dont les gisements, aux termes d'accords spéciaux, sont exploités par une société japonaise. Le Conseil avait exprimé l'espoir que l'Autorité administrante mettrait tout en œuvre pour continuer à développer et à diversifier l'économie; à cet égard, l'Autorité administrante a signalé qu'elle s'attachait avant tout à réaliser la stabilité économique du Territoire grâce à l'augmentation de la production des denrées de subsistance. L'Autorité administrante a également indiqué quelles mesures elle prenait pour assurer en matière de prix d'achat et de stabilisation des revenus le maximum d'avantages aux producteurs de coprah.

L'Administration a signalé des progrès en matière de règlement des litiges fonciers et autres, question dont le Conseil se préoccupe depuis quelques années. En outre, l'Autorité administrante a récemment présenté au Conseil un compte rendu sur l'état de santé des populations des atolls de Rongelap (82 habitants) et d'Uterik (154 habitants) qui avaient souffert des effets radio-actifs de l'expérience nucléaire faite en mars 1954. L'Autorité administrante a déclaré que les habitants d'Uterik étaient rentrés dans leur atoll au mois de mai, quand il a été déclaré de nouveau habitable; qu'ils avaient tout à fait repris leur ancien mode de vie et qu'ils ne semblaient pas subir les effets latents des radiations; elle a exprimé l'espoir que les habitants de Rongelap, qui sont maintenant complètement guéris des effets des radiations, pourraient également rentrer chez eux dans un avenir proche.

En matière d'enseignement, le Conseil avait recommandé à l'Autorité administrante de fournir aux municipalités des subventions pour la construction ou l'amélioration des bâtiments scolaires; à ce sujet, l'Autorité administrante a déclaré que sa politique a consisté à faire comprendre et accepter leurs responsabilités aux habitants afin qu'ils contribuent au financement des services publics souhaitables dans toute communauté; à cet égard, elle estime avoir obtenu certains résultats. A son avis toutefois, d'importantes subventions directes risquent d'entraver le développement favorable d'une collectivité dans certains cas où les populations n'appliquent pas encore le principe de l'effort personnel pour l'utilisation des ressources disponibles.

3. — Question du Sud-Ouest Africain

Seul parmi les Territoires sous mandat qui ne sont pas devenus indépendants, le Territoire du Sud-Ouest Africain n'a pas été placé sous le régime de tutelle. A sa neuvième session, l'Assemblée générale, par sa résolution 852 (IX), a réitéré sept résolutions précédentes qu'elle avait adoptées entre 1946 et 1953 et dans lesquelles elle recommandait de placer le Territoire sous le régime international de tutelle et a réaffirmé que le

régime normal de modifier le statut international du Territoire serait de le placer sous le régime international de tutelle au moyen d'un accord de tutelle.

En attendant, l'organe de contrôle que l'Assemblée avait créé à titre temporaire en s'inspirant du régime des mandats a terminé le premier cycle de ses travaux. Le Comité du Sud-Ouest Africain, créé par la résolution 749 (VIII) du 28 novembre 1953, a présenté son premier rapport sur la situation dans le Territoire, et l'Assemblée, après avoir adopté un règlement spécial par sa résolution 844 (IX), a examiné ce rapport. Ainsi qu'il est expliqué dans un autre passage du présent rapport, l'Assemblée a renvoyé à la Cour internationale de Justice, pour avis consultatif, un des articles de ce règlement, celui qui a trait au vote (voir chap. IV, 1, b, 5). Dans son rapport, le Comité décrit la situation dans le Territoire où, d'après le recensement de 1951, la population est d'environ 350.000 indigènes, 48.000 Européens et 17.000 personnes de couleur et autres et où, à son avis, après trente-cinq ans d'administration sous le régime des mandats, les autochtones ne participent pas encore au progrès politique du Territoire, ne participent à son progrès économique qu'en qualité de manœuvres et où les services sociaux et les moyens d'instruction organisés à leur intention sont loin d'être satisfaisants. Le Comité a pu se féliciter de l'assistance donnée à la population africaine dans certains domaines, en particulier grâce au développement des services médicaux et des services de ravitaillement en eau dans les régions indigènes. Mais il a surtout formulé des critiques: par exemple, les populations non européennes n'étaient pas représentées, même indirectement, aux organismes législatifs et exécutifs et, sur ce point comme sur certains autres, l'administration de la Puissance mandataire n'avait contribué que d'une façon négligeable à favoriser leur évolution politique; les Européens empiétaient de plus en plus sur les terres cultivables, qui sont en quantité limitée; malgré les riches et abondantes ressources minières du Territoire et le développement considérable de l'exploitation de ces ressources, le niveau économique de la population autochtone était extrêmement bas; les restrictions actuelles à la liberté de déplacement étaient nettement contraires aux principes et aux objectifs du régime des mandats; il était très inquiétant de constater l'inégalité des sommes dépensées au titre de l'instruction des élèves européens, des élèves de couleur et des élèves autochtones, la discrimination dont les instituteurs autochtones sont victimes en ce qui concerne leur traitement et les autres prestations, et la ségrégation des enfants européens, de couleur et autochtones dans des écoles différentes. Quant au rattachement du Territoire sous mandat à l'Union Sud-Africaine, le Comité a estimé que non seulement le système actuel de représentation du Territoire du Sud-Ouest Africain au Parlement de l'Union par des ressortissants de l'Union d'origine européenne, mais encore tout système de représentation, quel qu'il fût, au Parlement de cette Union, était de nature à nuire au développement du Territoire en tant qu'entité politique distincte. Il a pris note d'un projet récent tendant à transférer au Ministère des affaires indigènes de l'Union l'administration des affaires africaines jusqu'ici confiées à l'Administrateur du Territoire. A ce sujet, le Comité a fait observer que, si le Gouvernement de l'Union a formulé ce projet parce que le mandat lui donne le droit d'administrer le Sud-Ouest Africain comme partie intégrante de l'Union, les mesures qu'il pourrait prendre ne doivent pas être incompatibles avec la lettre et l'esprit du mandat et notamment

ment avec l'Article 22 du Pacte de la Société des Nations aux termes duquel le bien-être et le développement de ces peuples forment une mission sacrée de civilisation.

Dans sa résolution 851 (IX) du 23 novembre 1954, l'Assemblée a constaté avec inquiétude que le Comité estimait que, dans plusieurs domaines, l'Administration du Sud-Ouest Africain n'était pas conforme aux obligations qui incombent au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine aux termes du mandat. L'Assemblée a noté avec satisfaction que le représentant de l'Union Sud-Africaine avait participé à la discussion de fond que la Quatrième Commission a consacrée à la situation dans le Territoire, et a invité le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine à coopérer avec le Comité du Sud-Ouest Africain, et en particulier à présenter au Comité des rapports sur son administration du Territoire et à aider le Comité à examiner les rapports ainsi que les renseignements et la documentation dont le Comité pourrait disposer. Cependant, en l'absence de toute coopération de ce genre, le Comité a fait un nouvel examen de la situation dans le Territoire en utilisant tous les documents dont il disposait et il a donné un second aperçu de cette situation dans le rapport qu'il a rédigé pour la dixième session de l'Assemblée générale.

4. — Déclaration concernant les territoires non autonomes

COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS EN VERTU DE L'ARTICLE 73, E, DE LA CHARTE

En 1954, huit autorités administrantes ont communiqué des renseignements sur cinquante-neuf territoires non autonomes, en vertu de l'Article 73, e, de la Charte, contre soixante territoires en 1953. La réduction est due à la cessation de la communication des renseignements relatifs à Porto-Rico.

En application de la résolution 218 (III) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général avait préparé, à l'intention de la neuvième session de l'Assemblée générale, des résumés pour les territoires au sujet desquels il avait reçu des renseignements. A sa cinquième session, le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes a été lui aussi saisi de ces résumés, de même que d'études des différents aspects de la situation économique, sociale et de l'enseignement.

Par sa résolution 846 (IX), qu'elle a adoptée à sa neuvième session, l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général de convoquer pour le printemps de 1955 la sixième session du Comité et a décidé que les résumés et analyses complets des renseignements envoyés au cours de l'année 1955 seraient présentés à l'Assemblée en 1956. Le Secrétaire général a préparé, pour la dixième session de l'Assemblée, des résumés sur la situation dans les territoires pour lesquels les renseignements devaient être reçus au moment de la réunion de la sixième session du Comité.

Depuis 1951, les Etats Membres qui ont communiqué des renseignements se sont généralement servis du schéma révisé que l'Assemblée générale a adopté par sa résolution 551 (VI). Ainsi qu'il est prévu à la section C du schéma, quelques Etats Membres ont fourni une description des principes et des mesures pratiques mettant en lumière les tendances générales dans les territoires qu'ils administrent. Certains Etats Membres ont également communiqué, de leur propre chef, des renseignements sur leur administration. Dans sa résolution

848 (IX) du 22 novembre 1954, l'Assemblée a constaté avec satisfaction que certains Membres responsables de l'administration de territoires non autonomes avaient déjà communiqué spontanément des renseignements et a invité les Membres administrants intéressés à prêter à cette fin tout leur concours à l'Organisation des Nations Unies.

A propos de la communication des renseignements, une nouvelle question s'est posée en 1954 à la cinquième session du Comité lorsqu'il a été proposé de développer ou d'amender le schéma. Au cours des discussions qui ont eu lieu en 1955 à propos des conditions sociales dans les territoires non autonomes, il a été proposé en outre d'inclure dans le schéma une demande de renseignements annuels sur l'aménagement des collectivités.

b) EXAMEN DES RENSEIGNEMENTS

i) Généralités

Conformément aux résolutions 332 (IV) et 646 (VII) de l'Assemblée générale, le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, en examinant les renseignements reçus, s'est particulièrement occupé de la situation économique, à sa cinquième session, et de la situation sociale, à sa sixième session.

A sa cinquième session, en 1954, le Comité comprenait huit membres communiquant des renseignements et, comme Membres non administrants, la Birmanie, le Brésil, la Chine, l'Equateur, le Guatemala, l'Inde, l'Indonésie et l'Irak. A la suite de l'accession du Groenland à l'autonomie (voir s.-sect. c ci-dessous), le Danemark s'est retiré du Comité en 1954 et, après le principe de la parité établi par les résolutions 332 (IV) et 646 (VII), l'effectif du Comité a été réduit de seize à quatorze, à savoir sept Membres communiquant des renseignements et sept Membres élus. Lorsque l'Equateur et l'Indonésie se sont retirés du Comité à l'expiration de leur mandat, la Quatrième Commission, agissant au nom de l'Assemblée générale, a élu le Pérou; ce pays a signé à la sixième session du Comité, aux côtés des autres Membres non administrants énumérés ci-dessus.

Aux deux sessions du Comité, des experts ont fait partie des délégations des Etats-Unis d'Amérique, de la France, des Pays-Bas et du Royaume-Uni. A la cinquième session, la délégation du Brésil comptait également un économiste.

En exécution de la résolution 646 (VII), le Comité a examiné, à sa sixième session, la question de son renouvellement. Le Comité recommande l'adoption d'un projet de résolution par lequel l'Assemblée générale: 1) déciderait que le Comité restera en fonction pendant une nouvelle période de trois ans, sur les mêmes bases, c'est-à-dire avec la composition et le mandat prévus dans la résolution 332 (IV); 2) inviterait les membres du Comité à continuer d'adjoindre à leur délégation des personnes particulièrement qualifiées dans les domaines techniques qui relèvent de la compétence du Comité; 3) encouragerait la participation des territoires non autonomes aux travaux du Comité en invitant les Membres administrants à adjoindre à leur délégation des autochtones spécialement qualifiés pour parler de la politique suivie en matière économique, sociale et de l'enseignement dans les territoires non autonomes.

ii) Situation économique

A sa cinquième session, en 1954, le Comité a désigné un Sous-Comité, composé du Brésil, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Guatemala, de l'Inde, de l'Indonésie, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, et chargé

d'établir pour l'examen du Comité un rapport sur la situation économique. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation internationale du Travail ont pris part aux travaux du Sous-Comité.

Le Comité a examiné l'évolution économique générale des territoires non autonomes et, plus particulièrement, les plans de développement, l'économie rurale et le développement industriel. Il s'est occupé aussi des régimes fiscaux et douaniers, du commerce extérieur, des niveaux de vie, des coopératives et de l'aménagement des collectivités.

De l'avis du Comité, l'objectif fondamental de la politique économique dans les territoires non autonomes doit être de développer ces territoires dans l'intérêt de tous les groupes de la population, de relever le niveau de vie par l'accroissement du pouvoir d'achat réel des particuliers et d'augmenter la richesse globale de chaque territoire pour élever les normes de l'administration et des services sociaux. En partant de cet objectif fondamental, le Comité a dégagé des buts précis, à savoir :

1) Ecarter les obstacles qui s'opposent au développement économique en modifiant, lorsqu'il est nécessaire, la structure fondamentale de l'économie;

2) Stimuler une expansion économique qui élèvera le niveau de vie des populations, entraînera un accroissement de la production nationale et une amélioration de la productivité;

3) Edifier et améliorer l'équipement de base des territoires de manière à donner des assises solides au développement futur;

4) Encourager, dans le domaine de l'industrie ou des productions primaires, les branches de l'activité économique auxquelles les territoires se prêtent le mieux, compte tenu de l'équilibre de leur économie et des avantages qu'offre le commerce extérieur;

5) Assurer, parmi les populations, une répartition équitable des avantages procurés par l'économie et exprimés par le revenu national;

6) Etablir des fondations économiques solides pour l'élaboration de programmes politiques, sociaux et de l'instruction qui prennent en considération les valeurs culturelles fondamentales et les aspirations des populations;

7) Préserver et développer les ressources naturelles des territoires au bénéfice des populations;

8) Créer des conditions favorisant un état de santé et de bien-être qui contribuera à développer leur conscience et leur sens de la responsabilité sur le plan moral et civique et les mettra ainsi à même de jouer un rôle croissant dans la conduite de leurs propres affaires;

9) S'employer à créer des économies entièrement développées et capables de prendre la place qui leur revient dans l'économie mondiale.

Par sa résolution 846 (IX), l'Assemblée générale a approuvé comme supplément au rapport approuvé en 1951 le rapport sur la situation économique adopté par le Comité des renseignements. A la demande de l'Assemblée, le Secrétaire général a communiqué ce rapport aux Membres qui administrent des territoires non autonomes, au Conseil économique et social, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées intéressées. A la sixième session du Comité, les représentants des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni ont informé le Comité que leurs gouvernements respectifs avaient communiqué le

rapport de 1954 sur la situation économique aux autorités intéressées des territoires non autonomes.

iii) Situation sociale

A sa sixième session, le Comité a étudié la situation sociale dans les territoires non autonomes et il s'est occupé principalement des problèmes que posent l'urbanisation, l'industrialisation et l'aménagement des collectivités, des questions sanitaires et des questions relatives à l'évaluation du niveau de vie. Il a également traité les problèmes des cadres et de la formation professionnelle, ainsi que la planification du développement social. Selon l'usage établi, il a constitué un Sous-Comité composé de l'Australie, de la Birmanie, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Guatemala, de l'Inde et du Royaume-Uni. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation internationale du Travail et de l'Organisation mondiale de la santé ont pris part aux travaux du Sous-Comité, lequel a rédigé un rapport qui a été approuvé par le Comité et qui sera présenté à la dixième session de l'Assemblée générale.

Le Comité a estimé que le progrès social et tous les autres aspects du progrès des territoires non autonomes doivent être considérés comme connexes et comme exigeant des mesures coordonnées en vue d'atteindre les objectifs du Chapitre XI de la Charte et, en particulier, les objectifs inscrits dans l'Article 73, alinéas a et b.

En examinant l'évolution intervenue depuis le rapport de 1952, le Comité a relevé les tendances qui se sont manifestées, ces dernières années, dans les territoires non autonomes : participation plus large de la population aux programmes sociaux, extension des mesures destinées à prévenir les fléaux sociaux, coordination accrue entre les divers éléments de la politique sociale, formation de travailleurs sociaux qualifiés et développement, dans ces domaines, de la coopération internationale et régionale.

Après avoir défini, les années précédentes, les visées que doivent se proposer l'enseignement et la politique économique dans les territoires non autonomes, le Comité a dressé la liste suivante des objectifs concrets de la politique sociale :

1) Etudier les problèmes sociaux qui se posent maintenant dans toutes les collectivités, en s'attachant spécialement aux problèmes nés du contact des cultures et des changements économiques, politiques et sociaux;

2) Surveiller les tendances et les principes directeurs dans tous les aspects du développement afin de prévoir et de guider, dans la mesure du possible, leurs conséquences dans les meilleurs intérêts de l'individu et de la collectivité;

3) Elaborer des programmes d'action sociale, présumer à la création et encourager la création d'institutions sociales qui tiennent compte des valeurs culturelles fondamentales et des vœux des peuples intéressés;

4) Rechercher les moyens de développer la conscience et le sens des responsabilités des populations sur le plan moral et civique et les mettre ainsi à même de participer de plus en plus à la conduite de leurs propres affaires et d'intervenir de façon croissante dans la conception et l'exécution de leurs propres programmes sociaux, en harmonie tant avec l'idéal universel du progrès humain qu'avec leurs propres caractéristiques culturelles;

5) Stimuler ou encourager les initiatives visant à l'organisation de programmes d'aménagement des col-

lectivités ou d'autres activités collectives et les initiatives visant à la participation à ces programmes ou activités, considérés comme des moyens d'action adéquats aux fins d'obtenir l'amélioration progressive du bien-être de l'individu et de la collectivité;

6) Développer la famille pour que, cellule fondamentale de la société, elle contribue efficacement à assurer le bien-être de ses membres et à satisfaire les besoins de la collectivité locale et territoriale;

7) Assurer à tout être humain la possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre — la santé étant un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consistant pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité — afin de favoriser le développement physique et mental de toute la population;

8) Améliorer les conditions de vie dans les domaines les plus larges de la vie de la famille et de la collectivité, et aider les peuples à élever leur niveau de vie;

9) Encourager tous les groupes de la collectivité à progresser dans l'équilibre;

10) Constituer une société homogène grâce au concours spontané de tous les groupes de la collectivité;

11) Coordonner tous les programmes d'action sociale en vue d'atteindre les objectifs ci-dessus.

Le Comité a passé en revue les récents progrès du mouvement de l'aménagement des collectivités et il a constaté que cette forme de développement social, qui met l'accent sur le rôle des populations elles-mêmes dans la recherche de conditions de vie meilleures représente une phase importante dans l'évolution économique, sociale, culturelle et politique, tout en ouvrant de nouvelles perspectives à l'administration des territoires non autonomes. Ce mouvement ne peut réussir que s'il est planifié, et s'il gagne de proche en proche les diverses parties de chaque territoire. Le Comité a relevé que les buts de l'aménagement des collectivités, en tant que mouvement populaire embrassant toute la société, ne sont pas différents de ceux de la politique générale des autorités, dont l'action vise à transformer les populations des territoires non autonomes en sociétés modernes dûment pourvues d'institutions économiques, de services sociaux et culturels et d'organes administratifs autonomes. Ainsi conçues, la politique d'aménagement des collectivités et l'action qui en découle permettent des réalisations parfaitement conformes aux principes de la Charte.

Le Comité a examiné les mesures qui ont été prises pour donner effet aux recommandations de la résolution 644 (VII) de l'Assemblée générale, touchant l'abolition, dans les territoires non autonomes, des lois et pratiques discriminatoires contraires aux principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Des renseignements communiqués, le Comité a conclu que des progrès encourageants avaient été réalisés à cet égard.

Dans l'examen de la situation sanitaire dans les territoires non autonomes, le Comité a bénéficié du concours de spécialistes de la santé publique attachés aux délégations des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni, ainsi que du concours de représentants de l'OMS et de la FAO, lesquels, constitués en groupe de travail, ont rédigé pour le Comité les sections du rapport relatives à la santé publique et à la formation du personnel sanitaire.

Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'approuver le rapport sur la situation sociale et de le

communiquer aux Etats Membres des Nations Unies, au Conseil économique et social, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées intéressées.

iv) Situation de l'enseignement

Pendant ses cinquième et sixième sessions, le Comité, qui s'est surtout occupé de la situation économique et de la situation sociale, n'a consacré à l'évolution de l'enseignement que des débats très brefs. En revanche, le Comité a indiqué qu'en 1956, les analyses des renseignements communiqués au Secrétaire général porteront de nouveau principalement sur les problèmes de l'enseignement. Parmi les sujets à examiner plus particulièrement figurent la formation des instituteurs, l'enseignement secondaire et le problème du financement de l'enseignement supérieur.

Sur la recommandation faite par le Comité à sa cinquième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 845 (IX) par laquelle elle invite les Etats Membres à offrir des moyens d'étude et de formation aux populations des territoires non autonomes et à communiquer ces offres au Secrétaire général et aux institutions spécialisées appropriées. Dans cette résolution, elle prie le Secrétaire général: 1) d'instituer, en consultation avec les Membres administrants, une procédure simple qui permette de signaler à l'attention des Membres administrants les offres et les demandes faites par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées, et de soumettre ensuite les demandes aux Etats donateurs intéressés, en y joignant les observations que les Membres administrants auraient faites à leur sujet; 2) de donner, dans les documents d'information de l'Organisation des Nations Unies, des indications détaillées sur toutes les offres en question et sur la procédure à suivre pour présenter des demandes, et de communiquer ces indications détaillées aux institutions spécialisées, pour qu'elles leur donnent une publicité analogue dans celles de leurs publications qui conviendront; 3) de rédiger un rapport où il donnera des indications détaillées sur les offres faites et sur la mesure dans laquelle ces offres auront été acceptées.

Conformément à cette résolution, le Secrétaire général a adressé des communications, en date du 13 décembre 1954, aux Membres administrants et aux institutions spécialisées, pour leur exposer les procédures proposées en matière de demandes et d'offres de moyens d'étude et il les a priés de lui adresser leurs observations à ce sujet, en appelant leur attention sur la nécessité de donner à ces offres et à ces procédures une publicité appropriée. Il a également adressé à tous les Membres des Nations Unies une communication qui appelait leur attention sur la résolution par laquelle l'Assemblée générale invitait les Etats Membres à faire des offres de moyens d'enseignement.

Le Secrétaire général a reçu des observations des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, ainsi que de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, du Fonds monétaire international, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du Bureau international du Travail, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de l'Organisation mondiale de la santé. Aucune des questions soulevées dans ces observations n'a conduit à modifier les procédures proposées.

Le Gouvernement haïtien a fait savoir au Secrétaire général qu'il espérait offrir l'année prochaine, ou dès

que la situation financière le permettrait, des bourses destinées aux habitants des territoires non autonomes.

Le Gouvernement thaïlandais a adressé au Secrétaire général un exemplaire du règlement intitulé: *Regulations for Thailand Fellowships, Scholarships and Junior Scholarships within UNESCO Programme (1955)* et l'a informé que les quatorze bourses d'études et de perfectionnement accordées annuellement à des étudiants étrangers pouvaient être décernées à des étudiants des territoires non autonomes. Le Secrétaire général a fait part de cette offre aux Membres administrants.

A la sixième session du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, le représentant de la Birmanie a annoncé que son gouvernement avait l'intention d'offrir des facilités d'études en Birmanie à des étudiants des territoires non autonomes.

Le Gouvernement de l'Inde et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ont informé le Secrétaire général que des bourses d'études et de perfectionnement étaient accordées à des personnes qualifiées originaires des territoires non autonomes, dans le cadre des programmes nationaux.

Comme le prévoit la résolution 845 (IX), le Secrétaire général, après avoir consulté les Membres administrants, rédigera, pour l'information de l'Assemblée générale, à sa dixième session, un rapport où il donnera des indications détaillées sur les offres faites et sur la mesure dans laquelle elles ont été acceptées.

c) CESSATION DE LA COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS

i) Groenland

A sa cinquième session, le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes a examiné les documents communiqués au Secrétaire général, conformément à la résolution 222 (III), concernant les changements constitutionnels par suite desquels le Groenland était devenu partie intégrante du Royaume de Danemark. A sa neuvième session, l'Assemblée générale a pris acte des conclusions formulées par le Comité et elle a adopté la résolution 849 (IX) par laquelle elle a considéré que, dans ces conditions, il convenait dorénavant de mettre fin, en ce qui concerne le Groenland, à la communication des renseignements visés à l'Article 73, e, de la Charte.

ii) Antilles néerlandaises et Surinam

Le représentant des Pays-Bas a informé l'Assemblée générale à sa neuvième session que la Conférence qui s'était tenue à La Haye, au printemps de 1954, avait abouti à un accord complet sur la nouvelle charte et sur les changements constitutionnels à apporter au statut des Antilles néerlandaises et du Surinam.

Le 4 avril 1955, le représentant permanent des Pays-Bas a communiqué au Secrétaire général, conformément à la résolution 222 (III), des renseignements sur les changements constitutionnels intervenus dans ces deux territoires. A la sixième session du Comité, des membres du Comité ont posé un certain nombre de questions auxquelles ont répondu les représentants des Pays-Bas, qui comprenaient des représentants des gouvernements des deux territoires. Le Comité a décidé de se réunir avant l'ouverture de la dixième session de l'Assemblée, car il sera alors à même d'examiner plus longuement cette question.

iii) Modalités d'examen des communications relatives à la cessation de la communication des renseignements

Au sujet de la résolution 850 (IX) de l'Assemblée générale, le Comité a décidé, à sa sixième session, de consigner dans son rapport à l'Assemblée que cette résolution avait des conséquences étendues, qu'il n'avait pas eu le temps d'étudier à fond à cette session; il a proposé d'en renvoyer l'examen à la session que le Comité tiendra en 1956.

d) COLLABORATION INTERNATIONALE EN VUE DU PROGRÈS ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

i) Collaboration avec les institutions spécialisées

Une collaboration étroite s'est poursuivie avec l'OIT, la FAO, l'UNESCO et l'OMS au sujet des territoires non autonomes. Ces institutions spécialisées ont été représentées aux deux sessions du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes. En outre, les institutions spécialisées ont rédigé des études sur divers sujets de leur domaine qui intéressaient particulièrement le Comité. Pour la cinquième session, la FAO avait présenté une étude sur les progrès comparés de la production destinée à la consommation intérieure et de la production d'exportation, et une étude sur les services agricoles officiels; l'UNESCO avait présenté son rapport annuel sur les mesures destinées à supprimer l'analphabétisme, ainsi qu'un rapport sur ses activités pouvant intéresser les Membres qui administrent des territoires non autonomes; l'OMS avait également adressé un rapport sur ses activités dans ces territoires. Pour la sixième session, la FAO et l'OMS ont présenté une étude conjointe sur la nutrition; l'OIT a rédigé un rapport sur les aspects économiques et sociaux du problème du logement des travailleurs, avec mention spéciale de la responsabilité d'y pourvoir, un rapport sur les aspects des systèmes de salaires et sur l'emploi des indices du coût de la vie pour adapter les salaires au coût de la vie, ainsi qu'un rapport sur la politique en matière de formation technique et professionnelle dans les territoires non métropolitains; l'OMS a rédigé des études sur l'assainissement dans les territoires non autonomes et sur les maladies contagieuses; l'UNESCO a présenté un rapport sur les mesures destinées à supprimer l'analphabétisme dans les territoires non autonomes, et une étude de la contribution des sciences sociales à l'étude des conditions sociales dans les territoires non autonomes d'Afrique.

ii) Relations intergouvernementales

La sixième Conférence des Antilles, qui s'est tenue à San-Juan de Porto-Rico en mai 1955, a examiné le rôle de l'enseignement et de l'exploitation agricole familiale dans l'aménagement des collectivités. Elle a demandé aux gouvernements des territoires de la région d'assurer, par des mesures législatives, une bonne exploitation des terres et elle a recommandé de faire une part, dans la politique générale de développement, à l'amélioration des exploitations agricoles familiales et à l'établissement de systèmes agricoles rationnels. Les recommandations de la Conférence ont été examinées par la Commission des Caraïbes à sa vingtième session, qui s'est tenue en mai 1955 à Porto-Rico.

Avec le concours de l'UNESCO, la Commission des Caraïbes a tenu à la Trinité, en octobre 1954, une conférence mixte sur le rôle de l'éducation rurale et de l'exploitation agricole familiale dans l'aménagement des collectivités de la région des Caraïbes. Avec le concours de la FAO, la Commission des Caraïbes a organisé à

l'Université de Porto-Rico, de juin à septembre 1954, un centre de formation en matière de coopératives agricoles.

La Commission a continué à suivre l'exécution du programme de formation organisé, au profit de la région des Caraïbes, par la Foreign Operations Administration des Etats-Unis et l'Université de Porto-Rico. Pendant l'année 1955, quatre-vingt-dix bourses d'études ont été offertes, soit à des élèves de l'Ecole métropolitaine de formation professionnelle, soit à des professeurs, moniteurs ou contremaîtres qui ont fait des stages dans l'industrie, le commerce et l'agriculture. Les boursiers étaient originaires des territoires britanniques, français et néerlandais de la région des Caraïbes.

La Commission du Pacifique sud a tenu sa treizième session à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), du 11 au 28 octobre 1954. La Commission a décidé qu'à la prochaine Conférence du Pacifique sud, il y aurait des échanges de vues entre les délégués des territoires à la Conférence et les membres de la Commission. En vertu d'un accord signé en 1954 par les Etats participants, la Commission ne tiendra plus désormais qu'une session ordinaire par an.

Dans le cadre du Plan de Colombo pour le développement économique coopératif de l'Asie du Sud et du Sud-Est, le Comité consultatif a tenu sa réunion annuelle à Ottawa, en octobre 1954. Parmi les participants figuraient la Fédération de Malaisie, Singapour et le Bornéo britannique. Le Comité consultatif a approuvé le troisième rapport annuel sur le développement économique dans l'Asie du Sud et du Sud-Est. Au 30 juin 1954, le programme d'assistance technique du Plan de Colombo, dont la gestion est assurée par le Conseil pour la coopération technique, avait envoyé trente-six experts et ouvert 153 places de stagiaires au Brunéi, à la Fédération de Malaisie, au Bornéo du Nord, au Sarawak et à Singapour.

En tant que membres associés de la Commission, Hong-kong et le groupe de territoires comprenant la Fédération de Malaisie, Singapour, le Brunéi, le Bornéo du Nord et le Sarawak ont continué à participer activement aux travaux de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, ainsi qu'aux réunions et conférences organisées sous les auspices de cette commission. Certains territoires non autonomes ont également pris part à d'autres réunions organisées par l'Organisation des Nations Unies et par les institutions spécialisées pour l'étude de problèmes communs à la région, à savoir : la septième session du Comité régional de l'OMS pour l'Asie du Sud-Est ; la Conférence inter-régionale de l'OMS sur le paludisme dans l'Asie du Sud-Est et le Pacifique occidental ; la quatrième session de la Commission internationale du riz ; une réunion technique spéciale sur les aspects économiques de l'industrie du riz, organisée sous les auspices de la FAO à Rangoon, en novembre 1954 ; et la troisième session de la Commission des forêts pour l'Asie et le Pacifique, tenue à Tokio en avril 1955, laquelle a approuvé le principe d'une proposition de la FAO tendant à établir, dans la région, un centre de formation en matière de statistiques forestières.

La Commission pour la coopération technique en Afrique au sud du Sahara (CCTA) a tenu sa dixième session à Paris, en janvier 1955. Elle a créé un Fonds de recherche interafricain qui permettra aux gouvernements membres d'offrir des bourses de recherche et des facilités de voyage dans les territoires qu'ils administrent.

La CCTA a organisé, en août 1954, une conférence intergouvernementale sur les sols à Léopoldville (Congo belge). Cette conférence a examiné la coordination des recherches consacrées aux sols africains et la publication d'études pédologiques. A la suite de la conférence, le cinquième Congrès international de pédologie s'est réuni dans la même ville.

Sous les auspices de l'UNESCO, une réunion d'experts, consacrée aux conséquences sociales de l'industrialisation et aux problèmes urbains en Afrique au sud du Sahara, s'est tenue à Abidjan en 1954 ; sous le patronage commun de l'UNESCO, de la Fédération internationale des associations d'éducation des travailleurs et de l'*University College* de la Côte-de-l'Or, une réunion internationale a étudié, à Accra, l'éducation des adultes dans une Afrique en pleine évolution.

Les Membres qui administrent des territoires en Afrique ont participé à une conférence internationale sur l'enseignement dans l'Afrique au sud du Sahara, qui s'est tenue à Tananarive (Madagascar), en novembre 1954. La conférence a examiné la politique et les méthodes de l'enseignement dans les divers territoires africains. Les mêmes Etats administrants ont également participé à une conférence internationale sur les sociétés coopératives, qui s'est réunie à Ibadan (Nigeria), en décembre 1954.

iii) Assistance technique

En 1954 et en 1955, le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes a discuté diverses questions touchant l'assistance technique dans ces territoires. Aux deux sessions, le Comité était saisi d'une note du Secrétaire général contenant un aperçu des activités d'assistance technique entreprises dans les territoires non autonomes au titre du programme ordinaire et du Programme élargi d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies.

Les renseignements communiqués indiquent que dans les territoires non autonomes, l'assistance technique prend surtout les formes suivantes : bourses d'études ou de perfectionnement, missions d'experts, conférences et cycles d'études, enquêtes, établissement de rapports et échanges de renseignements. Les chiffres fournis montrent un progrès certain dans l'assistance technique accordée aux territoires non autonomes. En 1954, 2,79 pour 100 du total des crédits alloués au titre des programmes d'assistance technique avaient été affectés aux Territoires sous tutelle et aux territoires non autonomes. En 1955, ce pourcentage doit atteindre 4,89 pour 100. Le montant des sommes allouées est passé de 420.000 dollars en 1954 à 812.000 dollars en 1955. Le Comité a signalé, notamment, que le Gouvernement français et le Bureau de l'assistance technique avaient conclu, en 1954, un accord qui étend aux territoires administrés par la France le Programme élargi d'assistance technique. Des accords analogues s'appliquaient déjà aux territoires administrés par le Royaume-Uni et par les Pays-Bas.

A ses sessions de 1954 et 1955, le Comité a également pris note des programmes entrepris dans les territoires non autonomes par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance ainsi que des contributions apportées à ce fonds par ces territoires eux-mêmes. Le rapport du FISE pour mars 1955 indiquait qu'une assistance était accordée dans trente-quatre territoires non autonomes, en vertu de cinquante-huit programmes. Sur ces cinquante-huit programmes, trente-deux ont trait à des

campagnes sanitaires intensives, quinze sont des programmes de protection maternelle et infantile, onze des programmes de nutrition. Parmi les territoires qui reçoivent pour la première fois une assistance du FISE figurent la Somalie britannique, la Barbade, la Gambie et le Sierra-Leone. En outre, en plus de l'assistance déjà fournie, le FISE a entrepris de nouvelles campagnes, par exemple la lutte contre la lèpre en Afrique-Equatoriale française, la lutte contre le pian dans la Côte-de-l'Or, la vaccination par le BCG dans la Nigéria

et la lutte contre le paludisme dans la Nouvelle-Guinée néerlandaise. En 1955, le Comité a relevé, en particulier, les activités déployées par le FISE dans le cadre des programmes destinées à améliorer la nutrition dans les territoires non autonomes ; il a signalé ces activités, de même que les services de la FAO et de l'OMS dans ce domaine, dans son rapport à l'Assemblée générale. Le Comité a exprimé l'espoir que les services de ces organisations seraient utilisés amplement dans toutes les circonstances appropriées.

Chapitre IV

QUESTIONS JURIDIQUES

I. — Cour internationale de Justice

a) COMPÉTENCE DE LA COUR

i) *Acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour*

Aucun des Etats qui n'avaient pas précédemment accepté la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice conformément aux dispositions de l'Article 36, paragraphe 2, de son Statut n'a déposé d'instrument portant acceptation de cette juridiction depuis le dernier rapport annuel; de même, aucune des déclarations portant acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour et qui ont cessé de produire leurs effets n'a été renouvelée.

Par un instrument du 1er juin 1955, déposé auprès du Secrétaire général le 2 juin 1955, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a fait savoir que le Royaume-Uni n'acceptait plus la juridiction obligatoire de la Cour telle qu'elle s'imposait à lui par l'effet combiné, d'une part, de sa déclaration du 28 février 1940, portant acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale pour une période de cinq années et, par la suite, jusqu'à la date à laquelle il notifierait qu'il retirait cette acceptation et, d'autre part, des dispositions de l'Article 36, paragraphe 5, du Statut de la Cour internationale de Justice. Par une déclaration du 2 juin 1955, déposée le même jour auprès du Secrétaire général, le Gouvernement britannique a accepté la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice à partir de la date de la déclaration et jusqu'à la notification contraire, sous réserve de certaines conditions.

ii) *Instruments conférant juridiction à la Cour*

Les traités suivants, enregistrés ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat des Nations Unies, contiennent des clauses conférant juridiction à la Cour internationale de Justice dans certains cas:

Accord entre le Danemark et la Finlande relatif à un supplément à la Convention du 30 janvier 1926 pour le règlement pacifique des différends (signé à Helsinki le 24 septembre 1953). Cet accord prévoit le dépôt par la Finlande, entre les mains du greffier de la Cour internationale de Justice, d'une déclaration acceptant la juridiction de la Cour, conformément à la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 15 octobre 1946. Cette déclaration a été déposée au greffe le 20 mars 1954.

Protocole visant à limiter et à réglementer la culture du pavot ainsi que la production, le commerce international, le commerce de gros et l'emploi de l'opium (signé à New-York le 23 juin 1953 — multilatéral).

Convention relative au statut des réfugiés (faite à Genève, le 28 juillet 1951 — multilatérale).

Convention consulaire entre la Grèce et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (signée à Athènes le 17 avril 1953).

Accord entre les Pays-Bas et Ceylan relatif au service aérien (signé à Colombo le 14 septembre 1953).

Convention sur les droits politiques de la femme (multilatérale — ouverte à la signature à New-York, le 31 mars 1953).

Accord visant à faciliter la circulation internationale du matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique et culturel (multilatéral — ouvert à la signature le 15 juillet 1949; entré en vigueur le 12 août 1954).

Convention pour l'établissement d'une Organisation européenne pour la recherche nucléaire (signée à Paris le 1er juillet 1953 — multilatérale).

Convention consulaire entre la Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (signée à Stockholm le 14 mars 1952).

Traité d'amitié entre l'Inde et les Philippines (signé à Manille le 11 juillet 1952).

Traité de cession du Territoire de la ville libre de Chandernagor entre l'Inde et la France (signé à Paris le 2 février 1951).

Traité d'amitié et de relations économiques entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Ethiopie (signé à Addis-Abéba le 7 septembre 1951).

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les Etats-Unis d'Amérique et le Japon (signé à Tokio le 2 avril 1953).

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Irlande (signé à Dublin le 21 janvier 1950).

Acte constitutif du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (adopté par le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes à sa 59ème séance, le 19 octobre 1953 — multilatéral).

Accord de base entre l'Organisation mondiale de la santé et la Chine relatif à la fourniture d'une assistance technique de caractère consultatif (signé à Tai-peï les 19 et 21 avril 1955).

iii) *Juridiction de la Cour en matière consultative*

Depuis le dernier rapport annuel, aucune autorisation nouvelle n'a été accordée par l'Assemblée générale pour demander des avis consultatifs à la Cour.

b) AFFAIRES SOUMISES À LA COUR

1. — *Traitement en Hongrie d'un avion des Etats-Unis d'Amérique et de son équipage* (Etats-Unis d'Amérique c. Hongrie et Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)

Le 3 mars 1954, l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique aux Pays-Bas a déposé au greffe de la Cour deux requêtes datées du 16 février 1954, introduisant, l'une une instance contre la République populaire de Hongrie, et l'autre une instance contre l'Union des Républiques socialistes soviétiques, au sujet de certains actes accomplis par le Gouvernement hongrois, de concert avec le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Les requêtes ont fait l'objet des communications prescrites par l'Article 40, paragraphes 2 et 3, du Statut.

Dans ces requêtes, le Gouvernement des Etats-Unis invoquait notamment l'Article 36, paragraphe 1, du Statut de la Cour, où il est dit que la compétence de la Cour s'étend à toutes affaires que les parties lui soumettront. Il déclarait accepter cette compétence aux fins des deux affaires, et faisait valoir qu'il était loisible aux deux gouvernements de faire de même: la compétence serait ainsi confirmée et la Cour pourrait statuer.

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a, dans une lettre du 30 avril 1954, adressée au greffier par son ambassadeur à La Haye, déclaré qu'il "... estime inacceptable la proposition du Gouvernement des Etats-Unis d'examiner à la Cour internationale de Justice l'affaire concernant l'avion américain qui a violé la frontière d'Etat de la République populaire hongroise", qu'"il n'y a pas d'objet pour examen à la Cour internationale de Justice", et enfin que "compte tenu de ce qui a été exposé ci-dessus, le Gouvernement soviétique ne voit pas de raison pour que cette question soit examinée à la Cour internationale de Justice"; copie de cette lettre a été communiquée à l'agent du Gouvernement des Etats-Unis.

Le Gouvernement de la République populaire de Hongrie, dans une lettre du 14 juin 1954, adressée au greffier par son chargé d'affaires à La Haye, a déclaré: "... le Gouvernement de la République populaire hongroise n'est pas à même de se soumettre en ce cas à la compétence de la Cour internationale de Justice"; copie de cette lettre a été communiquée à l'agent du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Dans ces conditions, la Cour, par deux ordonnances du 12 juillet 1954, a constaté qu'elle ne se trouvait en présence d'aucune acceptation par l'Union des Républiques socialistes soviétiques et par la Hongrie de la juridiction de la Cour pour connaître du différend faisant l'objet des requêtes dont elle avait été saisie par le Gouvernement des Etats-Unis, et qu'en conséquence elle ne pouvait donner suite à ces requêtes. La Cour a ordonné que ces affaires soient rayées du rôle.

2. — *Avais consultatif sur l'effet de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies accordant indemnité*

Le 13 juillet 1954, la Cour a prononcé son avis consultatif en l'affaire de l'effet des jugements du Tribunal administratif des Nations Unies accordant indemnité.

La demande d'avis consultatif avait été soumise à la Cour par l'Assemblée générale des Nations Unies qui, le 9 décembre 1953, avait adopté la résolution 785 (VIII) dans laquelle elle posait à la Cour les questions suivantes:

"1) Vu le Statut du Tribunal administratif des Nations Unies et tous autres instruments et textes pertinents, l'Assemblée générale a-t-elle le droit, pour une raison quelconque, de refuser d'exécuter un juge-

ment du Tribunal accordant une indemnité à un fonctionnaire des Nations Unies à l'engagement duquel il a été mis fin sans l'assentiment de l'intéressé?

"2) Si la Cour répond par l'affirmative à la question 1, quels sont les principaux motifs sur lesquels l'Assemblée générale peut se fonder pour exercer légitimement ce droit?"

La Cour avait donné aux Membres des Nations Unies ainsi qu'à l'Organisation internationale du Travail l'occasion de lui soumettre leurs vues en cette affaire. Des exposés écrits lui ont été présentés au nom de cette organisation ainsi qu'au nom de la France, de la Suède, des Pays-Bas, de la Grèce, du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique, des Philippines, du Mexique, du Chili, de l'Irak, de la République de Chine, du Guatemala, de la Turquie et de l'Equateur. Au cours d'audiences tenues à cet effet au mois de juin 1954, des exposés oraux ont été présentés au nom des Etats-Unis, de la France, de la Grèce, du Royaume-Uni et des Pays-Bas.

D'autre part, le Secrétaire général des Nations Unies avait transmis à la Cour les documents pouvant servir à élucider la question; un exposé écrit et un exposé oral ont également été présentés en son nom.

Dans son avis, la Cour analyse d'abord la première des questions qui lui est posée. Cette question, générale et abstraite, est de portée étroitement limitée. Si on en compare les termes avec ceux du Statut du Tribunal, on voit qu'elle se réfère seulement à des jugements rendus par le Tribunal dans les limites de sa compétence statutaire. D'autre part, il ressort des documents soumis à la Cour que la question a en vue seulement les jugements rendus par un tribunal régulièrement constitué. Enfin, elle a trait seulement à des jugements rendus par le Tribunal en faveur de fonctionnaires à l'engagement desquels il a été mis fin sans l'assentiment des intéressés.

La réponse à donner à la question — laquelle n'implique pas l'examen des jugements qui ont été l'occasion de la demande d'avis — dépend des dispositions du Statut du Tribunal, ainsi que du Statut et du Règlement du personnel. Examinant ces textes, la Cour constate que le Statut du Tribunal emploie une terminologie judiciaire: "statuer sur les requêtes", "tribunal", "jugements". Ce sont aussi des dispositions essentiellement judiciaires qu'il contient, lorsqu'il énonce que: "en cas de contestation touchant sa compétence, le Tribunal décide" et que "les jugements sont définitifs et sans appel". Il s'ensuit que le Tribunal est institué comme un corps indépendant et véritablement judiciaire, prononçant des jugements définitifs et sans appel dans le cadre limité de ses fonctions. Le pouvoir qui lui est conféré d'ordonner l'annulation de décisions prises par le Secrétaire général des Nations Unies — le plus haut fonctionnaire de l'Organisation — confirme son caractère judiciaire: un tel pouvoir pourrait difficilement avoir été accordé à un organe consultatif ou subordonné.

La Cour remarque alors que, suivant un principe de droit bien établi et généralement reconnu, un jugement rendu par un pareil corps judiciaire est chose jugée, et a force obligatoire entre les parties au différend. Qui faut-il considérer comme parties liées par le jugement? Les contrats d'engagement fournissent la réponse. Ils sont conclus entre le fonctionnaire intéressé et le Secrétaire général en sa qualité de plus haut fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies et agissant pour le compte de celle-ci comme son représentant. Le Secré-

taire général engage la responsabilité juridique de l'Organisation, personne juridique pour le compte de laquelle il agit. S'il met fin au contrat d'engagement sans l'assentiment du fonctionnaire, et si cette mesure conduit à un différend soumis au Tribunal administratif, les parties au différend devant le Tribunal sont le fonctionnaire intéressé et l'Organisation des Nations Unies, représentée par le Secrétaire général; et ces parties seront liées par le jugement du Tribunal. Ce jugement, définitif, sans appel, non susceptible de révision, a force obligatoire pour l'Organisation des Nations Unies, qui est la personne juridique responsable de l'exécution régulière du contrat d'engagement. L'Organisation étant tenue en droit d'exécuter le jugement et de verser l'indemnité accordée au fonctionnaire, il s'ensuit que l'Assemblée générale, l'un des organes des Nations Unies, doit être liée de même. Cette conclusion est confirmée par le texte même du Statut du Tribunal, duquel il ressort que le versement d'une indemnité accordée par le Tribunal est une obligation des Nations Unies dans leur ensemble — ou, le cas échéant, de l'institution spécialisée intéressée.

La Cour relève ensuite que si, de propos délibéré, le Statut du Tribunal ne prévoit ni révision, ni appel (alors que tel eût bien pu être le cas), il ne s'ensuit pas que le Tribunal ne puisse reviser lui-même un jugement, dans des circonstances particulières, lorsque des faits nouveaux d'importance décisive ont été découverts. Il l'a d'ailleurs déjà fait, et une telle action est conforme aux principes généralement posés dans les statuts et lois concernant les tribunaux.

Mais l'Assemblée générale elle-même aurait-elle le droit de refuser d'exécuter les jugements dans certaines circonstances exceptionnelles hors du cadre de la question telle que la Cour l'a définie plus haut: jugements dépassant la compétence du Tribunal, ou autre vice? Il s'agit d'un tribunal situé dans le système juridique organisé des Nations Unies, et traitant exclusivement de différends internes entre les fonctionnaires et l'Organisation: dans ces conditions, la Cour estime qu'en l'absence de dispositions expresses à cet effet, les jugements ne peuvent être révisés par un corps autre que le Tribunal lui-même. L'Assemblée générale peut toujours pour l'avenir amender le Statut du Tribunal et instituer une procédure de révision: en tout cas, de l'avis de la Cour, elle ne pourrait guère s'en charger elle-même, étant donné sa composition et sa fonction et alors surtout que l'une des parties aux différends est l'Organisation elle-même.

A l'appui de la thèse selon laquelle l'Assemblée générale serait fondée à refuser d'exécuter des jugements du Tribunal, certains arguments ont été avancés. La Cour y répond dans la seconde partie de son avis.

On a dit que l'Assemblée générale n'aurait pas le pouvoir en droit de créer un tribunal compétent pour rendre des jugements qui lieraient les Nations Unies. Mais, en l'absence de dispositions expresses dans la Charte, il ressort de cet acte même que le pouvoir dont il s'agit y est nécessairement impliqué. En effet, il est essentiel pour assurer le bon fonctionnement du Secrétariat et pour donner effet à cette considération dominante qu'est la nécessité d'assurer les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité.

On a dit aussi que l'Assemblée générale ne pourrait instituer un tribunal qui rende des décisions obligatoires pour elle-même. Mais c'est à elle seule qu'il appartient de déterminer la nature et la portée précises des mesures par lesquelles elle peut exercer son pouvoir de créer

un tribunal, et cela même si ce pouvoir est implicite. D'autre part, a-t-on dit encore, le pouvoir exercé de la sorte serait incompatible avec le pouvoir budgétaire qui est réservé à l'Assemblée. Mais un pouvoir budgétaire n'est pas absolu. Quand certaines dépenses résultent d'obligations, l'Assemblée générale n'a pas d'alternative: elle doit faire honneur à ses engagements, et les jugements du Tribunal appartiennent à cette catégorie.

L'on a dit enfin que le pouvoir implicite de l'Assemblée générale de créer un tribunal n'irait pas jusqu'à permettre au Tribunal d'intervenir dans des matières qui seraient du domaine du Secrétaire général. Mais, aux termes de la Charte, l'Assemblée générale peut à tout moment limiter ou contrôler les pouvoirs du Secrétaire général en matière de personnel. Elle a autorisé l'intervention du Tribunal en cette matière, dans les limites de la compétence qu'elle lui a conférée. Donc, en agissant dans ces limites, le Tribunal n'intervient nullement dans l'exercice d'un pouvoir que le Secrétaire général tiendrait de la Charte, parce que les pouvoirs juridiques du Secrétaire général en matière de personnel ont déjà été limités à cet égard par l'Assemblée générale.

D'autre part, le fait que le Tribunal est un organe subsidiaire, secondaire ou subordonné est sans importance. Ce qui compte, c'est l'intention de l'Assemblée générale quand elle l'a créé: et ce qu'elle a voulu, c'est créer un corps judiciaire.

Quant à ce que l'on a appelé le précédent établi par la Société des Nations en 1946, la Cour ne peut le retenir. En effet, les circonstances d'alors, d'ailleurs très particulières, sont tout autres que les circonstances actuelles; il y a absence complète d'identité entre les deux situations.

Par ces motifs, la Cour a répondu que l'Assemblée générale n'a pas le droit, pour une raison quelconque, de refuser d'exécuter un jugement du Tribunal administratif des Nations Unies accordant une indemnité à un fonctionnaire des Nations Unies à l'engagement duquel il a été mis fin sans l'assentiment de l'intéressé. La réponse à la première question étant négative, la Cour n'a pas eu à examiner la seconde.

L'avis de la Cour a été donné par 9 voix contre 3: l'exposé de l'opinion des trois juges dissidents (M. Alvarez, M. Hackworth, M. Levi Carneiro) est joint à l'avis. D'autre part, un juge (M. Winiarski), tout en votant pour l'avis, y a joint l'exposé de son opinion individuelle.

3. — *Affaire de la société Electricité de Beyrouth* (France c. Liban)

Comme il est dit dans le précédent rapport du Secrétaire général, la Cour, par ordonnance du 8 avril 1954, a fait droit à une demande de l'agent du Gouvernement libanais tendant à la prolongation du délai qu'elle avait imparti à ce gouvernement pour la présentation d'un contre-mémoire.

Par lettre du 13 juillet 1954, l'agent du Gouvernement libanais a porté à la connaissance du greffier que la présentation du contre-mémoire, ainsi que la continuation de la procédure, n'avaient plus d'objet étant donné le règlement amiable intervenu entre les parties et ratifié par le Parlement libanais le 30 juin 1954, et qu'il était, au demeurant, convenu entre le Gouvernement libanais et le Gouvernement français que, dès que serait intervenu ce règlement, le Gouvernement français se désisterait de l'action qu'il avait portée devant la Cour.

Par lettre du 20 juillet 1954, le greffier a transmis copie certifiée conforme de cette lettre à l'agent du Gouvernement français, lequel, par lettre du 23 juillet 1954, la ratification de l'accord du 26 mars 1954 étant intervenue, a prié le greffier, conformément aux dispositions de l'article 69, paragraphe 2, du Règlement et en application de l'échange de lettres intervenu entre le Président de la République du Liban et l'ambassadeur de France à Beyrouth, de faire connaître à la Cour que le Gouvernement français renonçait à poursuivre la procédure et demandait que son action soit rayée du rôle.

Dans ces circonstances, il n'y avait pas lieu de fixer le délai prévu par l'article 69, paragraphe 2, du Règlement, et par ordonnance du 29 juillet 1954, la Cour a pris acte du désistement de l'instance et a ordonné que l'affaire soit radiée du rôle.

4. — *Affaire Nottebohm (deuxième phase)* [Liechtenstein c. Guatemala]

Le 6 avril 1955, la Cour a rendu son arrêt en l'affaire Nottebohm introduite par requête de la Principauté de Liechtenstein contre la République de Guatemala.

Le Liechtenstein demandait redressement et réparation pour des mesures contraires au droit international que le Guatemala aurait prises contre M. Friedrich Nottebohm, ressortissant du Liechtenstein. De son côté, le Guatemala soutenait que la demande était irrecevable et cela à plusieurs titres, l'un d'eux se référant à la nationalité de Nottebohm, pour la protection duquel le Liechtenstein avait saisi la Cour.

Dans son arrêt, la Cour constate l'importance primordiale du moyen d'irrecevabilité mentionné plus haut. En avançant ce moyen, le Guatemala se réfère au principe bien établi selon lequel seul le lien de nationalité entre l'Etat et l'individu donne à l'Etat le droit de protection diplomatique. Quant au Liechtenstein, il estime avoir agi conformément à ce principe et allègue que Nottebohm est bien son ressortissant en vertu de la naturalisation qui lui a été conférée.

La Cour examine ensuite les faits. Nottebohm, né à Hambourg, était encore Allemand au moment où, en octobre 1939, il a demandé sa naturalisation au Liechtenstein. En 1905, il se rend au Guatemala où il établit le centre de ses affaires qui deviennent importantes et prospères. Il fait parfois des voyages en Allemagne pour affaires, ou en d'autres pays pour des vacances, ainsi que quelques visites au Liechtenstein, où un de ses frères réside depuis 1931, mais il reste domicilié au Guatemala jusqu'en 1943, c'est-à-dire jusqu'aux événements qui sont à la base du présent litige. En 1939, il quitte le Guatemala environ fin mars; il semble s'être rendu à Hambourg et avoir fait quelques brefs séjours au Liechtenstein, où il se retrouve au début d'octobre 1939. C'est alors que, le 9 octobre 1939, un peu plus d'un mois après l'ouverture de la seconde guerre mondiale marquée par l'attaque de la Pologne par l'Allemagne, il demande sa naturalisation au Liechtenstein.

Les conditions requises pour la naturalisation des étrangers au Liechtenstein sont déterminées par la loi liechtensteinoise du 4 janvier 1934. Elle exige entre autres: que le candidat prouve que la bourgeoisie d'une commune du Liechtenstein lui est promise pour le cas où il viendrait à acquérir la nationalité liechtensteinoise; que, sauf dispense sous certaines conditions, il prouve qu'il perdra son ancienne nationalité en conséquence de la naturalisation; qu'il ait eu domicile légal dans la Principauté depuis au moins trois ans, cette condition

pouvant toutefois n'être pas exigée dans des cas particulièrement dignes d'intérêt et à titre exceptionnel; qu'il ait conclu une convention fiscale avec les autorités compétentes et payé une taxe de naturalisation. La loi fait apparaître la préoccupation de n'accorder la naturalisation qu'à bon escient, ajoutant qu'elle est exclue si elle peut faire craindre des inconvénients pour le Liechtenstein. Quant à la procédure à suivre, le gouvernement examine la demande, prend des renseignements sur le candidat, soumet la demande à la Diète et, en cas d'acceptation, présente une proposition au Prince régissant, seul compétent pour conférer la nationalité.

Dans la demande de naturalisation qu'il a présentée, Nottebohm sollicite en même temps l'admission préalable à la bourgeoisie de Mauren, commune de Liechtenstein; il demande d'être dispensé de la condition de domicile préalable pendant trois ans, sans énoncer de circonstances exceptionnelles justificatives; il prend l'engagement de payer (en francs suisses) 25.000 francs à la commune, 12.500 francs à l'Etat, les frais de procédure, 1.000 francs d'impôt annuel de naturalisation — sous la réserve que le paiement de ces taxes serait déduit des impôts ordinaires s'il fixait sa résidence au Liechtenstein — et de fournir une garantie financière de 30.000 francs. Un document du 15 octobre 1939 certifie qu'à cette date la bourgeoisie de Mauren lui a été accordée. Un certificat du 17 octobre constate le paiement des taxes requises. Le 20 octobre, Nottebohm prête serment civique et le 23 octobre un arrangement fiscal est conclu. Il a été produit également un certificat attestant que Nottebohm avait été naturalisé par décision suprême du Prince du 13 octobre 1939. Nottebohm obtient ensuite un passeport liechtensteinois. Il le fait viser par le consul général du Guatemala à Zurich le 1er décembre 1939 et retourne au Guatemala au début de 1940. Il y reprend ses affaires antérieures.

Tels étant les faits, la Cour recherche si la naturalisation ainsi intervenue peut être valablement invoquée contre le Guatemala, si elle donne au Liechtenstein un titre suffisant pour exercer la protection de Nottebohm, vis-à-vis du Guatemala, et en conséquence pour saisir la Cour. La Cour n'entend pas sortir de ce cadre limité.

Pour établir que la recevabilité de la requête devait être admise, le Liechtenstein a fait valoir que le Guatemala avait reconnu antérieurement ce qu'il conteste aujourd'hui. Examinant l'attitude du Guatemala envers Nottebohm depuis sa naturalisation, la Cour estime que cet Etat n'a pas reconnu le titre du Liechtenstein à l'exercice de la protection de Nottebohm. Elle recherche ensuite si l'octroi de la nationalité par le Liechtenstein entraîne directement l'obligation pour le Guatemala d'en reconnaître l'effet; en d'autres termes, si l'acte émanant du Liechtenstein seul est opposable au Guatemala en ce qui concerne l'exercice de la protection. La Cour traitera cette question sans examiner celle de la validité de la naturalisation de Nottebohm selon la loi du Liechtenstein.

La nationalité rentre dans la compétence nationale de l'Etat qui règle, par sa propre législation, l'acquisition de sa nationalité. Mais la question à résoudre ne se situe pas dans l'ordre juridique du Liechtenstein: exercer la protection, c'est se placer sur le plan du droit international. Or, la pratique internationale fournit maints exemples d'actes accomplis par un Etat dans l'exercice de sa compétence nationale qui n'ont pas de plein droit effet international. Lorsque deux Etats ont conféré leur nationalité à une même personne et que cette situation se trouve placée non plus dans l'ordre

juridique propre à chacun d'eux, mais sur le terrain international, l'arbitre international ou le juge de l'Etat tiers qui aurait à en traiter laisserait subsister la contradiction s'il s'en tenait à l'idée que la nationalité relève uniquement de la compétence nationale. Pour pouvoir au contraire trancher le conflit, il recherche si la nationalité a été conférée dans des conditions telles qu'il en résulte pour l'Etat défendeur l'obligation de reconnaître l'effet de cette nationalité. Pour en décider, il dégage des critères. Il fait prévaloir la nationalité effective: celle qui concorde avec la situation de fait, qui repose sur un lien de fait supérieur entre l'intéressé et l'un des Etats dont la nationalité est en cause. Les éléments qu'il prend en considération sont divers et leur importance varie d'un cas à l'autre. Il y a le domicile de l'intéressé, mais aussi le siège de ses intérêts, ses liens de famille, sa participation à la vie publique, l'attachement à un pays manifesté par l'éducation des enfants, etc.

La même tendance domine dans la doctrine. Et la pratique de certains Etats, qui s'abstiennent d'exercer la protection au profit d'un naturalisé lorsque celui-ci a de fait rompu son rattachement avec ce qui n'est plus pour lui qu'une patrie nominale, manifeste la conviction que, pour être invoquée contre un autre Etat, la nationalité doit correspondre à une situation de fait.

Le caractère ainsi reconnu dans l'ordre international à la nationalité n'est pas contredit par le fait que le droit international laisse à chaque Etat le soin de régler l'attribution de sa propre nationalité. Car s'il en est ainsi, c'est à défaut d'accord général sur les règles concernant la nationalité. On a estimé que le meilleur moyen de faire concorder ces règles avec les conditions démographiques existant ici et là était de laisser leur détermination à la compétence de chaque Etat. Mais corrélativement, un Etat ne saurait prétendre que les règles par lui établies soient reconnues par un autre Etat s'il ne s'est conformé à ce but général de faire concorder la nationalité octroyée par lui avec un rattachement effectif de l'individu.

Selon la pratique des Etats, la nationalité est l'expression juridique du fait qu'un individu est plus étroitement rattaché à la population d'un Etat déterminé. Conférée par un Etat, elle ne lui donne titre à protection que si elle est la traduction en termes juridiques de l'attachement de l'intéressé à cet Etat. Qu'en est-il dans le cas Nottebohm? Au moment de sa naturalisation, Nottebohm apparaît-il comme plus attaché par sa tradition, son établissement, ses intérêts, son activité, ses liens de famille, ses intentions proches, au Liechtenstein qu'à tout autre Etat?

A cet égard, la Cour, relevant les faits essentiels de la cause, constate que Nottebohm a toujours entretenu des rapports de famille et d'affaires avec l'Allemagne et que rien ne fait apparaître que sa demande de naturalisation au Liechtenstein ne paraît pas motivée par un désir de se désolidariser du gouvernement de son pays. D'autre part, il est établi depuis trente-quatre ans au Guatemala, qui est le centre de ses intérêts et de ses affaires. Il y restera jusqu'à ce que, en 1943, il en soit éloigné par mesure de guerre et fait grief au Guatemala de ne pas l'y réadmettre. La famille de Nottebohm avait d'ailleurs affirmé son désir d'y passer ses vieux jours. A l'opposé de cela, ses liens de fait avec le Liechtenstein sont extrêmement ténus. S'il s'est rendu dans ce pays en 1946, c'est en conséquence du refus du Guatemala de l'accueillir. Il y a donc absence de tout lien de rattachement avec le Liechtenstein, mais existence d'un lien

ancien et étroit avec le Guatemala, lien que la naturalisation n'a pas affaibli. Cette naturalisation ne repose pas sur un attachement réel au Liechtenstein qui lui soit antérieur et elle n'a rien changé au genre de vie de celui à qui elle a été conférée dans des conditions exceptionnelles de rapidité et de bienveillance. Sous ces deux aspects, elle manque de la sincérité qu'on doit attendre d'un acte aussi grave pour qu'il s'impose au respect d'un Etat se trouvant dans la situation du Guatemala. Elle a été octroyée sans égard à l'idée que l'on se fait, dans les rapports internationaux, de la nationalité. Plutôt que demandée pour obtenir la consécration en droit de l'appartenance en fait de Nottebohm à la population du Liechtenstein, cette naturalisation a été recherchée par lui pour lui permettre de substituer à sa qualité de sujet d'un Etat belligérant la qualité de sujet d'un Etat neutre, dans le but unique de passer ainsi sous la protection du Liechtenstein et non d'en épouser les traditions, les intérêts, le genre de vie, d'assumer les obligations — autres que fiscales — et d'exercer les droits attachés à la qualité ainsi acquise.

Par ces motifs, la Cour a déclaré irrecevable la demande du Liechtenstein. L'arrêt a été rendu par 11 voix contre 3. MM. Klaestad et Read, juges, et M. Guggenheim, juge *ad hoc*, ont joint à l'arrêt les exposés de leur opinion dissidente.

5. — *Avis consultatif sur la procédure de vote applicable aux questions touchant les rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain*

Le 7 juin 1955, la Cour internationale de Justice a prononcé son avis consultatif en l'affaire relative à la procédure de vote que doit suivre l'Assemblée générale des Nations Unies pour prendre ses décisions sur les questions touchant les rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain.

La demande d'avis avait été soumise à la Cour par l'Assemblée générale qui, le 23 novembre 1954, avait adopté la résolution 904 (IX) [voir chap. III, 3] dans laquelle elle posait à la Cour les questions suivantes:

"1) L'article ci-après relatif à la procédure de vote que l'Assemblée générale devra suivre correspond-il à une interprétation exacte de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en date du 11 juillet 1950:

"Les décisions de l'Assemblée générale sur les questions touchant les rapports et les pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain sont considérées comme questions importantes au sens du paragraphe 2 de l'Article 18 de la Charte des Nations Unies?"

"2) Si cette interprétation de l'avis consultatif de la Cour n'est pas exacte, quelle procédure de vote l'Assemblée générale devrait-elle suivre pour prendre des décisions sur les questions touchant les rapports et les pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain?"

Au reçu de la demande de l'Assemblée générale, la Cour avait donné aux Membres des Nations Unies l'occasion de lui soumettre leurs vues. Les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la République de Pologne et de l'Inde ont présenté des exposés écrits. Les Gouvernements d'Israël et de la République de Chine, tout en ne présentant pas d'exposés écrits, ont rappelé les vues exprimées par leurs représentants à l'Assemblée générale. Le Gouvernement de la Yougoslavie a fait savoir qu'il était d'avis que la question avait été déjà examinée et épuisée par l'avis consultatif de 1950. Enfin, le Secrétaire général des Nations Unies

a présenté les documents pouvant servir à élucider la question, ainsi qu'une note introductive commentant ces documents. Il n'y a pas eu de procédure orale.

Par son avis, la Cour a répondu affirmativement à la première question posée : l'article cité dans la résolution sous la litt. 1 correspond à une interprétation exacte de l'avis qu'elle avait émis en 1950. Quant à la seconde question, la réponse affirmative donnée à la première dispense la Cour de l'examiner.

Dans son avis, la Cour relate brièvement les faits qui ont conduit à la demande à elle adressée. Dans son avis de 1950, elle avait dit que l'Union Sud-Africaine continuait d'être soumise aux obligations qui, pour le Territoire du Sud-Ouest Africain, lui incombait aux termes du Pacte de la Société des Nations et du mandat sur ce territoire, et que les fonctions de surveillance devaient être exercées par les Nations Unies. Cet avis fut accepté la même année par l'Assemblée générale comme base de la surveillance de l'administration du Territoire. Des négociations s'ensuivirent entre les Nations Unies et l'Union Sud-Africaine, mais n'aboutirent pas. En 1954, un comité de l'Assemblée générale a élaboré plusieurs articles dont l'un, intitulé article F (reproduit sous la litt. 1), a trait à la manière dont seraient prises les décisions de l'Assemblée générale touchant les rapports et pétitions. C'est sur cet article F que la Cour est consultée, et la préoccupation principale de l'Assemblée est de savoir si cet article F correspond à une interprétation exacte de la phrase ci-après contenue dans l'avis de 1950 :

"Le degré de surveillance à exercer par l'Assemblée générale ne saurait donc dépasser celui qui a été appliqué sous le régime des mandats et devrait être conforme, autant que possible, à la procédure suivie en la matière par le Conseil de la Société des Nations."

Ayant ainsi délimité la question qui lui est posée et en vue d'y répondre, la Cour examine le point de savoir si la première partie de cette phrase ("le degré de surveillance à exercer par l'Assemblée générale ne saurait donc dépasser celui qui a été appliqué sous le régime des mandats") peut être correctement interprétée comme s'étendant au système de vote à suivre par l'Assemblée générale lorsqu'elle prend des décisions touchant les rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain. Elle constate que les mots "degré de surveillance" se rapportent à l'étendue de la surveillance réelle et non à la manière dont s'exprime la volonté collective de l'Assemblée générale ; ils ne se réfèrent pas aux questions de procédure. La première partie de la phrase signifie que l'Assemblée générale ne saurait adopter des méthodes de surveillance, ou imposer à la Puissance mandataire des conditions, qui soient, les unes et les autres, incompatibles avec les termes du mandat ou avec un degré de surveillance approprié, mesuré d'après les normes et méthodes du Conseil de la Société des Nations. En conséquence, l'article F ne peut être considéré comme se rapportant au degré de surveillance, ni, par suite, comme instituant un degré de surveillance plus grand que celui qu'avait envisagé la Cour dans son avis de 1950.

Cette interprétation est confirmée par un examen des circonstances qui ont amené l'emploi par la Cour des mots dont il s'agit. Dans l'avis de 1950, elle avait à dire quelles étaient les obligations de l'Union Sud-Africaine. Elle a constaté que les obligations qui concernent l'administration du Territoire et qui correspondent à la mission sacrée de civilisation mentionnée à l'Article 22 du Pacte n'étaient pas devenues caduques par l'effet de la disso-

lution de la Société des Nations. Quant aux obligations ayant trait à la surveillance de l'administration, la Cour a reconnu, en se fondant sur la Charte, que cette surveillance devait désormais être exercée par l'Assemblée générale, sans toutefois pouvoir dépasser celle du régime des mandats. Mais, ce faisant, la Cour n'avait pas à traiter du système de vote. En reconnaissant que la compétence de l'Assemblée générale en matière de surveillance était fondée sur la Charte, elle a admis implicitement que les décisions de cet organe devaient, en la matière, être prises conformément aux dispositions pertinentes de la Charte, à savoir les dispositions de l'Article 18. Si la Cour avait entendu que les limites au degré de surveillance impliquaient le maintien du système de vote suivi par le Conseil de la Société des Nations, elle se serait contredite et aurait contrevenu aux dispositions de la Charte. Partant, la Cour constate que la première partie de la phrase doit s'interpréter comme se rapportant aux questions de fond et non au système du vote appliqué du temps de la Société des Nations.

La Cour passe ensuite à la deuxième partie de la phrase, selon laquelle le degré de surveillance "devrait être conforme, autant que possible, à la procédure suivie en la matière par le Conseil de la Société des Nations" : l'article F est-il en accord avec cette deuxième partie ? Alors que la première partie de la phrase avait trait à des questions de fond, la seconde est de caractère procédural, et le mot "procédure" qu'elle emploie se rapporte aux modalités de procédure par lesquelles s'exerce la surveillance. Mais, en la formulant, la Cour n'envisageait pas le système de vote de l'Assemblée générale. En effet, la question de la conformité du système de vote de l'Assemblée générale avec celui du Conseil de la Société des Nations présenterait des difficultés insurmontables de nature juridique, car le système de vote d'un organe est un de ses traits distinctifs. Il est lié à sa composition et à ses fonctions, et l'on ne saurait le transférer à un autre organe sans méconnaître une des caractéristiques de ce dernier.

Il n'y a donc pas incompatibilité entre l'article F et l'avis de 1950. Toutefois, il semble qu'en adoptant l'article F et en posant la question à la Cour, l'Assemblée générale partait de l'idée qu'en employant le mot "procédure", la Cour y comprenait le système de vote. Mais aussi dans ce cas, la conclusion serait la même. Dans l'avis de 1950, la Cour avait dit que l'Assemblée générale tire de la Charte sa compétence pour exercer ses fonctions de surveillance ; c'est donc dans le cadre de la Charte qu'il lui faut trouver les règles selon lesquelles elle doit prendre les décisions se rapportant à ces fonctions. Il lui serait juridiquement impossible d'une part d'invoquer la Charte pour recevoir et examiner les rapports et pétitions relatifs au Sud-Ouest Africain, et d'autre part de prendre des décisions se rapportant à ces rapports et pétitions en suivant un système de vote absolument étranger à celui qui est prescrit dans la Charte.

Quant à l'expression "autant que possible", elle avait pour objet de permettre les ajustements rendus nécessaires par le fait que le Conseil de la Société des Nations était régi par un autre instrument que l'Assemblée générale. Celle-ci, pour déterminer comment prendre ses décisions sur les rapports et pétitions, ne pouvait agir que d'une façon. Elle avait devant elle l'Article 18 de la Charte qui prescrit les méthodes suivant lesquelles doivent être prises ses décisions. L'avis de 1950 a laissé l'Assemblée générale en face de cet article comme seule base juridique pour le système de vote applicable. C'est

sur cette base qu'elle a adopté l'article F. Ce faisant, elle a agi dans les limites des possibilités juridiques.

L'article F correspond donc à une interprétation exacte de l'avis de 1950.

Trois juges — MM. Basdevant, Klaestad et Lauterpacht — tout en acceptant le dispositif de l'avis, y sont arrivés par une autre voie et ont annexé à l'avis les exposés de leur opinion individuelle. Un autre juge, M. Kojevnikov, qui a accepté également le dispositif de l'avis, y a joint une déclaration.

6. — *Incident aérien du 10 mars 1953* (Etats-Unis d'Amérique c. Tchécoslovaquie)

Le 29 mars 1955, l'ambassade des Etats-Unis aux Pays-Bas a déposé au greffe une requête introduisant une instance devant la Cour internationale de Justice contre la Tchécoslovaquie, relativement à certains actes dommageables qui auraient été commis par des avions du type MIG de Tchécoslovaquie dans la zone d'occupation américaine d'Allemagne le 10 mars 1953.

Dans la requête, les faits sont résumés comme suit : le 10 mars 1953, le Gouvernement tchécoslovaque a volontairement et illégalement envoyé des avions militaires du type MIG avec mission de traverser la frontière entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne et, sans aucune provocation, de poursuivre et d'attaquer des avions de la United States Air Force du type F-84 qui accomplissaient paisiblement leurs patrouilles habituelles dans l'espace aérien à l'intérieur de la zone américaine en Allemagne. Ce faisant, les avions MIG ont détruit un avion du type F-84, causant entre autres un dommage physique à son pilote, citoyen américain. D'après le Gouvernement des Etats-Unis, ces actes constitueraient, de la part du Gouvernement tchécoslovaque, des violations graves d'une obligation internationale. Le Gouvernement des Etats-Unis réclame au Gouvernement tchécoslovaque des réparations monétaires et autres.

Conformément aux prescriptions du Statut, la requête a été notifiée par le greffier au Gouvernement de la Tchécoslovaquie et transmise à tous les Etats admis à ester en justice devant la Cour.

7. — *Affaires de l'Antarctique* (Royaume-Uni c. Argentine et Royaume-Uni c. Chili)

Le 4 mai 1955, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a déposé au greffe de la Cour deux requêtes, l'une contre l'Argentine et l'autre contre le Chili, qui ont trait à certains territoires antarctiques. Le Royaume-Uni allègue que le Gouvernement de l'Argentine, d'une part, et le Gouvernement du Chili, d'autre part, ont empiété sur certains territoires, situés au sud du 50ème parallèle sud, et qui sont sous la souveraineté britannique. Il demande à la Cour de reconnaître la validité de ses titres de souveraineté et de déclarer contrairement au droit international les prétentions de l'Argentine et du Chili, ainsi que les empiètements dont les territoires en question auraient fait l'objet.

Les requêtes spécifient que les deux gouvernements mis en cause (Argentine et Chili) n'ont pas à ce jour déposé une déclaration d'acceptation comme obligatoire de la juridiction de la Cour aux termes de l'Article 36, paragraphe 2, du Statut ; ils n'ont pas non plus spécialement accepté la juridiction de la Cour aux fins de l'espèce. Mais ils ont l'un et l'autre, à de nombreuses reprises, exprimé leur adhésion au principe du règlement judiciaire des différends et sont fondés, au reçu

des requêtes, à prendre toutes mesures pour se présenter devant la Cour et pour établir ainsi sa compétence.

Conformément à l'Article 40 du Statut, la requête a immédiatement été communiquée par le greffe aux deux gouvernements intéressés, et notifiée à tous les autres Etats admis à ester en justice devant la Cour.

8. — *Incident aérien du 7 octobre 1952* (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)

Le 2 juin 1955, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a déposé au greffe de la Cour une requête contre l'Union des Républiques socialistes soviétiques, relative à un incident aérien survenu le 7 octobre 1952 au large de l'île d'Hokkaido (Japon).

Dans sa requête, le Gouvernement des Etats-Unis allègue qu'à cette date un de ses avions a été pris en chasse au-dessus du territoire japonais par deux avions de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, puis abattu en mer par ces avions. Il demande à la Cour de dire et juger que l'Union des Républiques socialistes soviétiques est responsable, et qu'elle doit lui verser à titre d'indemnité une somme de 1.620.295 dollars.

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique dit dans la requête qu'il est loisible au Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques d'accepter la juridiction de la Cour ; il peut le faire par une déclaration appropriée, et la Cour pourra se prononcer en l'espèce.

Conformément à l'Article 40 du Statut, la requête a été communiquée par le greffe au Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et notifiée à tous les autres Etats admis à ester devant la Cour.

c) AUTRES ACTIVITÉS

Un certain nombre d'accords enregistrés ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat des Nations Unies au cours de l'année écoulée contiennent des dispositions conférant au Président de la Cour le pouvoir de nommer des surarbitres et arbitres aux tribunaux d'arbitrage prévus dans ces accords. Les instruments suivants contiennent des exemples de dispositions de ce genre :

Accords relatifs aux transports aériens entre :

Israël et la France (signé à Tel-Aviv le 29 avril 1952) ;

Israël et les Philippines (signé à Hakirya le 7 août 1951) ;

La Norvège et le Japon (signé à Oslo le 23 février 1953) ;

Les Pays-Bas et le Japon (signé à La Haye le 17 février 1953) ;

Le Luxembourg et l'Autriche (signé à Vienne le 13 octobre 1952) ;

Les Pays-Bas et Ceylan (signé à Colombo le 14 septembre 1953) ;

Le Luxembourg et l'Islande (signé à Reykjavik le 23 octobre 1952) ;

Convention en matière d'assurances sociales entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Suisse (signé à Berne le 16 janvier 1952).

Accord entre le Danemark et la République fédérale d'Allemagne relatif à la sécurité sociale (signé à Copenhague le 14 août 1953).

Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Luxembourg (signé à Londres le 13 octobre 1953).

Accord d'aide économique entre les États-Unis d'Amérique et l'Espagne (signé à Madrid le 26 septembre 1953).

Accord d'arbitrage entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Arabie saoudite (signé à Djeddah le 30 juillet 1954).

Accord entre l'Organisation mondiale de la santé et la France pour déterminer les privilèges, immunités et facilités accordés par le gouvernement à l'Organisation, aux représentants de ses membres, à ses experts et ses fonctionnaires, dans les territoires français ou administrés par la France (signé à Genève le 23 juillet et à Paris le 1er août 1952).

Accord entre la Suisse et l'Organisation météorologique mondiale pour régler le statut juridique de cette organisation en Suisse (signé à Genève le 10 mars 1955).

Accords de garanties et d'emprunts conclus par divers États avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

A la demande du Directeur général de l'UNESCO, le Président de la Cour a accepté de désigner le Président d'un Comité consultatif spécial institué pour faire rapport sur des questions de licenciement de membres du personnel. Le Président a désigné pour cette tâche M. Edward Joseph Phelan, ancien Directeur général du Bureau international du Travail.

d) COMPOSITION DE LA COUR ET DE LA CHAMBRE DE PROCÉDURE SOMMAIRE

Le 7 octobre 1954, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont procédé à l'élection de cinq juges afin de pourvoir au remplacement des juges dont le mandat devait venir à expiration le 5 février 1955, savoir sir Arnold McNair (Royaume-Uni), MM. Guerrero (Salvador), Alvarez (Chili), Basdevant (France) et Levi Carneiro (Brésil). Ont été élus: MM. Guerrero (Salvador), Basdevant (France), Lauterpacht (Royaume-Uni), Moreno Quintana (Argentine) et Córdova (Mexique).

Avant ces élections, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité avaient élu sir Muhammad Zafrulla Khan (Pakistan) afin de pourvoir au siège devenu vacant à la suite du décès du juge sir Benegal Rau.

Le Président actuel de la Cour est M. Green H. Hackworth; le Vice-Président, M. Abdel Hamid Badawi. Ils ont été élus par leurs collègues le 9 février 1955, pour une période de trois ans.

A la même date la Cour a désigné les membres suivants de la Chambre de procédure sommaire:

Président: M. Hackworth;

Vice-Président: M. Badawi;

Membres: MM. Guerrero, Basdevant et Hsu Mo;

Suppléants: MM. Winiarski et Klaestad.

2. — Commission du droit international

a) SIXIÈME SESSION DE LA COMMISSION

Lors de la rédaction du dernier rapport annuel du Secrétaire général, la sixième session de la Commission du droit international, qui s'est tenue à Paris du 3 juin au 28 juillet 1954, n'était pas encore terminée; le rap-

port ne rendait donc compte que du début de la session. On trouvera ci-après des renseignements complémentaires sur les travaux de la Commission au cours de cette session.

i) Nationalité, y compris l'apatridie

La Commission a examiné le projet de convention sur l'élimination de l'apatridie dans l'avenir et le projet de convention sur la réduction du nombre des cas d'apatridie dans l'avenir, qu'elle avait adoptés à titre provisoire au cours de sa cinquième session, en tenant compte des observations faites par les gouvernements à leur sujet et elle y a apporté certains changements de fond. Elle a ensuite adopté le texte remanié des deux projets de convention.

D'après un projet que M. Roberto Córdova, rapporteur spécial, lui avait présenté, la Commission a adopté des suggestions, présentées sous forme d'articles, ainsi que des commentaires, concernant le problème des cas actuels d'apatridie.

La Commission a décidé de ne pas poursuivre, pour le moment, l'examen du cumul de nationalités et des autres questions relatives à la nationalité.

ii) Projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité

M. Spiropoulos, rapporteur spécial, a présenté un troisième rapport concernant un projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, dans lequel, tenant compte des observations reçues des gouvernements, il proposait d'apporter certaines modifications au texte du projet de code adopté par la Commission à sa troisième session. La Commission a décidé de remanier, sur quelques points, le texte qu'elle avait adopté.

iii) Régime de la mer territoriale

M. J. P. François, rapporteur spécial, a présenté, sur le régime de la mer territoriale, un troisième rapport qui renfermait un nouveau projet de règlement tenant compte des commentaires des gouvernements et des observations contenues dans le rapport d'un groupe d'experts qui s'était réuni à La Haye en avril 1953, sous la présidence du rapporteur spécial.

La Commission a adopté vingt-sept articles provisoires relatifs au régime de la mer territoriale et suivis de commentaires. Conformément aux dispositions de son statut, la Commission a décidé d'inviter les gouvernements à lui faire connaître les observations que ces articles provisoires leur inspiraient.

iv) Autres décisions de la Commission

La Commission a désigné M. A. E. F. Sandström comme rapporteur spécial pour la question "Relations et immunités diplomatiques". Son ordre du jour étant très chargé, elle a décidé de ne pas entreprendre pour le moment les travaux, relatifs aux principes du droit international qui régissent la responsabilité de l'État, auxquels l'Assemblée générale lui avait demandé de procéder par la résolution 799 (VIII).

Considérant que l'espagnol était devenu une des langues de travail de l'Assemblée générale, la Commission a décidé d'inviter le Secrétaire général à prendre les mesures nécessaires pour que l'interprétation simultanée soit assurée en espagnol et à partir de cette langue lors des séances de la Commission. Elle a en outre décidé de prier le Secrétaire général de prendre toutes mesures appropriées afin d'établir une coopération plus étroite entre la Commission du droit international et les orga-

nismes interaméricains dont la tâche est le développement et la codification du droit international.

b) EXAMEN PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU RAPPORT DE LA COMMISSION SUR LES TRAVAUX DE SA SIXIÈME SESSION

A la neuvième session de l'Assemblée générale, la Sixième Commission a examiné le rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa sixième session; sur sa recommandation, l'Assemblée a adopté, le 4 décembre 1954, deux résolutions relatives aux travaux de la Commission.

La première de ces résolutions [896 (IX)] avait trait à l'élimination de l'apatridie dans l'avenir ou à la réduction du nombre des cas d'apatridie dans l'avenir (voir sect. 5 ci-après).

Par la deuxième résolution [897 (IX)], l'Assemblée générale, considérant que le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité posait des problèmes étroitement liés à ceux que soulevait la définition de l'agression, a décidé d'attendre, pour poursuivre l'examen du projet de code, que le Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (voir sect. 3 ci-après) ait présenté son rapport.

c) DEMANDE ADRESSÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À LA COMMISSION AU SUJET DU PROJET D'ARTICLES RELATIFS AU PLATEAU CONTINENTAL

A sa cinquième session, la Commission du droit international avait rédigé le texte définitif d'un projet d'articles relatifs au plateau continental, qu'elle avait recommandé à l'Assemblée générale d'adopter par une résolution. A sa huitième session, l'Assemblée générale avait décidé [résolution 798 (VIII)] de n'examiner aucun aspect du régime de la haute mer et du régime des eaux territoriales tant que la Commission du droit international n'aurait pas étudié tous les problèmes qui s'y rattachent et ne lui aurait pas rendu compte à ce sujet. Néanmoins, à la demande de la Bolivie, du Brésil, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, du Honduras, du Libéria, du Nicaragua, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, l'Assemblée générale a inscrit à l'ordre du jour de sa neuvième session un point intitulé "Projet d'articles relatifs au plateau continental" et l'a renvoyé à la Sixième Commission.

Au cours du débat qui s'est déroulé à la Sixième Commission, certains représentants ont soutenu que l'Assemblée générale devrait examiner à sa dixième session le fond des projets d'articles, tandis que d'autres ont exprimé l'avis que la question du plateau continental ne pouvait être réglée indépendamment d'autres questions qui se rattachent au régime de la haute mer et au régime des eaux territoriales. Sur la recommandation de la Sixième Commission, l'Assemblée générale, dans la résolution 899 (IX) du 14 décembre 1954, a prié la Commission du droit international de consacrer le temps qu'il faudrait à l'étude du régime de la haute mer, du régime des eaux territoriales et de tous les problèmes connexes, de manière à terminer ses travaux sur ces questions et à présenter son rapport définitif en temps voulu pour que l'Assemblée puisse les examiner globalement à sa onzième session, conformément à la résolution 798 (VIII).

d) CONFÉRENCE TECHNIQUE INTERNATIONALE SUR LA CONSERVATION DES RESSOURCES BIOLOGIQUES DE LA MER

Dans le cadre de ses travaux sur le régime de la haute mer, la Commission du droit international avait adopté

à sa cinquième session certains articles relatifs aux pêcheries. Elle avait recommandé que l'Assemblée générale adopte les projets d'articles par une résolution et se consulte avec la FAO pour préparer un projet de convention en partant des principes adoptés par la Commission. Par sa résolution 798 (VIII) du 7 décembre 1953, l'Assemblée générale avait décidé de n'examiner aucun aspect du régime de la haute mer ou du régime des eaux territoriales tant que la Commission n'aurait pas étudié tous les problèmes qui s'y rattachent et ne lui aurait pas rendu compte à ce sujet. Néanmoins, à la demande du Brésil, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, du Honduras, du Libéria, du Nicaragua, des Pays-Bas, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Turquie, l'Assemblée générale a inscrit à l'ordre du jour de sa neuvième session un point intitulé "Développement économique des pêcheries et question de la conservation des ressources en poisson et de la réglementation de la pêche", et l'a renvoyé à la Sixième Commission.

Au cours du débat qui s'est déroulé à la Sixième Commission, certains représentants ont exprimé l'avis qu'il serait utile d'étudier la question des pêcheries en la dissociant des autres aspects du régime de la haute mer et que la Commission du droit international avait fait tout ce qu'il était possible de faire du point de vue strictement juridique pour résoudre le problème des pêcheries; il importait donc de réunir une conférence technique internationale qui étudierait les questions techniques et administratives que posent la conservation des ressources en poisson et la réglementation de la pêche.

Sur la recommandation de la Sixième Commission, l'Assemblée générale, par sa résolution 900 (IX) du 14 décembre 1954, a prié le Secrétaire général de convoquer, au siège de la FAO, pour le 18 avril 1955, une Conférence technique internationale chargée d'étudier la question de la conservation internationale des ressources biologiques de la mer et de faire les recommandations scientifiques et techniques voulues. Elle a invité tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et ceux qui sont membres des institutions spécialisées à participer à la conférence; elle a invité les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales qui s'intéressent aux problèmes de la conservation internationale des ressources biologiques de la mer à y envoyer des observateurs. Elle a en outre prié le Secrétaire général de communiquer le rapport de la conférence, pour information, aux gouvernements de tous les Etats invités à participer à la conférence; elle a décidé enfin de communiquer ce rapport à la Commission du droit international pour qu'il lui serve de nouvel élément d'appréciation de caractère technique et pour qu'elle en tienne compte lorsqu'elle étudierait le régime de la haute mer, le régime des eaux territoriales et les problèmes qui s'y rattachent.

La conférence s'est réunie à Rome le 18 avril 1955; ses travaux sont exposés à la section 26 du chapitre II du présent rapport.

e) PRÉPARATION DE LA SEPTIÈME SESSION DE LA COMMISSION

i) Régime de la mer territoriale

Le Secrétaire général, par une lettre du 31 août 1954, a transmis aux Etats Membres une demande de la Commission les priant de lui faire parvenir leurs observations sur les articles provisoires relatifs au régime de la mer territoriale qu'elle a adoptés à sa sixième session. Au 15 juin 1955, il avait reçu des observations des pays

suivants : Belgique, Brésil, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, Haïti, Inde, Islande, Norvège, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni, Salvador, Suède, Union Sud-Africaine et Yougoslavie. En outre, le Gouvernement thaïlandais a déclaré qu'il pourrait accepter en principe les projets d'articles et le Gouvernement australien a répondu qu'il préférerait ne pas présenter d'observations.

ii) Relations et immunités diplomatiques

M. Sandström, rapporteur spécial, a présenté un rapport contenant un projet de codification du droit des relations et immunités diplomatiques. Le rapport est divisé en trois parties : relations diplomatiques en général (art. 1er à 11) ; privilèges et immunités diplomatiques (art. 12 à 26) ; devoirs d'un agent diplomatique (art. 27 et 28). Le projet est suivi d'un commentaire.

f) SEPTIÈME SESSION DE LA COMMISSION

La septième session de la Commission du droit international s'est ouverte à Genève le 2 mai 1955.

A l'ordre du jour de la session étaient inscrites les questions suivantes : élection aux sièges devenus vacants ; régime de la haute mer ; régime des eaux territoriales ; droit des traités ; relations et immunités diplomatiques ; organisation des travaux futurs de la Commission ; question de l'exposé des opinions dissidentes.

La Commission a élu comme membres de son bureau : M. Spiropoulos, Président ; M. Krylov, premier Vice-Président ; M. García Amador, deuxième Vice-Président ; M. François, Rapporteur général. Afin de pourvoir aux deux sièges devenus vacants par suite de l'élection de MM. Lauterpacht et Córdova à la Cour internationale de Justice, la Commission a élu sir Gerald Fitzmaurice (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et M. Luis Padilla Nervo (Mexique).

La Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale de modifier l'article 12 de son statut de manière qu'elle puisse se réunir à l'Office européen des Nations Unies à Genève. En outre, la Commission a décidé de tenir à Genève sa huitième session, qui commencera le 23 avril 1956 et durera dix semaines.

La Commission a consacré la première partie de sa session à discuter le régime de la mer territoriale et le régime de la haute mer.

Au moment de la rédaction du présent rapport, la session de la Commission était encore en cours.

3. — Question de la définition de l'agression

Comme le Secrétaire général l'a indiqué dans son dernier rapport, il a transmis à tous les Etats Membres le rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression, que l'Assemblée générale a créé par sa résolution 688 (VII) et qui s'est réuni du 24 août au 21 septembre 1953. L'Argentine, la RSS de Biélorussie, le Danemark, la France, la Grèce, l'Inde, la Pologne, le Royaume-Uni, la Suède, la RSS d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont fait parvenir des observations.

En exécution de la résolution 688 (VII), l'Assemblée générale a décidé d'inscrire le rapport du Comité spécial à l'ordre du jour de sa neuvième session. Les membres de la Sixième Commission, à laquelle la question a été renvoyée, n'ont pas tous été d'avis qu'il fût souhaitable de définir l'agression, bien que beaucoup de délégations aient estimé que l'Assemblée générale, par ses résolutions 559 (VI) et 688 (VII), avait tranché affir-

mativement la question. Les avis se sont également partagés sur le type de définition à adopter ; la Commission n'a pu décider si la définition devait être générale ou détaillée ou l'un et l'autre à la fois.

Sur la recommandation de la Sixième Commission, l'Assemblée générale a adopté, le 4 décembre 1954, sa résolution 895 (IX), déclarant que les débats auxquels la question de la définition de l'agression avait donné lieu avaient fait apparaître la nécessité de coordonner les points de vue exprimés par les Etats Membres. Elle a créé un Comité spécial composé d'un représentant de chacun des dix-neuf Etats Membres ci-après : Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Irak, Israël, Mexique, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Syrie, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie. Elle a demandé au Comité spécial, qui se réunira au Siège en 1956, de lui présenter, à sa onzième session, un rapport détaillé suivi d'un projet de définition de l'agression, en prenant en considération les idées exprimées au cours de la neuvième session, ainsi que les projets de résolution et amendements présentés au cours de cette session. La question de la définition de l'agression sera inscrite à l'ordre du jour de la onzième session.

4. — Juridiction criminelle internationale

En exécution de la résolution 687 (VII) adoptée par l'Assemblée générale le 5 décembre 1952, le Comité de 1953 pour une juridiction criminelle internationale s'est réuni au Siège du 27 juillet au 20 août 1953 et a rédigé un rapport qui contenait en annexe un nouveau projet de statut pour une cour criminelle internationale et qui a été présenté à l'Assemblée générale à sa neuvième session. A cette session, l'Assemblée générale a renvoyé la question à la Sixième Commission.

Dès le début de la discussion générale à la Sixième Commission, certains représentants ont proposé de renvoyer à une session ultérieure l'examen de la question d'une juridiction criminelle internationale.

Sur la recommandation de la Sixième Commission, l'Assemblée générale a adopté, le 14 décembre 1954, la résolution 898 (IX). Considérant la relation qui existe entre la question de la définition de l'agression, le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité et la question d'une juridiction criminelle internationale, l'Assemblée a décidé d'ajourner l'examen de cette dernière question jusqu'à ce qu'elle ait examiné le rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression, créé par la résolution 895 (IX) [voir sect. 3 ci-dessus], et qu'elle ait examiné de nouveau le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité.

5. — Elimination de l'apatridie dans l'avenir ou réduction du nombre des cas d'apatridie dans l'avenir

La Commission du droit international a consacré le chapitre II du rapport sur les travaux de sa sixième session à la question de la nationalité, y compris l'apatridie ; le rapport contenait notamment deux projets de conventions, l'un relatif à l'élimination de l'apatridie dans l'avenir, l'autre relatif à la réduction du nombre des cas d'apatridie dans l'avenir ; dans son rapport, la Commission a déclaré qu'il appartiendrait à l'Assemblée générale de donner la préférence à l'un ou à l'autre.

A sa neuvième session, l'Assemblée générale a renvoyé le rapport de la Commission du droit international à la Sixième Commission, où la plupart des représentants ont exprimé l'avis que le moment n'était pas venu d'examiner les projets quant au fond et que la position des Etats Membres concernant ces projets n'était pas encore assez nette. En conséquence, sur la recommandation de la Sixième Commission, l'Assemblée générale, par sa résolution 896 (IX) du 4 décembre 1954, a exprimé le désir de voir convoquer une conférence internationale de plénipotentiaires en vue de la conclusion d'une convention pour la réduction du nombre des cas d'apatridie dans l'avenir ou pour l'élimination de l'apatridie dans l'avenir, aussitôt que vingt Etats au moins auraient fait savoir au Secrétaire général qu'ils étaient disposés à participer à cette conférence. L'Assemblée a prié le Secrétaire général de communiquer les projets de conventions révisés aux Etats Membres et aux Etats non membres qui sont ou deviendront membres d'une ou plusieurs des institutions spécialisées des Nations Unies ou parties au Statut de la Cour internationale de Justice. En outre, elle a invité les gouvernements des Etats susmentionnés à rechercher sans retard s'il y avait lieu de conclure une convention multilatérale sur l'élimination de l'apatridie dans l'avenir ou sur la réduction du nombre des cas d'apatridie dans l'avenir.

En exécution de la résolution 896 (IX), le Secrétaire général, dans deux circulaires en date l'une du 8, l'autre du 10 février 1955, a prié les Etats non membres mentionnés dans la résolution et les Etats Membres de lui indiquer, aussitôt qu'ils le pourraient, s'ils avaient l'intention de participer à la conférence envisagée.

Au 15 juin, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, Israël, Monaco, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne, le Salvador, la Suisse et la Yougoslavie s'étaient déclarés disposés à prendre part à la conférence. Les Gouvernements de Cuba, de l'Iran, du Portugal et de la Syrie ont répondu qu'ils n'étaient pas en mesure d'y participer.

6. — Projet de convention sur la procédure arbitrale

En exécution de la résolution 797 (VIII) adoptée par l'Assemblée générale le 7 décembre 1953, le Secrétaire général a transmis aux Etats Membres, par une lettre du 14 janvier 1954, le projet de convention sur la procédure arbitrale rédigé par la Commission du droit international à sa cinquième session, ainsi que les observations faites à ce sujet par les membres de la Sixième Commission à la septième session de l'Assemblée générale, afin que les gouvernements puissent faire les observations qui leur paraîtraient appropriées. Au 15 juin 1955, le Secrétaire général avait reçu des observations des pays suivants: Argentine, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Costa-Rica, Danemark, Grèce, Inde, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Yougoslavie.

Dans son rapport sur les travaux de sa cinquième session, la Commission du droit international avait exprimé l'espoir que le commentaire sur la procédure arbitrale, que le Secrétariat avait préparé à sa demande, serait publié après avoir été dûment révisé et complété. En conséquence, le Secrétariat a révisé et publié ce document, qui comprend des chapitres sur l'engagement d'arbitrage, la constitution du tribunal, le compromis, les pouvoirs du tribunal, la sentence, la révision et la nullité de la sentence. Dans son rapport, la Commission avait aussi déclaré qu'il serait souhaitable d'ajouter au

commentaire un recueil de règles de procédure arbitrale plus détaillées et plus techniques que celles que renfermait le projet de convention. Un recueil systématique de ces règles, tirées des règlements des cours internationales et des tribunaux d'arbitrage, a donc été joint en annexe au commentaire.

La question du projet de convention sur la procédure arbitrale sera inscrite à l'ordre du jour provisoire de la dixième session de l'Assemblée générale.

7. — Conventions multilatérales

a) NOUVELLES CONVENTIONS CONCLUES SOUS LES AUSPICES DES NATIONS UNIES

Depuis la publication du dernier rapport du Secrétaire général, les instruments ci-après, dont le Secrétaire général est dépositaire, ont été établis sous les auspices des Nations Unies:

Protocole relatif à l'adoption de l'annexe C.I au cahier des charges annexé à l'Accord général portant sur la réglementation économique des transports routiers internationaux, ouvert à la signature à Genève le 1er juillet 1954;

Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le statut des apatrides, fait à New-York, le 28 septembre 1954;

Convention relative au statut des apatrides, ouverte à la signature à New-York le 28 septembre 1954.

b) SIGNATURES, RATIFICATIONS ET ADHESIONS: ENTREE EN VIGUEUR

Le nombre des accords internationaux pour lesquels le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire est maintenant de 118.

Au total, 2.307 signatures ont été données à ces accords et 1.037 instruments de ratification, d'adhésion ou de notification ont été communiqués au Secrétaire général. Quatre-vingt-quatre accords sont entrés en vigueur, dont les deux suivants depuis le 1er juillet 1954:

Convention sur les droits politiques de la femme, ouverte à la signature à New-York le 31 mars 1953 (entrée en vigueur le 7 juillet 1954);

Accord visant à faciliter la circulation internationale du matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique et culturel (avec protocole de signature), ouvert à la signature à Lake Success (N.-Y.) le 15 juillet 1949 (entrée en vigueur le 12 août 1954).

c) ACTE GÉNÉRAL RÉVISÉ POUR LE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX

Le paragraphe 3 de l'article 43 de l'Acte général révisé pour le règlement pacifique des différends internationaux, adopté par l'Assemblée générale le 28 avril 1949, est rédigé comme suit:

"Par les soins du Secrétaire général, il sera dressé trois listes désignées par les lettres A, B et C, et correspondant respectivement aux trois modalités d'adhésion visées à l'article 38 du présent Acte, où figurent les adhésions et les déclarations additionnelles des parties contractantes. Ces listes, tenues constamment à jour, seront publiées dans le rapport annuel adressé à l'Assemblée générale des Nations Unies par le Secrétaire général."

Conformément aux dispositions de ce paragraphe, le Secrétaire général communique les renseignements ci-après:

ADHÉSIONS

- A. — *Ensemble de l'Acte (chap. I, II, III et IV)*
 Belgique 23 décembre 1949
 Norvège 16 juillet 1951
 Danemark 25 mars 1952
- B. — *Dispositions relatives à la conciliation et au règlement judiciaire (chap. I et II) et dispositions générales concernant ces procédures (chap. IV)*
 Suède 22 juin 1950

Sous les réserves prévues à l'article 39, paragraphe 2, alinéa a, ayant pour effet d'exclure des procédures décrites par cet acte les différends nés de faits antérieurs à cette adhésion.

- C. — *Dispositions relatives à la conciliation (chap. I) et dispositions générales concernant cette procédure (chap. IV)*
 Néant.

8. — Enregistrement et publication des traités et accords internationaux

Pour la période comprise entre le 14 décembre 1946 et le 15 juin 1955, le nombre total des traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire, y compris les actes ultérieurs relatifs à ces traités, s'élève à 5.046.

Pour l'année qui s'est terminée le 15 juin 1955, le total a été de 533. Sur ce nombre, 362 ont été enregistrés ou classés et inscrits au répertoire à la demande de 18 gouvernements, 151 l'ont été à la demande de 7 institutions spécialisées et 20 l'ont été d'office par le Secrétariat. Les chiffres pour l'année précédente avaient été les suivants : 723 enregistrés ou classés et inscrits au répertoire à la demande de 21 gouvernements, 116 enregistrés ou classés et inscrits au répertoire à la demande de 5 institutions spécialisées et 71 enregistrés ou classés et inscrits d'office par le Secrétariat, soit un total de 910.

Au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport, le Secrétariat a publié vingt-trois volumes du *Recueil des Traités*; trente-six autres volumes (jusqu'au volume 154) sont en cours d'impression. L'*Index général No 5*, qui sera un index cumulatif des cent premiers volumes du *Recueil des Traités*, est en cours de préparation.

Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, dans son deuxième rapport à la neuvième session de l'Assemblée générale, a attiré l'attention de l'Assemblée sur l'importance des frais qu'entraîne chaque année l'impression du *Recueil des Traités*. La Cinquième Commission de l'Assemblée générale a étudié la question et a adopté une proposition invitant le Secrétaire général et le Comité consultatif à examiner les questions qui se posent à ce sujet en tenant compte de l'expérience acquise depuis 1950 et à rendre compte à l'Assemblée générale à sa dixième session. Une étude du problème a été entreprise; un rapport sera présenté ultérieurement à l'Assemblée générale sur les conclusions de cette étude.

9. — Privilèges et immunités

a) CONVENTION SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES NATIONS UNIES

Depuis le dernier rapport annuel, un Etat Membre de plus est devenu partie à la Convention sur les privi-

lèges et immunités des Nations Unies : la Birmanie a déposé son instrument d'adhésion le 21 janvier 1955. Entre-temps, comme l'Assemblée générale l'en avait prié dans sa résolution 893 (IX), le Secrétaire général a poursuivi ses négociations avec les seize Etats Membres qui ne sont pas encore devenus parties à la Convention ou qui n'ont pas encore adopté d'autres mesures qui accorderaient à tous les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies l'exonération de l'impôt national sur le revenu. La liste des Etats Membres qui n'ont pas encore adhéré à la Convention est la suivante :

Arabie saoudite	Mexique
Argentine	Pérou
Chine	Tchécoslovaquie
Colombie	Thaïlande
Cuba	Union Sud-Africaine
Equateur	Uruguay
Etats-Unis d'Amérique	Venezuela
Indonésie	Yémen

Dans des lettres qu'il a adressées aux gouvernements de ces Etats, le Secrétaire général a notamment rappelé que, de l'avis de la grande majorité de l'Assemblée générale, le seul moyen vraiment efficace d'assurer l'application du principe de l'équité à l'égard des Etats Membres et de l'égalité entre les fonctionnaires de l'Organisation serait que les Etats Membres adhèrent sans retard à la Convention, ainsi que l'Assemblée générale les en a priés à maintes reprises. Le Secrétaire général a également rappelé l'opinion générale très marquée qui a amené l'Assemblée à renvoyer la question des mesures à prendre pour régler le problème dans la conviction que l'Assemblée aboutirait à une solution définitive à sa dixième session. Il a rappelé qu'à cette fin, l'Assemblée souhaiterait connaître la position de chacun des seize Etats Membres qui n'avaient pas encore adhéré à la Convention, afin d'être alors à même d'examiner les mesures à prendre pour que les Etats qui n'auraient pas adhéré à la Convention ou qui n'auraient pas pris d'autres mesures expresses pour exonérer de l'impôt leurs ressortissants au service du Secrétariat cessent, à dater du 1er janvier 1956, de bénéficier de la réduction des contributions annuelles qui résulte de l'application du barème des contributions du personnel.

C'est pourquoi le Secrétaire général soulignait qu'aux termes de la résolution, il était tenu de présenter au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires un rapport où il indiquerait les mesures prises par les gouvernements des Etats intéressés et priait ces gouvernements de lui faire connaître s'ils comptaient être en mesure de déposer leurs instruments d'adhésion à la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies avant l'ouverture de la dixième session de l'Assemblée générale.

Le Gouvernement de la Thaïlande a fait savoir qu'il prenait actuellement les mesures nécessaires pour obtenir l'approbation du Parlement à l'adhésion de la Convention.

b) CONVENTION SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

Depuis le dernier rapport annuel, un Etat de plus a déposé son instrument d'adhésion à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées et un autre Etat a complété son adhésion en retirant les réserves qu'il avait antérieurement formulées. Le Secrétaire général a également reçu de cinq Etats déjà parties à la Convention des notifications qui en étendent l'appli-

cation à d'autres institutions spécialisées. A l'heure actuelle, vingt-quatre Etats, dont quatre ne font pas partie de l'Organisation, ont adhéré à la Convention et trois Etats ont remis des instruments comportant certaines réserves.

c) LÉGISLATION

L'Etat de New-York a promulgué une législation en vue d'exonérer de l'impôt les biens fonciers des délégations des Etats Membres à partir du 27 avril 1955. Cette législation s'applique dans le cas où les biens en question sont destinés exclusivement à l'usage de bureaux ou de locaux d'habitation pour les représentants résidents principaux ou les représentants résidents ayant rang d'ambassadeur ou de ministre plénipotentiaire, ou à l'usage de bureaux pour leur personnel, dans un rayon de 12 milles du Siège des Nations Unies. Le titre de propriété de ces biens peut être établi, soit au nom du gouvernement de l'Etat Membre, soit au nom des représentants intéressés. Au cas où une partie seulement des biens en question est destinée exclusivement aux usages ci-dessus mentionnés, l'exonération ne s'applique que proportionnellement. L'exonération prévue ne s'applique pas aux impôts dus en raison d'aménagements constituant une source de revenu et ne prend effet que du moment où tous arriérés d'impôt sur les biens en question ou tous impôts dus sur toute partie des biens non affectée aux usages pour lesquels elle est prévue, auront été payés en totalité.

10. — Règlements intérieurs des organes des Nations Unies et questions connexes

a) ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

i) Procédure d'examen des rapports et des pétitions concernant le Territoire du Sud-Ouest Africain

Dans son dernier rapport annuel, le Secrétaire général a rappelé que, le 28 novembre 1953, l'Assemblée générale avait adopté la résolution 749 A (VIII) concernant la question du Sud-Ouest Africain, par laquelle elle avait créé un Comité du Sud-Ouest Africain, qui était notamment chargé d'élaborer et de soumettre à l'Assemblée générale une procédure d'examen des rapports et des pétitions concernant ce territoire qui se rapprocherait autant que possible de la procédure suivie en la matière par l'Assemblée, le Conseil et la Commission permanente des mandats de la Société des Nations.

Au cours de sa neuvième session, l'Assemblée générale a examiné le rapport du Comité du Sud-Ouest Africain et, par sa résolution 844 (IX), elle a adopté, sous une forme légèrement amendée, un règlement spécial proposé par ce comité. Ce règlement spécial, qui comprend six articles, prévoit que :

1) L'Assemblée générale reçoit annuellement du Comité du Sud-Ouest Africain le rapport présenté par l'Union Sud-Africaine [ou un rapport sur la situation dans le Territoire du Sud-Ouest Africain établi par le Comité conformément au paragraphe 12, alinéa c, de la résolution 749 A (VIII)]; ce rapport est accompagné des observations du Comité et des commentaires du représentant dûment autorisé de l'Union Sud-Africaine si le Gouvernement de l'Union décide de désigner un représentant.

2) L'Assemblée générale s'inspire, en règle générale, des observations du Comité et fonde, autant que possible, ses conclusions sur lesdites observations.

3) L'Assemblée générale reçoit annuellement du Comité un rapport concernant les pétitions qui lui ont été présentées. Les comptes rendus analytiques des séances au cours desquelles les pétitions ont été examinées sont joints audit rapport.

4) L'Assemblée générale s'inspire, en règle générale, des conclusions du Comité et fonde, autant que possible, les siennes sur celles du Comité.

5) Les séances consacrées à des décisions relatives à des particuliers sont privées.

6) Les décisions de l'Assemblée sur les questions touchant les rapports et les pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain sont considérées comme questions importantes au sens du paragraphe 2 de l'Article 18 de la Charte des Nations Unies.

En ce qui concerne le dernier de ces articles (article spécial F), l'Assemblée générale, par sa résolution 904 (IX) adoptée le 23 novembre 1954 (voir chap. III, sect. 3), considérant notamment qu'il était souhaitable d'obtenir des éclaircissements sur l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, en date du 11 juillet 1950, touchant le statut international du Sud-Ouest Africain, a décidé de demander à la Cour un avis consultatif sur deux questions : 1) L'article F du règlement spécial correspond-il à une interprétation exacte de l'avis consultatif en date du 11 juillet 1950? 2) Si cette interprétation n'est pas exacte, quelle procédure de vote l'Assemblée générale devrait-elle suivre pour prendre des décisions sur les questions touchant les rapports et les pétitions relatifs au Sud-Ouest Africain?

Un compte rendu des délibérations de la Cour relatives à cette demande d'avis consultatif est donné dans la section 1 du présent chapitre.

ii) Question de la rectification des votes à l'Assemblée générale et dans ses commissions

Sur la demande de la France, l'Assemblée générale a inscrit à l'ordre du jour de sa neuvième session une question intitulée : "Modification au règlement intérieur de l'Assemblée générale : proposition d'un nouvel article concernant les rectifications de votes", et l'a renvoyée à la Sixième Commission. Le 14 décembre 1954, sur la recommandation de cette commission, l'Assemblée a adopté la résolution 901 (IX) aux termes de laquelle, considérant qu'aucun article du règlement intérieur de l'Assemblée générale ne concerne la proclamation par le Président des résultats des votes, non plus que les conditions dans lesquelles les représentants des Etats Membres peuvent être admis à rectifier les positions annoncées par eux au cours d'un scrutin, l'Assemblée générale priait le Secrétaire général de lui présenter, à sa dixième session, un rapport sur 1) les termes et la pratique des règles en vigueur dans les autres organisations intergouvernementales et dans les parlements en matière de proclamation des résultats des votes, ainsi que sur les conditions requises et les effets des rectifications éventuellement apportées; 2) les dispositions qui pourraient être envisagées pour prévenir et corriger les erreurs qui peuvent se produire au cours des opérations de scrutin dans l'Assemblée générale et ses commissions.

Conformément à la résolution 901 (IX), le Secrétaire général a envoyé, le 22 mars 1955, à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'à la FAO, à l'OIT, à l'UNESCO, à l'OMS, à l'OAIC, à la Ligue arabe, au Conseil de l'Europe et à l'Organisation des Etats américains, une lettre les priant de lui transmettre toutes données qui pourraient l'aider

à préparer le rapport que l'Assemblée générale l'a invité à établir. Jusqu'à présent, vingt-cinq États Membres et sept organisations intergouvernementales ont envoyé des réponses dans lesquelles figuraient des renseignements sur les dispositions pertinentes de leurs règlements; dans de nombreux cas, ces renseignements étaient accompagnés d'une documentation complémentaire touchant la pratique suivie. Le Secrétaire général a également reçu du Secrétaire général de l'Assemblée nationale française un mémorandum sur cette question, dans lequel figuraient les données recueillies par les membres de la section autonome des secrétaires généraux de parlements de l'Union interparlementaire.

b) CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

i) Organisation et fonctionnement du Conseil

A sa dix-huitième session, le Conseil économique et social a examiné diverses questions touchant son organisation et son fonctionnement. Par sa résolution 557 B II (XVIII), le Conseil a souligné la nécessité de concentrer les efforts sur les problèmes les plus importants et les plus urgents; il a également souligné que les questions importantes soumises à son examen devaient faire l'objet d'une discussion plus constructive et qu'un temps suffisant pour la préparation des documents pertinents devait être prévu. Considérant qu'il est souhaitable de répartir le travail de façon plus égale dans le cours de l'année et d'éviter les doubles emplois inutiles, et désireux d'organiser le programme de ses réunions de manière à faciliter la présence de personnalités dirigeantes et d'experts hautement qualifiés des États Membres, le Conseil a décidé de tenir deux sessions ordinaires par an; la première session s'ouvrira dans la dernière semaine de mars et ne durera pas plus de trois semaines; elle sera reprise dans la troisième semaine de mai pour une durée d'environ trois semaines; la deuxième session s'ouvrira dans la deuxième semaine de juillet et ne durera pas plus de quatre semaines; elle sera reprise, pendant ou peu après la session de l'Assemblée générale, pour une brève série de réunions.

Dans la même résolution, le Conseil a également prévu la façon dont les principales questions seraient réparties entre les deux sessions ordinaires. De plus, il a invité le Secrétaire général à ouvrir la discussion sur la situation économique mondiale, avec l'assistance des fonctionnaires compétents du Secrétariat, y compris les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales, ainsi que la discussion sur la situation sociale dans le monde, et a adopté comme règle générale que les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales participeront à la discussion des questions relatives à la situation économique mondiale examinées par le Conseil. Le Conseil a également invité le Secrétaire général à ouvrir la discussion sur les programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans leur ensemble. Enfin, il a invité les directeurs des institutions spécialisées à prendre une part active à la discussion des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies dans leur ensemble et, s'il y a lieu, aux discussions sur la situation économique et sur la situation sociale dans le monde.

Par sa résolution 557 E (XVIII), le Conseil a invité le Secrétaire général à préparer et à présenter au Conseil, à sa dix-neuvième session, tel projet de modification du règlement intérieur qui pourrait être nécessaire pour mettre le règlement intérieur du Conseil

en harmonie avec les dispositions de la résolution 557 (XVIII).

A sa dix-neuvième session, le Conseil était saisi d'une note du Secrétaire général dans laquelle étaient proposés de nouveaux textes pour divers articles du règlement intérieur relatifs aux sessions et à l'ordre du jour du Conseil. Cependant, l'Argentine, l'Australie et les États-Unis d'Amérique ont soumis au Conseil un projet de résolution tendant à modifier la résolution 557 B II (XVIII) de façon à combiner la première et la deuxième partie de la première session ordinaire du Conseil chaque année. Les auteurs ont expliqué que cette proposition avait pour objet de faire reconnaître par le Conseil que le dédoublement de la session de printemps n'avait pas donné de résultats positifs et qu'il était préférable de revenir au programme de réunions antérieurement suivi par le Conseil. Le Conseil a adopté ce projet de résolution avec un amendement du Royaume-Uni tendant à ajouter un préambule dans lequel le Conseil réaffirmait les buts généraux énoncés dans sa résolution 557 B (XVIII). A la suite de l'adoption de cette résolution, le Conseil a décidé de n'examiner aucun des amendements proposés à son règlement intérieur.

ii) Amendement à l'article 82 du règlement intérieur du Conseil

A sa dix-huitième session, sur la recommandation de son Comité chargé des organisations non gouvernementales, le Conseil a décidé d'amender l'article 82 de son règlement intérieur. L'article amendé prévoit que les membres du Comité chargé des organisations non gouvernementales sont élus chaque année au moment où la deuxième session ordinaire du Conseil est reprise. Le Comité se compose d'États qui seront membres du Conseil pendant l'année civile qui suit l'élection.

11. — Préparation de documents relatifs à la rédaction et à l'application de la Charte

Dans son dernier rapport annuel, le Secrétaire général a donné un compte rendu des travaux qui avaient amené l'Assemblée générale à adopter sa résolution 796 (VIII) et a indiqué quels progrès avaient été accomplis jusqu'alors en ce qui concerne la préparation de documents relatifs à la rédaction et à l'application de la Charte, que le Secrétaire général avait été prié d'établir aux termes de cette résolution.

Conformément à l'alinéa a du dispositif de la résolution 796 (VIII), le Secrétaire général a publié, à la fin de 1954, les documents du Comité de coordination et du Comité consultatif de juristes de la Conférence de San-Francisco sur l'organisation internationale. Ces documents ont été publiés en quatre volumes, deux pour la version anglaise et deux pour la version française, sous le titre *Documents de la Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale*. Tous les documents officiels de la Conférence de San-Francisco sont donc maintenant publiés, les autres documents ayant été publiés, en quinze volumes sous le même titre, peu après la Conférence.

L'index destiné à compléter la documentation de la Conférence, dont l'Assemblée avait demandé la préparation à l'alinéa b du dispositif de la résolution 796 (VIII), a été achevé; il sera publié prochainement en anglais et en français sous le même titre que les volumes indiqués ci-dessus. Conformément aux sugges-

tions que le Secrétaire général avait présentées à la Sixième Commission et qui avaient été adoptées par l'Assemblée dans ce même alinéa *b*, l'index comprend deux parties: un index chronologique de l'élaboration de chacun des articles de la Charte et un index alphabétique général par sujets.

Le *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies*, dont l'Assemblée avait demandé la préparation aux termes de l'alinéa *c* du dispositif de la résolution 796 (VIII), est en grande partie achevé. Il sera publié en cinq volumes, en anglais, en français et en espagnol. Le premier volume de la version anglaise vient de paraître; les autres volumes seront publiés avant le 1er septembre 1955. Les versions française et espagnole paraîtront dans le courant de l'automne.

Comme l'Assemblée générale l'avait envisagé lors de sa dixième session, le répertoire de la pratique est un résumé complet des décisions des organes des Nations Unies, replacées dans le contexte de discussions relatives à la Charte, classées par articles de la Charte et présentées de façon à fournir des éclaircissements sur les questions que l'application et l'interprétation de la Charte ont posées en pratique. Il porte sur la pratique suivie par les organes des Nations Unies depuis le moment où ils ont commencé à fonctionner jusqu'au 1er septembre 1954.

12. — Reconnaissance et exécution des sentences arbitrales étrangères

Le Comité de l'exécution des sentences arbitrales internationales, créé par la résolution 520 (XVII) du Conseil économique et social, s'est réuni au Siège du 1er au 15 mars 1955. Après avoir examiné l'avant-projet de convention pour l'exécution des sentences arbitrales internationales qui avait été préparé par la Chambre de commerce internationale et les observations formulées à ce sujet par les gouvernements, le Comité est parvenu à la conclusion qu'il serait souhaitable de rédiger une nouvelle convention qui, tout en facilitant davantage que la Convention de Genève pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères en date du 26 septembre 1927 l'exécution des sentences arbitrales étrangères, observerait les principes généralement reconnus de la justice et respecterait les droits souverains des Etats. Le Comité a adopté un projet de convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères et un rapport contenant un commentaire sur chacun des articles du projet de convention. Le Comité a également adopté une résolution dans laquelle figuraient ses recommandations adressées au Conseil économique et social au sujet du projet de convention.

Le Conseil a examiné la question lorsqu'il a repris sa dix-neuvième session; le 20 mai 1955, il a adopté une résolution s'inspirant des recommandations du Comité. Par cette résolution, il a invité le Secrétaire général: 1) à communiquer le projet de convention et le rapport du Comité aux gouvernements des Etats Membres et des Etats non membres afin qu'ils les étudient et fassent connaître leur avis sur le texte du projet de convention et sur l'opportunité de réunir une conférence en vue de conclure une convention, et à déterminer également s'ils sont disposés à participer à cette conférence; 2) à communiquer le projet de convention et le rapport du Comité, aux fins d'observations, à la Chambre de commerce internationale et aux autres organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès

du Conseil économique et social qui s'intéressent à l'arbitrage commercial international et, pour information, à l'Institut international pour l'unification du droit privé; 3) à préparer un rapport contenant les observations des gouvernements et des organisations non gouvernementales, ainsi que ses propres observations le cas échéant, et à le présenter au Conseil pour sa vingt et unième session.

13. — Obligations alimentaires

Conformément à la résolution 527 (XVII) du Conseil économique et social, le Secrétaire général a adressé aux Etats Membres et à ceux des Etats non membres qui sont membres d'une ou plusieurs institutions spécialisées, une communication pour leur demander s'ils considéraient comme opportune la convocation d'une conférence de plénipotentiaires pour achever la rédaction de la convention sur la poursuite à l'étranger des obligations alimentaires et s'ils étaient disposés à y participer. Il ressort du rapport que le Secrétaire général a présenté au Conseil à sa dix-neuvième session que, sur les réponses reçues de quarante gouvernements, trente et une étaient dans l'ensemble affirmatives et neuf négatives.

Le Conseil a étudié cette question lorsqu'il a repris sa dix-neuvième session. Se fondant sur les résultats de ces consultations, certaines délégations se sont prononcées en faveur de la réunion d'une conférence. Certains représentants ont également émis l'avis qu'il conviendrait de prendre contact avec la Conférence sur le droit privé international de La Haye qui examinait la question du conflit des législations dans le cadre du problème des obligations alimentaires; ils ont également estimé que l'Organisation des Nations Unies et la Conférence de La Haye devraient échanger des renseignements sur les progrès accomplis. D'autres délégations se sont opposées à ce qu'une conférence soit convoquée et ont estimé qu'étant donné la complexité des questions juridiques qui se posaient, il était préférable de régler le problème au moyen d'accords bilatéraux plutôt que dans le cadre de conventions multilatérales.

Le 17 mai 1955, le Conseil a adopté une résolution par laquelle il a décidé: *a*) de convoquer une conférence de plénipotentiaires pour achever la rédaction de la convention sur la poursuite à l'étranger des obligations alimentaires et pour signer cette convention; *b*) d'inviter à cette conférence les Etats Membres des Nations Unies et ceux des Etats non membres des Nations Unies qui sont membres d'une ou plusieurs institutions spécialisées et d'inviter les institutions spécialisées compétentes qui sont rattachées à l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil, ainsi que la Conférence de droit international privé de La Haye et l'Institut international pour l'unification du droit privé à participer à cette conférence; *c*) d'inviter le Secrétaire général à prendre toutes les dispositions en vue de la réunion de la conférence de plénipotentiaires au Siège.

14. — Tribunal des Nations Unies en Libye

a) SENTENCE DU 3 JUILLET 1954

Les deux rapports annuels précédents ont résumé les développements de la procédure relativement à la demande d'instructions du Gouvernement italien en date du 7 mars 1953. Cette demande d'instructions avait

trait aux institutions, sociétés et associations visées à l'article 5 de l'Accord conclu le 28 juin 1951 entre les Gouvernements britannique et italien au sujet de la disposition de certains biens italiens en Cyrénaïque et en Tripolitaine.

A la date du 3 juillet 1954, le Tribunal des Nations Unies en Libye a rendu une sentence par laquelle il rejetait l'exception d'irrecevabilité soulevée par le représentant du Gouvernement libyen et décidait de traiter la demande italienne sous forme d'une contestation, conformément à l'article X, paragraphe 1, *b*, de la résolution 388 A (V) adoptée par l'Assemblée générale le 15 décembre 1950 au sujet des dispositions économiques et financières relatives à la Libye. Quant au fond, le Tribunal statuait que la remise des biens de trois des établissements en litige à leurs liquidateurs était conforme aux dispositions de l'article premier, paragraphe 3, *b*, de la résolution et réservait aux parties le droit de s'adresser au Tribunal en cas de désaccord sur les conditions devant servir de base à la liquidation. De l'avis du Tribunal, la remise des biens de trois autres établissements aux propres représentants de ceux-ci, sans préjudice de l'article II de la résolution, était conforme aux dispositions de cet article et du paragraphe 3, *b*, de l'article premier, et les dispositions de l'accord italo-britannique relatives à six autres établissements étaient en conformité avec les dispositions de l'article premier, paragraphe 3, *b*, de la résolution. En ce qui concerne les onze autres établissements en litige, le Tribunal ordonnait aux parties de produire des conclusions supplémentaires ainsi que des documents justificatifs complémentaires.

Le 5 juillet 1954, le Président du Tribunal a rendu une ordonnance statuant sur les délais pour le dépôt de ces conclusions et documents.

b) SUITE DE LA PROCÉDURE

Le 18 août 1954, l'agent du Gouvernement italien déposait ses conclusions supplémentaires et documents justificatifs complémentaires ainsi que douze comptes rendus des conversations de Londres, qui avaient abouti à la conclusion de l'Accord du 28 juin 1951 entre les Gouvernements britannique et italien. Un exemplaire de ces documents et notes fut remis à l'agent du Gouvernement libyen avec invitation de produire, à son tour, ses conclusions et documents, le 14 janvier 1955 au plus tard.

Le 8 décembre 1954, l'agent du Gouvernement libyen présentait une requête au Tribunal, lui demandant d'ordonner au Gouvernement britannique de fournir les documents relatifs aux établissements en litige et qui avaient été examinés au cours des conversations de Londres avant la conclusion de l'Accord du 28 juin 1951.

Le 15 décembre, le Tribunal rendait une ordonnance rejetant cette requête pour le motif que rendre la décision demandée n'aurait d'autre effet que de retarder la solution de l'affaire, les documents visés ne pouvant vraisemblablement être autres que ceux qui se trouvaient déjà à la disposition du Gouvernement libyen.

Le 28 décembre, l'agent du Gouvernement libyen présentait une requête tendant à la prorogation au 14 avril 1955 du délai expirant le 14 janvier 1955. A l'appui de sa requête, l'agent du Gouvernement libyen invoquait les motifs suivants: *a*) l'insuffisance du délai fixé pour l'étude des derniers documents et conclusions produits par l'agent du Gouvernement italien; *b*) la

demande par laquelle le Gouvernement libyen avait sollicité du Gouvernement britannique les documents qui avaient été examinés au cours des conversations de Londres.

Le 15 janvier 1955, le Président du Tribunal rendait une ordonnance disant que l'on ne saurait s'arrêter sur le second motif, étant donné que le Tribunal, par l'ordonnance du 15 décembre, y avait déjà statué. Par contre, estimant que pour le premier motif il y avait lieu de permettre à l'agent du Gouvernement libyen de compléter sa défense, le Président accordait la prorogation au 14 avril 1955.

Par requête en date du 30 mars 1955, l'agent du Gouvernement libyen sollicitait la prorogation au 31 mai 1955 du délai expirant le 14 avril. Le 11 avril, il déposait une première partie de ses conclusions, accompagnée de six documents, et il formulait certaines demandes.

Le 12 avril, le Tribunal rendait une ordonnance dans laquelle il rejetait une partie des demandes de l'agent du Gouvernement libyen et prorogeait au 14 mai 1955 le délai pour le dépôt de la partie restante des conclusions supplémentaires.

Par requête en date du 27 avril 1955, l'agent du Gouvernement libyen sollicitait une nouvelle prorogation du délai au 31 mai 1955, pour le motif que la prorogation précédemment accordée par le Tribunal avait coïncidé presque entièrement avec le mois du Ramadan, qui correspond à un arrêt presque total de l'administration locale.

Ayant examiné le nouveau motif invoqué, le Président du Tribunal, le 28 avril 1955, rendait une ordonnance prorogeant le délai au 31 mai 1955.

Le 30 mai 1955, l'agent du Gouvernement libyen déposait la partie restante de ses conclusions supplémentaires, accompagnée de dix annexes et de neuf documents.

Ce dépôt fut notifié à l'agent du Gouvernement italien, qui avait de même été avisé du dépôt de la première partie des conclusions, avec les annexes et documents s'y rapportant.

L'affaire est en instance.

15. — Réparation des dommages subis au service de l'Organisation des Nations Unies

i) Réclamation concernant le décès de M. Ole Helge Bakke

A la suite de l'échange de lettres avec le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie, dont rend compte le précédent rapport annuel, le Secrétaire général a, le 1er juillet 1954, envoyé une nouvelle lettre au Ministre des affaires étrangères de Jordanie. Il y disait que la création d'un comité ou d'une commission mixte qui enquêterait sur les circonstances de l'affaire et présenterait des recommandations au Gouvernement jordanien et à l'Organisation des Nations Unies ne préjugerait en aucune façon la position de l'une ou l'autre partie; comme le Gouvernement jordanien, dans sa lettre du 9 février 1954, avait indiqué qu'il ne pouvait accepter les propositions précises faites par le Secrétaire général dans sa lettre du 7 janvier 1954, le Secrétaire général ajoutait qu'il serait heureux d'être informé des suggestions du Ministre touchant la création et le mandat d'une commission d'enquête.

Le Ministre des affaires étrangères a répondu le 13 juillet 1954 qu'il n'avait rien à ajouter à sa lettre du 9 février 1954, dans laquelle il avait indiqué que le Gouvernement jordanien n'admettait aucune responsabilité pour la mort de M. Ole Helge Bakke, et n'avait accepté rien de plus que la création d'une commission d'enquête.

Le 30 août 1954, le Secrétaire général a adressé au Ministre des affaires étrangères une nouvelle communication l'informant que, puisque les deux dernières lettres du Ministre indiquaient que le Gouvernement jordanien acceptait la création d'une commission d'enquête, le Secrétaire général avait demandé au Conseiller juridique du Chef d'état-major de l'Organisation des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve de le représenter lors de consultations avec le Gouvernement jordanien en vue de la création de cette commission.

Le Ministre des affaires étrangères a répondu, le 28 octobre, qu'à la suite d'une enquête approfondie, au cours de laquelle des témoins avaient été entendus, le Gouvernement jordanien s'était convaincu que M. Bakke n'avait pas été tué par un soldat de la Légion arabe. Le Gouvernement jordanien ne voyait donc pas l'utilité de nouvelles investigations, que ce soit au moyen d'une commission d'enquête ou autrement.

ii) *Réclamations concernant le décès du lieutenant-colonel Joseph Quéro et du capitaine Pierre Jeannel*

Comme l'indique le précédent rapport annuel, le Secrétaire général, n'ayant pas reçu de réponse, quant au fond, à sa lettre du 5 septembre 1952 dans laquelle il formait une demande en réparations contre le Gouvernement égyptien, a adressé au Ministre des affaires étrangères de l'Égypte, le 21 juin 1954, une nouvelle lettre dans laquelle il le priait de lui faire connaître la position de son gouvernement au sujet de cette affaire. Le représentant permanent par intérim de l'Égypte auprès des Nations Unies a accusé réception de cette lettre, mais aucune autre communication n'a été reçue du Gouvernement égyptien.

Le 6 juin 1955, le Secrétaire général a adressé au Ministre des affaires étrangères de l'Égypte une nouvelle lettre l'informant qu'il était tenu, par la résolution 365 (IV) de l'Assemblée générale, de présenter à l'Assemblée, lors de sa dixième session, un rapport sur l'état des affaires de réclamation pour dommages subis au service de l'Organisation des Nations Unies et qu'il saurait donc gré au Gouvernement égyptien de l'informer aussitôt que possible de sa position au sujet de la demande en réparations présentée par l'Organisation des Nations Unies.

16. — Tribunal administratif des Nations Unies

a) TRAVAUX DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Le Tribunal administratif s'est réuni au Siège le 26 novembre 1954 pour examiner deux affaires.

La première avait trait à un recours formé par un fonctionnaire du Bureau de l'assistance technique contre une décision du Secrétaire général mettant fin à son engagement permanent au Secrétariat pour cause de suppression de poste. Avant l'expiration de la période de préavis, le requérant s'était vu offrir au BAT un engagement à terme fixe qui avait été renouvelé à plusieurs reprises au cours des deux années qui avaient suivi la résiliation de l'engagement permanent. Le

Tribunal a estimé qu'en vertu de la disposition 104 du Règlement du personnel, et de l'interprétation qui en avait été donnée, l'obligation qu'avait l'Administration de procéder à des recherches raisonnables, mais diligentes et effectives, en vue de trouver un poste vacant qui pût être affecté au titulaire d'un contrat permanent dont le poste avait été supprimé, se prolongeait pendant la période de préavis. Dans l'affaire en question, le poste temporaire auquel le requérant avait été nommé avec un contrat à terme fixe avait été disponible avant l'expiration de la période de préavis et, de l'avis du Tribunal, l'Administration aurait dû laisser au requérant la possibilité, s'il acceptait le poste, d'y être détaché, en conservant son statut et ses droits de fonctionnaire titulaire d'un contrat permanent. A ce propos, le Tribunal a considéré que le pouvoir qu'a le Secrétaire général de résilier un contrat permanent pour cause de suppression de poste est, en outre, subordonné, en vertu de l'article 104 du Règlement du personnel, à la condition que l'Administration ne puisse trouver un autre poste approprié pour l'intéressé. En conséquence, le Tribunal a déclaré la requête bien fondée et ordonné que le requérant soit rétabli dans son statut de titulaire d'un contrat permanent et dans tous ses droits, à compter de la date à laquelle il avait été mis fin à son engagement; si le Secrétaire général, en application de l'article 9 du Statut du Tribunal, préférerait ne pas donner suite à la décision du Tribunal, le requérant recevrait alors une indemnité correspondant à la différence entre les émoluments reçus du BAT et ceux qu'il aurait reçus comme titulaire d'un contrat permanent, ainsi que l'indemnité normale de licenciement prévue par le Règlement du personnel, calculée jusqu'à la date du jugement. Le Secrétaire général a en fait décidé, en application du Statut du Tribunal, de verser une indemnité au requérant au lieu de le réintégrer.

Dans la seconde affaire, un ancien fonctionnaire de l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies à Genève avait formé un recours contre la décision mettant fin à son engagement temporaire de durée indéfinie pour cause de réduction des effectifs due à des compressions budgétaires. Le requérant alléguait qu'aux termes de la circulaire du Secrétaire général, en date du 8 mars 1954, il aurait dû être maintenu dans son emploi jusqu'à examen de sa situation par le Comité de révision. Cette circulaire prescrivait que la situation des fonctionnaires titulaires d'un engagement temporaire d'une durée indéfinie ou d'un engagement d'une durée déterminée serait examinée, à l'expiration d'une période de deux ans de service, en vue soit de leur nomination à titre permanent ou régulier, soit de leur licenciement, soit de la prolongation de la période de stage pendant un an au plus. Le Tribunal a estimé que les fonctionnaires temporaires visés dans la circulaire étaient admis au bénéfice de la procédure prescrite par cette circulaire et qu'en refusant d'examiner la situation du requérant après deux années de service, l'Administration avait failli aux obligations que lui imposait cette circulaire. Il ne s'ensuivait toutefois pas que le requérant pût prétendre être maintenu en service pendant le déroulement de la procédure prévue dans la circulaire, car il restait soumis aux dispositions du Statut et du Règlement du personnel relatives au licenciement des fonctionnaires temporaires. Le Tribunal a donc conclu que le manquement à l'obligation de procéder à l'examen de la situation du requérant ne viciait pas la décision attaquée; il a donc confirmé la mesure prise par le Secrétaire général.

Le Tribunal s'est réuni en session plénière au Siège, le 2 décembre 1954, afin d'élire son Président et ses Vice-Présidents pour 1955 et d'examiner diverses questions ayant trait à son fonctionnement. Il a, à cette occasion, modifié certains articles de son règlement, notamment ceux qui ont trait à la date des sessions ordinaires et à la procédure écrite. Il a adopté un nouvel article qui facilite la présentation de requêtes par les fonctionnaires des institutions spécialisées qui, comme suite à la recommandation contenue dans la résolution 678 (VII), adoptée par l'Assemblée générale le 21 décembre 1952, ont reconnu la juridiction du Tribunal administratif pour les affaires relatives à des recours invoquant l'inobservation des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Le Tribunal a également étudié la question de la durée de la procédure depuis la date de la décision attaquée jusqu'à la date du jugement définitif, et constaté que, sauf dans les cas où le Secrétaire général et le requérant avaient convenu de soumettre l'affaire directement au Tribunal, la procédure, dans la majorité des cas, avait duré plus d'un an.

b) PROCÉDURE DE RÉFORMATION DES JUGEMENTS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Par sa résolution 888 (IX) du 17 décembre 1954, l'Assemblée générale a pris acte de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice sur l'effet de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies accordant indemnité (voir sect. 1, b, 2, ci-dessus). Elle a créé, à compter du 1er janvier 1955, une Caisse spéciale d'indemnisation pour le versement aux fonctionnaires de l'ONU des indemnités accordées par le Tribunal administratif conformément à son Statut. Elle a autorisé le Secrétaire général à virer à cette caisse, par prélèvement sur les recettes provenant de l'application du barème des contributions du personnel, une somme de 250.000 dollars le 1er janvier 1955 et, le 1er janvier 1956, la somme nécessaire pour porter les avoirs de la Caisse à 250.000 dollars. La Caisse spéciale a été créée, et toutes les indemnités que le Tribunal avait accordées ont été versées.

Par cette même résolution, l'Assemblée générale a accepté en principe la réformation des jugements du Tribunal administratif. Elle a invité les Etats Membres à faire connaître au Secrétaire général, avant le 1er juillet 1955, leur opinion sur l'institution d'une procédure qui permette la réformation des jugements rendus par le Tribunal administratif et à présenter toutes suggestions qu'ils jugeraient utiles; elle a en outre invité le Secrétaire général à consulter sur cette question les institutions spécialisées intéressées. Enfin, l'Assemblée a créé un Comité spécial composé des dix-huit Etats Membres suivants: Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Cuba, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Israël, Norvège, Pakistan, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Syrie et Union des Républiques socialistes soviétiques. Le Comité spécial était chargé d'étudier, sous tous ses aspects, la question de l'institution d'une procédure de cette nature et de rendre compte à l'Assemblée générale à sa dixième session.

Le Secrétaire général, par note verbale du 17 février 1955, a appelé l'attention des Etats Membres sur le passage de la résolution où l'Assemblée générale les invitait à faire connaître leur opinion. Il a également demandé aux Etats Membres qui voulaient soumettre au Comité spécial des observations préliminaires, de les

faire parvenir avant le 25 mars, le Comité devant se réunir le 4 avril 1955. Le Secrétaire général a consulté les institutions spécialisées qu'il considérait comme intéressées du fait qu'elles avaient accepté en principe de reconnaître la juridiction du Tribunal administratif des Nations Unies pour les affaires relatives à des recours invoquant l'inobservation des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Le Comité spécial a tenu douze séances du 4 au 21 avril 1955 et adopté son rapport lors d'une treizième séance, le 31 mai. Il a étudié les principaux problèmes que pose l'institution d'une procédure de réformation: 1) quelle serait la portée de la réformation? 2) Quel serait l'organe de réformation? 3) Qui aurait le droit d'engager la procédure de réformation? Pour ce qui est de la portée de la réformation, certains membres du Comité ont pensé qu'elle devrait être strictement limitée à certaines questions juridiques, comme celles qu'énonce le Statut du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail, savoir les questions de compétence et les fautes essentielles dans la procédure suivie. D'autres membres ont en revanche fait valoir que la réformation devrait s'étendre à toutes les questions de droit. Pour ce qui est de l'organe de réformation, on a proposé deux solutions: le recours à la juridiction consultative de la Cour internationale de Justice ou la création d'un nouveau tribunal composé de personnes jouissant du plus haut prestige. Pour ce qui est enfin du droit d'engager la procédure de réformation, on s'est accordé à reconnaître qu'il fallait donner ce droit au Secrétaire général et aux fonctionnaires intéressés, mais les avis ont été partagés sur le point de savoir s'il fallait également l'accorder aux Etats Membres.

Le Secrétaire général a énoncé au Comité certains principes fondamentaux auxquels devrait satisfaire, selon lui, toute procédure de réformation qui pourrait être adoptée et ces principes ont été, dans l'ensemble, appuyés par une forte majorité du Comité. Il s'agit des principes suivants: 1) la procédure de réformation devrait constituer non pas une procédure normale, mais seulement une issue pour des cas exceptionnels; 2) la réformation devrait avoir un caractère proprement judiciaire, le tribunal de réformation devrait être un organisme permanent et ses membres devraient avoir les titres les plus élevés et jouir d'une haute réputation; 3) la procédure devrait être brève et ne provoquer ni complication ni retard injustifiés; 4) le requérant devrait avoir le droit d'engager la procédure de réformation et d'y participer.

Par 9 voix contre 4, avec 4 abstentions, le Comité spécial a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'étudier un projet d'amendement au Statut du Tribunal administratif des Nations Unies prévoyant, entre autres, la création au Siège de l'Organisation d'un comité composé des Etats Membres représentés au Bureau de la dernière en date des sessions ordinaires de l'Assemblée générale. Si un Etat Membre, le Secrétaire général ou la personne qui a été l'objet d'un jugement rendu par le Tribunal administratif contestait le jugement en alléguant que le Tribunal a outrepassé sa juridiction ou sa compétence, a commis une erreur de droit concernant les dispositions de la Charte, ou a commis une erreur essentielle dans la procédure, ils pourraient demander au comité de prier la Cour internationale de Justice de donner un avis consultatif sur la question. Le comité déciderait alors si cette demande repose sur des bases

sérieuses. S'il en décidait ainsi, il prierait la Cour de donner un avis consultatif.

Si aucune demande n'était faite, ou si le comité ne décidait pas de demander un avis consultatif dans les délais prescrits, le jugement du Tribunal deviendrait définitif. Lorsque la Cour donnerait un avis consultatif à la suite d'une demande, le Secrétaire général, ou bien donnerait effet à l'avis de la Cour, ou bien prierait le Tribunal de se réunir spécialement pour confirmer son jugement initial ou rendre un nouveau jugement conforme à l'avis de la Cour. Chaque fois que le Tribunal accorderait une indemnité à la personne intéressée et que le comité prierait la Cour de donner un avis consultatif, le Secrétaire général, s'il considérait qu'il serait difficile à cette personne de défendre ses intérêts, lui avancerait un tiers de l'indemnité accordée par le Tri-

bunal, déduction faite des prestations de licenciement qui auraient déjà été versées.

Par 13 voix contre zéro, avec 4 abstentions, le Comité spécial a également recommandé à l'Assemblée générale d'étudier un deuxième amendement au Statut du Tribunal administratif des Nations Unies, calqué sur l'Article 61 du Statut de la Cour internationale de Justice. Cet amendement disposerait, entre autres, que le Secrétaire général ou le requérant pourrait demander au Tribunal la révision d'un jugement en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé du jugement, était inconnu du Tribunal et de la partie qui demande la révision, sans qu'il y ait, de sa part, faute à l'ignorer.

L'Assemblée générale sera saisie du rapport du Comité à sa dixième session.

Chapitre V

DEVELOPPEMENT DE LA COMPREHENSION DU PUBLIC A L'EGARD DES NATIONS UNIES

a) CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Les douze mois sur lesquels porte le présent rapport ont montré de nouveau que les peuples du monde ne cessent d'accorder leur appui à l'Organisation des Nations Unies. Les sondages de l'opinion publique et divers autres indices, tels que le développement des communiqués de presse et de radio, le ton des commentaires, le nombre des conférences et des réunions de groupes d'études, la façon dont le public réagit aux déclarations que font les chefs d'Etat ou les chefs de l'opinion au sujet des Nations Unies, et les demandes quotidiennes de renseignements sur l'Organisation, tout vient corroborer cette conclusion.

A en juger d'après ces critères, et dans la mesure où il est possible de faire des généralisations d'une portée aussi universelle, on peut tenir pour acquis que la nécessité et la valeur de l'organisation mondiale sont sincèrement reconnues dans le monde.

On peut également présumer que l'inquiétude de notre époque a rendu le monde plus conscient que jamais des répercussions des événements internationaux. A l'heure actuelle, un débat sur les Nations Unies trouve audience non seulement dans des villes et des cités prospères, mais aussi dans des villages où la majorité des auditeurs savent peut-être à peine lire et écrire. La distinction traditionnelle entre "les affaires intérieures", qui intéressent tous les citoyens, et "les affaires étrangères", qui incombent avant tout aux dirigeants politiques, s'efface rapidement. De plus en plus et partout les affaires mondiales deviennent la *res publica*.

C'est à cet élargissement progressif de l'intérêt public depuis la première guerre mondiale que l'Organisation des Nations Unies doit l'appui si soutenu et si large dont elle est l'objet. Mais cet appui ou cette approbation ne signifie pas que l'on soit pleinement satisfait des résultats obtenus par les Nations Unies. Au cours des douze derniers mois, le mécontentement ou l'inquiétude qu'a pu causer tel ou tel aspect de l'activité de l'Organisation se sont fréquemment fait jour. Il ne faut donc pas conclure de cet appui et de cette approbation que la plupart des peuples du monde reconnaissent que l'Organisation des Nations Unies est une nécessité, qu'ils souscrivent de tout cœur aux principes sur lesquels elle est fondée, ni qu'ils soient convaincus qu'avec l'aide efficace des gouvernements et des peuples, elle pourra instaurer le genre de paix dont le monde a besoin.

Plus instructives encore que les résultats quantitatifs sont les conclusions qualitatives que l'on peut tirer en relevant les cas où, durant les douze derniers mois, la

presse mondiale a signalé l'activité de l'Organisation ou l'a au contraire passée sous silence.

Dans l'introduction à son dernier rapport annuel, le Secrétaire général a indiqué que l'on risquait d'affaiblir la position de l'Organisation en recourant inconsidérément à d'autres méthodes pour régler les problèmes internationaux, même si ces méthodes sont nécessaires ou souhaitables et si leur but ultime coïncide avec ceux des Nations Unies. Cet avertissement a été largement cité et commenté à l'époque et la question qu'il soulevait est devenue depuis un thème favori de la discussion publique des affaires mondiales.

Lorsque, quelque temps après, la Conférence de Genève a abouti à un accord sur l'Indochine, ce succès a été généralement applaudi. Mais on a beaucoup parlé, à cette occasion, du rôle que l'Organisation des Nations Unies devrait jouer, à l'avenir, dans le règlement de différends de cet ordre.

L'Assemblée générale, à sa dernière session, a repris l'étude de nombreuses questions qui reviennent régulièrement devant elle et, comme les années précédentes, on lui a vivement reproché de n'avoir pas réglé définitivement un grand nombre de ces problèmes. L'opinion publique mondiale a cependant accueilli avec un regain d'espoir les résolutions relatives au désarmement et à l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques et a jugé que, dans l'ensemble, la position des Nations Unies s'en était trouvée renforcée.

Lorsque le Secrétaire général s'est rendu à Pékin pour s'occuper du personnel militaire attaché au Commandement des forces des Nations Unies, sa mission a soulevé un très vif intérêt. Ce voyage, comme il était naturel en pareilles circonstances, a donné lieu à bien des conjectures, mais l'absence de résultats immédiats, et même de renseignements précis, a été accueillie avec une patience et une compréhension remarquables. Lorsque certains résultats eurent été obtenus, l'opinion publique n'a pas ménagé ses louanges et a manifesté beaucoup de patience.

Au cours des douze derniers mois, de nouveaux accords régionaux de sécurité ont sollicité l'attention mondiale, qui a suivi avec intérêt les réunions tenues à Manille et à Bangkok en vue de la création de l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est, la Conférence réunie à Varsovie pour la conclusion du Traité de l'Europe orientale, et le Traité des Balkans, conclu entre la Grèce, la Turquie et la Yougoslavie. Tous ces traités ont mentionné les buts et principes des Nations Unies et les articles pertinents de la Charte. D'une façon générale, l'opinion publique a loué ou critiqué ces accords selon qu'elle estimait que les traités en question renforçaient ou non l'Organisation des Nations Unies en tant

qu'organisation souverainement responsable de la paix et de la sécurité internationales.

En avril 1955, la Conférence "Afrique-Asie" s'est réunie à Bandoung. Bien qu'elle n'ait pas été convoquée par les Nations Unies, cette conférence a unanimement adopté sept principes fondamentaux fondés sur la Charte des Nations Unies. Elle a souligné l'importance de la Déclaration universelle des droits de l'homme, demandé que onze Etats soient admis comme Membres de l'Organisation, et elle a émis le vœu que les Nations Unies redoublent d'efforts pour hâter le développement économique et favoriser l'avancement des Territoires sous tutelle et des territoires non autonomes. Dans les vingt-neuf Etats et territoires représentés à la Conférence, l'opinion publique a considéré que ces déclarations impliquaient un soutien vigoureux des Nations Unies.

C'est aussi en dehors du cadre de l'Organisation des Nations Unies que le Traité d'Etat portant rétablissement de l'Autriche indépendante et démocratique a été signé. Il a cependant été relié aux Nations Unies du fait qu'un de ses buts déclarés est de permettre "aux Puissances alliées et associées d'appuyer la demande que l'Autriche présentera pour devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies". Le Traité lui-même a été favorablement accueilli par l'opinion publique dans le monde entier, tant pour sa valeur intrinsèque que comme l'indice d'un relâchement de tension qui devrait permettre aux Nations Unies de résoudre d'autres problèmes internationaux d'une importance capitale.

Bien que ces événements aient retenu l'attention mondiale, aucun sujet ne préoccupe autant les esprits que celui des virtualités bienfaisantes ou maléfiques de l'énergie atomique. Qu'il s'agisse d'exercer un contrôle sur les armes de destruction massive ou de mettre en œuvre les immenses possibilités d'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, l'opinion publique dans le monde entier comprend que l'Organisation des Nations Unies est le mieux placée pour s'attaquer à ces problèmes. Les résolutions unanimes que l'Assemblée générale a adoptées sur cette question ont rencontré partout le meilleur accueil et le monde suit avec attention toutes les étapes de la préparation de la Conférence scientifique de Genève et de la création éventuelle de l'agence internationale de l'énergie atomique. Mais le grand public se rend parfaitement compte que l'on s'engage sur un chemin étroit et escarpé, qui surplombe un abîme. Au cours de ces derniers mois, on a pu déceler dans l'opinion publique une ferme intention d'avancer avec prudence.

C'est avec la même circonspection que l'on envisage la possibilité de reviser la Charte. Dans plusieurs pays les législateurs étudient la question. Il y a eu déjà un grand nombre de réunions ou de discussions, et non pas seulement dans les universités ou les sociétés savantes. De nombreux articles, rapports et thèses ont été publiés sur cette question. Il est probable que le nombre de débats et d'études de ce genre va considérablement augmenter si l'Assemblée décide de convoquer une conférence pour reviser la Charte. Jusqu'à présent la plupart des études ont révélé un désir sincère de recherche, un point de vue réaliste et le sens des responsabilités. Elles ont ainsi contribué à faire mieux comprendre l'Organisation et les limitations que lui imposent certaines nécessités inéluctables. La réserve qui a marqué récemment les propos de nombreux hommes d'Etat s'est accordée à l'attitude d'une opinion publique qui ne recherche pas des solutions faciles et qui n'entend dis-

cuter de l'avenir des Nations Unies qu'avec prudence et circonspection.

Si l'opinion publique s'est intéressée aux événements politiques qui se sont déroulés dans le cadre de l'Organisation ou en dehors d'elle, l'activité des Nations Unies dans les domaines économique, social et humanitaire a continué à attirer l'attention du public. Cette année encore, la mise en œuvre des programmes d'assistance technique, les travaux des commissions économiques régionales, l'activité du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et la célébration de la Journée des Nations Unies ont fait une forte impression sur l'opinion publique.

Au cours des douze derniers mois, l'assistance technique a pris beaucoup d'ampleur et le public s'y est davantage intéressé. Non seulement le nombre des experts et des boursiers a dépassé le total de 5.000, mais encore les résultats concrets des travaux sont devenus plus manifestes. On a reconnu que ces résultats étaient modestes en comparaison des besoins réels et des efforts déployés dans le cadre d'autres programmes, nationaux, bilatéraux et multilatéraux, mais le public, dans de nombreux pays, a montré qu'il les appréciait à leur juste valeur, et qu'il était très reconnaissant aux Nations Unies de l'assistance technique qu'elles accordaient à certains peuples. Un grand nombre d'Etats donateurs ont manifesté plus d'intérêt à l'assistance technique; mais, dans beaucoup de pays, on a souligné que le succès même de l'assistance technique rendait plus impérieuse encore la nécessité d'obtenir des ressources financières adéquates. Ainsi, de larges secteurs de l'opinion publique ont accueilli avec faveur la résolution par laquelle l'Assemblée formulait l'espoir qu'une société financière internationale serait créée dans un proche avenir. On a suivi avec attention les efforts tendant à la création d'un fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, ainsi que les mesures destinées à développer le commerce mondial et à stabiliser les prix des produits de base.

La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient et la Commission économique pour l'Amérique latine, à mesure que s'affirmait leur volonté de s'attaquer à des problèmes concrets, ont reçu de plus nombreux témoignages de la considération et de l'appui dont elles jouissent dans leurs régions respectives. Les importantes études et réunions de la Commission économique pour l'Europe ont bénéficié d'une grande publicité dans les pays européens, grâce aux organes très développés d'information technique, industrielle et commerciale qui en ont donné une relation détaillée et ont permis ainsi aux milieux professionnels de se rendre mieux compte de l'influence que les Nations Unies exercent sur leur branche d'activité.

Au cours de l'année, le FISE a apporté son aide à 32 millions d'enfants et de mères dans quatre-vingt-onze pays, Territoires sous tutelle et territoires non autonomes. Le nombre total des pays participants, qui était de cinquante-cinq en 1953, est passé à soixante et un en 1954, et le public a marqué plus d'intérêt à son œuvre dans les six nouveaux pays participants. Le fait le plus significatif, peut-être, du point de vue de l'opinion publique, a été le nombre des auxiliaires bénévoles, parmi lesquels il faut compter aussi les enfants, notamment le million d'enfants des écoles qui, aux Etats-Unis, ont aidé leurs parents, leurs maîtres et les membres du clergé à recueillir des fonds. Les adultes ne sont pas non plus restés inactifs. Au Royaume-Uni,

92.000 volontaires ont frappé à 5 millions de portes afin d'obtenir des contributions.

En 1954, quatre-vingts Etats et territoires, contre soixante-quatorze en 1953, ont célébré avec succès la Journée des Nations Unies. La commémoration a revêtu plusieurs formes nouvelles et riches de sens. Si l'Organisation des Nations Unies est présente pendant toute l'année dans les pensées, le public voit de plus en plus dans le 24 octobre une date tout indiquée pour réaffirmer expressément son adhésion aux principes fondamentaux de l'Organisation. Comme en 1953, le public a marqué un intérêt considérable pour les cérémonies commémoratives dans les pays Membres aussi bien que dans les pays non membres — notamment en Allemagne, en Italie et au Japon. Par ailleurs, la Journée des droits de l'homme devient un événement mondial de plus en plus important et chaque article de la Déclaration trouve un moyen d'expression approprié.

Les grands événements mondiaux des douze derniers mois, qu'ils aient eu lieu dans le cadre de l'Organisation ou en dehors d'elle, ont généralement contribué à faire mieux reconnaître l'importance de son rôle, à affermir la foi dans les principes de la Charte et à renforcer le désir d'appuyer son œuvre. Ainsi, des millions d'hommes appartenant à tous les pays du monde ont fondé des espoirs sur la célébration du dixième anniversaire de la signature de la Charte à San-Francisco. Les porte-parole autorisés de l'opinion mondiale ont émis le vœu que la réunion des grandes puissances à Genève renforce encore l'efficacité des Nations Unies.

b) EFFICACITÉ DES SERVICES D'INFORMATION DES NATIONS UNIES ET BESOINS À POURVOIR

Les gouvernements des Etats Membres et les services d'information des divers pays ont continué à appuyer les efforts qu'a déployés le Secrétariat pour faire mieux connaître et comprendre les travaux et les buts de l'Organisation. A mesure qu'elle est mieux connue et que le public lui témoigne plus d'intérêt, les demandes de renseignements se multiplient et le Secrétariat doit s'occuper de plus en plus de fournir des renseignements aux organes et moyens d'information, officiels et non officiels. Au cours des douze derniers mois, il a appliqué sa politique fondamentale en communiquant aux services de rédaction des journaux, de la radiodiffusion et de la télévision des données adaptées à leurs besoins, en aidant, le cas échéant, à rédiger et à illustrer des articles et des ouvrages, en encourageant la production extérieure de films, et en fournissant des services de recherches et de références à des professeurs et à des conférenciers.

L'appui des gouvernements et des organes d'information est particulièrement nécessaire en des occasions comme celle de la Journée des Nations Unies. Depuis que cet événement a pris une importance mondiale, le Secrétariat ne peut produire qu'une quantité limitée de documentation originale et il doit s'en remettre dans une large mesure à d'autres organes, gouvernementaux ou non, pour l'adaptation, la traduction, la reproduction en série et la distribution efficace de ces documents. Cette nécessité est particulièrement impérieuse pendant l'année en cours, car, à en juger par les demandes qui ont déjà été faites, il est probable que la célébration du dixième anniversaire de la Charte aura beaucoup plus d'ampleur que les Journées des Nations Unies des années précédentes.

Les centres et services d'information des Nations Unies établis dans vingt-quatre pays contribuent de plus

en plus à maintenir des contacts réguliers avec les divers départements de l'information et de l'instruction publique, les organes d'information, le corps enseignant et les organisations non gouvernementales. On étudie actuellement les moyens d'accroître les ressources de ces centres et services et de renforcer l'appui qu'ils reçoivent du Siège.

On insiste sur la nécessité de développer la production de documents qui se rapportent à des sujets ou thèmes déterminés. On redouble d'efforts pour adapter la documentation aux besoins des diverses régions, et pour publier des articles et publications destinés à satisfaire certains besoins particuliers, tels que ceux des Territoires sous tutelle.

Les contacts avec les organisations non gouvernementales se multiplient dans presque tous les pays. Quatre conférences régionales doivent se réunir en 1955 : une à Genève, qui se tiendra en août, immédiatement avant la Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, une autre à New-York, la troisième à Lima et la quatrième à Calcutta.

Si l'on en juge par les demandes de services que reçoit le Secrétariat, le public attache une grande importance aux moyens visuels, surtout dans les pays peu développés, qui mettent en œuvre des programmes nationaux de développement économique et social. Le nombre d'appareils à projection, fixes et mobiles, de cinémathèques et de collections de photographies s'accroît rapidement. Ainsi, dans quatre-vingt-dix pays et territoires, on réclame donc de plus en plus des films éducatifs et documentaires des Nations Unies, et l'on demande non seulement des films complets, mais encore des bandes qui puissent être utilisées dans la production nationale. Le Secrétariat répond à ces besoins en s'attachant plus particulièrement à aider la production extérieure de films et en fournissant de plus longs métrages aux cinémathèques.

Au cours des douze derniers mois, le puissant moyen d'information que constitue la télévision a continué à se développer dans de nombreux pays. En conséquence, le Secrétariat a reçu un plus grand nombre de demandes de documentation visuelle sur les Nations Unies et d'assistance pour organiser des programmes de radiodiffusion et de télévision.

Les émissions de radiodiffusion des Nations Unies se font maintenant en vingt-six langues. La politique qui tend à insister sur les thèmes ou sujets complets plutôt que sur l'actualité donne des résultats de plus en plus satisfaisants et, dans quatre-vingt-quinze Etats Membres, non membres et territoires, les services publics et privés de radiodiffusion utilisent la documentation produite par le Département de l'information. Dans ce domaine également, on s'attache de plus en plus à diversifier la production afin de satisfaire les besoins particuliers des régions et des pays. Pour que la production soit utilisée au maximum, le Département de l'information maintient une liaison étroite avec les services de radiodiffusion dans toutes les parties du monde.

Le Siège des Nations Unies, ainsi que le Palais des Nations à Genève, continuent à attirer de nombreux visiteurs. Au cours de l'année écoulée, 780.000 personnes environ ont visité le Siège sous la conduite de guides; il y a lieu d'ajouter à ce nombre des milliers d'autres visiteurs, ainsi que les nombreux groupes à qui on a donné des explications plus détaillées. Depuis que le Secrétariat a pris lui-même en main le service des visites accompagnées, il s'efforce d'en faire un

moyen plus efficace de répandre la connaissance et la compréhension de l'œuvre des Nations Unies. Il se préoccupe également de satisfaire davantage aux be-

soins des nombreux groupes de visiteurs composés de professeurs et d'organiseurs qui étudient méthodiquement l'activité de l'Organisation.

Chapitre VI

QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGETAIRES

I. — Conférences et services de documentation

a) PROGRAMME DES CONFÉRENCES

L'année écoulée a été caractérisée par le nombre croissant des conférences imprévues tenues hors de New-York, ce qui a fait perdre certains des avantages escomptés de la stricte application du programme régulier de conférences que l'Assemblée générale a arrêté à sa septième session [résolution 694 (VII)]; en effet, le personnel resté au Siège pour assurer le service des conférences régulièrement inscrites au programme s'est vu imposer une tâche anormalement lourde. Pendant la période considérée, il a fallu également faire appel au personnel des services linguistiques pour le Sous-Comité de la Commission du désarmement qui s'est réuni à Londres en 1954 et en 1955 — la session de 1955 s'étant prolongée bien au-delà de la date initialement prévue — pour la Conférence de Genève de juillet 1954 et pour les réunions du Comité consultatif chargé de préparer la Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques tenues à Paris en 1955. Un certain nombre de fonctionnaires seront aussi envoyés à San-Francisco pour y assurer le service des réunions commémoratives du dixième anniversaire de la signature de la Charte.

Aucune de ces conférences et réunions n'était prévue au programme régulier. On s'est efforcé, dans toute la mesure possible, de faire face à ces tâches supplémentaires avec le personnel existant, mais on n'y est parvenu qu'en remettant d'autres travaux, et c'est sans aucun doute l'une des raisons des retards survenus dans la traduction de documents nécessaires à d'autres réunions. Il semble bien que cet état de choses ne soit pas près de finir.

b) SERVICE DES DOCUMENTS

Au cours de l'année considérée, le Secrétaire général n'a cessé d'étudier le problème de la documentation comme l'Assemblée générale l'en a prié dans sa résolution 593 (VI) du 4 février 1952.

Le contrôle de la rédaction a été réorganisé suivant les directives du Secrétaire général que la Cinquième Commission a approuvées à la neuvième session de l'Assemblée générale. Des relations de travail ont été établies entre le contrôle de la rédaction et le rédacteur en chef qui fait partie du Cabinet du Secrétaire général; le Comité des publications, présidé par le rédacteur en chef, exerce un strict contrôle sur le programme de publication de l'Organisation. Les départements et les consultants ont tiré meilleur parti de l'aide et des conseils qui leur étaient offerts dans les premières phases de la préparation et de la rédaction de leurs documents. On a défini plus exactement les principes à suivre et

l'on s'attache maintenant à formuler des règles plus strictes. Le Secrétaire général sait bien qu'il importe de réduire le volume de la documentation par un contrôle plus strict et une coordination plus étroite des programmes de travail du Secrétariat, mais il sait aussi que pour être fructueuse cette réduction doit s'accompagner d'un effort constant dans le domaine de la qualité.

La Section d'édition des documents officiels est maintenant seule chargée de la dernière mise au point des documents officiels de l'Assemblée, grandes commissions et organes subsidiaires, ainsi que du texte définitif des comptes rendus qui sont simplement ronéographiés. Cette centralisation a grandement facilité l'application de normes d'édition uniformes et a soulagé les sections de traduction et le groupe du contrôle de la rédaction de certaines des tâches qui leur incombait auparavant.

Pour ce qui est de la traduction des documents et de la rédaction des comptes rendus de séance, il y a eu des retards pendant l'année considérée dans la traduction de certains documents, particulièrement en français et en espagnol, malgré les mesures adoptées par le Secrétaire général et les efforts concertés du personnel intéressé. Ces retards sont notamment dus, ainsi qu'on l'a dit, au grand nombre de conférences imprévues dont il a fallu assurer le service et au fait que les discussions et la documentation qui s'y rapporte ont un caractère de plus en plus technique; il en est résulté un surcroît de travail pour les traducteurs.

Au cours de la deuxième partie de la période considérée, les fonctionnaires des services linguistiques ont consacré une bonne partie de leur temps à la préparation de la prochaine Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Bien que ce ne soit pas le personnel du Secrétariat qui soit chargé de la traduction du gros de la documentation, il a fallu donner des avis techniques sur la qualité des traductions confiées à des spécialistes ou des organismes de l'extérieur.

D'autre part, comme le service de la Conférence sera assuré par des fonctionnaires du Siège, on a organisé, sous la direction d'un fonctionnaire qualifié, un cycle d'études pour familiariser le personnel des services linguistiques qui sera affecté à la Conférence avec la terminologie très technique du sujet. On a tenu des séances d'essai en vue d'assurer l'exactitude technique de l'interprétation, des procès-verbaux et de la transcription des débats notamment, pendant la Conférence proprement dite. Bien que ces préparatifs aient un peu retardé les autres travaux courants, le Secrétaire général est convaincu qu'ils faciliteront beaucoup la tâche du personnel chargé d'assurer le service de la Conférence.

Pour résoudre autant que possible les problèmes soulevés par la terminologie technique employée dans la documentation, le Secrétariat a entrepris des recherches approfondies et a publié quatre nouveaux glossaires sur l'énergie atomique, les premiers du genre. Pour cela, il a puisé à des sources très diverses et a fait appel aux spécialistes du secrétariat de la Conférence. On poursuivra ce travail pendant la Conférence en vue d'établir, dans toute la mesure possible, une terminologie normalisée dans les cinq langues officielles.

Les difficultés déjà signalées dans le dernier rapport en ce qui concerne le recrutement de traducteurs qualifiés, notamment pour la Section espagnole, n'ont pas entièrement disparu pendant l'année considérée. Des examens ont eu lieu à New-York et dans plusieurs États Membres de langue espagnole vers la fin de la période considérée, et le Secrétaire général espère avoir résolu le problème pour l'ouverture de la dixième session de l'Assemblée générale. D'autres examens linguistiques ont eu lieu pour les postes vacants dans les Sections anglaise, française, russe et chinoise et l'on en attend des résultats satisfaisants.

Conformément à la décision adoptée par l'Assemblée générale à sa neuvième session [résolution 878 (IX)] tendant à ce que certains documents de l'Organisation des Nations Unies parmi les plus importants soient traduits en arabe, des examens ont eu lieu dans cinq centres du Moyen-Orient et à New-York et les candidats reçus seront nommés au début de l'été 1955 pour entreprendre ce travail. L'aide apportée par les délégations de certains pays de langue arabe, qui ont fourni des exemplaires de documents déjà traduits en arabe en vue de normaliser la terminologie, facilitera considérablement la tâche.

En ce qui concerne la reproduction interne des documents, les travaux contractuels d'imprimerie et la distribution, le Secrétaire général a poursuivi ses efforts en vue de trouver, sur le plan technique, de nouveaux moyens de réaliser des économies; le matériel acquis en 1954 et au début de 1955 par le Service des publications a été particulièrement précieux à cette fin. Au cours de la période considérée, la Section de la reproduction des documents, outre sa tâche normale qui est de reproduire les documents destinés aux séances, a tiré en offset un grand nombre de documents qui auraient sinon été confiés, à bien plus de frais, à des imprimeries commerciales; c'est ce qui a permis de stabiliser à 1.400.000 dollars les crédits demandés pour les travaux contractuels d'imprimerie. On recherche actuellement les moyens de développer encore l'utilisation des moyens de reproduction internes. De plus, pendant la même période, la Section a entrepris, en sus de ses travaux normaux, la reproduction d'une grande partie de la documentation extrêmement technique destinée à la prochaine Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques et celle du *Répertoire de la pratique des organes des Nations Unies* dont le volume I vient de paraître. Ce surcroît de travail a dû être accompli dans des délais très stricts et pour le mener à bien le personnel a dû faire de nombreuses heures supplémentaires. Il n'a cependant entraîné qu'un minimum de retard dans le tirage des documents réguliers.

Quant aux travaux contractuels d'imprimerie, on s'est efforcé de passer de plus en plus de commandes dans les pays à monnaie faible. En 1954, 23, 5 pour 100 de l'ensemble de ces travaux ont été confiés à des imprimeurs de pays à monnaie faible, contre 19 pour 100 en

1953. Pour 1955, on espère arriver à 30 pour 100. C'est en établissant ses plans longtemps à l'avance, après avoir consulté tous les services intéressés, que le Comité des publications a pu arrêter ce vaste programme.

On a également cherché à décentraliser les travaux d'imprimerie toutes les fois que le programme de production pouvait supporter des délais supplémentaires. En 1954, 43 pour 100 environ des crédits ouverts pour les travaux contractuels d'imprimerie ont été dépensés hors de la région new-yorkaise. Grâce à l'expérience acquise et au grand nombre de travaux confiés aux pays à monnaie faible, on espère franchir, en 1955, le cap des 50 pour 100. Cette décentralisation plus poussée et l'augmentation du nombre des travaux confiés aux imprimeurs des pays à monnaie faible ne manqueront pas de soulever certains problèmes de distribution. Néanmoins, on prend déjà les mesures voulues et l'on espère que ces quelques difficultés ne compromettent pas le bon fonctionnement du programme.

Pour ce qui est de la distribution en général, on a poursuivi les efforts de réduction décrits dans le précédent rapport; en suivant de très près le programme de distribution, on est parvenu à maintenir dans les limites prescrites le volume de la documentation distribuée. Le Secrétaire général tient à rendre hommage aux délégations permanentes qui, par leur coopération, lui ont permis de soumettre la distribution à un contrôle plus strict. Ainsi, on a pu réduire les stocks et ramener l'espace nécessaire à leur entreposage à ce qu'on pourrait appeler le minimum compatible avec le maximum d'efficacité.

c) SERVICES DE BIBLIOTHÈQUE

L'année considérée a été marquée par le rattachement de la Bibliothèque au Département des conférences. Ce transfert s'est opéré sans difficultés et l'on a rapidement constaté certains des avantages — notamment une plus grande souplesse dans l'affectation du personnel — que procurait cette mesure qui rapprochait la Bibliothèque d'autres services connexes. De même l'absorption administrative d'une partie de la Section des archives par la Bibliothèque en 1954 a révélé à leur avantage mutuel la communauté d'intérêts et de problèmes de ces deux services.

Par suite des mouvements de personnel aux échelons supérieurs au cours de l'année considérée, il a fallu procéder à une nouvelle répartition des fonctions de direction. On a proposé de réorganiser la Bibliothèque en répartissant le travail entre six groupes coordonnés, chacun directement responsable envers le directeur ou son adjoint, qui remplaceraient l'ancienne organisation à trois échelons, soit, du bas en haut de la hiérarchie: groupe, section, directeur. Le Secrétaire général a approuvé ce projet de réorganisation qui a servi de base aux prévisions budgétaires pour 1956.

D'autre part, à la suite de l'enquête du Secrétaire général sur la réorganisation du Secrétariat, la Bibliothèque a été chargée de tenir un index central des documents législatifs qui remplacera ou complètera les services bibliographiques analogues assurés jusqu'alors par certains des départements organiques. La Bibliothèque a assumé ces nouvelles fonctions en mars 1955 et les a confiées au groupe de l'index analytique des documents où quelques fonctionnaires, prêts soit par d'autres départements, soit par le Département des conférences lui-même, sont spécialement chargés de cette tâche.

Durant l'année considérée, les collections de la Bibliothèque se sont enrichies à la cadence habituelle, c'est-à-dire de quelque 250.000 ouvrages, dont 7.000 livres et brochures, 90.000 documents de divers gouvernements, 50.000 documents de l'Organisation des Nations Unies, 20.000 documents des institutions spécialisées, 60.000 journaux, périodiques et autres publications non officielles par fascicules, 2.000 cartes et 45 pieds cubes d'archives; 75 pour 100 environ des livres et des publications périodiques et plus de 90 pour 100 des documents des gouvernements et des cartes ont été reçus à titre gratuit ou à la suite d'échanges.

Pour loger toutes ces acquisitions dans un espace déjà comble, on s'est efforcé, avec succès, d'éliminer ce qui ne présentait plus d'intérêt pour l'Organisation. C'est ainsi qu'on a pu se défaire de près de 120.000 publications, surtout des documents et des périodiques non catalogués qui n'avaient plus d'utilité, ainsi que de quelques milliers d'exemplaires ronéographiés des comptes rendus du procès de Nuremberg, et que 1.300 volumes ont été retirés des collections cataloguées. Pour se défaire rapidement et profitablement de ces ouvrages, on a mis au point un système d'enchères simplifiées grâce auquel les articles vendables peuvent être offerts aux libraires intéressés à mesure qu'ils s'accumulent.

En ce qui concerne l'acquisition des ouvrages destinés aux bureaux de l'Organisation en dehors de New-York ou demandés par les départements à titre exceptionnel, ou pour les programmes d'assistance technique, la Bibliothèque a dû satisfaire plus de commandes et régler plus de factures que l'année précédente; toutefois, ces acquisitions ont été moins coûteuses qu'en 1953 parce que les grosses commandes de l'Administration de l'assistance technique portant sur un grand nombre d'exemplaires d'un même ouvrage ont été plus rares. Au contraire, on s'est efforcé de fournir les ouvrages choisis, en un seul exemplaire, aux experts en mission et aux instituts créés dans le cadre du programme d'assistance technique.

L'activité de la salle de lecture est restée à peu près la même qu'en 1953 mais on a reçu un nombre croissant de demandes de renseignements concernant les collections de documents relatifs à l'Organisation et aux institutions spécialisées. Toutefois, le travail du groupe de référence, si on le mesure d'après le nombre des demandes de renseignements auquel il a été répondu, a été inférieur à celui de 1953 (64.000 contre 76.000). Cette diminution a été la conséquence de la suppression de certains services des bibliothèques départementales à la suite de la fusion de la bibliothèque du Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité et de celle du Département juridique. Il en est résulté également la suppression de trois postes dans les bibliothèques départementales.

L'ancienne Section des archives ayant été scindée, il a fallu redistribuer les fonctions. On a décidé que le nouveau groupe des archives, qui fait maintenant partie de la Bibliothèque, serait chargé des archives de l'Organisation qui présentent une valeur permanente, des enregistrements sonores des séances, des documents sur microfilm, des "pièces qui présentent un intérêt historique" pour les Nations Unies et des archives de divers organismes dont ceux qui ont précédé l'Organisation, comme la Société des Nations, la Commission des crimes de guerre, la Conférence des Nations Unies pour l'organisation internationale (San-Francisco) et l'Administration des Nations Unies pour le secours et la reconstruction (UNRRA). Les autres fonctions de

l'ancienne Section des archives ont été confiées au groupe de classement du Bureau des services généraux.

A la suite de ce partage des tâches, près de 7.286 pieds cubes d'archives des catégories décrites plus haut ont été transférés au nouveau groupe des archives. Au cours de l'année qui a suivi cette réorganisation, le groupe a reçu 64 pieds cubes environ de pièces supplémentaires — principalement des enregistrements de séances — ce qui a porté le volume des archives à 7.350 pieds cubes en fin d'année.

Le personnel continue d'avoir notamment comme fonction de répondre aux demandes de renseignements concernant les collections. Bien que l'on ne puisse guère comparer les statistiques en raison de la réorganisation survenue vers le milieu de 1954, il semble que le nombre des demandes a légèrement diminué en ce qui concerne les archives de l'UNRRA, mais que, d'une façon générale, il a augmenté, en particulier pour ce qui est des enregistrements sonores, durant la dernière partie de la session de l'Assemblée générale. Il y a eu en moyenne quatorze demandes par jour, allant de questions simples et précises à des problèmes complexes exigeant plusieurs journées de travail.

Les travaux bibliographiques menés à bien au cours de l'année comprennent la *Bibliographie de la Charte des Nations Unies*, publiée en 1955, 2 numéros de la *List of Selected Articles*, 12 numéros mensuels du *United Nations Documents Index* ainsi qu'un index cumulatif pour 1954, 12 numéros de *New Publications in the United Nations Headquarters Library*, 3 numéros de la *List of Legal Texts Translated in the United Nations*, 121 numéros de la *List of Publications Received* du Département des affaires économiques et sociales, 2 révisions des *Reference Books Recommended to United Nations Information Centres*, 7 nouveaux volumes de la série *Index to Proceedings*, un *Index cumulatif des résolutions de l'Assemblée générale* (de la cinquième à la septième session), le quatrième volume en français de l'*Index général du Recueil des Traités des Nations Unies*, 2 numéros de l'*Index to Microfilm of United Nations Documents in English, 1946-1950, 1951-1952* et des index du *Rapport du Conseil économique et social, 1953-1954* et des *Publications des Nations Unies, 1945-1954*. En outre, la Bibliothèque a fourni des avis sur d'autres travaux de cette nature exécutés sous contrat à l'extérieur, notamment sur l'index des documents de la Conférence des Nations Unies pour l'organisation internationale.

2. — Services généraux

Pendant la période considérée, le Bureau des services généraux a fonctionné comme département autonome chargé des services, notamment en ce qui concerne les bâtiments et les jardins, les achats et les transports, les communications et les archives, et l'administration des services extérieurs et missions.

a) SERVICE DES BÂTIMENTS

Des améliorations et des modifications ont été apportées aux bâtiments et aux jardins du Siège; il faut signaler au tout premier rang l'agrandissement du restaurant et de la cafétéria dans le bâtiment des conférences.

La capacité du restaurant et de la cafétéria a été augmentée de plus de 50 pour 100; on a sensiblement amélioré l'aménagement de la partie des bâtiments réservée aux délégations en y installant un nouvel escalier roulant jusqu'au quatrième étage, en modifiant

la disposition des accès au restaurant et en ouvrant des salles à manger privées. Le bâtiment des conférences a fait, durant l'année, l'objet d'autres aménagements; on y a notamment installé pour les délégués un salon tranquille près des salles de conseil et amélioré la disposition des sièges dans les petites salles de conférence.

On a construit une avant-scène démontable qui permettra d'utiliser la salle de l'Assemblée générale pour des concerts symphoniques et d'autres manifestations.

Dans les sous-sols, près de 78.000 pieds carrés ont été aménagés en magasins où l'on peut maintenant entreposer toutes sortes de fournitures.

Les jardins sont maintenant terminés, conformément au plan initial, et les plantations sont achevées. On a installé plusieurs objets d'art donnés à l'Organisation dans les jardins et à l'intérieur des bâtiments, de nouvelles combinaisons de couleurs ont été adoptées pour un certain nombre de salles et de vestibules, dans le cadre du programme général d'entretien.

b) SERVICE DES ACHATS ET DES TRANSPORTS

Au cours de la période considérée, le parc d'automobiles a été supprimé par mesure d'économie et l'Administration a conclu un arrangement avec une entreprise privée pour les rares transports locaux qu'il faut encore assurer.

Pour ce qui est des voyages dans le monde entier, l'arrangement conclu avec une agence commerciale a été maintenu. On a pu continuer à réaliser et même à accroître certaines économies et à payer plus de 40 pour 100 des frais de voyage en monnaies faibles.

Le volume des achats a largement dépassé 2.500.000 dollars, soit une augmentation d'environ 15 pour 100 essentiellement attribuable aux besoins du programme d'assistance technique; les opérations effectuées hors des Etats-Unis d'Amérique représentent 28 pour 100 du montant total des dépenses.

c) ADMINISTRATION POSTALE DES NATIONS UNIES

Durant la période considérée, les timbres-poste de Nations Unies ont été de plus en plus demandés et ont rapporté plus de 510.000 dollars brut à l'Organisation. Les timbres des Nations Unies sont universellement connus et recherchés et les vignettes produites par l'Organisation ont mérité les éloges des autorités du monde philatélique. L'augmentation des recettes s'est accompagnée pour l'Administration postale des Nations Unies d'un accroissement du volume des commandes. Des négociations sont en cours en vue de vendre les timbres des Nations Unies dans plusieurs nouveaux pays par l'intermédiaire des centres d'information qui centraliseraient les commandes; les gouvernements intéressés ont été pressentis à ce sujet.

L'Administration postale des Nations Unies a fourni des montages pour diverses expositions et réunions de clubs philatéliques; au cours des douze mois considérés, elle a envoyé 204 montages à trente et une localités des Etats-Unis et sept villes étrangères, New-Delhi notamment où s'est tenue l'exposition du centenaire des PTT indiens, ainsi qu'Oslo et Stockholm où se sont tenues des expositions organisées par la poste norvégienne et la poste suédoise respectivement.

L'Administration postale participe également, avec une maison d'édition, à l'organisation d'une campagne pour la création de clubs philatéliques des Nations Unies; il y a déjà 5.000 clubs comptant plus de 30.000 membres.

La Convention postale entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique a continué d'être appliquée sans heurt grâce à l'excellente coopération des fonctionnaires compétents du Département des postes des Etats-Unis, tant à Washington qu'à New-York.

d) SERVICE DES COMMUNICATIONS ET DES ARCHIVES

Ce service ayant été réorganisé et centralisé vers la fin de 1952 et son personnel regroupé, la Section des archives a eu comme tâche principale de remplacer les classements départementaux par un classement centralisé par sujet, conformément aux nouvelles normes de classification. La plupart des pièces administratives ont été regroupées et classées par sujet. Le travail se poursuit en ce qui concerne les pièces touchant les questions de fond, pour lesquelles on en est encore à la phase de transition.

De nouveaux principes ont été énoncés pour la fonte et le regroupement des dossiers du personnel, compte tenu du caractère confidentiel de ces documents et des exigences de la sécurité. Les fonctionnaires ont la possibilité d'examiner une fois par an la partie de leur dossier concernant leur situation officielle.

e) SERVICE DES MISSIONS

Pendant l'année écoulée, le Service des missions a continué à fournir aux missions de conciliation, d'observation et de médiation constituées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité les services administratifs dont elles avaient besoin.

Un fait important en ce qui concerne le Service des missions a été l'établissement d'une liaison télégraphique directe New-York-Genève reliée au réseau de télécommunication de l'ONU, qui permet de réaliser d'importantes économies.

Etant donné les résultats satisfaisants obtenus jusqu'ici, on examine actuellement la possibilité d'étendre l'utilisation de ce réseau.

3. — Administration du personnel et services à l'intention des fonctionnaires

a) AMENDEMENTS AU STATUT DU PERSONNEL

A sa neuvième session, l'Assemblée générale a approuvé le remplacement des rangs de secrétaire général adjoint et de directeur principal par le rang de sous-secrétaire; cette décision a pris effet le 1er janvier 1955. Les dispositions pertinentes du Statut du personnel des Nations Unies (art. 1.10 et 4.5, a, et par. 1 et 2 de l'annexe I) ont été modifiées en conséquence [résolution 887 (IX)].

Les dispositions de l'article 1.6 du Statut du personnel relatif à l'acceptation par les fonctionnaires du Secrétariat de distinctions honorifiques, décorations, faveurs, dons ou rémunérations offerts par une source extérieure à l'Organisation ont été légèrement assouplies [résolution 882 (IX)].

b) RÉORGANISATION DU SECRÉTARIAT

Le Secrétaire général a fait part à l'Assemblée générale, à la huitième session, de son intention d'entreprendre une étude systématique de l'organisation du Secrétariat, et il a reçu l'accord de l'Assemblée [résolution 782 (VIII)].

Un groupe d'étude composé de hauts fonctionnaires du Secrétariat a examiné la question du personnel du

Siège, formulé des propositions touchant la réorganisation des départements et des bureaux et proposé un tableau d'effectifs à atteindre au début de 1956.

L'Assemblée générale ayant approuvé le projet du Secrétaire général à sa neuvième session [résolution 886 (IX)], les départements et bureaux du Siège ont été réorganisés au début de 1955. On s'est nettement rapproché du tableau d'effectifs optimum proposé par le groupe d'étude. Les objectifs ont été atteints en ce qui concerne les directeurs et les administrateurs généraux; pour ce qui est des administrateurs, il reste encore quelques cas individuels à régler avant la fin de l'année. Quant à la catégorie des services généraux, il n'y a pratiquement plus de problème et on pense qu'au début de 1956 les effectifs auront été ramenés au niveau projeté. Comme le prévoyait le Secrétaire général dans son rapport à la huitième session de l'Assemblée générale, les effets fâcheux que la compression des effectifs aurait pu avoir pour le personnel ont été réduits au minimum et, dans la plupart des cas, les suppressions de postes ont pu se faire dans le cadre des mouvements normaux du personnel grâce à une politique de recrutement limitée.

L'enquête entreprise au printemps de 1955 au sujet de l'Office européen de l'Organisation des Nations Unies à Genève (y compris la Commission économique pour l'Europe) et des secrétariats des Commissions économiques pour l'Amérique latine, l'Asie et l'Extrême-Orient est très avancée.

c) RÉGIME DES NOMINATIONS ET DES PROMOTIONS

Le Comité des nominations et des promotions a continué de conseiller le Secrétaire général aux moments décisifs, lors du choix et de la promotion des fonctionnaires. De grands progrès ont été accomplis par le Comité de revision qui étudie d'une part la situation des fonctionnaires ayant accompli plus de deux ans de services, et indique au Secrétaire général si les intéressés remplissent les conditions requises pour être nommés à titre permanent et, d'autre part, celle des fonctionnaires nommés à titre permanent depuis cinq ans au moins.

Ces deux comités siègent depuis plus d'un an et ils ont mis au point de bonnes méthodes de travail. Ils s'occupent non seulement des services de l'Organisation à New-York, mais aussi de ceux de Genève, de Santiago et de Bangkok, ainsi que des centres d'information de par le monde.

d) COMITÉ CONSULTATIF DE LA FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE

Le Comité consultatif de la fonction publique internationale s'est réuni à Genève du 9 au 13 mai 1955 pour étudier la question des facilités accordées aux fonctionnaires internationaux pour l'éducation de leurs enfants. Le Comité avait été invité à examiner la question par le Comité administratif de coordination, qui avait exposé, dans un rapport, les difficultés que posait pour l'Organisation et les institutions spécialisées l'application des dispositions régissant l'octroi de l'indemnité pour frais d'études.

L'Assemblée générale, à sa neuvième session, considérant que le Comité consultatif de la fonction publique internationale allait entreprendre une étude de la question: 1) l'a prié d'envisager les moyens qui permettraient aux enfants des fonctionnaires l'étude de leur langue maternelle lorsqu'ils doivent fréquenter des écoles où l'enseignement est donné dans une langue différente de la leur; 2) a recommandé au Secrétaire général

d'examiner particulièrement s'il y avait lieu de prendre des mesures pour qu'un plus grand nombre de fonctionnaires bénéficient à l'avenir de l'indemnité pour frais d'études.

Le rapport du Comité consultatif de la fonction publique internationale sera soumis au CAC à sa prochaine session et à l'Assemblée générale à la dixième session.

e) SERVICE MÉDICAL, LOGEMENT ET FACILITÉS POUR LE PERSONNEL

Au cours de l'année écoulée, le système des examens médicaux a été étendu, à titre onéreux, à toutes les personnes qui au Siège sont appelées à manipuler des produits alimentaires; les intéressés doivent désormais subir l'examen médical avant l'engagement ainsi qu'un examen annuel; les syndiqués sont examinés au centre sanitaire de leur syndicat et les autres au Service médical de l'Organisation des Nations Unies.

Conformément aux recommandations du groupe d'étude créé par le Secrétaire général, le Service médical a été autorisé, dans certaines conditions, à faire les injections prescrites aux fonctionnaires par leur médecin traitant ainsi qu'à donner certains soins.

Le Service médical a établi et publié une brochure contenant des recommandations d'ordre médical et hygiénique à l'intention des fonctionnaires envoyés dans des régions tropicales et pense développer ce genre d'activité. On est en train de revoir la liste des médecins qui, à l'étranger, sont habilités à examiner les candidats à un poste du Secrétariat, de façon à avoir au moins deux praticiens dans chaque grande ville. Enfin, le Service médical complète actuellement le *roster of private physicians* auxquels les fonctionnaires de la région new-yorkaise peuvent faire appel, en y ajoutant des renseignements sur la formation, la spécialité, les heures de visite et les connaissances linguistiques des médecins en question ainsi que les hôpitaux où ils envoient leur clientèle.

L'Organisation des Nations Unies a négocié et signé un nouvel accord avec Parkway Village Incorporated. Le nouvel accord, conclu pour une durée de quatre ans, entre en vigueur le 1er octobre 1955 et reprend dans ses grandes lignes l'accord précédent, en date du 12 juin 1952, qui a permis d'assurer aux fonctionnaires de l'Organisation un logement satisfaisant à un prix raisonnable. Au cours de l'année écoulée, le nombre des locataires de l'ONU à Parkway Village est resté compris entre 260 et 270.

Deux programmes de stage ont été organisés pendant la période considérée, l'un destiné à des étudiants dont la plupart achevaient leurs études universitaires et l'autre à des fonctionnaires de divers pays. Quelques fonctionnaires d'organisations non gouvernementales figuraient parmi les stagiaires.

Le Comité chargé de choisir les stagiaires a constaté que le niveau des candidats désignés par les gouvernements continuait d'être élevé et que l'éventail des nationalités allait s'élargissant. D'autre part, les préparatifs et les opérations de sélection pour le programme spécial de stage ont commencé; ce programme, qui prévoit l'emploi de stagiaires au Service des visites pendant la moitié du stage, sera lancé en août 1955.

La Section des services bénévoles continue de s'efforcer, avec un dévouement remarquable, à rendre le plus agréable possible la vie du personnel; il y a maintenant vingt-trois personnes qui consacrent bénévolement leur temps et leurs efforts à la tâche d'accueillir

les fonctionnaires, notamment ceux qui viennent d'un pays autre que les Etats-Unis, et d'enrichir leurs loisirs.

f) SERVICE DES VISITES

Comme l'avait envisagé l'Assemblée générale à sa neuvième session, après avoir été saisie d'un rapport du Secrétaire général, le Service des visites, jusqu'alors géré par l'American Association for the United Nations, est devenu partie intégrante du Secrétariat de l'Organisation.

Ce service, qui compte 110 fonctionnaires, assure la diffusion de renseignements au sujet des Nations Unies en organisant des visites accompagnées dans les bâtiments du Siège, en répondant directement ou par correspondance aux diverses questions concernant les Nations Unies et en fournissant, lorsqu'on le lui demande, des conférenciers appartenant à l'ONU.

L'Organisation a pris en charge le service assuré par l'AAUN à compter du 1er juin 1955.

4. — Questions financières

a) FONDS DE ROULEMENT

Par sa résolution 892 (IX) du 17 décembre 1954, l'Assemblée générale a maintenu le Fonds de roulement à 21.500.000 dollars pour 1955, le montant des avances des Etats Membres étant ajusté d'après le barème adopté pour les contributions au budget de 1955. Au 31 mai 1955, les sommes restant à verser au titre des avances au Fonds pour 1954 s'élevaient à 230.000 dollars. A cette même date, le Secrétaire général, en vertu des pouvoirs que lui conférerait la résolution précitée, avait avancé, par prélèvement sur le Fonds de roulement, les sommes suivantes :

	<i>Dollars des Etats-Unis</i>
i) Pour l'exécution du budget, en attendant le recouvrement des contributions.....	14.187.711
ii) Prêts aux institutions spécialisées.....	5.185
iii) Achats et opérations amortissables.....	363.435
iv) Avances pour dépenses imprévues et extraordinaires	172.011
TOTAL	14.728.342

Outre les avances non remboursées indiquées ci-dessus, les autorisations de dépenses accordées en vertu de la résolution 892 (IX) qui n'avaient pas encore donné lieu à paiement s'élevaient à 591.738 dollars.

b) CONTRIBUTIONS

Au 31 mai 1955, l'état des contributions au budget de 1955 et de l'arriéré des contributions dues pour les exercices 1952, 1953 et 1954 s'établissait comme suit :

	<i>Contributions pour l'exercice</i>			
	1955	1954	1953	1952
		<i>(Dollars des Etats-Unis)</i>		
Total	39.640.000	41.300.000	44.200.000	42.940.000
Versé	7.415.271	38.164.206	42.320.995	42.920.078
A recevoir	32.224.729	3.135.794	1.879.005	19.922

Les contributions aux budgets antérieurs ont été maintenant intégralement versées.

Les contributions pour l'exercice 1955 ont été établies d'après le barème des contributions adopté par l'Assemblée générale [résolution 876 (IX) du 4 décembre 1954]. En vertu de cette résolution qui l'autorise à accepter que les Etats Membres versent une partie de leur contribution pour l'exercice financier 1955 en devises

autres que le dollar des Etats-Unis, le Secrétaire général, après avoir consulté le Président du Comité des contributions, a fait connaître aux Etats Membres qu'ils pourraient verser 20,40 pour 100 de leurs contributions de 1955 en francs suisses et 13,95 pour 100 en livres sterling et en devises autres que le dollar des Etats-Unis.

Grâce à un accord conclu avec le Royaume-Uni, l'Organisation des Nations Unies pourra convertir des livres sterling en certaines autres devises, avec l'assentiment des pays dans la monnaie desquels cette conversion sera envisagée.

Le montant des contributions que les Etats Membres pourront verser pour l'exercice 1955 en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis représente la contrepartie de 9.090.000 dollars, à savoir : l'équivalent de 5.400.000 dollars en franc suisses, l'équivalent de 2.025.000 dollars en livres sterling et l'équivalent de 1.665.000 dollars en diverses monnaies autres que le dollar des Etats-Unis. Vingt-trois Etats Membres ont décidé de profiter de la possibilité qui leur était donnée d'effectuer leurs versements dans une ou plusieurs de ces devises.

c) SITUATION DES BUDGETS DE 1954 ET DE 1955

A sa huitième session, l'Assemblée générale [résolution 786 (VIII)] avait voté pour 1954 des crédits s'élevant à 47.827.110 dollars. Par sa résolution 881 (IX) du 14 décembre 1954, elle a voté des crédits supplémentaires d'un montant de 701.870 dollars et porté ainsi le total des crédits ouverts à 48.528.980 dollars.

Le rapport financier et les comptes pour l'exercice terminé le 31 décembre 1954, vérifiés par les commissaires aux comptes, montrent que les dépenses engagées pendant l'exercice ont atteint 48.510.009 dollars; le solde des crédits disponibles s'établit donc à 18.971 dollars. A ce reliquat de 18.971 dollars, on a ajouté 104.218 dollars, représentant la différence entre les recettes effectives et les prévisions, ce qui porte l'excédent de gestion pour l'exercice à 123.189 dollars. A ce montant, on peut ajouter 406.361 dollars, provenant des économies réalisées dans le règlement des engagements d'exercices précédents, ainsi que 892.242 dollars, représentant l'excédent net de 1953 de l'excédent budgétaire. Sur le montant total de l'excédent, une somme de 1.193.070 dollars a été portée au crédit des Etats Membres.

A sa neuvième session, l'Assemblée générale a approuvé un budget de 46.963.800 dollars pour les dépenses de l'Organisation en 1955 [résolution 890 (IX)]. Au 31 mai 1955, les dépenses et les engagements imputés sur ce crédit s'élevaient à 19.344.174 dollars; il restait donc un solde disponible de 27.619.626 dollars.

d) PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 1956

On évalue les dépenses de 1956 à 46.278.000 dollars, alors que les crédits ouverts pour 1955 ont atteint 46.963.800 dollars.

e) COMITÉ DE NÉGOCIATION DES FONDS EXTRA-BUDGÉTAIRES

Le Comité de négociation des fonds extra-budgétaires, que l'Assemblée avait constitué à nouveau, à sa huitième session, par sa résolution 759 (VIII), a rendu compte à l'Assemblée, pendant la neuvième session, en septembre 1954. L'Assemblée générale [résolution 861 (IX)] a alors constitué à nouveau le Comité de négociation des fonds extra-budgétaires qui a poursuivi son action

en faveur du Programme élargi d'assistance technique, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et de l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée. Le Comité a en outre été prié [résolution 832 (IX)] de procéder à des négociations avec les gouvernements des Etats Membres et non membres de l'Organisation des Nations Unies en vue de recueillir des contributions volontaires destinées au nouveau fonds consolidé du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, consacré à la mise en œuvre de solutions permanentes et à l'octroi de secours d'urgence aux réfugiés les plus nécessiteux.

En ce qui concerne le premier programme, le Comité a demandé au Secrétaire général de convoquer la cinquième Conférence de l'assistance technique, au cours de laquelle cinquante-six gouvernements ont annoncé qu'ils verseraient une somme de 12.264.135 dollars pour le cinquième exercice financier (1er janvier-31 décembre 1955). Dix autres gouvernements ont ensuite annoncé une contribution, ce qui a porté le total à 19.430.028 dollars.

En ce qui concerne le FISE, le Comité de négociation n'a tenu aucune réunion officielle en 1955, mais il est resté en rapport avec le Sous-Comité des appels des fonds du Conseil d'administration du FISE. Quarante-quatre gouvernements ont annoncé pour l'exercice financier 1955 des contributions d'un montant de 8.558.675 dollars.

Pendant le premier semestre de 1955, le Comité s'est surtout employé à réunir des fonds pour l'UNRWA, l'UNKRA et le nouveau Fonds de l'ONU pour les réfugiés.

Le montant du budget de secours de l'UNRWA pour 1954-1955 a été fixé par l'Assemblée générale [résolution 818 (IX)] à 25.100.000 dollars, y compris 500.000 dollars de recettes accessoires dont l'UNRWA est responsable. Jusqu'à présent, vingt-six gouverne-

ments ont annoncé qu'ils verseraient 23.044.028 dollars au budget de secours de l'UNRWA pour 1954-1955. Le Directeur a récemment transmis au Secrétaire général le projet de budget de l'UNRWA pour l'exercice financier 1955-1956; ce projet a été communiqué aux gouvernements qui ont été priés d'examiner sans retard la question de leur contribution à l'UNRWA pour le prochain exercice financier. Comme suite à cette demande, le Comité se réunira prochainement avec les représentants des gouvernements.

Les membres du Comité de négociation, individuellement et collectivement, n'ont ménagé aucun effort pour aider l'UNKRA à résoudre ses difficultés financières. L'Assemblée générale avait fixé à 266 millions de dollars le montant des fonds que devrait réunir l'UNKRA. Au 15 juin 1955, trente-trois gouvernements avaient versé 138.202.316 dollars et, sur les contributions annoncées, on ne peut raisonnablement s'attendre à recevoir dans un proche avenir plus de 3 millions de dollars. A l'heure actuelle, l'UNKRA peut donc compter qu'elle disposera d'environ 141 millions de dollars, alors qu'on lui avait promis 212.064.629 dollars et qu'il lui aurait fallu réunir 266 millions de dollars. En plus des efforts du Comité de négociation, le Secrétaire général a adressé des appels pressants aux gouvernements pour leur demander d'envisager avec bienveillance la possibilité de verser de nouvelles contributions à l'UNKRA.

Le Comité de négociation s'efforce d'obtenir de tous les gouvernements qu'ils annoncent et versent des contributions au nouveau fonds consolidé en projet du Haut-Commissaire pour les réfugiés. On a fixé à 4.200.000 dollars le montant à recueillir en 1955 dont 3.200.000 dollars pour les solutions permanentes et 1 million de dollars pour les secours d'urgence. Jusqu'à présent, neuf gouvernements ont fait savoir qu'ils verseraient une somme de 573.975 dollars.

Le Comité de négociation rendra compte en détail à l'Assemblée générale du résultat de ses travaux pendant l'année.